

1st edition
1ère édition
2021



PLATEFORM INDUSTRIAL
ADETIKOPE (PIA) SAS

PLATEFORME INDUSTRIELLE
D'ADETIKOPE (PIA) SAS

DOING BUSINESS IN TOGO
FAIRE DES AFFAIRES AU TOGO



Le Togo est devenu l'une des économies stables de l'Afrique de l'Ouest et est engagé dans un ambitieux programme économique transformationnel (le Plan national de développement 2018-2022). Son programme vise à atteindre une croissance économique inclusive, durable et à deux chiffres. Stimuler la transformation industrielle des produits agricoles et soutenir le développement d'industries à forte intensité de main-d'œuvre est un élément clé du Plan national de développement.

Faire des affaires au Togo a pour objectif principal de faire connaître aux parties prenantes ce parcours transformationnel que le Togo est en train de mener par le développement d'une Zone Intégrée de premier plan « Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA) » et fournir aux intervenants les renseignements nécessaires à la prise de décisions.

Un écosystème intégré est attrayant et propice à la promotion des entreprises. La proposition de valeur unique offerte aux investisseurs dans PIA comprend un cadre juridique et fiscal attrayant (c.-à-d. exonération de la plupart des taxes et des droits de douane, guichet unique pour toutes les questions administratives), une infrastructure partagée et des services publics de classe mondiale, plug-et un accès concurrentiel aux ressources naturelles du Togo (PIA pour faciliter les caractéristiques critiques de la chaîne d'approvisionnement, y compris la collecte des matières premières et la logistique de la Zone).

La plate-forme est développée par Arise IIP, un important développeur de zone industrielle africaine possédant une vaste expérience dans le développement de projets d'infrastructure grâce à son approche écosystémique innovante. La zone est développée en 2 phases [Phase 1- 183,68 Ha et Phase 2- 878,45 Ha.] et le rôle de l'ÉFVP sera de concevoir, de financer, de construire et d'exploiter la zone.

La plate-forme comprendra des composants tels qu'un dépôt intérieur de conteneurs, un terminal pour camions, des entrepôts, des bâtiments commerciaux et résidentiels et des terrains industriels dédiés ayant accès à une alimentation électrique, à l'eau et au traitement des déchets cohérents et fiables, les télécommunications et autres services publics et services. PIA offre également l'accès à des entrepôts supplémentaires à proximité de la zone [connue sous le nom de PIA Annex] permettant aux industries ayant des installations d'entreposage sécurisées.

Elaboré en collaboration avec KPMG Togo, ce guide, Doing business in Togo, fournit une analyse approfondie du cadre commercial et juridique pour l'établissement d'une entreprise au Togo. Il donne également un aperçu des principales opportunités disponibles au sein de PIA, ainsi que des systèmes de taxation préférentiels, des lois et des facilités intégrées disponibles pour les entreprises opérant sur la plateforme.

En tant que partenaire de confiance, PIA cherche toujours des moyens de faciliter la croissance de votre entreprise. Avec ce guide, nous espérons que vous trouverez l'impulsion pour construire une entreprise réussie à PIA et nous vous souhaitons un avenir très prospère dans cette terre d'opportunités.

Togo has emerged as one of the stable economies of West Africa and is engaged in an ambitious transformational economic agenda (the National Development Plan 2018-2022). It's agenda aims to achieve inclusive, sustainable, and double-digit economic growth. Boosting the industrial transformation of agricultural commodities and supporting the development of job-intensive industries is a key component of the National Development Plan.

The Doing Business in Togo has the main purpose of making known to stakeholders about this transformational journey Togo is undergoing spearheaded by the development of a top-notch Integrated Zone "Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA)" and providing stakeholders necessary information sought for decision making.

An integrated ecosystem is attractive and conducive in the promotion of business. The unique value proposition for investors available in PIA include an attractive legal and tax framework (i.e., exemption from most taxes and customs duties, a single clearance window for all administrative matters), shared infrastructure and world-class utilities, plug-and-play facilities, and a competitive access to Togo's natural resources (PIA to facilitate critical supply chain features including raw material collection and logistics to the Zone).

The platform is developed by Arise IIP, a leading African Industrial Zone developer having extensive experience in developing infrastructure projects through its innovative ecosystem approach. Zone is developed in 2 phases [Phase 1- 183.68 Ha and Phase 2- 878.45 Ha.] and role of PIA will be to design, finance, construct, and operate the Zone.

Platform will comprise of components such as an Inland Container Depot, Truck Terminal, Warehouses, Commercial and Residential Buildings and dedicated Industrial land with an access to consistent and reliable power, water, waste treatment, telecommunication and other utilities and services. PIA also offers access to additional warehouses close to the zone [known as PIA Annex] allowing industries with secure storage facility.

Created in collaboration with KPMG Togo, this guidebook, Doing business in Togo, provides a thorough analysis of the business and legal framework for establishing a business in Togo and it also provides an insight into key opportunities available in PIA, as well as preferential taxation systems, laws and integrated facilities available to businesses operating here.

As a trusted partner, PIA is always looking for ways to facilitate your business growth. With this guide we hope you find the impetus for building a successful venture in PIA and we wish you a very prosperous future in this land of opportunities.

Message Du Président / Message From The President



Le gouvernement du Togo est fier du lancement réussi de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé, en partenariat avec Arise IIP.

Ce partenariat public-privé démontre ce qui peut être réalisé lorsque des investisseurs ambitieux et établis comme Arise IIP joignent leurs forces à celles du Togo et des Togolais.

La Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA) capitalisera sur les riches ressources naturelles de notre pays, en veillant à ce que le Togo obtienne une plus grande part de la valeur ajoutée grâce au développement d'une industrie locale dédiée au traitement et à la transformation ici même dans le pays.

L'agriculture est notre source de vie et nous développerons davantage notre industrie afin de garantir que le Togo, les Togolais et ceux qui investissent au Togo bénéficient de ses richesses naturelles.

Je saisis cette occasion pour encourager les entrepreneurs nationaux et internationaux ambitieux à considérer ce projet comme un exemple parmi d'autres de ce qui peut être réalisé au Togo, des immenses ressources humaines et naturelles qu'il offre, et de notre volonté de nous engager avec tous les investisseurs et entreprises qui sont sérieux dans la création de valeur mutuelle.

The Government of Togo is proud of the successful launch of the Industrial Platform of Adetikopé, in partnership with Arise IIP.

This public private partnership demonstrates what can be achieved when ambitious and established investors like Arise IIP join forces with Togo and the Togolese.

The Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA) will capitalise on our country's rich natural resources, ensuring that Togo obtains a greater share of the value added through local industry development dedicated to the processing and transformation right here in the country.

Agriculture is our lifeblood and we will further develop our industry to ensure that Togo, the Togolese and those investing in Togo benefit from its natural wealth.

I take this opportunity to encourage ambitious national and international entrepreneurs to consider this project as just one example of what can be achieved in Togo, of the huge human and natural resources on offer, and of our willingness to engage with any investors and businesses that are serious about creating mutual value.

Faure GNASSINGBE *Président de la République du Togo / President of the Togolese Republic*

TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS

Préface	2
Preface	2
Message du Président	3
Message from the President	3
Table Des Matières	4
Table Of Contents	4
Table des sigles et abréviations	13
Table of acronyms and abbreviations	13
I. Togo en bref	16
I. Togo at glance	16
I.1. Pourquoi investir au Togo ?	18
I.1. Why invest in Togo?	18
I.2. Mesures liées à la pandémie au Corona virus (Covid 2019)	19
I.2. Measures related to Corona virus (Covid 2019)	19
I.2.1. Mesures prises au niveau sous - régional	19
I.2.1. Measures taken at the sub - regional level	19
I.2.2. Mesures prises au niveau National	19
I.2.2. Measures taken at the national level	19
I.2.2.1. Mesures barrières à la propagation de la maladie	19
I.2.2.1. Measures to prevent the spread of the disease	19
I.2.2.2. Mesures fiscales et douanières	20
I.2.2.2. Tax and customs measures	20
I.2.2.3. Mesures sociales	20
I.2.2.3. Social measures	20
I.3. Aperçu global	20
I.3. Global Overview	20
I.3.1. Situation géographique	20
I.3.1. Geographic location	20
I.3.2. Position stratégique	21
I.3.2. Strategic positioning	21
I.3.3. Santé	21
I.3.3. Health	21
I.3.4. Situation politique	21
I.3.4. Political situation	21
I.3.5. Situation démographique	22
I.3.5. Demographic situation	22
I.3.6. Croissance économique	22
I.3.6. Economic growth	22
I.3.7. Performances économiques	22
I.3.7. Economic performance	22
I.3.8. Conditions climatiques	23
I.3.8. Climatic conditions	23
I.3.9. Infrastructures	24
I.3.9. Infrastructures	24
I.3.9.1. Production d'électricité et infrastructure de distribution	24
I.3.9.1. Power Generation and distribution infrastructure	24
I.3.9.2. Infrastructures éducatives	25
I.3.9.2. Educational infrastructures	25
I.3.9.3. Infrastructures bancaires, financières et d'assurances	25
I.3.9.3. Banking, financial and insurance infrastructures	25
I.3.9.4. Infrastructures de transport	27
I.3.9.4. Transportation infrastructure	27
I.3.9.4.1. Routes	28
I.3.9.4.1. Roads	28

1.3.9.4.2.	Ferroviaires	29
1.3.9.4.2.	Railway	29
1.3.9.4.3.	Aéroports	30
1.3.9.4.3.	Airports	30
1.3.9.4.4.	Le port	31
1.3.9.4.4.	The Port	31
1.3.10.	Services publics	32
1.3.10.	Public services	32
1.3.11.	Jours fériés	32
1.3.11.	Holidays.....	32
1.3.12.	Le registre des sûretés mobilières	32
1.3.12.	The directory of movable securities	32
1.3.13.	La réglementation Anti-blanchiment	32
1.3.13.	Anti-money laundering regulations	32
2.	Opportunités d'investissement et de financement au Togo	34
2.	Investment and financing opportunities in Togo	34
2.1.	Opportunités dans les marchés publics	35
2.1.	Opportunities in public procurement	35
2.2.	Les secteurs porteurs	35
2.2.	The growth sectors	35
2.3.	Environnement économique	43
2.3.	Economic environment	43
2.3.1.	Economie : indicateurs clés	43
2.3.1.	Economy: key indicators	43
2.3.2.	La réglementation économique en matière de concurrence	43
2.3.2.	Economic competition regulations	43
2.4.	Régimes fiscaux en vigueur au Togo	44
2.4.	Investment and Tax Regimes in Republic of Togo	44
2.4.1.	Le régime de droit commun	44
2.4.1.	The Common Law Regime	44
2.4.2.	Taxe professionnelle unique (TPU) ou impôt synthétique	46
2.4.2.	Single professional tax (TPU) or synthetic tax	46
2.5.	Le code des investissements au Togo	47
2.5.	The Investment Code in Togo	47
2.6.	Le code minier	48
2.6.	The mining code	48
2.7.	Régime de la zone économique spéciale (ZES)	49
2.7.	Special economic zone regime (SEZ)	49
2.8.	Régime de zone libre/ Régime de zone franche	49
2.8.	Free zone regime // Duty-free Zone Regime	49
2.9.	Juridictions commerciales	50
2.9.	Commercial Juridictions	50
2.9.1.	Tribunal de Commerce	50
2.9.1.	Commercial Court	50
2.9.2.	Cour d'Arbitrage du Togo (CATO)	51
2.9.2.	Togo Arbitration Court (CATO)	51
2.9.3.	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage-OHADA (CCJA-OHADA)	52
2.9.3.	OHADA Common Court of Justice and Arbitration (CCJA-OHADA)	52
2.10.	Vivre au Togo	53
2.10.	Live in Togo	53
2.10.1.	Tourisme.....	53
2.10.1.	Tourism.....	53
2.10.1.1.	Le parc national de Fazao – Malfakassa	53
2.10.1.1.	The national park of Fazao – Malfakassa	53
2.10.1.2.	Réserve de faune d'Alédjo	54
2.10.1.2.	Alédjo Wildlife Reserve	54

2.10.2. Hôtels.....	54
2.10.2. Hotels.....	54
2.10.3. Restaurants.....	54
2.10.3. Restaurants.....	54
2.10.4. Supermarchés à Lomé	54
2.10.4. Supermarkets in Lomé	54
2.10.5. Prix moyen des produits de premières nécessités	55
2.10.5. Average price of basic necessities	55
2.10.6. Prix moyens du fer, du ciment, du sable et du gravier	55
2.10.6. Average prices of iron, cement, sand and gravel	55
2.10.7. La réglementation en matière de location	55
2.10.7. Renting regulations	55
2.11. Expatriation.....	56
2.11. Expatriation.....	56
2.11.1. Arrivée au Togo	56
2.11.1. Arrival in Togo	56
2.11.2. Obtention du Titre de séjour ou de la Carte de Séjour	56
2.11.2. Obtaining a Residence Permit or Residence Card	56
2.11.3. Enregistrement à la Direction Générale du Travail (DGT)	57
2.11.3. Registration formalities at the National Labor Office (DGT)	57
2.11.4. Obtention du Permis de Travail	57
2.11.4. Obtaining a work permit	57
2.11.5. Ratio expatrié obligatoire parmi les sociétés	58
2.11.5. Mandatory expat-Nationals Ratio amongst employees	58
2.11.6. Autorisation d'embauchage et demande de visa pour contrat de travail	58
2.11.6. Authorization to recruit and application for a permit for an employment contract	58
2.12. Procédures de lancement d'une entreprise	58
2.12. Procedures for starting a business	58
2.12.1. La création d'une entreprise individuelle	58
2.12.1. The creation of an individual company	58
2.12.2. La création d'une société	59
2.12.2. The creation of enterprises	59
2.12.2.1. La Société à Responsabilité Limitée	59
2.12.2.1. The Private Limited Company	59
2.12.2.2. La Société Anonyme	59
2.12.2.2. The Public Limited Company	59
2.12.2.3. La Société Anonyme Simplifiée	59
2.12.2.3. The Simplified Joint-stock Limited Company	59
2.12.3. La succursale	59
2.12.3. The Branch	59
2.12.4. Procédures de création d'une société	60
2.12.4. Procedure for creating a company (SARL, SAS and SA)	60
2.12.5. Les documents à fournir pour la création d'une société	60
2.12.5. Documents to be provided for the creation of a company	60
2.12.6. Dissolution d'une société	61
2.12.6. Dissolution of a corporation	61
2.12.7. Radiation de Société	61
2.12.7. Deregistration of a corporation	61
2.13. Obtention de permis de construire	61
2.13. Obtaining a building permit	61
2.14. Code du travail	62
2.14. Labor Code	62
2.14.1. Délégués du personnel et délégués syndicaux	62
2.14.1. Staff representatives and labor representatives	62
2.14.1.1. Délégués du personnel	62
2.14.1.1. Staff representative	62

2.14.1.2.	Délégués syndicaux	63
2.14.1.2.	Labor representatives	63
2.14.2.	Règlement intérieur	63
2.14.2.	Rules of Procedure	63
2.14.3.	Contrat de Travail	63
2.14.3.	Labor Contract	63
2.14.3.1.	Contrat à Durée Indéterminée	63
2.14.3.1.	Indefinite term Contract	63
2.14.3.2.	Contrat à Durée Déterminée	64
2.14.3.2.	Fixed-term Contract	64
2.14.4.	Période d'essai (CDD et CDI)	64
2.14.4.	Trial period (ITC and FTC)	64
2.14.5.	Fin du contrat	64
2.14.5.	Ended term	64
2.14.5.1.	Contrat à Durée Indéterminée	64
2.14.5.1.	Indefinite term Contract	64
2.14.5.1.1.	Licenciement	64
2.14.5.1.1.	Dismissal.....	64
2.14.5.1.2.	Démission.....	65
2.14.5.1.2.	Resignation.....	65
2.14.5.1.3.	Rupture de contrat : accord de parties	65
2.14.5.1.3.	Breaking terms: mutual agreement by the parties	65
2.14.5.2.	Contrat à Durée Déterminée	66
2.14.5.2.	Fixed-term contract	66
2.14.6.	Salaire minimum	66
2.14.6.	The minimum wage	66
2.14.7.	Nombre d'heures réglementaires de travail	66
2.14.7.	Regular working hours	66
2.14.8.	Heures supplémentaires	66
2.14.8.	Overtime hours	66
2.14.9.	Indemnités et avantages	66
2.14.9.	Compensation and benefits	66
2.14.9.1.	Indemnités de départ à la retraite	66
2.14.9.1.	Retirements allowance	66
2.14.9.2.	Indemnités de licenciement	67
2.14.9.2.	Severance pay	67
2.14.9.3.	Indemnités compensatoires	67
2.14.9.3.	Compensatory allowances	67
2.14.9.4.	Indemnité de maladie	67
2.14.9.4.	Sickness benefits	67
2.14.9.5.	Indemnité de fin de contrat	68
2.14.9.5.	Termination benefits	68
2.14.10.	Congés annuels	68
2.14.10.	Annual leave	68
2.14.11.	Congés maladies	68
2.14.11.	Sick leave	68
2.14.12.	Congés de maternité	68
2.14.12.	Maternity leave	68
2.14.13.	Congés de paternité	69
2.14.13.	Paternity leave	69
2.14.14.	Droit de grève	69
2.14.14.	Striking rights	69
2.14.15.	Santé et sécurité au travail	69
2.14.15.	Health and safety at work	69
2.15.	Code de la sécurité sociale	70
2.15.	Social Security Code	70

2.15.1. Enregistrement à la CNSS	70
2.15.1. Registration at the CNSS	70
2.15.2. Déclarations et paiements des cotisations sociales	71
2.15.2. Return and payment of social security contributions	71
2.16. Procédures fiscales et douanières	71
2.16. Tax and customs procedures	71
2.16.1. Réaliser les formalités fiscales	71
2.16.1. Carrying out tax formalities	71
2.16.2. Accès au service en ligne	71
2.16.2. Access to the Extranet (online Service)	71
2.16.3. Déclaration Annuelle des Salaires (DAS)	72
2.16.3. Annual Wage Declaration	72
2.16.4. Soumission des états financiers	72
2.16.4. Submit financial statements	72
2.16.5. Gestion des crédits d'impôts	72
2.16.5. Management of tax credits	72
2.17. Code foncier et domanial	73
2.17. Land and Property Code	73
2.18. Procédures commerciales aux frontières	74
2.18. Cross-border trade procedures	74
2.18.1. Volet Exportation	75
2.18.1. Export Section	75
2.18.2. Volet Importation	76
2.18.2. Import section	76
2.19. Les procédures d'obtention des autorisations, certificats et certificats d'origine	77
2.19. The procedure for obtaining authorizations, licenses and certificates of origin	77
2.20. Coût et qualité de l'exécution des contrats et du règlement des différends	77
2.20. Contract enforcement and dispute resolution cost and quality	77
2.21. Prêts et autres coûts de financement	78
2.21. Loans and other financing costs	78
2.22. Protection de la propriété intellectuelle (Brevets, Marques et Droits d'auteur)	78
2.22. Intellectual property protection cost, laws and history, especially for patents, trademarks and copyrights	78
2.23. L'autorisation de change	79
2.23. The foreign exchange authorization	79
2.24. Obligations environnementales	79
2.24. Environmental obligations	79
2.24.1. Le traitement des déchets	79
2.24.1. Waste treatment	79
2.24.2. Récupération des déchets	80
2.24.2. Waste recovery	80
2.24.3. Responsabilité sociale des entreprises	80
2.24.3. Corporate social responsibility	80
2.24.4. Sanctions relatives au non-respect des obligations environnementales	80
2.24.4. Sanctions relating to non-compliance with environmental obligations	80
2.24.5. Processus d'approbation de l'environnement, Lois, règlements	80
2.24.5. Environmental clearance process, statutes, rules, regulations	80
2.24.6. Plan de gestion de l'environnement	80
2.24.6. Environmental management plan	80
2.25. Principales organisations Internationales, traités et accords	81
2.25. Major international organizations, treaties and agreements	81
2.25.1. OHADA: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires	81
2.25.1. OHADA: Organization for the Harmonization of Business Law in Africa	81
2.25.2. UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest-Africaine	82
2.25.2. WAEMU: West African Economic Monetary Union	82
2.25.3. CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	83
2.25.3. ECOWAS: Economic Community of West African States	83

2.25.4. ZLECAF: Zone de Libre-échange continentale Africaine	83
2.25.4. African Continental Free Trade Area (AfCFTA)	83
2.25.5. Procédures d'exportation	84
2.25.5. Export procedures	84
2.25.5.1. Exportation et (ECO)	84
2.25.5.1. Export and (ECO)	84
2.25.5.2. Importation de marchandises dans la ZLECAF	85
2.25.5.2. Importation of goods under the CFTA	85
3. Faire des affaires dans la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)	86
3. DOING BUSINESS IN PIA	86
3.1. Contexte du projet	87
3.1. Project Framework	87
3.1.1. Genèse et principales caractéristiques du projet PIA	87
3.1.1. Genesis and salient features of the PIA project	87
3.1.2. Cadre légal	88
3.1.2. The legal framework	88
3.2. Le cadre administratif	88
3.2. The administrative framework	88
3.2.1. Organigramme de PIA	88
3.2.1. Organisation Chart of PIA	88
3.2.2. Institutions administratives de PIA	89
3.2.2. Administrative Institutions of PIA	89
3.2.2.1. Organe de Développement et de Gestion	99
3.2.2.1. The Development and Management Body	89
3.2.2.2. Le guichet unique	91
3.2.2.2. The Single Window Clearance Coordination Authority (SWCCA)	91
3.2.2.3. Champ d'application de l'Autorité de coordination des dédouanements à guichet unique	91
3.2.2.3. Scope of the Single Window Clearance Coordination Authority	91
3.3. Plan directeur	93
3.3. Master plan	93
3.3.1. Vue d'ensemble	93
3.3.1. General overview	93
3.3.2. Localisation et routes d'accès à PIA	96
3.3.2. Location and Accessibility-Access to PIA	96
3.3.3. Accès terrestres	97
3.3.3. Land access	97
3.3.3.1. Routes	97
3.3.3.1. Road	97
3.3.3.2. Chemin de fer	98
3.3.3.2. Railway	98
3.3.4. Accès maritime	98
3.3.4. Maritime Access	98
3.3.5. Accès aérien	98
3.3.5. Air Access	98
3.3.6. Plan de développement et zonage	99
3.3.6. Development Plan & Zoning	99
3.3.6.1. Développement du réseau routier	99
3.3.6.1. Development of the Road network	99
3.3.6.2. Développement industriel des terres	99
3.3.6.2. Industrial Land Development	99
3.3.6.3. Développement logistique	100
3.3.6.3. Logistic Development	100
3.3.6.3.1. Entrepôt	100
3.3.6.3.1. Warehouse	100
3.3.6.3.2. Dépôt intérieur de conteneurs (DIC)	104
3.3.6.3.2. Inland Container Depot (ICD)	104

3.3.6.3.3.	Terminal de camions	106
3.3.6.3.3.	Truck terminal	106
3.3.6.3.4.	Entreposage à sec et entreposage du coton	106
3.3.6.3.4.	Dry storage and coton storage	106
3.3.6.4.	Développement commercial	107
3.3.6.4.	Commercial Development	107
3.3.6.5.	Développement résidentiel	108
3.3.6.5.	Résidential Development	108
3.3.7.	Les installations	109
3.3.7.	Facilities.....	109
3.3.7.1.	Installations génératrices de revenus :	109
3.3.7.1.	Facilities with potential for Revenue Generation:.....	109
3.3.7.1.1.	Centre de formation professionnelle	109
3.3.7.1.1.	Vocational Training Center	109
3.3.7.1.2.	Service et station d'essence	109
3.3.7.1.2.	Service and Fuel Station	109
3.3.7.1.3.	Restaurants.....	110
3.3.7.1.3.	Eatery Joints	110
3.3.7.1.4.	Bâtiment administratif	110
3.3.7.1.4.	Administration Building	110
3.3.7.2.	Installations non génératrices de revenus	110
3.3.7.2.	Facilities with non-Revenue Generating	110
3.3.7.2.1.	Immeuble du guichet unique	110
3.3.7.2.1.	SWC Building	110
3.3.7.2.2.	Caserne de pompiers	112
3.3.7.2.2.	Fire station	112
3.3.7.2.3.	Poste de police	113
3.3.7.2.3.	Police station	113
3.3.7.2.4.	Services publics	114
3.3.7.2.4.	Utilities.....	114
3.3.8.	Parc Textile	118
3.3.8.	Textile park	118
3.4.	Admission à PIA	120
3.4.	Admission to PIA	120
3.4.1.	Conditions d'entrée	120
3.4.1.	Entry Requirements	120
3.4.2.	Secteurs potentiels	120
3.4.2.	Potentials sectors	120
3.4.3.	Activités menées dans PIA	120
3.4.3.	Activities Conducted in the PIA	120
3.4.4.	Services administratifs	121
3.4.4.	Administratives facilities	121
3.4.5.	Procédures d'entrée	121
3.4.5.	Entry Procedures	121
3.4.5.1.	Formalités d'immigration et de travail	121
3.4.5.1.	Immigration and Labour Formalities	121
3.4.5.2.	Processus d'inscription ou d'enregistrement d'entreprise	121
3.4.5.2.	Corporate Registration Process	121
3.4.5.3.	Processus d'approbation pour obtenir le droit à des exemptions dans PIA	122
3.4.5.3.	Approval Process to get entitlement to exemptions in the PIA	122
3.4.6.	Exclusion de PIA	122
3.4.6.	Exclusion from the PIA	122
3.5.	Régimes d'incitation spéciaux applicables aux investisseurs	124
3.5.	The special incentives scheme applicable to investors	124
3.5.1.	Mesures d'incitation fiscales et douanières	124
3.5.1.	Tax and customs incentives	124

3.5.2. Mesures d'incitation économiques et financières	126
3.5.2. Economic and financial incentives	126
3.6. Industrie agro-alimentaire et autres secteurs industriels probables	126
3.6. Agro-Product Processing Units, other highly probable industrial cluster	126
3.6.1. Approvisionnement en matières premières	126
3.6.1. Supply of Raw Materials	126
3.6.2. Installation logistique et entreposage	126
3.6.2. Logistics & Warehousing Facilities	126
3.6.3. Transfert au port	126
3.6.3. Transfer to Port	126
3.6.4. Coût de gestion	126
3.6.4. Management Costs	126
Glossaire / Glossary	127
Glossaire / Glossary	127
FAQs.....	130
FAQs.....	130
Do's & Don'ts	134
Do's & Don'ts	134
Annexes.....	135
APPENDICES.....	135
Annexe 1 : Liste des écoles internationales au Togo	136
Appendix 1: List of international schools in Togo	136
Annexe 2 : Banques, Etablissements financiers, Institutions de Microfinances et Compagnies d'assurance au Togo	137
Appendix 2: List of Banks, Financial institutions, microfinance institutions and insurance companies in Togo	137
Annexe 3 : Statistiques du port autonome de Lomé	145
Appendix 3: Statistics for the autonomous port of Lomé	145
Annexe 4 : Analyse comparative des activités et créneaux porteurs par région et par préfecture	152
Appendix 4: Comparative analysis of activities and promising niches by region and by prefecture	152
Annexe 5 : Liste des sites miniers	165
Appendix 5: List of mine sites	165
Annexe 6 : Importation et exportation	166
Appendix 6: Importation and exportation	166
Annexe 7 : Importation et exportation de produits alimentaires	169
Appendix 7: Importation and exportation of food products	169
Annexe 8 : Liste des principales industries au Togo	173
Appendix 8: List of main industries in Togo	173
Annexe 9 : Liste des hôtels et restaurants	175
Appendix 9: List of Hotels & Restaurants	175
Annexe 10 : Supermarchés au Togo	181
Appendix 10 : Supermarkets in Togo	181
Annexe 11 : Grandes lignes des structures organisationnelles	182
Appendix 11: Main outlines of corporate structures	182
Annexe 12 : Enregistrement à la CNSS	183
Appendix 12: Registration with the CNSS	183
Annexe 13 : Dates d'échéance	184
Appendix 13: Due dates	184
Annexe 14 : Résumé des sanctions	185
Appendix 14: Summary of sanctions	185
Annexe 15 : Approche écosystémique	187
Appendix 15 : The Ecosystem approach	187
Annexe 16 : Liste des administrations du guichet unique	188
Appendix 16: List of administrations in PIA SWCCA	188
Annexe 17 : Secteurs potentiels	191
Appendix 17 : Potentials sectors	191
Annexe 18 : Activités menées dans PIA	194
Appendix 18: Activities conducted in PIA	194

Annexe 19 : Procédures d'approbation pour obtenir des exemptions	202
Appendix 19: Approval process to get entitlement to exemptions	202
Annexe 20 : Les exonérations fiscales du régime special	211
Appendix 20: The fiscal exemptions of the special regime	211
Annexe 21 : Liste des ambassades et consulats clés	213
Appendix 21: List of key embassies and consulates	213
Annexe 22 : Liste des ONG et organisations sociales	214
Appendix 22: List of NGOs and social organisations	214
Annexe 23 : Liste des syndicats	215
Appendix 23: List of all Trade Unions	215
Annexe 24 : Liste de la Chambre de Commerce	216
Appendix 24: List of Chamber of Commerce	216
Annexe 25 : Liste de quelques agences de voyage au Togo	216
Appendix 25: List of some travel agent in Togo	216
Annexe 26 : Liste des compagnies maritimes au Togo	217
Appendix 26: List of shipping lines in Togo	217
Annexe 27 : Contacts de quelques services utiles au Togo	218
Appendix 27: Contacts of some useful services in Togo	218
FIGURES	220
FIGURES	220

TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS / ABBREVIATIONS

ACFTA	African Continental Free Trade Area		
ADV	Attestation De Valeur (Certificate Of Value)	CEET	Des Artisans (Artisans' Savings and Credit Cooperative) Compagnie Energie Electrique du Togo (Electricity Company of Togo)
AFZO	African Free Trade Zone Organization	CCIT	Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (Togolese Chamber of Commerce and Industry)
AGOA	Africa Growth and Opportunity Act		
AGPAOC	Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (West and Central Africa Ports Management Association)	CDPI	Centre de Documentation en Propriété Intellectuelle (Intellectual Property Documentation Center)
AoA	Article of Association	CFE	Centre de Formalités des Entreprises (Company Registration Center)
AU	African Union	CFP	Centre de Formation Professionnelle (Vocational Training Center)
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Central Bank of West African States)	CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme (National Human Rights Commission)
BESC	Bordereau Electronique de Suivi des Cargaisons (Electronic Cargo Tracking Form)	CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (National Social Security Administration)
BIC	Bénéfices Industriels et Commerciaux (Industrial and Commercial Profits)	CNPI	Conseil National de la Propriété Intellectuelle (National Council of Intellectual Property)
BUTODRA	Bureau Togolais du Droit d'Auteur (Togolese Copyright Bureau)	CO	Certificat d'Origine (Certificate of Origin)
BNC	Bénéfices Non Commerciaux (Non-commercial profits)	COECP	Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'Eglise De Pentecôte Du Togo (Togo Pentecostal Church Savings and Credit Cooperative)
BT	Basse Tension (Low Voltage)	COOPEC	Coopérative D'Epargne Et De Crédit (Savings and Credit Cooperative)
CATO	Cour d'Arbitrage du Togo (Court of Arbitration of Togo)	CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
CCJA	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (Common Court of Justice and Arbitration)	CRRH-UEMOA	Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (Regional Mortgage Refinancing Fund)
CDI	Contrat à Durée Indéterminée (Indefinite term contract)	DADC	Direction des Affaires Domaniales et Cadastres (Land and Property Management Department)
CDD	Contrat à Durée Déterminée (Fixed term contract)		
CDI	Centre Des Impôts (Tax centers)		
CECA	Coopérative D'Epargne Et De Crédit		

DAS	Déclaration annuelle de salaires (Annual Statement of Salaries)	IATA	International Air Transport Association
DCCFE	Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (Land and Property Registry Office)	ICAO	International Civil Aviation Organization
DFU	Document de Frais Unique (Single Fee Document)	IEC	Information Education Communication
DGE	Direction des Grandes Entreprises (Large Companies Department)	IIAG	Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (Mo Ibrahim Index on African Governance)
DGT	Direction Générale du Travail (National Labor Department)	IMF	Impôt Minimum Forfaitaire (Minimum Fixed Tax)
DI	Directeur de l'Industrie (Director of Industry)	IMF	International Monetary Fund
DPME	Direction des Petites et Moyennes Entreprises (Small and Medium Enterprises Department)	INPIT	Institut National de la Propriété Industrielle et de la Technologie (National Institute of Industrial Property and Technology)
DRTLS	Directions Régionales du Travail et des Lois Sociales (Regional Offices of Labor and Social Laws)	INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (National Institute of Statistics and Economic and Demographic Studies)
EDF	Energie De France (French Electricity Company)	INAM	Institut National d'Assurance Maladie du Togo (National Institute of Health Insurance of Togo)
ECOWAS	Economic Community of West African States	IR-RCM	Revenus de Capitaux Mobiliers (Income from Transferable Securities)
ESIA	Environmental and Social Impact Assessment	IPTLS	Inspections Préfectorales du Travail et des Lois Sociales (Prefectural Labor and Social Security Inspections)
EVP	Equivalent Vingt Pieds (Twenty-Foot Equivalent)	IS	Impôt sur les sociétés (Corporate Income Tax)
FEC	Facilité Elargie de Crédit (Extended Credit Facility)	IT	Information Technology
FIC	Freight Insurance Cost	MAD	Magasins et Aires de Dédouanement (Warehouses and Clearance Areas)
FOB	Free On Board	MERF	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (Ministry of Environment and Forest Resources)
FUCEC	Faîtière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit (Federation of Cooperative Savings and Credit Units)	MSPC	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (Ministry of Security and Civil Protection)
GDP	Gross Domestic Product	MT	Moyenne Tension (Medium Voltage)
GI	Geographical Indications	N/A	Not Applicable
HCFC	Hydro chlorofluorocarbons		

NCTT	Nouveau Code du Travail du Togo (New Togolese Labor Code)	S&P	Standard and Poor's
NIF	Numéro d'Identification Fiscale (Tax Identification Number)	TFPB	Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (Property tax on built properties)
OAPI	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (African Intellectual Property Organization)	TVM	Taxe sur les Véhicules à Moteur (Tax on Motor Vehicles)
OHADA	Organization for the Harmonization of Business Law in Africa	TPU	Taxe Professionnelle Unique (Single Professional Tax)
OTR	Office Togolais des Recettes (Togolese Tax Office)	UHT	Unité Habillement et Textile (Textile and Clothing Unit)
PND	Plan National de Développement (National Development Plan)	USD	United State Dollar
PNHAT	Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement au Togo (National Hygiene and Sanitation Policy in Togo)	VAT	Valued Added Tax
PNIU	Plan National d'Intervention d'Urgence (National Emergency Response Plan)	WACEM	West African Cement
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (Trade and Personal Property Credit Register)	WAEMU	West African Economic Monetary Union
SARL	Société à Responsabilité Limitée (The Private Limited Company)	WAGES	Women and Associations for Gain both Economic and Social
SAS	Société par Action Simplifiée (The Simplified Limited Company)	WHO	World Health Organization
SA	Société Anonyme (The Limited Company)	WIPO	World Intellectual Property Organization
SAZOF	Société d'Administration de la Zone Franche (Tax-Free Zone Administration Society)	XOF	Franc of the African Financial Community
SCS	Station de commutation zonale (Area Switching Station)	Km	Kilometer
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (Operating Company of the Single Window for Foreign Trade)	m	meter
SEZ(s)	Special Economic Zone(s)	cm	centimeter
SNL	Structure Nationale de Liaison (National Liaison Structure)	ha	hectare



1

- Togo at glance
- Togo en bref



PLATEFORME INDUSTRIAL
ADETIKOPE (PIA) SAS

PLATEFORME INDUSTRIELLE
D'ADETIKOPE (PIA) SAS



Indicateurs	Pays	Afrique Subsaharienne
Taille (BM, 2018)	56.790Km ²	21.7Km ²
Population (UN, 2020)	8.3 M	1094,4 M
Taux d'urbanisation (BM, 2018)	41.70%	40.20%
Croissance démographique (UN, 2020)	2.40%	2.60%
Taux de fécondité (UN, 2015-2020)	4,4 enfants / femme	4,7 enfants / femme
Espérance de vie à la naissance (UN, 2015-2020)	60,5 ans	60,5 ans
Part de la population vivant avec moins de 1,90 USD par jour (BM, 2015)	49.80%	42.30%
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2018)	63.70%	65.60%
APD par habitant (BM, 2018)	37.6 USD	46.7 USD
Classement IDH 2018 (PNUD, 2019)	167/189	

Indicators	Country	Subsaharian Africa
Size (WB, 2018)	56.790Km ²	21.7Km ²
Population (UN, 2020)	8.3 M	1094,4 M
Urbanisation rate (WB, 2018)	41.70%	40.20%
Population growth (UN, 2020)	2.40%	2.60%
Fertility rate (UN, 2015-2020)	4,4 Children/ woman	4,7 Children/ woman
Life expectancy at birth (UN, 2015-2020)	60,5 years old	60,5 years old
Share of population living on less than 1.90 per day (WB, 2018)	49.80%	42.30%
Adult literacy rate (WB, 2018)	63.70%	65.60%
ODA per capita (WB, 2018)	37.6 USD	46.7 USD
HDI ranking 2018 (UNDP, 2019)	167/189	

Indicateurs	Pays		Afrique Subsaharienne	
Nominal GDP (IMF, Oct 2020)	5,7 Mds USD		1714.2 Mds USD	
GDP/ capita in 2020 (IMF, Oct 2020)	690.3 USD		1566,3 USD	
Sectoral distribution of GDP in 2018 (UNCTAD)	Services	54%	Services	54%
	Agriculture	28%	Agriculture	17%
	Industries	18%	Industries	29%
	2019	2020	2019	2020
Real GDP growth (IMF, Oct 2020)	+5.3%	0%	+3.2%	-3%
Real GDP growth per capita (IMF, Oct 2020)	+2.8%	-2.4%	+0.8%	-5.3%
Average annual inflation rate (IMF, Oct 2020)	+0.7%	+1.4%	+8.5%	+10.6%
Overall fiscal balance including grants (as % of GDP) (IMF, Oct 2020)	2.1%	-7.1%	-4.2%	-7.6%
Public debt (as % of GDP) (IMF, Oct 2020)	70.9%	73.5%	50.4%	56.6%
Public external debt (as % of GDP) (IMF, Oct 2020)	23.5%	31.6%	23.4%	28.1%

Indicators	Country		Subsaharian Africa	
Nominal GDP (IMF, Oct 2020)	5,7 Mds USD		1714.2 Mds USD	
GDP/ capita in 2020 (IMF, Oct 2020)	690.3 USD		1566,3 USD	
Sectoral distribution of GDP in 2018 (UNCTAD)	Services	54%	Services	54%
	Agriculture	28%	Agriculture	17%
	Industries	18%	Industries	29%
	2019	2020	2019	2020
Real GDP growth (IMF, Oct 2020)	+5.3%	0%	+3.2%	-3%
Real GDP growth per capita (IMF, Oct 2020)	+2.8%	-2.4%	+0.8%	-5.3%
Average annual inflation rate (IMF, Oct 2020)	+0.7%	+1.4%	+8.5%	+10.6%
Overall fiscal balance including grants (as % of GDP) (IMF, Oct 2020)	2.1%	-7.1%	-4.2%	-7.6%
Public debt (as % of GDP) (IMF, Oct 2020)	70.9%	73.5%	50.4%	56.6%
Public external debt (as % of GDP) (IMF, Oct 2020)	23.5%	31.6%	23.4%	28.1%

I.1. Pourquoi investir au Togo ?

Le Togo jouit d'une position géostratégique particulièrement avantageuse en Afrique de l'Ouest, constituant un pays de transit pour de nombreux pays voisins enclavés (Burkina-Faso, Niger et Mali), et bénéficiant de la proximité d'autres pays importants dans la sous-Région Ouest Africaine (Bénin, Ghana et Côte d'Ivoire).

Investir au Togo est une véritable aubaine au regard des nombreux atouts que présente le pays, notamment :

- Une situation géographique particulièrement avantageuse faisant de lui une porte d'entrée des investisseurs en Afrique de l'Ouest :

Le Togo offre un cadre idéal pour le développement industriel et les échanges commerciaux avec la sous-région ouest africaine (CEDEAO), l'Europe et l'Amérique du Nord. Pays côtier, le Togo constitue une porte océane des pays du sahel à travers son port en eau profonde ;

Pendant longtemps, le pays n'a pas su profiter suffisamment de cette position pour développer ses activités industrielles. Pour pallier cette insuffisance, la plateforme Industrielle d'Adétikopé a été créée en 2019. Cette plateforme, de part sa situation géographique et sa mission, offre un cadre propice ainsi que des facilités inédites et sans précédent à tout investisseur misant sur le Togo ;

- 1^{er} meilleur pays réformateur en Afrique subsaharienne, 8^{ème} parmi les pays africains et 97^{ème} dans le classement général selon le rapport de Doing Business 2020 ;
- Une performance économique et financière reconnue par les principales agences de notation financière au monde :

Notation financière de Standard & Poor's (B/B stable), Notation émetteur de Moody's Investors Service (« Moody's ») (B3), Notation crédit souverain de S&P Global Ratings (B/B Spéculatif) ;

- Membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lui offrant un accès à un marché vaste de plus de 400 millions d'habitants ;
- Membre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ;
- Pays bénéficiant de l'AGOA (Africa Growth and

I.1. Why invest in Togo?

Togo boasts a particularly advantageous geostrategic position in West Africa, being a transit country for many landlocked neighboring countries (Burkina Faso, Niger and Mali), and benefiting from the proximity of other important countries in the West African sub-region (Benin, Ghana and Côte d'Ivoire).

Investing in Togo is a golden opportunity due to the many advantages the country has to offer, notably the following:

- A particularly advantageous geographical position making it a gateway for investors in West Africa :

Togo offers an ideal framework for industrial development and trade with the West African sub-region (ECOWAS), Europe and North America. As a coastal country, Togo is a gateway to the Sahelian countries through its deep water port;

For a long time, the country has not taken sufficient advantage of this position to develop its industrial activities. To remedy this shortcoming, the Adétikopé industrial platform was created in 2019. This platform, because of its geographical situation and its mission, offers a favourable framework as well as unprecedented facilities to any investor willing to invest in Togo;

- 1st best reforming country in sub-Saharan Africa, 8th among African countries and 97th in the overall ranking according to the Doing Business 2020 ;
- An economic and financial performance recognized by the main financial rating agencies in the world:

Financial rating of Standard & Poor's (B / B stable), Issuer rating of Moody's Investors Service ("Moody's") (B3), Sovereign credit rating of S&P Global Ratings (B / B Speculative);

- Member of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) and of the Economic Community of West African States (ECOWAS) offering it access to a vast market of over 400 million inhabitants;
- Member of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) ;
- A Country qualified for AGOA (Africa Growth

Opportunity Act) permettant aux entreprises produisant au Togo d'exporter sans droits vers les Etats-Unis.

- Pays de paix et de stabilité qui offre à tout investisseur une quiétude personnelle ainsi qu'une sécurité pour ses capitaux investis.

1.2. Mesures liées à la pandémie au Corona virus (Covid 2019)

La pandémie à Corona virus n'a épargné aucun pays de la planète. Toutefois, l'on peut dire que le Togo est l'un des pays les moins touchés au monde sur le plan sanitaire avec un taux de contamination de 0,044% et un taux de décès de moins de 0,008% au 1er Janvier 2021.

Pour assurer la stabilité de son économie, le gouvernement togolais a pris certaines mesures face à la pandémie. Il s'agit de mesures prises au niveau de l'UEMOA et repercutées au niveau national et celles prises directement par le pays.

1.2.1. Mesures prises au niveau sous -régional

AVIS N°001-03-2020 relatif à la revision des modalités de mise en œuvre du dispositif des accords de classement pour les entreprises non financière	AVIS N°005-04-2020 relatif au report d'échéances des créances des entreprises affectées par la pandémie du COVID-19
AVIS N°004-03-2020 relatif aux mesures de promotion des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID-19	AVIS N°003-03-2020 relatif aux adjudications dans le cadre des mesures prises par la BCEAO le 21 Mars 2020
AVIS N°007-05-2020 relatif à l'accès des créances privées cotées B au refinancement de la BCEAO	AVIS N°006-04-2020 relatif à l'émission des bons dénommés « BONS COVID-19 » par les Etats membres et leur refinancement sur un guichet spécial à trois mois de la BCEAO
AVIS N°008-03-2020 relatif aux mesures en faveur des institutions de micro-finance affectées par la pandémie du COVID-19	AVIS N°001-03-2020 portant prorogation des mesures de promotion des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID-19

<https://www.bceao.int/fr/content/lutte-contre-impact-du-covid-19-les-avis-publies-par-la-bceao>

1.2.2. Mesures prises au niveau National

1.2.2.1. Mesures barrières à la propagation de la maladie

- Fermeture des frontières et Etat d'urgence sanitaire ;
- Fermeture des marchés/ Instauration d'un couvre-feu/ Arrêt du transport en commun ;
- Gratuité totale du diagnostic et de la prise en charge de tous les cas suspects et confirmés de Covid-19 ;
- Mise en quarantaine/Auto-confinement des voyageurs, des cas suspects, des contacts des malades dans les centres réquisitionnés par l'Etat, personnes testées positives et nécessitant pas une hospitalisation.

and Opportunity Act) which allows companies producing in Togo to export duty free to the United States.

- A country of peace and stability that offers any investor personal peace of mind as well as security for their invested funds.

1.2. Measures related to Corona virus (Covid 2019)

The Corona virus pandemic has spared no country on the planet. However, Togo is one of the least affected countries in the world in terms of health, with a contamination rate of 0.044% and a death rate of less than 0.008% as of January 1, 2021.

To ensure the stability of its economy, the Togolese government has taken certain measures in response to the pandemic. These include measures taken at the WAEMU level and replicated at the national level and those taken directly by the country.

1.2.1. Measures taken at the sub-regional level

Notice N°001-03-2020 concerning the revision of the implementation modalities of the classification agreement system for non financial companies	Notice N°005-04-2020 relating to the deferral of receivables of companies affected by the COVID-19 pandemic
Notice N°004-03-2020 on measures to promote electronic payments in the context of the fight against the spread of COVID-19	Notice N°003-03-2020 relating to the auctions within the framework of the measures taken by BCEAO on March 21, 2020
Notice N°007-04-2020 relating to the access of B-rated private receivables to the refinancing of the BCEAO	Notice N°006-04-2020 relating to the issuance of bonds, called "BONS COVID-19" by Member States and their refinancing on a special three-month window of the BCEAO
Notice N°008-04-2020 concerning measures in favor of microfinance institutions affected by the COVID-19 pandemic	Notice N°009-05-2020 extending the measures to promote electronic payments in the context of the fight against the spread of COVID - 19

<https://www.bceao.int/fr/content/lutte-contre-impact-du-covid-19-les-avis-publies-par-la-bceao>

1.2.2. Measures taken at the national level

1.2.2.1. Measures to prevent the spread of the disease

- Border closures and a state of health emergency;
- Closing of markets/ Establishment of a curfew/ Stopping of public transportation;
- Free diagnosis and treatment for all suspected and confirmed cases of Covid-19;
- Quarantine/self-containment of travelers, suspected cases, contacts of patients in centers requisitioned by the State, or people tested positive and not requiring hospitalization.

- lancement d'une plateforme digitale pour une meilleure gestion du suivi des voyageurs entrants et sortants.

I.2.2.2. Mesures fiscales et douanières

- Exonérations/report ou allègements fiscaux temporaires (différé de paiement de taxes et impôts, de charges fiscales et sociales) ;
- Rééchelonnement des crédits bancaires ;
- Subventions aux loyers et report de factures de loyer ;
- Report des droits et taxes de douane à l'importation ;
- Remise d'impôt direct, de TVA et remboursement accéléré des crédits de TVA ;
- Suspension des contrôles fiscaux ;
- Aides financières (baisse des taux d'intérêt, crédits garantis, ...).
- Réaménagement du paiement des frais de magasinage en douane ;

I.2.2.3. Mesures sociales

- Création d'un fond de solidarité nationale de 400 milliards de FCFA dont 173 milliards de FCFA mobilisés à la date du 15 Décembre 2020 ;
- Allocation de 11,3 milliards de francs CFA (17,2 millions d'euros) distribués via un programme de revenu universel de solidarité dénommé Novissi ;
- Exonération du paiement de factures d'eau et électricité pour les tranches sociales ;
- Exonérations/report ou allègements sociaux temporaires (différé de paiement de charges sociales) ;
- Distribution de denrées alimentaires aux populations vulnérables.

I.3. Aperçu global

I.3.1. Situation géographique

Du nord au sud, le Togo s'étend sur 600 km, sa largeur variante entre 50 et 150 km.

Situé en Afrique de l'Ouest, sur la côte du Golfe de Guinée, le Togo est bordé :	Le pays, en forme de couloir, présente une grande diversité de paysages :
- au nord par le Burkina Faso (126 Km) ; - au sud par l'océan Atlantique (56 Km) ; - à l'est par le Bénin (644 Km) ; et - à l'ouest par le Ghana (877 Km).	- une côte sablonneuse bordée de cocotiers au sud, - des collines, des vallées verdoyantes et des petites montagnes au centre du pays, - des plaines arides et de grandes savanes plantées de baobabs au nord.

- Launching of a digital platform for better management of incoming and outgoing travelers.

I.2.2.2. Tax and customs measures

- Temporary tax exemptions / deferral or relief (deferred payment of tax expenses) ;
- Rescheduling of bank loans ;
- Rent subsidies and deferral of rent invoices ;
- Deferral of customs duties and taxes on imports ;
- Direct tax rebate, VAT rebate and accelerated reimbursement of VAT credits ;
- Suspension of tax audits ;
- Financial aid (lower interest rates, guaranteed loans, etc.).
- Reorganization of the payment of customs warehousing costs ;

I.2.2.3. Social measures

- Creation of a national solidarity fund amounting to 400 billion XOF of which 173 billion XOF mobilized as of December 15, 2020;
- Allocation of 11.3 billion XOF (17.2 million euros) distributed through a universal solidarity income program called Novissi ;
- Exemption from the payment of water and electricity bills for social sections ;
- Temporary social exemptions / deferral or reductions (deferred payment of social expenses) ;
- Distribution of food to vulnerable populations.

I.3. Global Overview

I.3.1. Geographic location

From north to south, Togo stretches over 600 km, its width varying between 50 and 150 Km.

Located in West Africa, on the coast of the Gulf of Guinea, Togo is bordered:	The country, in the form of a corridor, presents a great diversity of landscapes:
- to the north by Burkina Faso (126 Km); - to the south by the Atlantic Ocean (56 Km); - to the east by Benin (644 Km); and - to the west by Ghana (877 Km).	- a sandy coast bordered by coconut palms to the south, - hills, green valleys and small mountains in the center of the country, - arid plains and large savannas planted with baobabs to the north.



I.3.2. Position stratégique

Le Togo jouit d'une position géostratégique particulièrement avantageuse en Afrique de l'Ouest. Les zones économiques (franche, industrielles, spéciales), le réseau routier et le port de Lomé occupent ainsi une place centrale dans le transit commercial de la région, offrant un accès à la mer pour de nombreux pays voisins enclavés (pays du sahel notamment Burkina-Faso, Niger et Mali). Le Togo s'avère donc être un carrefour commercial incontournable pour la sous-région Ouest Africaine, atout clé pour sa stratégie de développement dans les années à venir.

I.3.3. Santé

Depuis 2017, le Togo a engagé une réforme de son système sanitaire afin de renforcer le financement des hôpitaux publics et améliorer la qualité des soins.

Dans ce contexte, cinq formations sanitaires publiques ont bénéficié d'un système de contractualisation leur permettant d'assainir leur gestion financière.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que le 15 Février 2019, le Togo a lancé les travaux de construction d'un centre hospitalier de haut standing de niveau 4, dénommé Saint Pérégrin. Le pilotage financier du projet est confié à la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale). Les travaux sont en cours d'exécution.

Notons que le Togo a reçu en 2020, la validation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour avoir éliminé la trypanosomiose humaine africaine ou « maladie du sommeil » comme problème de santé publique, devenant ainsi le premier pays d'Afrique à franchir cette étape. En amont, d'autres maladies comme le ver de Guinée et la filariose lymphatique ont été éliminées respectivement en 2011 et 2017 au Togo.

I.3.4. Situation politique

La République du Togo est dotée de solides institutions comme d'autres pays de l'Afrique subsaharienne et dans le monde. Parmi elles, citons :

- le Président de la République,
- le Parlement,
- la Cour Constitutionnelle,
- la Cour Suprême,
- le Conseil Economique et Social,
- la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication,
- la Haute Cour de Justice,
- la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH),
- la Cour des Comptes,
- etc.

I.3.2. Strategic positioning

Togo boasts a particularly advantageous geostrategic position in West Africa. The economic zones (free, industrial, special), the road network and the port of Lomé occupy a central place in the region's commercial transit, offering access to the sea for many landlocked neighboring countries (Sahelian countries in particular Burkina-Faso, Niger and Mali). Togo is therefore proving to be an essential commercial hub for the West African sub-region, a key asset for its development strategy in the years to come.

I.3.3. Health

Since 2017, Togo has undertaken a reform of its health system to strengthen the financing of public hospitals and improve the quality of care.

In this context, five public health facilities have benefited from a contractualization system allowing them to clean up their financial management.

In addition, it is worth noting that on February 15, 2019, Togo launched the construction of a high standard level 4 hospital, called Saint Pérégrin. The financial management of the project is entrusted to the CNSS (National Social Security Fund). The construction work is currently underway.

It is interesting to note that in 2020, Togo received validation from the World Health Organization (WHO) for having eliminated human African trypanosomiasis or "sleeping sickness" as a public health problem, thus becoming the first country in Africa to reach this milestone. Prior to this, other diseases such as Guinea worm and lymphatic filariasis were eliminated in 2011 and 2017 respectively in Togo.

I.3.4. Political situation

The Republic of Togo is a country with strong institutions like other countries in sub-Saharan Africa and in the world. Among them, we have:

- The President of the Republic,
- The Parliament,
- the Constitutional Court,
- the Supreme Court,
- the Economic and Social Council ,
- the High Authority for Audiovisual and Communication ,
- the High Court of Justice ,
- the National Human Rights Council (CN DH) ,
- the Court of Auditors,
- etc.

I.3.5. Situation démographique

Avec un taux de croissance démographique de 2,67% de 2019 à 2020, la population togolaise est estimée à 8 399 356 d'habitants au 1er janvier 2021.

La population togolaise est très jeune avec 43, 5% de moins de 15 ans (INSEED, 2019). Cette structure démographique est un atout majeur pour la croissance et une réelle opportunité pour les investisseurs notamment en termes de mains d'oeuvre disponibles.

I.3.6. Croissance économique

Le Togo a affiché une croissance économique moyenne de 5,25% sur la période 2014-2019. Cette croissance économique est estimée à 0,4% en 2020, par la BAD (Banque Africaine de Développement), contre une prévision fixée à 5,5%, pour des raisons liées à l'effet négatif de la Covid 19 sur l'économie mondiale entraînant la chute des investissements directs étrangers, des investissements financiers, des envois de fonds privés et le ralentissement du commerce mondial.

La croissance économique togolaise, au taux de 6,1% en 2019, reste en deçà de la moyenne des pays de l'UEMOA, notamment en raison de la forte contraction de l'investissement public avec l'arrêt des préfinancements. Elle a toutefois été supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne (3,1% en 2019). Quant au déficit budgétaire national, il était de 1,2 % du PIB contre 2,2% dans l'UEMOA en 2019.

I.3.7. Performances économiques

- Notation des agences internationales
 - Notation financière de Standard & Poor's : Le Togo a été crédité des cotes « B/B », avec perspectives stable.
 - Notation émettrice de Moody's Investors Service (« Moody's ») : Le Togo a obtenu avec perspective stable, la première notation (B3) d'émetteur à long terme en devises et monnaie locale.
 - Notation crédit souverain de S&P Global Ratings : Le Togo a obtenu la note de B/B (spéculatif), avec perspective stable.
- Évaluation des bailleurs de fonds internationaux
 - Performance du portefeuille des projets financés par la Banque Mondiale : « Bonne performance » ;
 - Evaluation de la Banque Mondiale sur les politiques et institutions nationales en Afrique (CPIA 2020) : « Grand réformateur » avec score positif.

I.3.5. Demographic situation

With a population growth rate of 2.67% from 2019 to 2020, Togo's population is estimated to be 8,399,356 as of January 1, 2021.

Togo's population is very young, with 43.5% under the age of 15 (INSEED, 2019). This demographic structure is a major asset for growth and a real opportunity for investors, particularly in terms of availability of manpower.

I.3.6. Economic growth

Togo has achieved an average economic growth of 5.25% over the 2014-2019 period. This economic growth is estimated at 0.4% in 2020, by the AfDB (African Development Bank), against a forecast of 5.5%, for reasons related to the negative effect of the Covid 19 on the world economy leading to the fall of foreign direct investments, financial investments, private remittances and the slowdown of world trade.

Togo's economic growth, estimated to 6.1% in 2019, remains below the average growth of WAEMU countries, notably due to the sharp decline in public investment with the end of pre-financing. However, it was higher than that of sub-Saharan Africa (3.1% in 2019). As for the national budget shortfall, it was 1.2% of GDP compared to 2.2% in the WAEMU in 2019.

I.3.7. Economic performance

- International Agencies' Rating
 - Standard & Poor's financial rating: "B/B" (speculative), with stable outlook.
 - Moody's Investors Service ("Moody's") issuer rating: First long-term issuer rating (B3) in foreign and local currency with a stable outlook.
 - S&P Global Ratings' sovereign credit rating: B/B (speculative), with a stable outlook.
- Assessment of International Funders
 - Performance of the portfolio of projects financed by the World Bank: "Good performance" ;
 - World Bank's Country Policy and Institutional Assessment for Africa (CPIA 2020): "Great reformer" with a positive score .

- Evaluation du Fonds Monétaire International (FMI) sur le Programme triennal soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC): « Performance satisfaisante » .

- Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) 2020 : le Togo s'illustre dans les catégories « sécurité » et « Développement humain » .

- Note du Fonds Monétaire International (FMI) sur la réduction de dette publique : « Exceptionnel » .

■ Performances du rapport Doing Business

- Pays ouest-africain le plus performant selon le dernier rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale ;

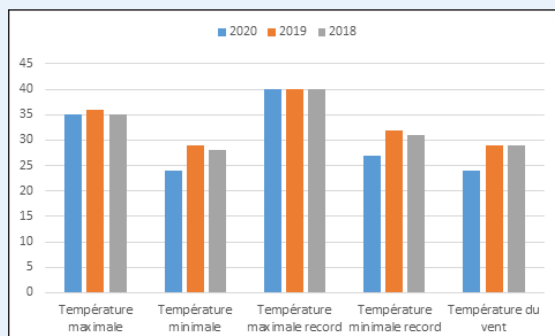
- Premier pays le plus performant d'Afrique et troisième au monde selon le rapport Doing Business 2019.

I.3.8. Conditions climatiques

Le climat au Togo est tropical, avec une saison sèche en hiver, et une saison des pluies, en raison de la mousson africaine, qui dure d'avril à octobre dans le centre et de mai à octobre dans le nord, tandis que le long de la côte il y a une diminution marquée dans les précipitations de juillet à septembre.

Les précipitations vont de 900 millimètres par an sur la côte, à 1 000 mm dans l'extrême nord (Région des Savanes), à 1300/1400 mm dans les régions intérieures centrales et septentrionales, et atteignent environ 2 000 mm dans la Région des plateaux à l'ouest.

Le climat est légèrement différent le long de la côte. La température au cours de l'année est plus stable, au point qu'en hiver elle est d'environ 32 degrés ; le réchauffement du printemps est moins intense que dans le nord, puis les températures diminuent à 28/29°C de juillet à septembre. En hiver, l'air est généralement humide en raison des brises, avec parfois une apparition de l'harmattan. En été, la chaleur est tempérée par la brise.



- International Monetary Fund (IMF) assessment of the three-year program supported by the Extended Credit Facility (ECF): "Satisfactory performance" .

- Mo Ibrahim Index of Governance in Africa (IIAG) 2020: Togo scores well in the "Security" and "Human Development" categories .

- International Monetary Fund (IMF) rating on public debt reduction: "Outstanding" .

■ Doing Business performance

- Best performing west african country according to the last 2019 World Bank Doing Business Report;

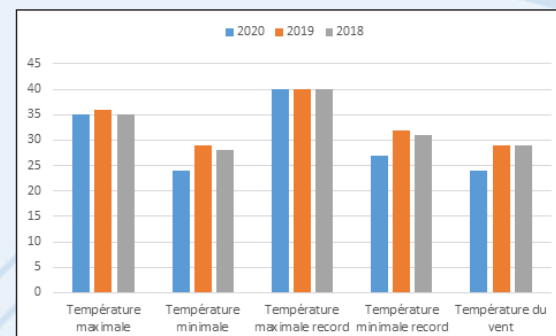
- 1st Top performer in African and 3rd worldwide according to 2019 Doing Business Report.

I.3.8. Climatic conditions

Togo's climate is tropical, with a dry season in winter, and a rainy season, due to the African monsoon, which lasts from April to October in the center and from May to October in the north, while along the coast there is a marked decrease in rainfall from July to September.

Rainfall ranges from 900 millimeters per year on the coast, to 1,000 mm in the extreme north (Savannah Region), to 1,300/1,400 mm in the central and northern interior regions and reaches about 2,000 mm in the Plateau Region in the west.

The climate is slightly different along the coast. The temperature during the year is more stable, so much so that in winter it is about 32 degrees; the spring warming is less intense than in the north, and then temperatures drop to 28/29°C from July to September. In winter, the air is generally humid due to breezes, with the occasional appearance of the harmattan. In summer, the heat is tempered by the breeze.





I.3.9. Infrastructures

I.3.9.1. Production d'électricité et infrastructure de distribution

En 2018, le taux d'électrification du pays atteignait 45%, selon les données officielles. Le pays ambitionne de porter la couverture énergétique à 100 % à l'horizon 2030, à travers la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND). La stratégie d'électrification nationale nécessitera près de 1 000 milliards FCFA d'investissements sur la décennie pour apporter de l'énergie aux populations non desservies. Pour honorer son engagement, plusieurs projets ambitieux sont mis en œuvre et énumérés ci-dessous.

- Le projet CIZO, l'un des bras armés de cette stratégie, lancé en 2017, a pour objectif d'électrifier deux (02) millions de Togolais, à l'horizon 2022. Ainsi, il a permis au Britannique BBOXX d'équiper plus de 23 000 foyers, à fin juillet 2019. Outre BBOXX, on retrouve SOLEVA, deuxième opérateur sur ce projet ainsi que Emirati AMEA Power.

Aussi, en partenariat avec Eranove, Siemens, TSK et Togo Invest via Kifema, le Togo a lancé la construction dans la zone portuaire de Lomé d'une seconde centrale thermique d'une capacité de 65 MW. Cette centrale, débutée en 2019, sera opérationnelle en fin d'année 2021, et devrait profiter à plus de 250 000 togolais.

- Rappelons que la centrale thermique de Contour Global d'une capacité de 100 MW dont l'inauguration a été effectuée le 15 octobre 2010 avait permis dès sa mise en service de mettre fin au délestage permanent dans le pays.

Par ailleurs, la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) est une société de distribution et de vente de l'éner-

I.3.9. Infrastructures

I.3.9.1. Power Generation and distribution infrastructure

In 2018, the country's electrification rate reached 45%, according to official data. The country aims to increase energy coverage to 100% by 2030, through the implementation of the National Development Plan (NDP). The national electrification strategy will require nearly 1,000 billion XOF in investments over the decade to bring energy to underserved populations. To meet this commitment, several ambitious projects are being implemented, as listed below.

- The CIZO project, one of the strong arms of this strategy, launched in 2017, aims to electrify two (02) million Togolese, by 2022. Thus, it has allowed the British company BBOXX to equip more than 23,000 homes, at the end of July 2019. In addition to BBOXX, we also have SOLEVA, the second operator on this project as well as Emirati AMEA Power.

Also, in partnership with Eranove, Siemens, TSK and Togo Invest via Kifema, Togo has launched the construction of a second thermal power plant with a capacity of 65 MW in the port area of Lomé. This plant, which started in 2019, will be operational by the end of 2021, and should benefit more than 250,000 Togolese.

- Let it be noted that the thermal power plant of Contour Global with a capacity of 100 MW, which was inaugurated on October 15, 2010, has put an end to permanent blackouts in the country since its operational beginning.

Furthermore, the Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) is a company that distributes and sells electricity

gie électrique sur toute l'étendue du territoire national. Elle opère sur la Moyenne Tension (MT) et la Basse Tension (BT).

Les ouvrages et installations servant à la production de l'énergie électrique à construire et intégrés dans les biens du service public de distribution relèvent également de la responsabilité d'exploitation de la CEET.

1.3.9.2. Infrastructures éducatives

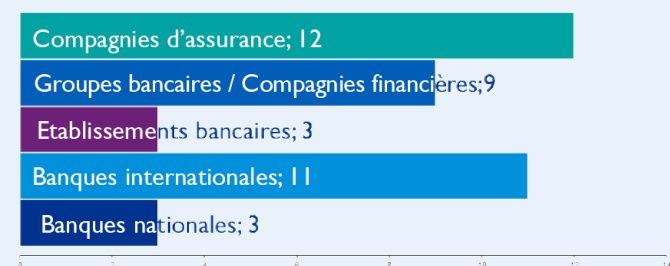
Le système éducatif togolais, concerne l'ensemble des institutions publiques et privées du Togo ayant pour fonction d'assurer et de développer l'éducation sur l'ensemble du territoire du pays. Il est en pleine rénovation.

Au titre de 2021, le montant du budget togolais s'élève à 1 521,6 milliards de francs CFA, dont 195,5 milliards consacrés au système éducatif. Ce budget facilitera la poursuite de la construction et/ou modernisation des infrastructures scolaires (à travers des partenariats public-privé) accessibles à tous, le recrutement et la formation des éducateurs, l'orientation de l'enseignement supérieur vers les besoins du marché du travail, l'accélération des programmes sociaux comme les cantines scolaires, School Assur, etc.

Au moins 5 300 salles de classes dont 300 équipées de Technologies de l'information et de la communication (TIC) ont été construites sur les 15 dernières années avec le recrutement de 22 400 enseignants. Aussi le programme de repas communautaires fait la joie de 92 000 élèves chaque année, sans oublier l'initiative présidentielle School Assur qui a déjà permis de prendre en charge près de 2 000 000 d'apprenants togolais. Le Togo abrite à la fois des écoles internationales et nationales. En plus du programme togolais, les programmes américains, britanniques et français sont enseignés dans certaines écoles internationales dont la liste figure à l'annexe 1.

1.3.9.3. Infrastructures bancaires, financières et d'assurances

Au 31 Décembre 2020, le Togo compte 14 banques (détail en annexe 15) contre 131 dans l'UEMOA. L'environnement bancaire togolais est configuré comme suit :



throughout the national territory. It operates on Medium Voltage (MV) and Low Voltage (LV).

The structures and installations used to produce electric energy to be built and integrated in the public service distribution assets are also under the operating responsibility of CEET.

1.3.9.2. Educational infrastructures

The Togolese education system concerns all the public and private institutions in Togo whose function is to ensure and develop education throughout the country.

Educational infrastructure are in the process of being renovated. For 2021, the Togolese budget amounts to 1,521.6 billion XOF, of which 195.5 billion XOF are dedicated to the educational system. This budget will facilitate the continuation of the construction and/or modernization of school infrastructures (through public-private partnerships) accessible to all, the recruitment and training of educators, the orientation of higher education towards the needs of the labor market, the acceleration of social programs such as school canteens, School Assur, etc.

At least 5,300 classrooms, 300 of which are equipped with Information and Communication Technologies (ICT), have been built over the past 15 years with the recruitment of 22,400 teachers. Also, the community meal program is enjoyed by 92,000 students each year, not to mention the presidential School Assur initiative which has already helped nearly 2,000,000 Togolese learners. Togo is home to both international and national schools. In addition to Togolese curriculum, american, british and French and British curriculum are taught in some international schools listed in Appendix 1.

1.3.9.3. Banking, financial and insurance infrastructures

As of December 31, 2020, Togo had 14 banks (details in Annex 15) compared to 131 in the WAEMU. The Togolese financial environment is configured as follows:





Les atouts spécifiques du système financier togolais

Source: <https://edenpub.bceao.int/>

- I. Siège de deux des plus grands groupes bancaires de l'UEMOA

Ecobank Transnational (Rang 1) & Oragroup (Rang 8)

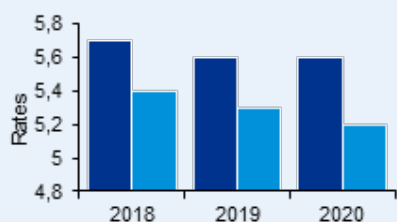
Specific strengths of the Togolese financial system

Source: <https://edenpub.bceao.int/>

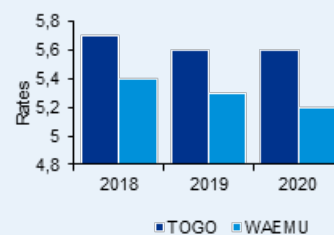
- I. Home to the headquarters of two of the largest banking groups in the WAEMU

Ecobank Transnational (Rank 1) & Oragroup (Rank 8)

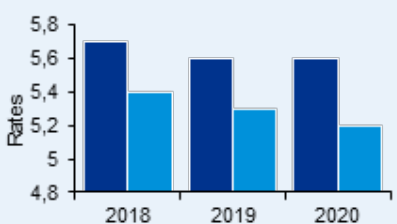
2. Taux de rémunération moyen des dépôts supérieur à la moyenne de l'UEMOA sur les trois dernières années



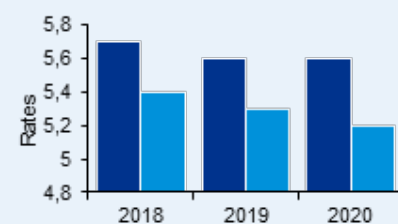
2. Average rate of return on deposits above the WAEMU average over the last three years



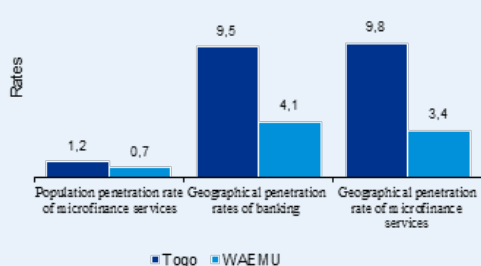
3. Diminution du taux d'intérêt moyen des prêts accordés par les banques au cours des trois dernières années



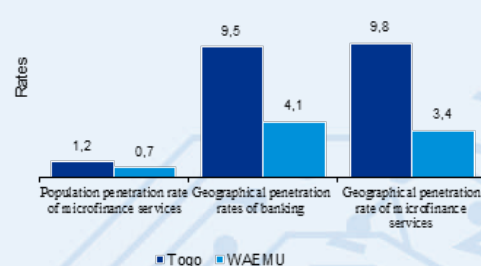
3. Decrease of Average interest rate of loans granted by banks over last three years



4. Meilleur indice de pénétration géographique des services bancaires et services de microfinance parmi les pays de l'UEMOA au 31 décembre 2019



4. Best geographical penetration index for banking microfinance services among WAEMU countries as of December 31,





I.3.9.4. Infrastructures de transport

Les infrastructures financières et d'assurance sont principalement situées à Lomé.

La douzaine de compagnies d'assurance est composée de 4 structures étatiques et de 8 structures privées.

La liste des institutions bancaires, financières et d'assurance et d'autres détails sont fournis à l'Annexe 2 du présent document.

I.3.9.4. Transportation infrastructure

Transportation infrastructure Financial and insurance infrastructures are mostly located in Lomé.

The dozen insurance companies are composed of 4 state structures and 8 private structures.

The list of banking, financial and insurance institutions and other details are provided in Appendix 2 of this document.

I.3.9.4. Aéroports

Le Togo est accessible par les grandes compagnies aériennes telles qu'Air France, Ethiopian Airlines, ASKY Airlines et autres.

Lomé dispose de 02 (deux) Aéroports : International Gnassingbé Eyadéma sur 413 hectares, 3000 m de pistes et l'aéroport

Routes

11 777 km de réseaux routiers, dont environ 2 101 km de routes nationales pavées et 1 473 km de routes urbaines, 1 294 km de routes nationales non pavées et 6 802 km de sentiers ruraux.

Ferroviaires

Les chemins de fer du Togo couvrent une distance de 536 Km. Initialement destinés au transport de personnes, ils ont ensuite été dédiés au transport de marchandises.

Le Port

En 2019, le port de Lomé a géré 1,13 million d'EVP (équivalent vingt pieds), 22 691 Tonnes MXOF de trafic global dont 1 449 navires, 1 140 conteneurs MXOF et 14 833 transbordements



I.3.9.4.3. Airports

Togo is accessible by major airlines such as Air France, Ethiopian Airlines, ASKY Airlines and others.

Lomé has 02 (two) Airports: International Gnassingbé Eyadéma on 413 hectares, 3000 m tracks and Niamtougou International Airport available only for private flights.

Roads

11,777 km of road networks, including approximately 2,101 km of paved national roads and 1,473 km of urban roads, 1,294 km of unpaved national roads and 6,802 km of rural trails.

Railway

The railways in Togo covered a distance of 536 Km. Initially intended for the transport of people, they were subsequently dedicated to the transport of goods

The Port

In 2019, the Port of Lomé managed 1.13 million TEUs (twenty-foot equivalent), 22,691 MXOF Tonnes of global traffic including 1,449 ships, 1,140 MXOF containers and 14,833 transshipments

I.3.9.4.1. Routes

Le pays dispose de 11 777 km de réseaux routiers dont environ 2 101 km de routes nationales revêtues et 1 473 km de voiries urbaines, 1 294 km de routes nationales non revêtues et 6 802 km de pistes rurales. Ces réalisations ont permis de porter le taux des routes en bon état de 18 à 29 % et de réduire le taux des routes en mauvais état de 49 à 40 %.

L'ambition est d'atteindre 60% de routes revêtues à l'horizon 2025, à travers des projets de réhabilitation du corridor de développement, de construction et de réhabilitation des voies transversales et de désenclavement.

Il est prévu pour ce faire, un nouveau programme de connectivité des zones rurales. 400 km de routes seront construites et réhabilitées, et 4 000 km de pistes rurales seront construites pour rendre toutes les communautés accessibles par la route.



I.3.9.4.1. Roads

The country has 11,777 km of road networks, including approximately 2,101 km of paved national roads and 1,473 km of urban roads, 1,294 km of unpaved national roads and 6,802 km of rural tracks. These achievements have made it possible to increase the rate of roads in good condition from 18% to 29% and to reduce the rate of roads in poor condition from 49% to 40%.

The ambition is to reach 60% of paved roads by 2025, through projects to rehabilitate the development corridor, to build and rehabilitate cross-country roads and for the opening up of the country.

To this end, a new rural connectivity program is planned. 400 km of roads will be built and rehabilitated, and 4,000 km of rural tracks will be built to make all communities accessible by road.



I.3.9.4.2. Ferroviaires

Les chemins de fer au Togo couvraient une distance de 536 Km. Initialement destinés au transport de personnes, ils ont été par la suite dédiés au transport de marchandises.

Le Plan National de Développement lancé en Mars 2019 prévoit leur rénovation. Le projet de rénovation consiste à la réalisation d'une ligne reliant Lomé au poste frontalier de Cinkassé qui couvrira une distance de 760 Km et favorisera le transport de personnes et de produits (ressources minières et marchandises). Il est confié à Togo Holding Invest.

Le réseau ferroviaire togolais actuel est géré par Togo-Rail, filiale de Wacem (West African Cement), une société d'origine indienne.

Les principales matières premières transportées sont le clinker, le calcaire, le gypse, le coton, les phosphates ainsi que les minerais de fer, de manganèse, de chrome et de bauxite.



I.3.9.4.2. Railway

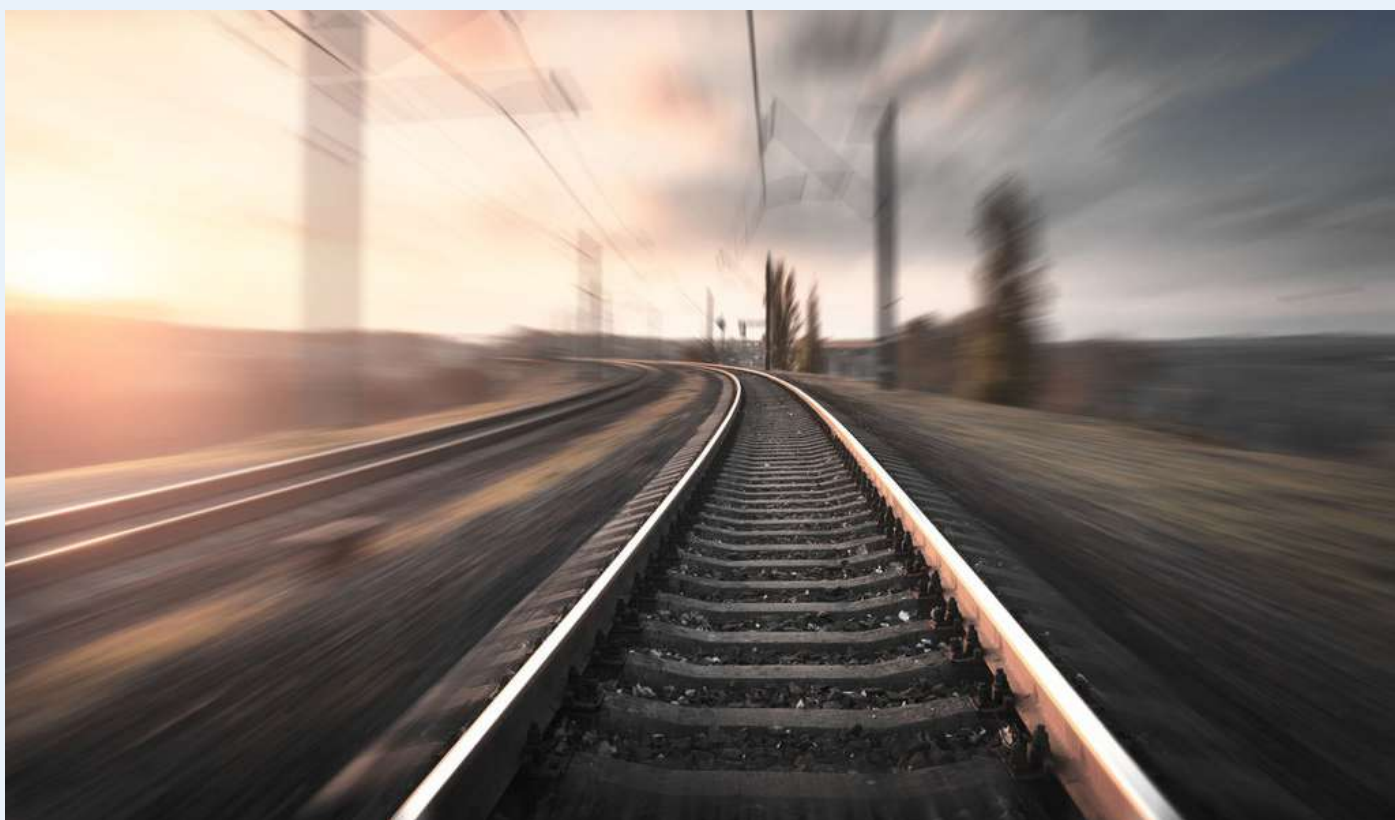
The railroads in Togo covered a distance of 536 km. Initially intended for the transport of people, they were later dedicated to the transport of goods.

The National Development Plan launched in March 2019 provides for their renovation. The renovation project consists of the construction of a line linking Lomé to the border post of Cinkassé which will cover a distance of 760 km and will promote the transport of people

and products (mining resources and goods). It is entrusted to Togo Holding Invest.

The current Togolese railway network is managed by Togo-Rail, a subsidiary of Wacem (West African Cement), a company based in India.

The main raw materials transported are clinker, limestone, gypsum, cotton, phosphates as well as ores of iron, manganese, chromium and bauxite.





I.3.9.4.3. Aéroports

Lomé abrite un aéroport international appelé Aéroport International Gnassingbé Eyadéma dont la capacité d'accueil est de 2,5 millions de passagers par an. Le nombre de passerelles est de cinq (5), avec cinq (5) portes d'embarquement. C'est le plus grand aéroport du Togo. Ses codes internationaux sont LFW (code IATA) et DXXX (code ICAO).

L'ensemble aéroportuaire s'étend sur 413 hectares. Avec sa piste de 3 000 m et son parking avions doté de 11 postes de stationnement, il répond aux normes de Boeing 747.

Le Togo est accessible par les principales compagnies aériennes comme Air France, Ethiopian Airlines, ASKY Airlines et autres.

L'aéroport international de Niamtougou est le second aéroport du Togo, il n'accueille toutefois pour l'heure, essentiellement que des vols privés de fret. D'importants travaux en cours devront permettre de faire de cet aéroport situé à 450 km de Lomé une plateforme de référence pour la logistique aéroportuaire, en particulier pour le trafic cargo destiné aux pays de l'hinterland.

I.3.9.4.3. Airports

Lomé has an international airport called Gnassingbé Eyadéma International Airport with a capacity of 2.5 million passengers per year. The number of passenger bridges is five (5) with five (5) boarding gates. It is the largest airport in Togo. Its international codes are LFW (IATA code) and DXXX (ICAO code).

The airport complex covers 413 hectares. With its 3,000 m runway and its aircraft parking lot with 11 stands, it meets the standards of Boeing 747.

Togo is accessible by major airlines such as Air France, Ethiopian Airlines, ASKY Airlines and others.

The international airport of Niamtougou is the second airport of Togo, it receives however for the moment, essentially only private flights of freight. Important works in progress should make this airport located at 450 km from Lomé a reference platform for airport logistics, in particular for cargo traffic intended to the hinterland countries.

I.3.9.4.4. Le port

Le port autonome de Lomé est le seul port en eau profonde de la côte ouest africaine (16,60 m de profondeur), et donc le seul capable d'accueillir des navires de 3ème génération. Il est élu meilleur port de transbordement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre par la Fondation African Ports Awards (APA) lors des 39ème et 40ème Conseil de l'AGPAOC qui avaient eu lieu respectivement en 2018 et 2019.

Quelques chiffres clés du port de Lomé en 2019		
Manutention	Trafic global	Quantité de marchandises transportées
1,13 million d'EVP (équivalents vingt pieds),	- 22.690.563 tonnes dont - 1 449 navires, - 1 139 843 conteneurs - 14.832.699 transbordements.	- 19.972.107 tonnes - emballées dans 19 278 878 conteneurs.

La marée sur la côte du Togo est de type semi-diurne. L'essentiel des installations du Port de Lomé comprend :

- des quais protégés par deux digues de 1 720 à 950 mètres qui mettent le Port de Lomé à l'abri de l'ensablement ;
- une zone portuaire de plus de 900 ha environ ;
- un 3ème quai réalisé par le groupe Bolloré ;
- un (01) port de pêche d'une capacité de 300 pirogues ;
- un (1) appointement pétrolier de 250 mètres de long ;
- une (1) vaste zone franche à vocation industrielle ;
- des magasins et entrepôts ;
- des terre-pleins revêtus ;
- un marnage faible (1,20 mètres) et de vents modérés ;
- un port franc permettant la rapidité des opérations portuaires ;
- une darse comportant : Longueur de quai : 1050 m de quai linéaire ; Profondeur : 16,60 m ; 3 à 5 postes à quai ; 9 portiques de quai et 24 portiques de parc ; Superficie : 50 hectares de stockage des conteneurs ;
- des parcs à conteneurs ;
- des aires de stockage de véhicules d'occasion ;
- des dépôts gaziers ;
- un système de télésurveillance et une sécurité optimale ;
- un (1) quai minéralier de 210 mètres de long ;

L'Annexe 3 présente des statistiques pour le port autonome de Lomé, y compris LCT.

I.3.9.4.4. The Port

The autonomous port of Lomé is the only deep-water port on the West African coast (16.60 m deep), and therefore the only one capable of accommodating 3rd generation vessels. It was voted best transshipment port in West and Central Africa by the African Ports Awards Foundation (APA) during the 39th and 40th AGPAOC Council meetings held in 2018 and 2019 respectively.

Some Key figures of the Port of Lomé in 2019		
Handling	Overall traffic	Quantity of goods transported
1.13 million TEUs (Twenty-foot Equivalent Units),	- 22,690,563 tons including - 1,449 vessels, - 1,139,843 containers - and 14,832,699 transshipments.	- 19,972,107 tons - packed in 19,278,878 containers.

Tides on the Togo coast are semi-diurnal. The main facilities of the Port of Lomé include:

- quays protected by two dikes of 1,720 to 950 meters which protect the Port of Lomé from silting up;
- a port area of more than 900 hectares;
- a 3rd pier built by the Bolloré Group;
- one (01) fishing port with a capacity of 300 canoes;
- one (1) oil spillway 250 meters long;
- one (1) vast free zone for industrial use;
- stores and warehouses;
- paved platforms;
- a low tidal range (1.20 meters) and moderate winds;
- a free port allowing rapid port operations;
- the dock with : Length of quay: 1050 m of linear quay; Depth: 16.60 m; 3 to 5 berths; 9 quay gantries and 24 yard gantries; Area: 50 hectares of container storage;
- container parks;
- storage areas for second-hand vehicles
- gas depots;
- a remote surveillance system and optimal security;
- one (1) 210-meter long ore dock ;

Appendix 3 presents statistics for the autonomous port of Lomé including LCT.



I.3.10. Services publics

L'ensemble des services publics du Togo est accessible sur le portail national des e-service <https://service-public.gouv.tg/>

I.3.10. Public services

All public services in Togo are accessible on the national e-service portal <https://service-public.gouv.tg/>



I.3.11. Jours fériés

Dates	Jours fériés
1er janvier	Jour de l'an
Avril	Lundi de Pâques
27-avr	Fête de l'indépendance
01-mai	Fête du travail
Mai	Ascension
Mai	Lundi de Pentecôte
21-juin	Fête des Martyrs
15-août	Assomption
01-nov	Toussaint
25-déc	Noël
Dates variantes	Ramadan et Tabaski

I.3.11. Holidays

Dates	Holidays
January 1st	New Year'
April	Easter Monday
27-Apr	Independence Day
01-May	Labor Day
May	Ascension
May	Whit Monday
21st of June	Martyrs Day
August 15th	Assumption
01-Nov	Toussaint
25-Dec	Christmas
Variant dates	Ramadan and Tabaski

I.3.12. Le registre des sûretés mobilières

Le Togo dispose d'un répertoire électronique des sûretés mobilières, un registre intégré de notification qui centralise au niveau national les déclarations relatives aux inscriptions de sûretés ainsi qu'à la modification, au renouvellement et à la radiation de telles inscriptions.

Le répertoire électronique est accessible à tous à travers le site internet dédié <https://www.rccm.tg/formation-rccm/>

I.3.12. The directory of movable securities

Togo has an electronic directory of movable securities, an integrated notification registry that centralizes at the national level the declarations relating to the registration of securities as well as to the modification, renewal and cancellation of such registrations.

The electronic directory is accessible to all through the dedicated website <https://www.rccm.tg/formation-rccm/>

I.3.13. La réglementation Anti-blanchiment

La réglementation anti-blanchiment de capitaux est traitée par la loi uniforme n° 2018 - 004 du 04 /05/2018 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

- Sont considérés comme blanchiment de capitaux, les agissements énumérés, ci-après, commis intentionnellement :

I.3.13. Anti-money laundering regulations

The anti-money laundering regulation is dealt with by the Uniform Act No. 2018 - 004 of 04 /05/2018 on the fight against money laundering and terrorism financing in the member states of the West African Monetary Union (WAMU).

- The following acts are considered to be money laundering when committed intentionally:

- a conversion ou le transfert de biens, par toute personne qui sait ou aurait dû savoir que ces biens proviennent d'un crime ou délit ou d'une participation à un crime ou ;

- un délit, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens, ou d'aider toute personne impliquée dans cette activité à échapper aux conséquences des actes suivants :

- la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement de la disposition, du mouvement ou de la propriété réelle de biens ou des droits y relatifs, par toute personne qui sait ou aurait dû savoir que ces biens proviennent d'un crime ou d'un délit;
- l'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens, dont celui qui s'y livre, sait ou aurait dû savoir, au moment où il les réceptionne que ces biens proviennent d'un crime ou délit ou d'une participation à un crime ou délit ;

- Toute personne en provenance d'un Etat tiers, qui entre sur le territoire de la République Togolaise ou qui quitte celui-ci, à destination d'un Etat tiers, est tenue de remplir, au moment de l'entrée ou de la sortie, une déclaration d'espèces et instruments négociables au porteur.
- Interdiction du paiement en espèces ou par instrument négociable au porteur de certaines créances (le paiement d'une dette d'un montant égal ou supérieur à un seuil fixé par une instruction de la BCEAO)
- Interdiction de payer en espèces dans les transactions immobilières.

- the conversion or the transfer of property by any person who knows or should have had knowledge that such goods originate from a crime or misdemeanor or a participation in a crime or

-an offense, with the aim of concealing or disguising the illicit origin of said property, or to help any person involved in this activity to escape the consequences of the following acts:

- the concealment or the disguise of the nature of the origin, the location of the disposition, movement or ownership of property or the rights thereto, by any person who knows or could have known that the goods are of a felony or misdemeanor;
- the acquisition, the possession or use of property, including one who devotes himself to it knows or should have known at the time when he receives the goods that they come from a crime or offense or participation in a felony or misdemeanor;

- Anyone coming from a third State, who enters or leaves the territory of the Togolese Republic, bound for a third State, is required to complete, at the time of entry or exit, a declaration of cash and negotiable bearer instruments.
- Prohibition of payment in cash or by negotiable instrument to bearer of certain claims (payment of a debt of an amount equal to or greater than a threshold set by a BCEAO instruction)
- Prohibition on paying cash in real estate transactions.



2

- Investment and financing opportunities in Togo
- Opportunités d'investissement et de financement au Togo



PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

PLATEFORM INDUSTRIAL
ADETIKOPE (PIA) SAS

PLATEFORME INDUSTRIELLE
D'ADETIKOPE (PIA) SAS

2.1. Opportunités dans les marchés publics

Les marchés publics au Togo sont régis par le décret n° 2019 - 126/PR du 18/09/2019 portant modification du décret n° 2009-277/PR du 11 Novembre 2009 portant code des marchés publics et délégations de service public et du décret n° 2019-127/PR du 18/09/19 portant modification du décret n° 2018-171/PR du 22 novembre 2018 portant adoption des seuils de passation, de publication, de contrôle et d'approbation des marchés publics et des procédures de sollicitation de prix.

2.2. Les secteurs porteurs

Pays côtier d'Afrique de l'Ouest, le Togo a vu son économie se développer ces dernières années, donnant ainsi plusieurs opportunités aux investisseurs dans les secteurs tels que l'agriculture, l'exploitation minière, le tourisme, l'énergie, l'infrastructure, l'import/export, les télécommunications et autres.

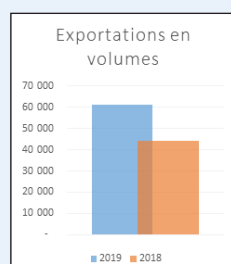
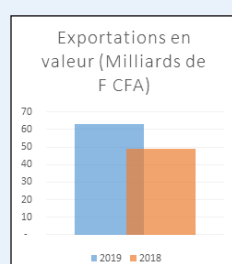
▪ Agriculture

Elle contribue à hauteur de 30 % à la formation du PIB et emploie 70 % de la population active. C'est un secteur en pleine expansion et qui fait l'objet d'incitations à l'investissement de la part des organisations internationales et des pouvoirs publics. Les principales cultures de rentes sont: le coton (environ 100 000 tonnes par an), le cacao (environ 10 000 tonnes par an), le café (entre 5 000 et 8 000 tonnes par an), et le palmier à huile. Quant aux cultures vivrières, citons les céréales (maïs, mil, sorgho, riz), les tubercules (igname, manioc) et les légumineuses.

Le gouvernement table sur l'agro-industrie pour accélérer la croissance. Les activités de transformation sont privilégiées. Des agro parcs sont en projet avec l'appui du secteur privé.

La Société Togolaise de Coton (SOTOCO) était la société d'Etat en charge du secteur du coton au Togo pendant près de 35 ans (de 1974 à 2009). En 2009, elle a été dissoute et remplacée par la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT).

En 2020, le groupe singapourien Olam est devenu l'actionnaire majoritaire de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT). Olam a acquis 51% des actions de la société.



2.1. Opportunities in public procurement

Public procurement in Togo is governed by Decree No. 2019 - 126/PR of 18/09/2019 amending Decree No. 2009-277/PR of 11 November 2009 on the public procurement and public service delegation code and Decree No. 2019-127/PR of 18/09/19 amending Decree No. 2018-171/PR of 22 November 2018 on the adoption of thresholds for awarding, publishing, controlling and approving public procurement and price solicitation procedures.

2.2. The growth sectors

Togo, a coastal country in West Africa, has witnessed an economic sustainability in recent years, giving investors several opportunities in sectors such as agriculture, mining, tourism, energy, infrastructure, import/export, telecommunications and others.

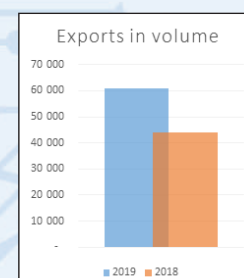
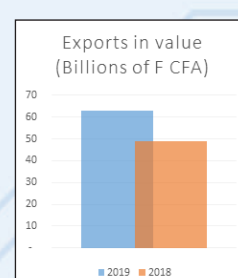
▪ Agriculture

It contributes 30% to GDP formation and employs 70% of the labour force. It is a fast-growing sector that is receiving investment incentives from international organizations and governments. The main cash crops are cotton (about 100,000 tonnes per year), cocoa (about 10,000 tonnes per year), coffee (between 5,000 and 8,000 tonnes per year), and oil palm. Food crops include cereals (maize, millet, sorghum, and rice), tubers (yam, cassava) and pulses.

The government is relying on agribusiness to accelerate growth. Processing activities are preferred. Agro-parks are planned with the support of the private sector.

The Togolese Company of Cotton (SOTOCO) was the state-owned company in charge of the cotton sector in Togo for almost 35 years (from 1974 to 2009). In 2009 it was dissolved and replaced by the New Cotton Company of Togo (NSCT).

In 2020, the Singaporean group Olam became the majority shareholder of the New Cotton Company of Togo (NSCT). Olam acquired 51% of the company's shares.



Rappelons qu'Olam détient 49,5 % d'ARISE, qui détient 65 % de PIA.

En Novembre 2019, la Direction des statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID) a relevé les prix des différentes spéculations à l'échelle nationale.

Les variations de prix (prix minimum et maximum) en fonction de la nature du bol sont les suivantes :

Produits	Prix minimal en FCFA	Prix maximal en FCFA
Maïs blanc	200	525
Maïs jaune	200	925
Sorgho blanc	200	1200
Sorgho rouge	250	1025
Mil	300	1625
Riz paddy	250	1300
Riz étuvé	750	2925
Riz décortiqué local	650	1850
Fonio	950	1725
Haricot blanc	300	1100
Haricot rouge	600	3600
Arachide grosse graine	1000	1674
Arachide petite graine	750	2100
Sésame non décortiqué	900	1275
Soja	450	1000
Gari	375	875F

Une analyse comparative des activités et créneaux porteurs par région et par préfecture est faite à l'Annexe 4

▪ Exploitation minière

Les mines représentent actuellement 17% des exportations du Togo et 10% des revenus de l'Etat togolais. Le Togo dispose de ressources de fer, manganèse, chromite, bauxite, nickel, phosphates, calcaire, tourbe, grenat, marbre, pierres ornementales, argiles.

Le Togo possède des gisements de métaux, de pierres précieuses et de minéraux radioactifs : chromite, manganèse et bauxite. On note d'autres indices minéraux importants tels que le diamant et l'or alluvionnaire exploités par les artisans miniers ; les minéralisations mono et poly métalliques : zinc, plomb, cuivre, argent, arsenic, nickel, etc. ; les platinoïdes, les terres rares, le rutile et l'ilménite ; les minéraux radioactifs : autunite, uranium, thorium.

Le phosphate, le calcaire, la dolomie cristalline et les matériaux de construction constituent l'essentiel des produits miniers actuellement exploités dans le pays. Le gouvernement s'est engagé dans le développement d'autres gisements de matières premières dont l'étude a atteint le stade de la faisabilité ou de la certification. Il s'agit notamment de : l'argile, le sable de verre, l'attapulgitite et la bentonite, le marbre et la pierre ornementale, le gravier, etc.

Remind that Olam owns 49.5% of ARISE, which owns 65% of PIA.

In November 2019, the Directorate of Agricultural Statistics, Informatics and Documentation (DSID) surveyed the prices of different speculations nationwide.

The price variants (minimum and maximum price) according to the nature of the bowl are as follows:

Products	Minimum price in FCFA	Maximum price in FCFA
White corn	200	525
Yellow corn	200	925
White sorghum	200	1200
Red sorghum	250	1025
Millet	300	1625
Rice paddy	250	1300
Parboiled rice	750	2925
Local husked rice	650	1850
Fonio	950	1725
White bean	300	1100
Red bean	600	3600
Peanut large seed	1000	1674
Peanut small seed	750	2100
Sesame, unshelled	900	1275
Soybeans	450	1000
Curry	375	875

A comparative analysis of activities and promising niches by region and prefecture is done in Appendix 4

▪ Mining

Mines currently account for 17% of Togo's exports and 10% of Togo's state income. Togo has resources of iron, manganese, chromite, bauxite, nickel, phosphates, limestone, peat, garnet, marble, ornamental stones, and clay.

Togo has metal deposits, precious stones and radioactive minerals: chromite radioactive minerals: chromite, manganese and bauxite. We note other significant mineral occurrences such as diamond and alluvial gold exploited by mining craftsmen; mono and poly metallic mineralizations: zinc, lead, copper, silver, arsenic, nickel, etc.; platinoids, rare earths, rutile and ilmenite; radioactive minerals: autunite, uranium, thorium.

Phosphate, limestone, crystalline dolomite and building materials constitute the essential of the mining products currently exploited in the country. The government is committed to the development of other raw material deposits whose study has reached the feasibility or certification stage. These include: clay, glass sand, attapulgitite and bentonite, marble and ornamental stone, gravel, etc.

L'industrie minière togolaise est dominée par cinq grandes sociétés qui détiennent des permis d'exploitation à grande échelle :

- Nouvelle Société des Phosphates du Togo (SNPT) ;
- West African Cement (WACEM);
- Mines SCANTOGO;
- MM Mining ;
- POMAR.

The Togolese mining industry is dominated by five major companies that hold large-scale mining permits:

- New Phosphate Company of Togo (SNPT);
- West African Cement (WACEM);
- SCANTOGO Mines;
- MM Mining ;
- POMAR.

Une liste des sites miniers par localité est mise en Annexe 5.

A list by location of mines sites is done in Appendix 5.

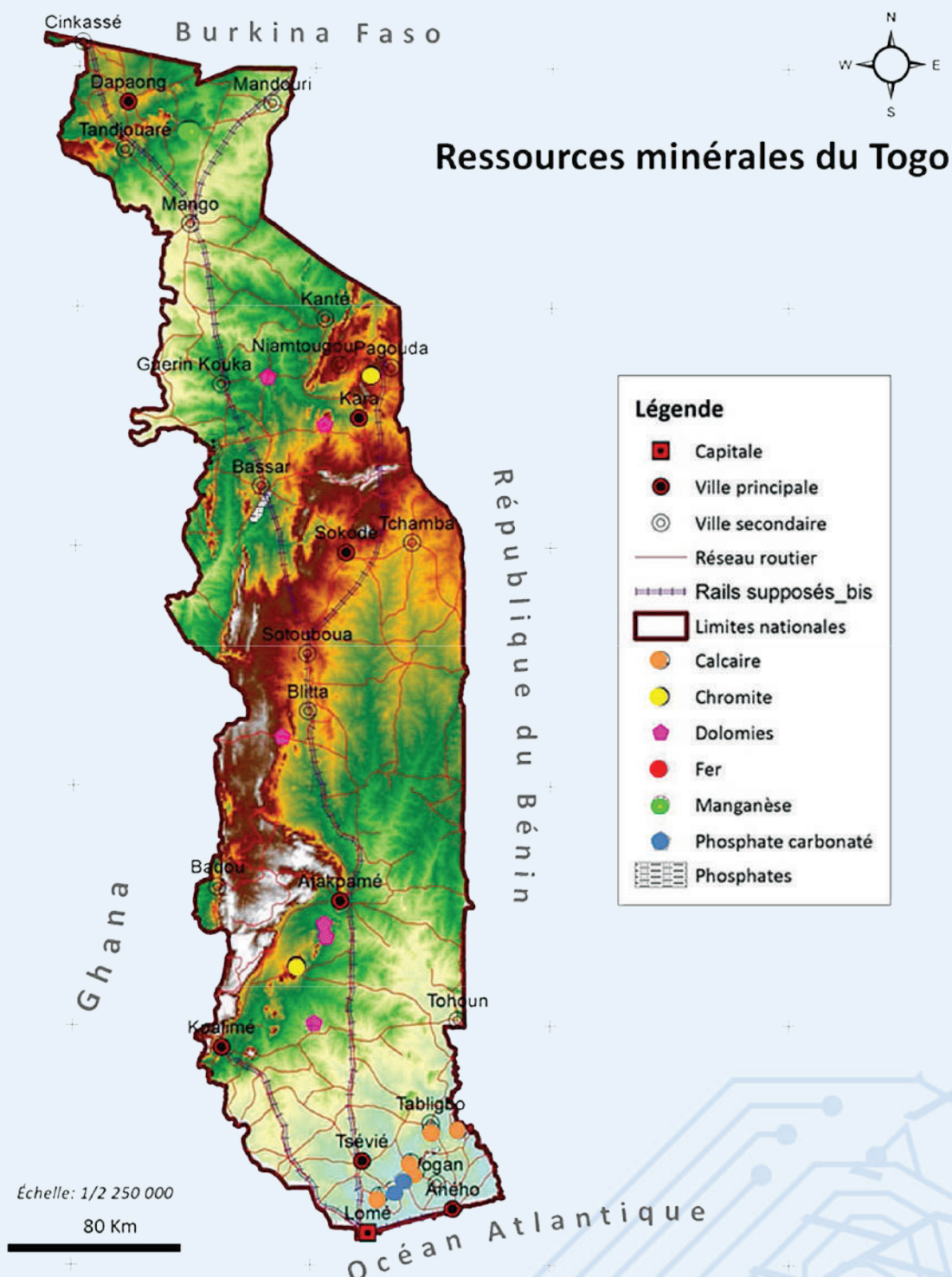
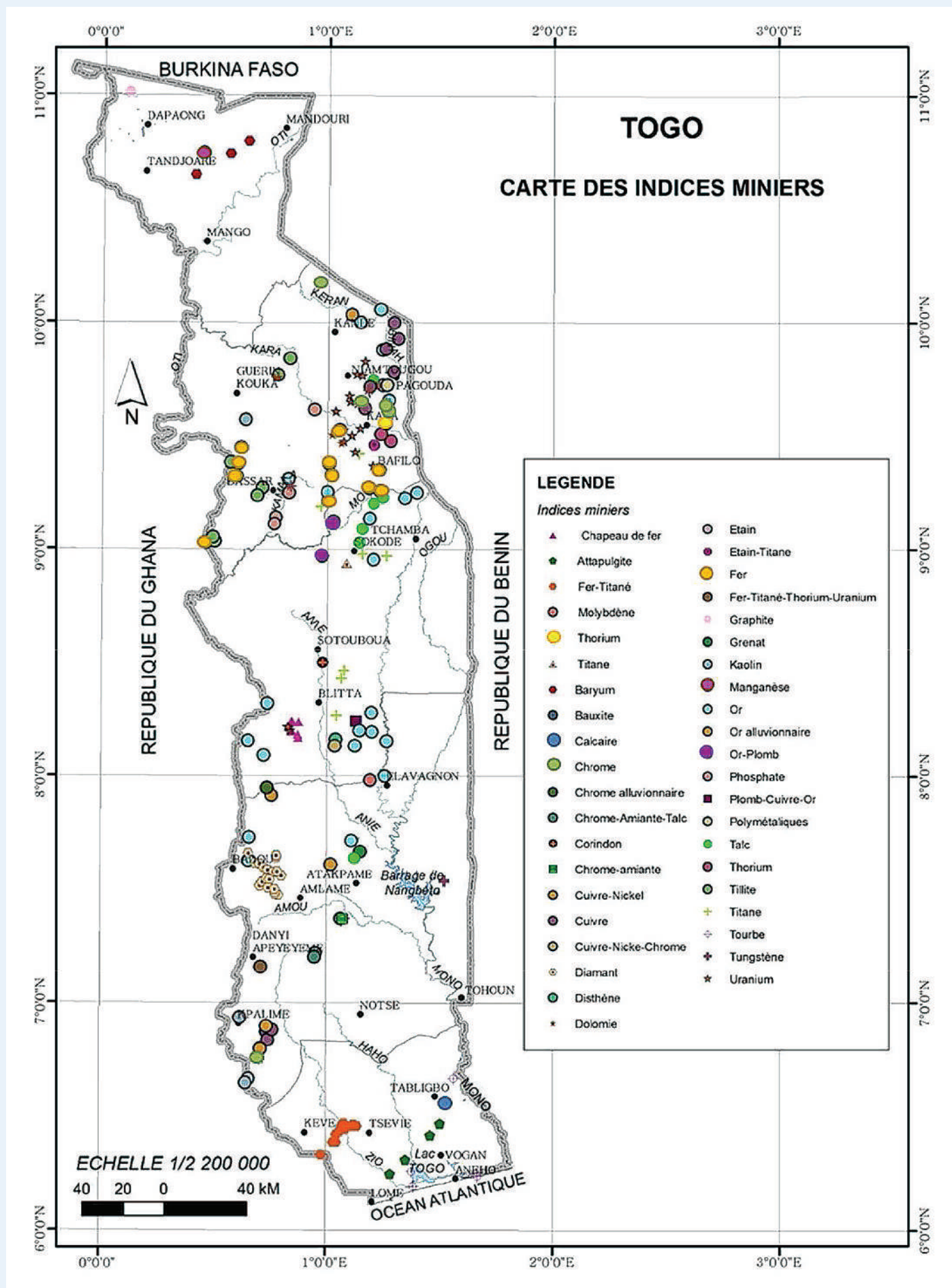


Figure 4: Carte des ressources minérales du Togo / Figure 4: Mineral resources map of Togo



- **Tourisme**

Avec ses plages, ses parcs naturels, sa vie culturelle et des points d'intérêts particuliers tels que le site du patrimoine mondial de l'UNESCO à Koutammakou, le Togo est également pôle d'attraction touristique.

- **Energie**

La production d'énergie électrique propre au Togo, est à majorité d'origine thermique. Cependant, le Togo dispose aussi de deux centrales hydroélectriques. 66% de la population togolaise vit dans les zones rurales et consomme moins de 10% de l'électricité du pays.

Pour permettre un développement équilibré du pays et améliorer les conditions de vie des populations aussi bien urbaines que rurales, les nouvelles orientations de la politique énergétique consistent à développer les énergies renouvelables à savoir le solaire, l'éolienne, le biogaz et les microcentrales hydroélectriques). Chacune de ces énergies représentent un potentiel énergétique plus ou moins important mais peu exploité.

- **Infrastructures**

Le Togo dispose d'infrastructure de qualité. Ainsi, le développement des infrastructures ferroviaires, aériennes, portuaires et routières font du pays une plaque tournante de l'Afrique de l'ouest.

- **Import / Export**

Moteur d'activité économique très important, l'échange de biens et/ou de services entre pays est un commerce qui existe depuis des siècles. Mais, du fait de la mondialisation économique, il connaît un nouvel essor. Et le Togo l'a bien compris !. (voir Annexes 6 et 7)

- **Industrie**

En 2019, le PIB du Togo est de 4 231 milliards XOF, soit 7,2 milliards USD, pour une population estimée à 8,1 millions d'habitants, qui croît au rythme de 2,4 % par an. Le Togo appartient donc à la catégorie des pays les moins avancés (PMA) avec un PIB par habitant d'environ 890 USD. En termes de répartition sectorielle, le PIB se répartit comme suit :

- **Tourism**

With its beaches, natural parks, cultural life and special points of interest such as the UNESCO World Heritage site in Koutammakou, Togo is one of the most visited tourist destinations in West Africa

- **Energy**

The production of electric power in Togo is mainly of thermal origin. However, Togo also has two hydropower plants, 66% of the Togolese population lives in rural areas and consumes less than 10% of the country's electricity.

In order to ensure a balanced development of the country and to improve the living conditions of both urban and rural populations, the new energy policy guidelines are to develop renewable energies, namely solar energy, wind, biogas and micro-hydro). Each of these energies represents an important but little exploited energy potential.

- **Infrastructure**

Togo have access to adequate infrastructures. Therefore, the development of railway, airport and road infrastructure makes the country a hub of international trade in West Africa.

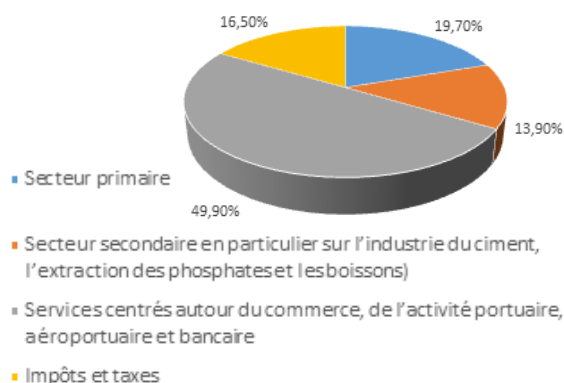
- **Import / Export**

Today, international trade is at the heart of the global economy and is responsible for much of the development and prosperity of the modern industrialised world. The exchange of goods and/or services between countries is an economic growth booster for TOGO as well. (see Appendices 6 and 7)

- **Industries**

In 2019, Togo's GDP is XOF 4,231 billion, or USD 7.2 billion, for a population estimated at 8.1 million, which is growing at a rate of 2.4 % per year. Togo therefore belongs to the category of least developed countries (LDC) with a GDP per capita of around US\$ 890. In terms of sectoral breakdown, GDP is distributed as follows:

Répartition du PIB par secteur d'activité



Le secteur informel reste largement prépondérant en contribuant à plus de 50% à la valeur ajoutée des différents secteurs de l'économie.

Dans ses efforts continus pour accroître les valeurs ajoutées au Togo, le gouvernement du Togo a promulgué le décret N° 2021-054/PR du 12 mai 2021 portant interdiction d'exportation des produits de bois de chauffage sous forme brute ou semi-brute. Ceci soutiendra les actions du gouvernement en matière de protection et gestion des ressources forestières.

Les trois principaux produits d'exportation sont le clin-ker (environ 13% des recettes d'exportation), les phosphates (10%) et la fibre de coton.

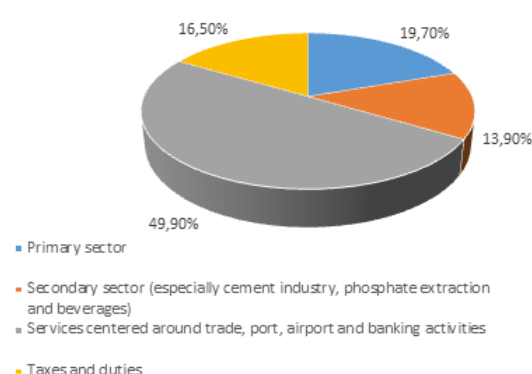
Les principales industries du Togo sont les suivantes :

INDUSTRIE DU CIMENT

	CIMTOGO
	Filiale du Groupe Heideilberg Cement, Cimto go est un acteur historique (le premier) du secteur de la cimenterie au Togo. Elle dispose de deux usines, une à Lomé et une à Kara dont les capacités sont présentées ci-après : Usine de Lomé : - 750 000 Tonnes par an - Trois lignes de broyage ; - Quatre ensacheuses ; - Un système de chargement en vrac ; - Usine d'Awandjelo près de Kara : 250 000 Tonnes par an - Une ligne de broyage ; - Une ensacheuse rotative de 06 becs ; CIMTOGO LOME est certifié ISO 14001, ISO 9001 et OHSAS 18001.

	DANGOTE
	L'Etat Togolais a autorisé en 2019 l'implantation d'une nouvelle cimenterie au Togo par DAN-GOTE CEMENT, grâce au clinker togolais et nigérian. Cette exploitation se fera à travers un investissement estimé à 60 millions \$ pour une capacité de production annuelle de 1,5 million de tonnes de ciment.

Distribution of GDP by sector of activity



The informal sector remains largely predominant, contributing more than 50% of the value added of the various sectors of the economy.

In its continuous efforts to capture value additions within Togo, The Government of Togo has enacted the decree N° 2021-054/PR of May 12, 2021 on the prohibition of the export of firewood products in raw or semi-raw form. This will support the government's actions for the protection and management forest resources

The three main export products are clinker (about 13% of export earnings), phosphates (10%) and cotton fiber.

The main industries in Togo are the following :

CEMENT INDUSTRY

	CIMTOGO
	Subsidiary of the Heideilberg Cement Group, Cimto go is a historical actor (the first) of the cement sector in Togo. The company has two factories, one in Lomé and one in Kara, whose capacities are presented below: Lome factory: - 750,000 tons per year - Three grinding lines; - Four bagging machines; - A bulk loading system; - Awandjelo plant near Kara: 250,000 tons per year - A crushing line - A rotary bagging machine of 06 spouts CIMTOGO LOME is certified ISO 14001, ISO 9001 and OHSAS 18001.

	DANGOTE
	The Togolese State has authorized in 2019 the establishment of a new cement company in Togo by DANGOTE CEMENT, from Togolese and Nigerian clinker. This operation will be carried out through an estimated investment of \$60 million for an annual production capacity of 1.5 million tons of cement.

	KANAZOE
	Lancé il y a moins d'un an, les travaux d'installation de la Cimenterie de la Côte ouest-africaine (CimCo), sont évalués à ce jour à environ 70 %. La construction de l'usine, filiale de la firme Cim Metal Group de l'homme d'affaires burkinabè Inoussa Kanazoé, devrait être finalisée au mois de septembre 2021, comme initialement prévue. Financée à hauteur de 65 milliards FCFA, dont 20 milliards par la BOAD sous forme de prêt, l'usine sera dotée d'une capacité de production annuelle estimée à 2,5 millions de tonnes de ciment. Le projet entend créer 1000 emplois directs et 500 emplois indirects.

	KANAZOE
	Launched less than a year ago, the construction of the West African Coast Cement factory (CimCo) is now about 70% complete. The construction of the factory, a subsidiary of the Cim Metal Group, owned by Burkinabe businessman Inoussa Kanazoé, should be completed in September 2021, as initially planned. Financed to the tune of XOF 65 billion, of which CFAF 20 billion will be provided by BOAD in the form of a loan, the factory will have an estimated annual production capacity of 2.5 million tons of cement. The project will create 1000 direct jobs and 500 indirect jobs.

BRASSERIE

	BRASSERIE DU BÉNIN
	Filiale du groupe Français BGI (Brasseries et Glacières Internationales), la BB Lomé est un acteur historique du secteur des boissons au Togo. La Brasseirie BB Lomé SA a été créée en 1964. Elle dispose de trois sites de production : Un site à Lomé (créé en 1964), un site à Kara (créé en 1982), et un site de production d'eau minérale naturelle à Anfoin (rachetée en 2009). Avec plus d'un million d'hectolitre vendus en 2013, BB Lomé a pour partenaires, le Groupe DIAGEO (GUINNESS), ECU BAVARIA, et THE Coca-Cola COMPANY. Le système de management de la Brasseirie BB Lomé est certifié ISO 9001 version 2008. La Brasseirie BB Lomé est certifiée ISO FSSC 22 000 depuis Novembre 2014. Elle est la première brasserie du Groupe Castel à avoir obtenu cette certification.

BREWERY

	BRASSERIE DU BÉNIN
	Subsidiary of the French group BGI (Brasseries et Glacières Internationales), BB Lomé is a historical actor of the beverage sector in Togo. BB Lomé SA was created in 1964. It has three production sites: a site in Lomé (created in 1964), a site in Kara (created in 1982), and a production site of natural mineral water in Anfoin (bought in 2009). With more than one million hectoliters sold in 2013, BB Lomé has as partners, the DIAGEO Group (GUINNESS), ECU BAVARIA, and THE Coca-Cola COMPANY. The management system of BB Lomé Brewery is certified ISO 9001 version 2008. BB Lomé Brewery is certified ISO FSSC 22 000 since November 2014. It is the first brewery of the Castel Group to have obtained this certification.

	SOCIÉTÉ NOUVELLE DE BOISSONS (SNB)
	Installée à Adétikopé, à une vingtaine de kilomètres de Lomé la capitale togolaise, la Société Nouvelle de Boissons est opérationnelle depuis Mai 2020

	SOCIÉTÉ NOUVELLE DE BOISSONS (SNB)
	Located in Adétikopé, about twenty kilometers from Lomé, the Togolese capital, the Société Nouvelle de Boissons has been operational since May 2020.

AUTRES INDUSTRIES

	VOLTIC
	Voltic a été depuis longtemps la seule industrie sur le marché de la fourniture d'eau minérale. Elle est créée depuis les années 2000. La société VOLTIC TOGO SARL depuis plusieurs années se fait accompagner de façon continue par des spécialistes de la qualité, ce qui lui a valu depuis 2009 d'être certifiée HACCP.

	VOLTIC
	Voltic has been for a long time the only industry on the market of mineral water supply. It was created in the year 2000. VOLTIC TOGO SARL has been accompanied for several years by quality specialists, which has earned it HACCP certification since 2009.

Les principales industries sont énumérées à l'annexe 8.

Major industries are listed in Appendix 8.

Les télécommunications

Malgré l'octroi récent de deux nouvelles licences pour la fourniture d'accès internet, les besoins dans ce secteur restent très forts. Le secteur des télécommunications dans toutes ses composantes (téléphonie mobile, internet, monétique) reste un secteur potentiellement très rentable.

Telecommunications

Despite the recent granting of two new licences for the provision of Internet access, the needs in this sector remain very strong. The telecommunications sector in all its components (mobile telephony, internet, electronic banking) remains a potentially very profitable sector.

Deux opérateurs de téléphonie mobile se partagent le marché des télécom au Togo. TOGOCOM issue de la fusion des deux sociétés d'état (Togo Telecom et Togo Cellulaire) et Moov Africa Togo (Ancien Moov Togo). L'ARCP est l'autorité chargée depuis début 2019 de la réglementation de ce secteur. Ainsi, pour faciliter le climat des affaires et permettre aux industries de travailler de manière optimale avec une connexion rapide, le 16 février 2021, un accord pour la fourniture de connexion internet 5G, de fibre optique et d'autres services connexes à la zone industrielle, a été signé entre PIA et Togocom. C'est le premier au Togo.

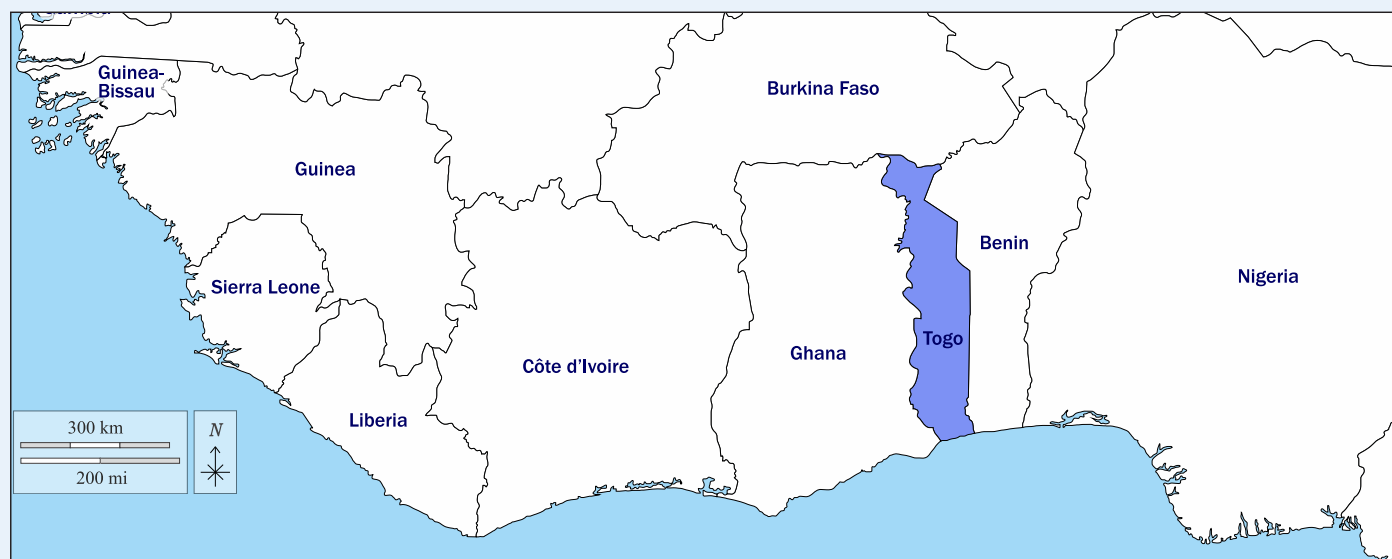
Two mobile operators share the telecom market in Togo. TOGOCOM is the result of the fusion of two state-owned companies (Togo Telecom and Togo Cellulaire) and Moov Africa Togo (formerly Moov Togo). The ARCP is the authority in charge of regulating this sector since early 2019. Thus, to facilitate the business climate and enable industries to work optimally with a fast connection, on February 16, 2021, an agreement for the provision of 5G internet connection, optic fiber and other related services to industrial zone, was signed between PIA and Togocom. That is the first in Togo.



2.3. Environnement économique

2.3.1. Economie : indicateurs clés

Population au 1er janvier 2021	PIB courant	Taux de croissance
8 399 356	4231 milliards XOF	5.25% (2014 to 2019)



Doing business 2020	Revenu national brut par habitant	Notations financières et autres
97ème place au classement général	4231 milliards XOF	•Standard & Poor's ("B/B", avec perspective stable) •Moody's Investors Service (B3) •S&P Global Ratings (B/B perspective stable)

Source: *Situation économique et financière du TOGO (2019)*, <https://www.tresor.esazconomie.gouv.fr/Pays/TG/conjoncture>

2.3.2. La réglementation économique en matière de concurrence

La concurrence est régie au Togo par la loi n° 99-011 du 28/12/1999. Les pratiques anticoncurrentielles suivantes sont interdites :

- Les infractions qualifiées de pratiques anti-concurrentielles ;
- Les infractions aux règles de la transparence du marché et aux pratiques restrictives de la concurrence ;
- Les infractions aux dispositions annexes à l'organisation de la concurrence.

Le vendeur de produit ou le prestataire de service est censé informer le consommateur sur les prix, les limitations éventuelles de la responsabilité contractuelle et les conditions particulières de la vente. L'utilisation de la langue officielle du pays est obligatoire dans la désignation, l'offre, la prestation, le mode d'emploi ou d'utilisation, l'étendue et les conditions de garantie d'un bien ou d'un service ainsi que dans les factures ou des quittances. Le recours à tout autre terme ou expression nationale équivalente est aussi autorisé.

2.3. Economic environment

2.3.1. Economy: key indicators

Population as of January 1, 2021	Current GDP	Growth rate
8 399 356	4 231 billion XOF	5.25% (2014 to 2019)

Doing business 2020	Gross national income per capital	Financial and other ratings
97th place in the general classification	4 231 billion XOF	•Standard & Poor's ("B/B", with stable perspective) •Moody's Investors Service (B3) •S&P Global Ratings (B/B stable perspective)

Source: *Economic and financial situation of TOGO (2019)*, <https://www.tresor.esazconomie.gouv.fr/Pays/TG/conjoncture>

2.3.2. Economic competition regulations

Competition in Togo is governed by the Law n° 99-011 of 28/12/1999. The following anti-competitive practices are prohibited:

- Offences qualified as anti-competitive practices;
- Violations of the rules of market transparency and restrictive practices of competition;
- Violations of the provisions related to the organization of competition.

The seller of a product or the provider of a service is supposed to inform the consumer about prices, possible limitations of contractual liability and special conditions of the sale. The use of the official language of the country is obligatory in the designation, offer, performance, instructions for use, the scope and conditions of guarantee of a good or service as well as in invoices or receipts. The use of any other term or equivalent national expression is also permitted.

Il est formellement interdit de reproduire ou de falsifier une facture.

Toute vente de biens, de produits ou toute prestation de service doit faire l'objet de facture, de reçu ou de note de frais. La facture doit être rédigée en deux exemplaires au moins : le vendeur remet l'original de la facture à l'acheteur et conserve le double.

Les originaux et copies des factures sont conservés par le vendeur et l'acheteur du produit ou du service, objet de la transaction pendant au moins cinq (05) ans à compter de la date de l'opération. Pour les importations, la facture doit préciser les montants du prix FOB et du prix CAF. Tout produit industriel, objet, appareil ou bien d'équipement destiné au commerce doit être garanti par le vendeur, le fabricant ou l'importateur pendant une durée minimale clairement précisée.

Les pratiques concurrentielles réglementées sont les suivantes :

- la vente promotionnelle ou vente au déballage,
- les soldes,
- la liquidation,
- les clauses de non-concurrence,
- les clauses abusives,
- les importations ou les exportations sans titre ou sans déclaration en douane des biens et produits.

Les régimes d'investissement et de fiscalité en République du Togo. Il existe au Togo trois régimes fiscaux :

- le régime de droit commun
- le code des investissements
- le régime de la zone économique spéciale (zone franche)

2.4. Régimes fiscaux en vigueur au Togo

2.4.1. Le régime de droit commun

Les impôts et taxes du régime de droit commun sont les suivants :

Impôt	Base	Taux
Impôt sur les sociétés (IS)	Résultat fiscal	27 %
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Chiffre d'affaires	1%
Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) catégorie Traitements et salaires	Salaires net imposable	Voir ci-dessous
Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) catégorie Revenus de capitaux mobiliers (sur les dividendes) (IR-RCM)	Montant brut des revenus	0% 7% 13%

It is strictly forbidden to reproduce or falsify an invoice.

Every sale of goods, products or services must be accompanied by an invoice, receipt or expense report. The invoice must be drawn up in at least two copies: the seller gives the original invoice to the buyer and keeps the duplicate.

The originals and copies of the invoices shall be kept by the seller and the buyer of the product or service, subject of the transaction for at least five (05) years from the date of the operation. For imports, the invoice must specify the FOB price and the CIF price. Any industrial product, object, apparatus or capital goods intended for trade must be guaranteed by the seller, manufacturer or importer for a clearly specified minimum period.

The regulated competitive practices are as follows:

- promotional sales or unpacking sales,
- sales,
- liquidation,
- non-competition clauses,
- abusive clauses,
- imports or exports without title or customs declaration of goods and products.

Investment and tax systems in the Republic of Togo. There are three tax systems in Togo:

- the common law regime
- the investment code
- the special economic zone regime (free zone)

2.4. Investment and Tax Regimes in Republic of Togo

2.4.1. The Common Law Regime

The taxes and duties of the common law regime are the following:

Tax	Base	Rate
Corporate tax (IS)	Fiscal result	27%
Minimum Fixed Tax (IMF)	Turnover	1%
Personal income tax (IRPP) category Salaries and wages	Net taxable salary	See below
Personal income tax (IRPP) category Income from movable capital (on dividends) (IR-RCM)	Gross amount of income	0% 7% 13%

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	Opérations imposables	18% 10% (hébergement, restauration, tourisme)
Patente	Chiffre d'affaires	Voir ci-dessous
Taxe Foncière sur les Propriétés bâties (TFPB)	Revenu net cadastrale des propriétés au 1er janvier de l'année de l'imposition	7,5% sur les propriétés bâties 0,5% sur les propriétés non bâties
Taxe sur les véhicules à moteur (TVM)	Motocyclettes : Cylindrée Véhicule (personnes) : Puissance fiscale Véhicule (Marchandise) : Types de véhicule	Voir ci-dessous

Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) : Catégorie Traitements et salaires

De	0	à	900 000	0,5%
De	900 001	à	4 000 000	7%
De	4 000 001	à	6 000 000	15%
De	6 000 001	à	10 000 000	25%
De	10 000 001	à	15 000 000	30%
Plus de 15 000 000				35%

Patente

N°	Tranche des secteurs		C O / HO/PH	SE/ASS/ BE/BTP	TEL/TI	IND
1	0	500 000 000	0,55%	0,75%	0,80%	0,70%
2	500 000 001	10 000 000 000	0,60%	0,80%	0,95%	0,80%
3	10000000001	50 000 000 000	0,65%	1,00%	1,00%	0,90%
4	>50000000000	0,70%	1,20%	1,20%	1,00%	

CO : commerce ; HO : hôtellerie ; PH : pharmacie ; SE : services ; ASS : assurances
; BE : banques et établissements financiers ; BTP : bâtiments et travaux publics ;
TEL : téléphone ; TI : technologie de l'information ; IND : industries

Taxe sur les véhicules à moteur (TVM) Motocyclette

Cylindrée	Tarif unique en francs CFA
Motocyclette de plus 125cm ²	15 000
Motocyclette à trois (3) roues	40 000

Véhicules affectés au transport des personnes

Puissance fiscale	Tarif annuel en francs CFA
Moins de 5 CV	5 000
5 à 7 CV	10 000
8 à 11 CV	15 000
12 à 15 CV	30 000
Camionnettes	20 000
Autocars	30 000
Autobus	30 000

Véhicules affectés au transport des marchandises et autres (en francs CFA)

Type de véhicules	Tarif annuel en francs CFA
Camions de 3 à 6 tonnes	35 000
Camions de 7 à 9 tonnes	40 000

Value Added Tax (VAT)	Taxable transactions	18% 10% (accommodation, catering, tourism)
Patent	Turnover	See below
Land tax on built properties (TFPB)	Net cadastral income of properties on January 1 of the year of taxation	7.5% on built properties 0.5% on non-built properties
Motor vehicle tax (TVM)	Amount of gross rents due to owners.	See below

Personal income tax (PIT): Category Salaries and wages

From	0	to	900 000	0.5 %
From	900 001	to	4 000 000	7%
From	4 000 001	to	6 000 000	15%
From	6 000 001	to	10 000 000	25%
From	10 000 001	to	15 000 000	30%
More than 15 000 000				35%

Patent

Nº	Sectorial division		CO / HO / PH	SE / ASS / BE / BTP	TEL / IT	IND
1	0	500,000,000	0.55%	0.75%	0.80%	0.70%
2	500,000,001	10 000 000 000	0.60%	0.80%	0.95%	0.80%
3	10 000 001 0000	50,000 000 000	0.65%	1.00%	1.00%	0.90%
4	>50,000 000 000	0.70%	1.20%	1.20%	1.00%	

CO: trade; HO: hotel industry; PH: pharmacy; SE: services; ASS: insurance;
BE: banks and financial institutions; BTP: buildings and public works; TEL:
telephone; IT: information technology; IND: industries

Motor Vehicle Tax (MVT) Motorcycle

Displacement	Single rate in XOF
Motorcycle over 125cm ²	15,000
Three (3) wheel motorcycle	40,000

Vehicles used for the transport of people

Fiscal power	Annual rate in XOF
Less than 5 HP	5,000
5 to 7 HP	10,000
8 to 11 CV	15,000
12 to 15 HP	30,000
Vans	20,000
Coaches	30,000
Bus	30,000

Vehicles used for transport of goods and others (in XOF)

Type of vehicles	Annual rate in XOF
3 to 6 ton trucks	35,000
7 to 9 ton trucks	40,000

Camions de 10 à 12 tonnes	50 000
Plus de 12 tonnes	65 000
Tracteurs	35 000
Semi-remorques	35 000

2.4.2. Taxe professionnelle unique (TPU) ou impôt synthétique

Sont assujetties à la TPU, les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à soixante millions (60.000.000) de francs CFA quelle que soit la nature de l'activité. La TPU est composée de deux (02) régimes à savoir le régime déclaratif et le régime forfaitaire :

- Sont assujetties au régime déclaratif, les personnes physiques ayant un chiffre d'affaires compris entre trente millions (30 000 000) et soixante millions (60 000 000) de francs CFA.
- Sont assujetties au régime forfaitaire, les personnes physiques ayant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à trente millions (30 000 000) de francs CFA.
- Néanmoins sont exclus du champ de la TPU forfaitaire, les personnes physiques relevant des bénéfices non commerciaux (BNC), les planificateurs industriels (Boulangers Pâtisseries) et les Importateurs/Exportateurs.
- La base essentielle de calcul de la TPU est le chiffre d'affaires réalisé.
- Pour les personnes physiques relevant du régime déclaratif, le taux d'imposition est de 2% si elles exercent des activités de production ou de commerce et de 8% si elles font des prestations de services.
- Pour les personnes physiques relevant du régime forfaitaire, elles sont soumises à la grille suivante :
- TPU forfaitaire des activités commerciales et prestations de service non artisanales :

Tranches d'imposition ou de Chiffre d'Affaires (en CFA)	Montants dus (en CFA)	
	Activités Commerciales	Prestations de Services
0 à 2 500 000	10 000	20 000
2 500 001 à 5 000 000	40 000	187 500
5 000 001 à 10 000 000	115 000	375 000
10 000 001 à 15 000 000	190 000	625 000
15 000 001 à 20 000 000	265 000	875 000
20 000 001 à 25 000 000	340 000	1 125 000
25 000 001 à 30 000 000	415 000	1 375 000

10 to 12 ton trucks	50,000
More than 12 tons	65,000
Tractors	35,000
Semi-trailers	35,000

2.4.2. Single professional tax (TPU) or synthetic tax

Are subjected to the TPU, individuals whose annual turnover is less than or equal to sixty million (60,000,000) XOF whatever the nature of the activity. The TPU is made up of two (02) regimes namely the declarative system and the flat-rate system:

- Individuals with a turnover of between thirty million (30,000,000) and sixty million (60,000,000) XOF are subject to the declarative system.
- Individuals with a turnover of less than or equal to thirty million (30,000,000) XOF are subject to the fixed-rate system.
- However, the following are excluded from the scope of flat-rate system: individuals with non-commercial profits (BNC), industrial planners (bakers) and importers/exporters.
- The essential basis for calculating the TPU is the achieved turnover.
- For individuals under the declarative system, the tax rate is 2% if engaged in production or trade activities and 8% if providing services.
- Individuals under the fixed-rate system are subject to the following grid:
- TPU fixed-rate for commercial activities and non-artisanal services:

Tax brackets or turnover (in XOF)	Amounts due (in XOF)	
	Commercial Activities	Offering Services
0 to 2,500,000	10,000	20,000
2 500 001-5 000 000	40,000	187,500
5,000,001 to 10,000,000	115,000	375,000
10,000,001 to 15,000,000	190,000	625,000
15 000 001-20 000 000	265,000	875,000
20 000 001 to 25 000 000	340,000	1,125,000
25 000 001-30 000 000	415,000	1,375,000

■ TPU des artisans:

Catégories d'artisans	Montants dus (en CFA)			
	Lomé	Golfe	Autres villes	Zones rurales
Artisans avec moyens Mécaniques	50 000	50 000	35 000	10 000
Artisans sans moyens Mécaniques	20 000	20 000	10 000	5 000

2.5. Le code des investissements au Togo

Les investissements au Togo sont régis par la loi n°2019-005 du 17 juin 2019 portant code des investissements en République Togolaise.

Le Code des investissements fournit des garanties économiques, juridiques et financières aux sociétés légalement établies en République togolaise, comme le prévoit la section 3.5.2.

Outre les garanties économiques, juridiques et financières susmentionnées, le code des investissements prévoit des incitations douanières et fiscales.

Les conditions d'éligibilité et avantages y afférent sont résumés comme suit :

Régimes	Montant de l'investissement	Périodes	Avantages
Entreprise nouvelle	50 000 000 FCFA	Cinq (5) périodes de douze (12) mois à compter de la date de délivrance de l'agrément	Exonérations • Droits de porte (droits de douanes et redevances statistiques à l'exception des prélèvements communautaires) • Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au cordon douanier et • Prélèvement au titre des acomptes I-S-IRPP catégorie des Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) sur les matériels et équipements nécessaires et déclarés dans la demande d'agrément
Entreprise existante	50 000 000 FCFA (moyens matériels ou équipement impliquant l'extension)		Crédit d'impôt reportable non remboursable • proportionnel au montant de l'investissement • proportionnel au nombre d'emploi créé Exonération portant sur la taxe foncière pour les entreprises implantées dans la zone 2 à 5.

■ TPU for craftsmen:

Types of craftsmen	Amounts due (in XOF)			
	Lomé	Golfe	Other towns	Rural areas
Craftsmen with mechanical equipment	50 000	50 000	35 000	10 000
Craftsmen without mechanical equipment	20 000	20 000	10 000	5 000

2.5. The Investment Code in Togo

Investments in Togo are governed by the Law No. 2019-005 of June 17, 2019 on the Investment Code in the Togolese Republic.

The Investment Code provides economic, legal and financial guarantees to companies legally established in the Togolese Republic as provided in the section 3.5.2.

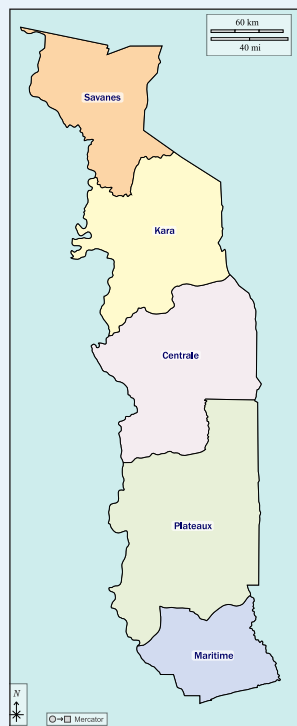
In addition to the above economic, legal and financial guarantees, the investment code provides customs and fiscal incentives.

The conditions of eligibility and related benefits are summarized as follows:

Regimes	Investment amount	Periods	Benefits
New business	50 000 000 XOF	Five (5) periods of twelve (12) months from the date of issue of the approval	Exemptions • Door duties (customs duties and statistical fees with the exception of community levies) • Value Added Tax (VAT) at the customs cordon and • Levy for I-S-IRPP down payments, Industrial and Commercial Profits (BIC) category on the materials and equipment required and declared in the application for approval
Existing business	50 000 000 XOF (material means or equipment involving the extension)		Non-refundable tax credit reportable • proportional to the amount of the investment • proportional to the number of jobs created Training tax credit, Property tax exemption for companies located in zone 2 to 5.

Dans le cadre dudit code, le territoire togolais est subdivisé en cinq (5) zones d'implantation des entreprises définies comme suit :

Zone	Région
Zone I	Région Maritime limitée à Lomé, la préfecture du golfe et celle d'Agoè-Nyivé;
Zone II	Région des Plateaux et les autres préfectures de la région maritime ne faisant pas partie de la Zone I
Zone III	Région Centrale ;
Zone IV	Région de la Kara ;
Zone V	Région des Savanes



Within the framework of the aforementioned code, the Togolese territory is divided into five (5) zones for company establishment defined as follows:

Zone	Region
Zone I	maritime region (Lomé, the prefecture of the Golfe and that of Agoè-Nyivé)
Zone II	plateau region (Upland Region and other prefectures of the Maritime Region not included in Zone I)
Zone III	central region;
Zone IV	region of Kara
Zone V	savannah region

2.6. Le code minier

Le code minier togolais est régi par la loi n°2003 - 012 du 14 Octobre 2003 modifiant et complétant la loi n°96-004 du 26 Février 1996 portant code minier de la République Togolaise.

Pour entreprendre dans le domaine minier au Togo, les personnes physiques et morales doivent être titulaires d'un des droits miniers décrits dans le tableau suivant :

Droits	Instance d'autorisation	Validité	Avantages
Autorisation artisanale	Directeur Général des Mines et de la Géologie	1 an renouvelable plusieurs fois	Exonération de TPU
Autorisation de prospection	Directeur Général des Mines et de la Géologie	2 ans	• exonération de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt minimum forfaitaire jusqu'à la 1^{ère} production commerciale du titre minier; • exonération de la TVA jusqu'à la 1^{ère} production commerciale.
Permis de recherche	Ministère des Mines	3 ans	• exonération de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt minimum forfaitaire jusqu'à la 1^{ère} production commerciale du titre minier; • exonération de la TVA jusqu'à la 1^{ère} production commerciale.
Permis d'exploitation pour les matériaux de construction	Ministère des Mines	3 ans	• exonération de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt minimum forfaitaire jusqu'à la 1^{ère} production commerciale du titre minier; • exonération de la TVA jusqu'à la 1^{ère} production commerciale.

2.6. The mining code

The Togolese mining code is governed by the Law No. 2003-012 of 14 October 2003 amending and supplementing Law No. 96-004 of 26 February 1996 on the mining code of the Togolese Republic.

To undertake mining activities in Togo, natural and legal persons must hold one of the mining licenses described in the following table:

Licenses	Authorization body	Validity	Benefits
Craft authorization	Director General of Mines and Geology	1 year renewable several times	TPU exemption
Prospecting authorization	Director General of Mines and Geology	2 years	• exemption of income tax, the corporate income tax and the flat rate minimum tax until the 1st commercial production of mineral title • exemption of VAT until the 1st commercial production
Research permit	Ministry of Mines	3 years	• exemption of income tax, the corporate income tax and the flat rate minimum tax until the 1st commercial production of mineral title ; • exemption of VAT until the 1st commercial production .
Operating permit for building materials	Ministry of Mines	3 years	• exemption of income tax, the corporate income tax and the flat rate minimum tax until the 1st commercial production of mineral title ; • exemption of VAT until the 1st generation business.

Permis d'exploitation à petite échelle (Montant global hors taxes et hors fonds de roulement inférieur à 300 000 000 francs CFA)	Arrêté du Ministère des Mines	5 ans	N/A
Permis d'exploitation à grande échelle	Décret en Conseil des ministres	20 ans	N/A

Small-scale operating license (Total amount excluding taxes and working capital less than 300,000,000 XOF)	Order of the Ministry of Mines	5 years	N / A
Large-scale operating license	Decree in the Council of Ministers	20 years	N / A

2.7. Régime de la zone économique spéciale (ZES)

Le pays souhaite faire davantage qu'une zone franche en créant des nouvelles zones économiques spéciales (ZES). L'idée est de s'inspirer des modèles à succès comme ceux de l'île Maurice, Dubaï, le Panama, la Chine ou le Maroc. C'est ainsi qu'il a abrité le 19 décembre 2019, l'atelier régional de l'Organisation Africaine des Zones Economiques Spéciales (AFZO). Cet atelier vise à servir de tremplin pour l'adoption d'un cadre juridique spécifique pour les zones économiques spéciales qui englobent, entre les zones franches, l'ensemble de la communauté en charge de développement des zones industrielles et commerciales, économiques, des zones non franches ainsi que des ports secs.

La Plateforme Industrielle d'Adetikope est la première société créée pour gérer une zone économique spéciale au Togo.

2.8. Régime de zone libre/ Régime de zone franche

La zone franche togolaise est régie par la loi n°2011-18 du 24 juin 2011 portant statut de la zone franche industrielle. L'administration de la zone franche togolaise est confiée à la Société d'Administration de la Zone Franche (SAZOF).

N.B : Les entreprises de la zone franche bénéficient d'un tarif préférentiel sur les prestations de services publics (électricité, eau, téléphone, prestations portuaires).

- aucune restriction financière pour les nouvelles entreprises (ni minimum, ni maximum),
- exportation de 70 à 100% de la production,
- accès aux statuts de la zone franche pour les entreprises du territoire douanier; si elles réalisent 65% des ventes à l'exportation au cours des 2 premières années.

2.7. Special economy zone regime (SEZ)

The country hopes to do more than a free trade zone by creating new special economic zones (SEZ). The idea is to draw inspiration from successful models such as those of Mauritius, Dubai, Panama, China or Morocco. Thus, it hosted on December 19, 2019, the regional workshop of the African Organization of Special Economic Zones (AFZO). This workshop aims to serve as a springboard for the adoption of a specific legal framework for special economic zones which include, between the free zones, the entire community in charge of developing industrial and commercial zones, economic, non-free zones and dry ports.

The Industrial Platform of Adetikopé (PIA) is the first company created to manage a special economic zone in Togo.

2.8. Free zone regime // Duty-free Zone Regime

The Togolese duty-free zone is governed by the Law N°2011-18 of June 24, 2011 on the status of the industrial duty-free zone. The administration of the Togolese duty free zone is entrusted to the Administration Company of the Duty Free Zone (SAZOF).

N.B: The Free zone companies benefit from a preferential rate on public services (electricity, water, telephone, port services).

- no financial restrictions for new companies (no minimum or maximum)
- export of 70 to 100% of production,
- admission to free zone status for companies in the customs territory, if they achieve 65% of export sales in the first 2 years.

Avantages douaniers
exonération de tous droits et taxes de douane, sur le matériel d'équipement, y compris le mobilier de bureau, les pièces de rechange, les matières premières, les produits semi-finis et les produits consommables nécessaires à l'installation et au fonctionnement de l'entreprise agréée ;
réduction de 50 % des droits et taxes de douane sur les véhicules utilitaires, tels que définis par le décret d'application;
exonération de tous droits et taxes de douane lors de l'exportation des produits fabriqués en zone franche.

Avantages fiscaux
impôt sur les sociétés ou impôt minimum forfaitaire : 0% (0 à 5 ans); 8% (6 à 10 ans) ; 10% (11 à 20 ans) et 20% (plus de 20 ans) ;
impôt sur les dividendes ou impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : 0% (0 à 5 ans) ; 50% du montant dû en droit commun (6 à 10 ans) et droit commun à partir de la 11^{ème} année ;
taxe professionnelle: 0% (0 à 5 ans) ; 5% du montant dû en droit commun (6 à 20 ans) et 15% du montant dû en droit commun droit commun à partir de la 21^{ème} année ;
taxe foncière : 0% (0 à 5 ans) ; 5% du montant dû en droit commun (6 à 20 ans) et 15% du montant dû en droit commun droit commun à partir de la 21^{ème} année ;
taxe sur la valeur ajoutée: exonération sur les travaux et services réalisés pour le compte des entreprises bénéficiant du statut de zone franche.
exonération de toute autre taxe, droit, prélèvement non précisé dans la loi de zone franche

2.9. Juridictions commerciales

Le 10 décembre 2018, un pas de géant a été fait avec la promulgation de la loi n° 2018-028 instituant les juridictions commerciales en République togolaise.

2.9.1. Tribunal de Commerce

Le 6 février 2019, il fut créé des tribunaux de commerce de Lomé et de Kara par décret n° 2019-010/PR.

Le Tribunal de commerce de Lomé est constitué des préfectures du Golfe, d'Agoè-Nyivé, de l'Avé, du Bas-Mono, des Lacs, de Vo, de Yoto et du Zio.

Le Tribunal de commerce de Lomé est compétent pour traiter des contestations relatives aux :

- engagements et transactions entre commerçants et non commerçants au sens de l'Acte uniforme portant sur le droit commercial général;
- actes et effets de commerce au sens de l'Acte uniforme portant sur le droit commercial général, exception faite des actes mixtes dans lesquels la partie non commerçante peut saisir les tribunaux de droit commun;

Customs Benefits
exemption from all customs duties and taxes, on equipment material, including office furniture, spare parts, raw materials, semi-finished products and consumables necessary for the installation and operation of the approved company;
50% reduction in customs duties and taxes on commercial vehicles, as defined by the implementing decree;
exemption from all customs duties and taxes when exporting products manufactured in a free zone.

Fiscal Benefits
corporate tax or minimum fixed-rate tax : 0% (0 to 5 years) ; 8% (6 to 10 years) ; 10% (11 to 20 years) and 20% (over 20 years) ;
dividend tax or income tax on movable capital : 0% (0 to 5 years); 50% of the amount due under common law (6 to 10 years) and common law from the 11th year ;
business tax: 0% (0 to 5 years) ; 5% of the amount due under common law (6 to 20 years) and 15% of the amount due under common law from the 21st year ;
property tax : 0% (0 to 5 years) ; 5% of the amount due under common law (6 to 20 years) and 15% of the amount due under common law from the 21st year ;
value added tax: exemption on works and services carried out on behalf of companies benefiting from free zone status.
exemption from any other tax, right, levies not specified in the free zone law

2.9. Commercial Juridictions

On December 10, 2018, a giant step was taken with the enactment of the Law No. 2018-028 instituting the Commercial Courts in the Togolese Republic.

2.9.1. Commercial Court

On February 6, 2019, the commercial courts of Lomé and Kara were created by decree n° 2019-010/PR.

The Commercial Court of Lomé is made up of the prefectures of Golfe, Agoè-Nyivé, Avé, Bas-Mono, Lacs, Vo, Yoto and Zio.

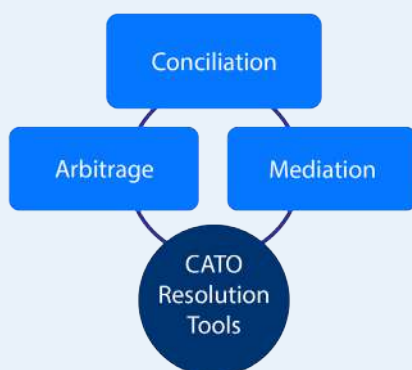
The Commercial Court of Lomé is competent to deal with any dispute relating to:

- commitments and transactions between traders and non-traders within the meaning of the Uniform Act relating to General Commercial Law;
- commercial documents and instruments within the meaning of the Uniform Act relating to General Commercial Law, with the exception of mixed documents in which the non-trading party may bring the matter before the courts of general law.



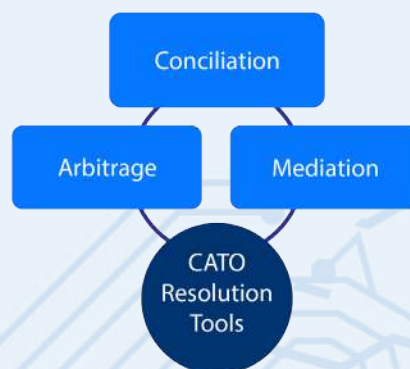
2.9.2. Cour d'Arbitrage du Togo (CATO)

La CATO a pour mission d'offrir aux opérateurs économiques des moyens de conciliation et d'arbitrage pour le règlement de leurs différends. La CATO est un centre administratif qui veille donc à organiser et superviser, conformément à son règlement, les arbitrages effectués sous son égide. La CATO met à la disposition des parties engagées dans un différend trois (3) instruments :



2.9.2. Togo Arbitration Court (CATO)

CATO's mission is to provide economic operators with conciliation and arbitration facilities for the settlement of their disputes. The CATO is an administrative center that organizes and supervises, in accordance with its rules, the arbitrations carried out under its auspices. CATO has three (3) tools available to parties involved in a dispute.



2.9.3. Cour Commune de Justice et d'Arbitrage-OHADA (CCJA-OHADA)

Composée de 13 juges, la CCJA a son siège en Côte d'Ivoire. Siégeant en dernier et cassation, elle a le monopole de l'interprétation et de l'application du droit OHADA, en lieu et place des Cours suprêmes nationales. Elle est également investie du droit de compétences consultatives pour émettre des avis sur l'interprétation du Traité OHADA et des actes de droit dérivé. La CCJA abrite enfin le centre d'arbitrage institutionnel.

La CCJA est dotée d'une triple mission :

- Juridictionnelle,
- Consultative,
- Arbitrale.

2.9.3. OHADA Common Court of Justice and Arbitration (CCJA-OHADA)

Made up of 13 judges, the CCJA has its headquarters in Côte d'Ivoire. Acting as a court of last resort, it has a monopoly on the interpretation and application of OHADA law, in place of the national supreme courts. It is also vested with the right to issue advisory opinions on the interpretation of the OHADA Treaty and secondary legislation. Finally, the CCJA houses the institutional arbitration center.

The CCJA is invested with a threefold mission:

- Jurisdictional,
- Advisory,
- Arbitration.





2.10. Vivre au Togo

2.10.1. Tourisme

Le Togo est un pays naturellement touristique. En dépit de sa superficie limitée, le pays dispose d'énormes atouts touristiques. Une diversité de paysages répartis dans chacune des cinq régions, qui en fait une « Afrique en miniature », des sites et monuments reconnus à l'international (Parc national de Fazao, faune d'Alédjo, les cascades de Kpimé, de Womé et autres) et une bande côtière de plages aux sables fins, sur 45 km, baignée par l'Atlantique.

2.10.1.1. Le parc national de Fazao – Malfakassa

Adossé à la chaîne des Monts Fazao-Malfakassa, somptueusement vêtu d'une mosaïque de formations végétales, le parc est essaimé de belles galeries forestières et de plaines fertiles colonisées par de nombreuses espèces végétales réputées pour leurs arômes suaves, sous lesquelles on voit déambuler des buffles, des éléphants, des antilopes, des bubales, des cobs, des phacochères, etc..

D'une superficie de 192 000 hectares, ce parc est un sanctuaire d'oiseaux, de primates, de reptiles et d'autres curiosités fauniques.

Géré par la Fondation Franz Weber, il s'ouvre pour les visites vision-safaris pendant la saison sèche, de novembre à avril. Ce parc se situe à Sokodé dans la région centrale.

2.10. Live in Togo

2.10.1. Tourism

Togo is a natural tourist country. In spite of its limited surface, the country has enormous tourist assets. A diversity of landscapes spread in each of the five regions, which makes it a “miniature Africa”, sites and monuments recognized internationally (Fazao National Park, fauna of Alédjo, waterfalls of Kpimé, Womé and others) and a coastal strip of beaches with fine sands, on 45 km, bathed by the the Atlantic Ocean.

2.10.1.1. The national park of Fazao – Malfakassa

Adjoining the Fazao – Malfakassa Mountains range, sumptuously dressed in a mosaic of vegetation formations, the park is scattered with beautiful forest galleries and fertile plains colonized by many plant species known for their sweet aromas, under which we see buffaloes, elephants, antelopes, hartebeests, wart hogs, etc..

With an area of 192,000 hectares, this park is a sanctuary for birds, primates, reptiles and other fascinating wildlife.

Managed by the Franz Weber Foundation, it opens for vision-safari visits during the dry season, from November to April. This park is located in Sokodé, in the central region.



2.10.1.2. Réserve de faune d'Alédjo

La réserve de faune d'Alédjo est située dans les préfectures de Tchaoudjo et d'Assoli.

A cheval sur les régions Centrale et Kara, la zone d'Alédjo est limitée au Nord par le village Kpéwa, au Sud par le village Aléhéridé, à l'Est par la piste Kpéwa – Kadara et du côté Ouest par le village Efolo et localités atypiques. Inscrite dans une section des Monts Togo, la réserve de faune d'Alédjo est une aire naturelle de 765 ha qui intervient dans la conservation de la diversité biologique, la protection des formations géologique et physiographique locales.

2.10.2. Hôtels

Le Togo possède une chaîne internationale d'hôtels de grande renommée et étoilés dont les plus importants se trouvent dans la capitale. Voir la liste des hôtels en Annexe 9.

2.10.3. Restaurants

Lomé et d'autres grandes villes du Togo disposent de bons restaurants pour servir des repas pour tous les goûts, dont des restaurants indiens, libanais, français, italiens, américains et plusieurs variétés de cuisines gastronomiques africaines. L'Annexe 9 énumère les principaux restaurants du Togo avec une mention spéciale des restaurants indiens et chinois.

2.10.4. Supermarchés à Lomé

Il y a plus de 60 supermarchés au Togo dont les principaux sont listés en Annexe 10.

2.10.1.2. Alédjo Wildlife Reserve

The Alédjo Wildlife Reserve is located in the prefectures of Tchaoudjo and Assoli.

Lying astride the Central and Kara regions, the Alédjo area is bordered to the north by the village of Kpéwa, to the south by the village of Aléhéridé, to the east by the Kpéwa - Kadara trail, and to the west by the village of Efolo and other atypical localities.

Listed in a section of the Togo Mountains, the Alédjo Wildlife Reserve is a natural area of 765 ha which contributes to the conservation of biological diversity and the protection of local geological and physiographical formations.

2.10.2. Hotels

Togo has an international network of renowned and star-rated hotels, the most important of which are located in the capital. See the list of hotels in Appendix 9.

2.10.3. Restaurants

Lomé and other major cities in Togo have good restaurants to serve meals for all tastes, including Indian, Lebanese, French, Italian, American and many varieties of African gastronomic cuisines. Appendix 9 lists the main restaurants in Togo with an especial mention of Indian and Chinese restaurants.

2.10.4. Supermarkets in Lomé

There are more than 60 supermarkets in Togo, the main ones of which are listed in Appendix 10.

2.10.5. Prix moyen des produits de premières nécessités

Les prix des produits de première nécessité au Togo sont les suivants :

Elements	Prix moyens
Maïs	33 000 F CFA/ Sac 575 F CFA/ Bol
Sucre	16 800 F CFA/ Sac 400 F CFA/Kg
Sel	600 - 1000 F CFA/Bol 6 500 F CFA/ Sac
Riz	850 F CFA/ Kg
Bœuf	3 333 F CFA/ Kg
Porc	3 333 F CFA/ Kg
Agneau	3 333 F CFA/ Kg
Crevettes	À partir de 500 F CFA (séchées) 1Kg 6000 F CFA (fraîches)
Farine de blé	18 500 F CFA/ Sac 475F CFA/Kg
Huile de Ccisson	19 000 F CFA/ Bidon de 25L 800 F CFA/Litre
Œufs	1 033 F CFA/ 12 unités
Poisson	1600 F CFA/Kg
Poulet	2 250 F CFA/ pièce (poulets locaux) 1 150 F CFA/ pièce (poulets importes)

2.10.6. Prix moyens du fer, du ciment, du sable et du gravier

Elements	Prix moyens
Fer	400 F CFA / Tonne
Ciment	81 000 F CFA / Tonne
Sable(camion)	100 000 F CFA (10 roues) 50 000 FCFA (6 roues)
Gravier(camion)	250 000 FCFA (graviers concassés 10 roues) 125 000 FCFA (graviers 6 roues)

2.10.7. La réglementation en matière de location

Le crédit-bail mobilier et immobilier est réglementé au Togo par la loi uniforme n° 2019-004 du 17/06/2019 relative au crédit-bail au Togo.

Le crédit-bailleur et le crédit-preneur peuvent déroger aux dispositions de la loi et fixer librement par écrit le contenu du contrat de crédit-bail ou en modifier les effets.

Le crédit-preneur n'a pas le droit de vendre, d'hypothéquer, de nantir, de mettre en gage, ou d'utiliser le bien loué pour le paiement de ses dettes.

Le crédit-preneur ne peut déplacer, sans l'accord écrit et préalable du crédit-bailleur, les biens meubles de l'endroit indiqué dans le contrat de crédit-bail.

Le bail à usage d'habitation est réglementé par le décret n° 61-121 du 22 Décembre 1961 portant réglementation

2.10.5. Average price of basic necessities

The prices of basic necessities in Togo are as follows:

Items	Average Price
Corn	33,000 XOF / Bag 575 XOF / Bowl
Sugar	16 800 XOF / Bag 400 XOF / Kg
Salt	600 - 1000 XOF / Bowl 6 500 XOF / Bag
Rice	850 XOF / Kg
Beef	3 333 XOF / Kg
Pork	3 333 XOF / Kg
Lamb	3 333 XOF / Kg
Shrimps	At from 500 XOF (dried) 1Kg 6000 XOF (fresh)
Wheat flour	18 500 XOF / Bag 475 XOF / Kg
Cooking Oil	19 000 XOF / barrel of 25L 800 XOF / Liter
Eggs	1 033 XOF / 12 units
Fish	1 600 XOF / Kg
Chicken	2 250 XOF / piece (local chickens) 1 150 XOF / piece (imported chickens)

2.10.6. Average prices of iron, cement, sand and gravel

Items	Average prices
Iron	400 XOF / Ton
Cement	81,000 XOF / Ton
Sand (truck)	100,000 XOF (10 wheels) 50,000 XOF (6 wheels)
Gravel (truck)	250,000 XOF (10 wheel crushed gravel) 125,000 XOF (6-wheel gravel)

2.10.7. Renting regulations

The leasing of movable and immovable property is regulated in Togo by the Uniform Act No. 2019-004 of 17/06/2019 on leasing in Togo.

The lessor and the lessee may derogate from the provisions of the law and freely determine in writing the content of the leasing contract or modify its effects.

The lessee shall not sell, mortgage, pledge, hypothecate, or use the leased asset for the payment of its debts.

The lessee may not move the movable property from the location specified in the leasing agreement without the prior written consent of the lessor.

The lease for residential use is regulated by the decree n° 61-121 of December 22, 1961 concerning the regulation

des loyers des locaux d'habitation. Les principales dispositions sont les suivantes :

- le montant maximum du loyer annuel fixé au maximum à 12% de la valeur réelle de l'immeuble.
- le montant du loyer mensuel ne peut en aucun cas dépasser le douzième du loyer annuel.
- le montant du cautionnement à titre de garantie ne peut excéder une somme correspondant à deux (02) mois de loyer pour les locations faites au mois et au quart du loyer annuel dans les autres cas.

2.11. Expatriation

2.11.1. Arrivée au Togo

Les expatriés doivent être en possession d'un passeport valide au moins six (6) mois après la date de retour prévue et d'un carnet de vaccination attestant du vaccin contre la fièvre jaune. Un visa d'entrée de court séjour (de 1 à 90 jours) est délivré par les ambassades ou les consulats du Togo à l'étranger. Sur le territoire Togolais, les visas sont délivrés à l'aérogare par les services d'immigration aux postes-frontières et aux aéroports internationaux pour une durée maximale d'une semaine. La durée de validité peut être prorogée au Service des Etrangers et Passeports (immeuble GTA-C2A à Lomé).

2.11.2. Obtention du Titre de séjour ou de la Carte de Séjour

Les étrangers qui résident plus de trois (3) mois ou qui décident de s'installer au Togo, sont considérés comme immigrants. A ce titre, ils doivent être titulaires d'une carte de séjour.

Le délai de traitement de la demande de carte de séjour est de deux (2) semaines environ. Il existe trois types de carte de Séjour au Togo :

Types	Description	Durée
Temporaire	Tout étranger désireux de séjourner au Togo pendant une durée limitée, mais supérieur à trois mois.	1 an
Ordinaire	Etrangers immigrants qui entendent établir leur résidence au Togo sans limitation de durée, et qui y ont déjà séjourné pendant au moins 3 ans.	3 ans
Privilegié	Etrangers justifiant d'un séjour ininterrompu, de plus de 12 ans au moins sur le sol togolais, après une enquête administrative sur leur personnalité, leurs activités et leurs ressources au Togo.	10 ans

L'obtention de cette carte est conditionnée par la fourniture des pièces suivantes :

1. une demande timbrée adressée au Directeur Général de la Documentation Nationale ;
2. une photocopie des trois premières pages du passeport y compris la page du visa en cours de validité ;

of the rents of the residential premises. The main provisions are as follows:

- the maximum amount of the annual rent fixed at a maximum of 12% of the real value of the building.
- the amount of the monthly rent cannot in any case exceed the twelfth of the annual rent.
- the amount of the deposit as a guarantee cannot exceed a sum corresponding to two (02) months of rent for the rents made to the month and to the quarter of the annual rent in the other cases.

2.11. Expatriation

2.11.1. Arrival in Togo

Expatriates must be in possession of a valid passport at least six (6) months after the planned return date and a vaccination document attesting to the yellow fever vaccine. A short-stay entry visa (from 1 to 90 days) is issued by the Togolese embassies or consulates abroad. On Togolese territory, visas are issued at the airport by the immigration services at border crossings and international airports for a maximum period of one week. The validity period can be extended at the Service des Etrangers et Passeports (GTA-C2A building in Lomé).

2.11.2. Obtaining a Residence Permit or Residence Card

Foreigners who are residents for more than three (3) months or who decide to settle in Togo are considered as immigrants. As such, they must hold a residence permit.

The processing time for the residence permit application is approximately two (2) weeks.

There are three types of residence permit in Togo:

Types	Description	Duration
Temporary	Any foreigner wishing to stay in Togo for a limited period, but longer than three months.	1 year
Ordinary	Immigrant foreigners who intend to establish their residence in Togo without time limit, and who have already stayed there for at least 3 years.	3 years
Privileged	Foreigners justifying an uninterrupted stay, of more than 12 years at least on Togolese soil, after an administrative inquiry into their personality, their activities and their resources in Togo.	10 years

To obtain this card, the following documents must be provided:

1. a stamped request addressed to the National Documentation Director General;
2. a photocopy of the first three pages of the passport including the page of the valid visa;

3. un casier judiciaire du pays d'origine pour les premières demandes ;
4. une attestation de non-condamnation de la justice du Togo ;
5. un certificat médical délivré par un médecin d'Etat;
6. une attestation de travail pour un employé ;
7. une copie de la carte unique de création d'entreprise ;
8. une copie de la carte d'immatriculation fiscale ;
9. un quitus fiscal valable pour cartes de séjour ;
10. une attestation et un relevé bancaire personnels ;
11. un quitus fiscal valable pour cartes de séjour ;
12. une attestation et un relevé bancaire personnels
13. une adresse Email ;
14. une Photocopie de la dernière carte de séjour ;
15. un certificat de Non-Imposition, pour les sans emploi ;
16. un quitus social de la CNSS, pour les employeurs et les chefs d'entreprises ;
17. une attestation individuelle d'Immatriculation Sociale pour un employé ou travailleur indépendant;
18. le plan de localisation de votre domicile et lieu de travail ;
19. la dernière carte de séjour pour un renouvellement.

2.11.3. Enregistrement à la Direction Générale du Travail (DGT)

La Direction Générale du Travail est chargée de conduire l'élaboration de la politique nationale du travail, d'élaborer et mettre en œuvre la législation en matière de travail et de relations professionnelles. Elle englobe l'inspection du travail qui est organisée en Directions régionales du travail et des lois sociales (DRTL) et en Inspections préfectorales du travail et des lois sociales (IPTLS).

Les démarches qui s'effectuent auprès de la DGT sont :

- l'autorisation d'embauchage,
- le visa des contrats des étrangers,
- l'étude et visa des règlements intérieurs,
- l'attestation de paiement de créance de salaire.

2.11.4. Obtention du Permis de Travail

Tout étranger ne peut entrer sur le territoire togolais pour travailler que sur autorisation. La demande est adressée au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC).

Pièces à fournir	Coût de la procédure	Durée de validité
une copie du passeport de l'étranger postulant ;	5 000 FCFA	Trois (03) mois
une copie du passeport ou de la carte d'identité du demandeur ;		
une copie de la carte de séjour du demandeur si ce dernier est étranger ;		
une copie de la carte d'opérateur économique de la société ou à défaut, de l'autorisation d'installation.		

3. a criminal record from the country of origin for the first applications;
4. a certificate of non-conviction from the Togolese justice system;
5. a medical certificate issued by a state doctor;
6. a certificate of employment for an employee;
7. a copy of the single card of establishment of company;
8. a copy of the tax registration card;
9. a valid tax receipt for residence permits;
10. a certificate and a personal bank statement;
11. a valid tax receipt for residence permits;
12. a personal bank statement and certificate
13. an email address;
14. a photocopy of the last residence permit;
15. a certificate of non-taxation, for the unemployed;
16. a social discharge from the CNSS, for employers and business owners;
17. an individual certificate of social registration for an employee or self-employed person;
18. a map showing the location of your home and place of work;
19. the last residence permit for a renewal.

2.11.3. Registration formalities at the National Labor Office (DGT)

The National Labor Office (Direction Générale du Travail – DGT) is responsible for developing national labor policy and for drafting and implementing legislation on labor and industrial relations. It includes the labor supervisory authority, which is organized into Regional Labor and Social Security Departments (DRTL) and Prefectural Labor and Social Security Departments (IPTLS).

The following procedures should be carried out with the DGT:

- the authorization of recruitment,
- the approval of foreigners' contracts,
- study and approval of internal regulations,
- certificate of payment of salary receivables.

2.11.4. Obtaining a work permit

Any foreigner can enter the Togolese territory to work only with a permit. The request is addressed to the Ministry of Security and Civil Protection (MSPC).

Documents required	Cost of the procedure	Period of validity
a copy of the foreign applicant's passport;	5 000 XOF	Three (03) months
a copy of the applicant's passport or identity card;		
a copy of the applicant's residence permit if the latter is a foreigner;		
a copy of the company's economic operator card or, failing that, of the installation authorization.		

2.11.5. Ratio expatrié obligatoire parmi les sociétés

Au Togo, aucune réglementation n'existe en matière de ratio d'expatriés existant dans les sociétés.

Néanmoins, il y a lieu de préciser que les différents codes des investissements et minier offrent aux investisseurs, des avantages d'impôts, pour inciter à la création des emplois, la formation et au transfert de compétence en faveur du personnel national.

2.11.6. Autorisation d'embauchage et demande de visa pour contrat de travail

Le recrutement au Togo et hors du Togo d'un travailleur de nationalité étrangère doit être précédé d'une autorisation d'embauchage et faire l'objet d'un contrat de travail conclu par écrit et visé par le directeur général du travail.

Description	Autorisation de recrutement	Permis
Demande	Par l'employeur	Par l'employeur
Validité	Indéfini	Deux (02) ans, renouvelable une fois
Procédure de renouvellement	Indéfini	Deux mois avant l'expiration

L'autorité compétente vise le contrat entièrement rédigé dans la langue officielle en République togolaise après avoir vérifié que le travailleur, notamment :

- est muni d'un certificat attestant qu'il est apte pour l'emploi sollicité ;
- est consentant ;
- soit libre de tout engagement antérieur

L'autorisation de recruter et l'octroi d'un visa pour le contrat de travail donnent lieu à la perception d'une taxe,

Titre	Taux
Autorisation d'embauchage	25% du salaire brut
Visa du contrat	20% du salaire brut

Les investisseurs de PIA ont la possibilité de remplir les formalités susmentionnées facilement, grâce au guichet unique situé au sein de PIA.

2.12. Procédures de lancement d'une entreprise

2.12.1. La création d'une entreprise individuelle

Les ressortissants Togolais, de la CEDEAO ainsi que tous autres étrangers résidant au Togo peuvent s'enregistrer en tant qu'entreprise individuelle. Les démarches sont à effectuer auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE).

L'entreprise individuelle est une entreprise en nom propre qui, à la différence des sociétés, ne dispose pas

2.11.5. Mandatory expat-Nationals Ratio amongst employees

In Togo, there is no regulation on the ratio of expatriates in companies.

Nevertheless, it should be noted that the various investment and mining codes offer tax advantages to investors to encourage job creation, training and the transfer of skills to national staff.

2.11.6. Authorization to recruit and application for a permit for an employment contract

The recruitment in Togo and outside Togo of a worker of foreign nationality must be preceded by a recruitment authorization and be the subject of an employment contract concluded in writing and approved by the Labor Director General.

Description	Recruitment authorization	Permit
Request	By the employer	By the employer
Validity	Undefined	two (02) years, renewable once
Renewal procedure	Undefined	two months before the expiry

The competent authority shall endorse the contract in its entirety in the official language of the Togolese Republic after having ascertained and verified that the worker, notably, the following:

- has a certificate testifying that he or she is fit for the job applied for;
- is free consent
- is free of any previous commitment

The authorization to recruit and the granting of a visa for the employment contract give rise to the collection of a tax,;

Title	Rate
Hiring authorization	25% of gross salary
Contract visa	20% of gross salary

Investors of PIA have the ease of fulfilling the above-mentioned formalities comfortably, through Single Window situated within PIA

2.12. Procedures for starting a business

2.12.1. The creation of an individual company

Togolese nationals, ECOWAS and all other foreigners residing in Togo may register as individual company. The steps are to be carried out at the Center for Company Formalities (CFE).

An individual company is a company in its own name which, unlike a company, does not have legal personality.

de la personnalité morale. L'entrepreneur s'identifie à un commerçant et forme, à ce titre, avec son entreprise une seule et même entité sur le plan juridique. Il n'y a dès lors pas de séparation de patrimoine et les créanciers de l'entreprise peuvent poursuivre le recouvrement de leurs créances sur les biens personnels de l'entrepreneur.

2.12.2. La création d'une société

2.12.2.1. La Société à Responsabilité Limitée

La Société à Responsabilité Limitée (SARL) est une société anonyme dont les associés sont responsables des dettes de l'entreprise jusqu'à concurrence du montant de leurs contributions respectives. Il peut être constitué par un ou plusieurs personnes physiques ou morales.

2.12.2.2. La Société Anonyme

La Société Anonyme (SA) est une société dans laquelle la responsabilité des actionnaires est limitée à leur part dans le capital. La SA est principalement utilisée au Togo par les investisseurs étrangers pour des investissements à grande échelle. Il peut être incorporé en tant que filiale d'une société étrangère.

2.12.2.3. La Société Anonyme Simplifiée

La Société par Action simplifiée (SAS) est une société hybride avec un régime entre la Société Anonyme et la Société à Responsabilité Limitée. Les actionnaires sont responsables de la dette uniquement dans la mesure de leurs contributions et leurs droits sont représentés par des actions. Les actionnaires ont une liberté totale dans l'organisation et la gouvernance de l'entreprise. Ils sont autorisés à adapter les entreprises à leurs besoins spécifiques, tels que :

- La structure des organes de direction
- Le pouvoirs des actionnaires
- Le nombre d'actionnaires
- Les conditions de quorum et de majorité nécessaires pour les assemblées générales

2.12.3. La création d'une succursale

La succursale est un établissement permanent qui a un lien direct d'extension d'une société étrangère. Elle n'a pas la personnalité juridique et lie sa société mère lors de l'exécution des contrats. Les sociétés étrangères peuvent donc naturellement ouvrir des succursales au Togo. Les types d'entités et leurs principales caractéristiques sont détaillés à l'annexe II.

The entrepreneur identifies with a merchant and forms, as such, with his company a single legal entity. There is therefore no separation of assets and the company's creditors may continue to collect their claims on the contractor's personal property.

2.12.2. The creation of enterprises

2.12.2.1. The Private Limited Company

The Private Limited Company "Société à Responsabilité Limitée" (abbreviated SARL in French) is a limited company in which partners are liable for the company's debts only up to the amount of their respective contributions. It may be constituted by one or more individuals, or legal entities.

2.12.2.2. The Public Limited Company

The Public Limited Company "Société Anonyme" (abbreviated SA in French): It is a joint-stock company in which the liability of the shareholders is limited to their share in the capital. The SA is mostly used in Togo by foreign investors for large scale investment. It can be incorporated as the subsidiary of a foreign company.

2.12.2.3. The Simplified Joint-stock Limited Company

The Simplified Joint-Stock Limited Company "Société par Action Simplifiée" (abbreviated SAS in French) is a hybrid company with a regime between the Limited Company and the Limited Liability Company. Shareholders are liable for the debts only to the extent of their contributions and their rights are represented by shares.

Shareholders have a total freedom in the organisation and governance of the company. They are allowed to adapt the AoAs of the company to their specific needs, such as:

- The structure of management bodies;
- Powers of the shareholders;
- Numbers of shareholders;
- The conditions of quorum and majority required for general meetings.

2.12.3. The Branch

The Branch "Succursale" is a permanent establishment which constitutes a direct extension of the foreign company. The branch does not have a legal personality and binds its parent company when executing contracts. Foreign corporations can open branch offices to conduct business in Togo. Type of entities and key characteristics are detailed in Appendix II.

2.12.4. Procédures de création d'une société

La création d'une société se fait au CFE (Centre de Formalités des Entreprises) -Togo. Il y est créé un guichet unique qui est chargé de centraliser toutes les formalités de création, de modification et de dissolution d'entreprise. A la fin de la procédure vous obtiendrez une carte unique de création d'entreprise comportant :

- un numéro RCCM (Régistre de Commerce et du Crédit Mobilier),
- un numéro d'identification fiscale (NIF), et
- un numéro employeur d'affiliation à la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale)

La durée de validité de la carte unique de création d'entreprise est de cinq (5) ans pour les nationaux. Pour les ressortissants étrangers, la carte unique a une durée de validité équivalente à la durée de validité du titre de séjour fourni.

Les investisseurs de PIA ont la possibilité d'effectuer les formalités d'enregistrement de la CNSS au guichet unique situé au sein de PIA.

2.12.5. Les documents à fournir pour la création d'une société

Après la rédaction des statuts (acte notarial ou acte sous seing privé pour la SARL) et Acte Notarial pour (SAS et SA), leurs signatures et la libération des apports, il faut s'adresser au CFE avec les pièces requises ci-dessous exposées :

Pièce à fournir	Coût de la procédure	Délai d'exécution
▪ un questionnaire personne morale dûment rempli ; ▪ une photocopie de la carte nationale d'identité pour les togolais, de la carte consulaire pour les ressortissants de la CEDEAO ou du passeport pour les autres étrangers ; ▪ une photocopie du titre de séjour notamment la carte de séjour, le certificat de résidence ou le visa pour les autres étrangers ; ▪ une déclaration sur l'honneur de non condamnation ; ▪ trois (03) expéditions des statuts ;(+1 pour le sous seing privé) ▪ le procès-verbal de la création de la succursale ▪ le registre du commerce de la société mère ▪ une photographie d'identité du gérant ou du directeur de l'entreprise ; ▪ un plan de situation de l'entreprise à main levée.	28 250 FCFA: nationaux et CEDEAO 33 250 FCFA : hors zone CEDEAO Le paiement s'effectue au comptoir du CFE. Le reçu de versement est remis au CFE comme pièce justificative	3 heures

2.12.4. Procedure for creating a company (SARL, SAS and SA)

The establishment of a sole proprietorship is done at the CFE (Center for Company Formalities) -Togo, the single window office where all the formalities for the establishment, modification and dissolution of a company are carried out. At the end of the procedure, you will obtain a sole business establishment card containing:

- the RCCM number (Trade and Personal Property Credit Register)
- the NIF (Tax Identification Number)
- CNSS number (National Social Security Fund)

The validity period of the sole card of business establishment is five (5) years for the nationals. For foreign nationals, the sole card is valid for the same period as the residence permit provided.

Investors of PIA have the ease of fulfilling these formalities comfortably, through Single Window situated within PIA;

2.12.5. Documents to be provided for the creation of a company

After the drafting of the bylaws (notarial deed or private deed for the SARL) and Notarial Deed for (SAS and SA), their signatures and the paying up of the initial shares, you must contact the CFC (Companies formalities Center) with the required documents below:

Documents to be provided	Cost	Duration
▪ a duly completed questionnaire (Mo Declaration), available at the CFC; ▪ a copy of the national identity card (ID card) for nationals, the consular card for ECOWAS nationals or the passport for foreigners; ▪ a copy of the residence right, in particular the residence permit, residence certificate or visa for foreigners; ▪ a sworn statement of non-conviction available at the CFC; ▪ three (03) dispatches of the bylaws of the parent company with domiciliation with a Togo notary ▪ minutes of the branch setting up ▪ the trade register of the parent company ▪ one (01) identity photo of the manager or Chief Executive Manager of the company; ▪ a freehand location plan of the company	28,250 XOF : nationals and ECOWAS 33,250 XOF : out of ECOWAS area Payment is made at the CFC cash desk. The payment receipt is given to the CFC as a supporting documents	3 hours

S'agissant d'une succursale, en plus des documents ci-dessus évoqués, il y a lieu d'ajouter procès-verbal de création d'une succursale et le registre de commerce de la société mère.

Il convient de préciser que, dans PIA, les formalités de création sont effectuées au guichet unique créé à cette fin.

2.12.6. Dissolution d'une société

En cas de dissolution d'une société, il faut s'adresser au CFE avec les pièces suivantes :

- Procès-verbal de dissolution en 3 exemplaires enregistrés au siège de l'OTR ;
- Copie simple de la Carte Nationale d'Identité ou du passeport ;
- Faire l'annonce légale au CFE (1 000F);
- Carte unique originale CFE;
- Frais: 2 000 FCFA

2.12.7. Radiation de Société

Le CFE est toujours compétent en matière de radiation d'une personne morale. Les pièces ci-dessous sont exigées :

- PV de radiation en 3 exemplaires enregistrés au siège de l'OTR ;
- Copie simple de la Carte Nationale d'Identité ou du Passeport ;
- Certification de l'annonce légale;
- Copie du RCCM de dissolution ;
- Frais: 2 000 FCFA.

2.13. Obtention de permis de construire

Le permis de construire est réglementé par arrêté interministériel n° 1720/MUHCV/MATDCL du 21/12/2017 fixant les catégories de projets de construction soumis au permis de construire en République du Togo. D'autres arrêtés ont été pris par le gouvernement et sont relatifs :

- à la responsabilité des constructeurs d'ouvrages,
- aux formulaires et modèles administratifs à utiliser pour les demandes d'actes d'urbanisme et des formalités administratives y afférents,
- à la composition des dossiers de demande des actes d'urbanisme,
- aux règles de déroulement du chantier de construction,
- au manuel de procédures à utiliser pour les demandes électroniques d'actes d'urbanisme et leur suivi,
- aux règles de stationnement dans les habitations, établissements recevant du public (ERP), les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),
- aux mesures de sécurité contre les risques d'incendie et de paniques dans les établissements recevant du public (ERP), les immeubles de grande hauteur (IGH),

In the case of a branch, in addition to the above-mentioned documents, minutes of establishment of a branch and the trade register of the holding company should be added.

It should be clarified that within PIA, the creation formalities are carried out at the single window created for this purpose.

2.12.6. Dissolution of a corporation

The CFC is always competent in matters of deregistration of a corporation. The following documents are required:

- Minutes of delisting in 3 copies registered at the head office of the OTR;
- Simple copy of the National Identity Card or Passport;
- Certification of the legal announcement;
- Copy of the RCCM of delisting;
- Fees: 2,000 XOF.

2.12.7. Deregistration of a corporation

In case of dissolution of a corporation, contact the CFC with the following documents:

- 3 copies of the dissolution report registered at the OTR's head office;
- Simple copy of the National Identity Card or passport;
- Notice legally to CFE (1,000 XOF);
- CFE original unique card;
- Fees: 2,000 XOF

2.13. Obtaining a building permit

The building permit is regulated by the interministerial decree n° 1720 / MUHCV / MATDCL of 21/12/2017, fixing the categories of building projects subject to the building permit in the Republic of Togo. Other decrees were taken by the government and were related to:

- the responsibility of the constructors of works,
- the administrative forms and models to be used for applications for planning acts and the related administrative formalities,
- the list of application files for town planning acts,
- the rules of the construction site,
- the manual of procedures to be used for electronic requests for urban planning acts and their follow-up,
- the parking rules in homes, establishments open to the public (EOP), fittings listed for the protection of the environment (FLPE),
- the safety measures against the risks of fire and panic in establishments open to the public (EOP), high-rise buildings (HRB), fittings listed for the

les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et les bâtiments d'habitations,

- aux normes d'habitabilité des logements,
- aux normes d'accessibilité des bâtiments par les personnes à mobilité réduite,
- au contrôle technique de la construction d'ouvrages et les modalités d'inspection basées sur les risques,
- à la classification des bâtiments et installations.

Il existe en république du Togo 3 types de permis de construire :

Catégorie	Risque	Architecte	Inspection obligatoire pour la conformité
A	Faible	Obligatoire	Oui
B	Moyen	Obligatoire	Oui
C	Fort	Obligatoire	Oui

La catégorie finale du projet de construction est déterminée en fonction des résultats combinés des matrices de risque à la construction et de risque à l'usage selon le tableau suivant :

Risque à l'usage	Risque à la construction		
	Faible	Moyen	Fort
Faible	Faible	Moyen	Moyen
Moyen	Moyen	Moyen	Fort
Fort	Fort	Fort	Fort

La matrice de risque est disponible à la direction chargée de l'urbanisme et de l'habitat, dans les préfetures et dans les communes en ligne sur le site internet officiel www.construireautogo.gouv.tg.

- Avant le début des travaux de construction, le titulaire d'un permis de construire, l'architecte ou l'ingénieur chargé du contrôle technique, en informe par courrier, soit la commission préfectorale, soit la collectivité territoriale, soit la direction chargée de l'urbanisme et de l'habitat de l'ouverture du chantier.
- Tout constructeur d'un ouvrage ou installation est tenu de souscrire à une police d'assurance.

2.14. Code du travail

Code en vigueur : Nouveau Code du Travail du Togo (NCTT-2006)

2.14.1. Délégués du personnel et délégués syndicaux

2.14.1.1. Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont les représentants élus du personnel. Ils sont chargés de la défense des intérêts des travailleurs au sein de l'entreprise. La durée de leur mandat est de deux (02) ans renouvelables. Les modalités et les conditions de fonctionnement de l'institution sont fixées par le ministre du travail notamment :

protection of the environment (FLPE) and the residential buildings,

- the housing habitability standards ,
- the building accessibility standards for people with limited mobility ,
- the technical supervision of the works construction and the risk-based inspection methods,
- the classification of buildings and fittings

In Togo, there are 3 types of building permit:

Category	Risk	Architect	Compulsory supervising for conformity
A	Low	Compulsory	Yes
B	Medium	Compulsory	Yes
C	High	Compulsory	Yes

The final category of the construction project is determined based on the combined results of the construction risk and the use risk matrix according to the following table:

Use risk	Construction risk		
	Low	Medium	High
Low	Low	Medium	Medium
Medium	Medium	Medium	High
High	High	High	High

The risk matrix is available in the department in charge of town planning and housing, in the prefectures and in the municipalities online on the official website www.construireautogo.gouv.tg.

- Before starting the construction works, the holder of a building permit, the architect or the engineer in charge of technical control, will inform by mail, either the prefectural commission, or the local authority, or the direction in charge of building, the town planning and housing of the opening of the building site.
- Any builder of a structure or fittings is required to register in an insurance policy.

2.14. Labor Code

The Code in force: New Labor Code of Togo (NLCT-2006)

2.14.1. Staff representatives and labor representatives

2.14.1.1. Staff representative

Staff representatives are the elected delegates of the staff. They are responsible for defending the interests of workers within the company. The duration of their mandate is two (02) years renewable. The modalities and operating conditions of the introduction are set by the Minister of Labor as follow:

- le nombre de travailleurs à partir duquel ainsi que les catégories d'établissement dans lesquelles l'introduction de délégués du personnel est obligatoire ;
- le nombre des délégués et leur répartition sur le plan professionnel ;
- les modalités de leur élection ;
- les conditions exigées pour être électeur et éligible ;
- la durée considérée et rémunérée comme temps de travail dont disposent les délégués pour l'accomplissement de leur fonction ;
- les moyens mis à la disposition des délégués ;
- les conditions dans lesquelles ils seront reçus par l'employeur ou son représentant ;
- les conditions de révocation du délégué par le collège des travailleurs qui l'a élu.

- the number of workers from which as well as the categories of companies in which the introduction of the staff representatives is compulsory;
- the number of delegates and their professional distribution;
- the modalities of their election;
- the conditions required to be an elector and eligible;
- the time considered and remunerated as labor time available to the delegates for the performance of their duties;
- the resources made available to the delegates;
- the conditions under which they will be hosted by the employer or his representative;
- the conditions for the removal of the delegate by the college of workers who elected him.

2.14.1.2. Délégués syndicaux

Des délégués syndicaux sont désignés au sein de l'entreprise par les organisations syndicales les plus représentatives.

Ils fonctionnent suivant les dispositions du Code du travail et bénéficient des mêmes protections que les délégués du personnel.

2.14.2. Règlement intérieur

Le règlement intérieur est un document créé par l'employeur qui édicte certaines règles de conduite dans l'entreprise et les sanctions encourues. Au Togo, le règlement intérieur est obligatoire dans les établissements ou entreprises où travaillent au moins onze (11) salariés. Il doit contenir les règles relatives à l'organisation technique du travail, à la discipline et aux prescriptions concernant l'hygiène, la sécurité et la santé au travail nécessaire à la bonne marche de l'entreprise.

2.14.3. Contrat de Travail

Le contrat de travail est un accord de volonté par lequel une personne physique, dénommée travailleur, s'engage à mettre son activité professionnelle sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale dénommée employeur, moyennant une rémunération appelée salaire.

Il existe deux formes de contrat de travail :

- Le Contrat à Durée Indéterminée (CDI)
- Le Contrat à Durée Déterminée (CDD)

2.14.3.1. Contrat à Durée Indéterminée

Le contrat à Durée Indéterminée est celui dont le terme n'est pas fixé à l'avance et qui peut cesser à tout moment par la volonté de l'une des parties, sous réserve du préavis. Il peut être conclu à temps plein ou à temps partiel. En

2.14.1.2. Labor representatives

Labor representatives are appointed within the company by the most representative unions.

They operate in accordance with the provisions of the Labor Code and enjoy the same protections as staff representatives.

2.14.2. Rules of Procedure

The staff regulations are a document created by the employer, who enacts certain rules of conduct in the company and the penalties. In Togo, staff regulations are compulsory in companies of at least eleven (11) employees. It must include the rules relating to the work technical organization, discipline and the prescriptions concerning hygiene, safety and health at work, necessary for the smooth running of the company.

2.14.3. Labor Contract

The labor contract is an agreement of will by which a natural person, called worker, undertakes to put his professional activity under the direction and authority of another natural or legal person called employer, in return for remuneration called salary.

There are two forms of employment contract:

- The Indefinite Term Contract (ITC)
- The Fixed-term Contract (FTC)

2.14.3.1. Indefinite term Contract

The indefinite term contract is the one which term is not fixed in advance and which can end at any time by the will of one of the parties, subject to prior notice. It can be concluded on a full-time or part-time basis. In

matière de contrat de travail, le régime de droit commun est le contrat à durée indéterminée ; le contrat à durée déterminée constitue l'exception.

2.14.3.2. Contrat à Durée Déterminée

Le contrat de travail à durée déterminée est un contrat dont le terme est fixé et précisé à l'avance, suivant la volonté des parties, ou par la survenance d'un événement dont la réalisation ne dépend pas exclusivement de la volonté des parties. La loi exige qu'un tel contrat soit visé par le directeur général du travail.

2.14.4. Période d'essai (CDD et CDI)

Tout contrat de travail, à durée indéterminée ou déterminée, peut comporter une période d'essai permettant à l'employeur d'évaluer les qualités professionnelles du travailleur, ou à ce dernier d'évaluer les conditions de travail, de vie, de salaire, d'hygiène, de sécurité et de santé au travail, ainsi que le climat social de l'entreprise. Cette période doit être stipulée par écrit au contrat et son éventuel renouvellement.

La période d'essai doit être expressément stipulée par écrit dans le contrat et son éventuel renouvellement doit être notifié pour une période identique ou inférieure. Sa durée ne peut excéder les périodes suivantes:

Types de travailleur	Période d'essai
Travailleurs payés à l'heure	8 jours renouvelables une fois
Ouvriers, employés et assimilés	1 mois renouvelables une fois
Agents de maîtrise, techniciens et assimilés	3 mois renouvelables une fois
Cadres et assimilés	6 mois non renouvelables

La rémunération versée pendant la période d'essai est celle fixée par le contrat de travail et conformément aux classifications professionnelles de la convention collective en tenant lieu.

Si le travailleur est maintenu en service à la fin du procès, les parties sont définitivement liées par un contrat de travail. La période d'essai, y compris le renouvellement, est prise en compte pour déterminer les droits et avantages liés à la durée de service dans l'entreprise.

2.14.5. Fin du contrat

2.14.5.1. Contrat à Durée Indéterminée

Le contrat de travail à durée indéterminée peut cesser par :

- Licenciement ;
- Démission ;
- Accord mutuel entre les parties.

2.14.5.1.1. Licenciement

Le licenciement est la rupture du contrat qui intervient de la volonté de l'employeur.

matters of labor contract, the common law system is the permanent contract; the fixed-term contract is the exception.

2.14.3.2. Fixed-term Contract

The fixed-term contract is the one which term is fixed and specified in advance, according to the will of the parties, or by the occurrence of an event which realization does not depend exclusively on the will of the parties. The law requires that such a contract be endorsed by the labor Chief Executive.

2.14.4. Trial period (ITC and FTC)

Any permanent or fixed-term contract may include a trial period allowing the employer to evaluate the professional qualities of the worker, or for the latter to assess the work, life, salary, hygiene, safety and health conditions at work, as well as the social climate of the company.

The probation period must be expressly stipulated in writing in the contract and its possible renewal notified for an identical or shorter period. Its duration may not exceed the following periods:

Category of workers	Probationary period
workers paid by the hour	(8) days renewable once
laborers, employees and the equivalents	one (1) month renewable once
supervisors, technicians and the equivalents	three (3) months renewable once
executives and the equivalents	six (6) months non-renewable

The remuneration paid during the trial period is that fixed by the labor contract and in accordance with the professional classifications of the collective convention or collective agreement.

If the worker is kept in service at the end of the trial, the parties are definitively bound by a labor contract. The trial period, including renewal, is taken into account when determining the rights and advantages linked to the duration of service in the company.

2.14.5. Ended term

2.14.5.1. Indefinite term Contract

The indefinite term contract can end by:

- Dismissal ;
- Resignation ;
- Mutual agreement between the parties.

2.14.5.1.1. Dismissal

Dismissal is the breach of the contract which occurs from the will of the employer.

Formalités :

Tout licenciement doit être confirmé par écrit au travailleur dans les huit (08) jours qui suivent. Une copie sera adressée à l'inspection du travail et des lois sociales et au service de l'emploi.

Motif :

Le licenciement peut intervenir pour motif personnel ou économique. Le licenciement ne peut intervenir que s'il y a une cause sérieuse et réelle. À défaut d'une cause réelle et sérieuse, le licenciement est abusif.

Préavis :

L'employeur est tenu de respecter un délai de préavis qui est de 15 jours pour les travailleurs permanents payés à l'heure, 1 mois pour les travailleurs payés au mois, 3 mois pour les agents de maîtrise, cadres et assimilés.

2.14.5.1.2. Démission

C'est la rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié.

Formalité :

La volonté de rompre du salarié doit être non équivoque et libre. Au terme de l'article 16 de la convention collective interprofessionnelle, le salarié doit notifier sa démission à son employeur par écrit avec mention obligatoire du motif de la rupture.

Préavis :

le salarié doit observer un délai de préavis qui court à compter de la notification à l'employeur de sa démission et est détaillé ci-dessous par catégorie de travailleurs :

Categorie de travailleurs	Notice period
Travailleurs permanents rémunérés à l'heure	15 jours
Travailleurs payés par mois	un (1) mois
Agents de maîtrise, cadres et assimilés	trois (3) mois

Durant la période de préavis, le travailleur est autorisé à s'absenter chaque jour pendant deux heures, soit 1 jour par semaine pour la recherche d'un nouvel emploi (article 66 al 2 du code du Travail Togolais).

Le licenciement peut aussi intervenir sans préavis lorsque le salarié a commis une faute lourde.

2.14.5.1.3. Rupture de contrat : accord de parties

C'est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie. Qu'elle soit à durée déterminée ou indéterminée, l'employeur et le travailleur peuvent convenir des modalités amiables de rupture de leur relation de travail.

Formalities :

Any dismissal must be confirmed to the worker in writing within the following eight (08) days. A copy will be sent to the labor and social law inspectorate and to the employment office.

Reason:

The dismissal can occur for personal or economic reasons. Dismissal can only take place if there is a serious and real cause. In the absence of a real and serious cause, the dismissal is abusive.

Previous notice:

The employer is required to respect a notice period which is 15 days for permanent workers paid by the hour, 1 month for workers paid monthly, 3 months for supervisors, executives and the equivalents.

2.14.5.1.2. Resignation

It is the breach of the labor contract at the initiative of the employee.

Formality:

The employee's desire to resign must be unequivocal and free. According to article 16 of the interprofessional collective agreement, the employee must notify his resignation to his employer in writing, mentioning the reason for the termination.

Previous notice:

The employee must observe a period of notice which starts from the notification to the employer of his resignation and is detailed below by category of workers:

Category of workers	Notice period
Permanent workers paid by the hour	15 days
workers paid by the months	one (1) month
supervisors, managers and equivalents	three (3) months

During the notice period, the worker is allowed to be absent for two hours each day, that is to say one day per week, to look for a new job (article 66 par. 2 of the Togo Labor Code).

Dismissal may also take place without notice if the employee has committed a serious misconduct.

2.14.5.1.3. Breaking terms: mutual agreement by the parties

It is a procedure which allows the employer and the employee to jointly agree on the conditions for the termination of the labor contract which binds them. Whether for a fixed-term or indefinite term contract, the employer and the worker can agree on amicable way of the termination of their employment relationship.

2.14.5.2. Contrat à Durée Déterminée

Le contrat à durée déterminée prend fin à l'échéance du terme convenu lors de sa conclusion. Le contrat de travail à durée déterminée ne peut être rompu avant l'échéance que dans les cas suivants :

- force majeure,
- accord des parties, à condition que celui-ci soit constaté par écrit,
- faute lourde,
- résolution judiciaire.

2.14.6. Salaire minimum

Le salaire de chaque travailleur est déterminé en fonction de l'emploi qui lui est attribué dans l'entreprise et est fixé à l'heure, à la journée ou au mois.

La Convention Collective Interprofessionnelle, entrée en vigueur en janvier 2012, fixe le salaire minimum à 35 000 francs CFA par mois.

2.14.7. Nombre d'heures réglementaires de travail

Dans toute entreprise, même d'enseignement ou de bienfaisance, à l'exception de l'entreprise agricole, la durée du travail des employés ou ouvriers, de l'un ou l'autre sexe, de tout âge, travaillant à temps, à la tâche ou aux pièces, ne peut normalement excéder quarante (40) heures par semaine. Dans les exploitations agricoles, la durée légale du travail est fixée à deux mille quatre cents (2400) heures par an.

2.14.8. Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont celles accomplies au-delà de la durée légale du travail. Elles ne sont effectuées qu'à la demande de l'employeur ou de son préposé.

Il existe des heures supplémentaires de jour et de nuit. Les heures supplémentaires de nuit sont celles accomplies de 22 heures à 5 heures. Elles font l'objet d'une majoration de salaires dans les conditions suivantes :

Période	Taux
Jour	• de la 41 ^e heure à la 48 ^e heure
	• au-delà de la 48 ^e heure
	• les dimanches et jours fériés
Nuit	• en semaine
	• les dimanches et jours fériés

2.14.9. Indemnités et avantages

2.14.9.1. Indemnités de départ à la retraite

L'indemnité de licenciement n'est pas due lorsque le travailleur cesse définitivement son service pour entrer en jouissance de l'allocation de retraite.

2.14.5.2. Fixed-term contract

The fixed-term contract ends at the end of the term agreed upon at the time of its conclusion.

The fixed-term labor contract can only be terminated before the expiry, in the following cases:

- force majeure,
- mutual agreement between the parties, provided that it is recorded in writing,
- gross misconduct,
- judicial resolution.

2.14.6. The minimum wage

The salary of each worker is established according to the job assigned to him/her in the company and is fixed by the hour, by the day or by the month.

The Interprofessional Collective Agreement, which came into effect in January 2012, sets the minimum wage at 35,000 XOF per month.

2.14.7. Regular working hours

In any company, even educational or charitable, with the exception of the agricultural company, the working hours of employees or workers, of either sex, of any age, working on time basis, at task or parts, cannot normally exceed forty (40) hours per week. On farms, the legal working time is set at two thousand four hundred (2,400) hours per year.

2.14.8. Overtime hours

Overtime is that worked in excess of the legal working hours. It is only performed at the request of the employer or his representative.

There is day and night overtime. Overtime at night is defined as overtime between 10:00 pm and 5:00 am. They are subject to an increase in salary under the following conditions:

Period	Rate
Day	• from the 41 st hour to the 48 th hour
	• beyond the 48 th hour
	• Sundays and holidays
Night	• on weekdays
	• Sundays and holidays

2.14.9. Compensation and benefits

2.14.9.1. Retirement allowance

The severance pay is not due when the employee permanently leaves the service in order to perceive the retirement allowance.

Toutefois, il lui sera versé, dans ce cas, une allocation spéciale, dite « Indemnité de départ à la retraite ».

Cette indemnité est décomptée sur les mêmes bases et suivant les mêmes règles que l'indemnité de licenciement. Le montant de cette indemnité est fixé en pourcentage à celui de l'indemnité de licenciement.

Il varie en fonction de l'ancienneté dans l'établissement suivant le barème ci-après sans que toutefois cette indemnité puisse être inférieure à trois mois de salaire (salaire de base plus ancienneté) :

Période	1 à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 10ans
Taux	45%	50%	60%

Des conventions annexes à la présente convention fixeront ultérieurement par branche d'activités, par entreprise ou établissement, les diverses indemnités et primes relatives aux conditions d'emploi et à la nature du poste de travail occupé.

2.14.9.2. Indemnités de licenciement

Cette indemnité est calculée en fonction du salaire global mensuel moyen des douze mois d'activité qui ont précédé la date de licenciement de la façon suivante :

Ancienneté	Taux
Pour les cinq premières années	35% du salaire global mensuel
6 à 10 années	40% du salaire global mensuel
plus de 10 années de service	45% du salaire global mensuel

L'indemnité de licenciement n'est pas due en cas de rupture du contrat de travail résultant d'une faute lourde du travailleur sous réserve de l'appréciation de la juridiction compétente, en ce qui concerne la gravité de la faute.

2.14.9.3. Indemnités compensatoires

En cas de rupture ou d'expiration du contrat avant que le travailleur ait acquis droit au congé, une indemnité calculée sur la base des droits acquis d'après l'article 158 du code du travail ou d'après les dispositions de la convention collective ou du contrat de travail individuel doit être accordée à la place du congé.

2.14.9.4. Indemnité de maladie

La maladie du travailleur entraîne la rupture du contrat après qu'elle ait atteint une durée supérieure à six mois, dans les conditions prévues à l'article 55 du Code du Travail. Jusqu'à six mois inclusivement elle suspend mais ne rompt pas le contrat.

Pendant la période de suspension du contrat de travail pour cause de maladie ou d'accident, le travailleur

However, in this case, he will be paid a special allowance, called "Leaving Benefits".

This allowance is deducted on the same basis and according to the same rules as the severance pay.

The amount of this allowance is fixed as a percentage of the severance pay.

It varies according to the seniority in the company according to the following scale without however this allowance being less than three months' salary (basic salary plus seniority):

Period	1 to 5 years	6 to 10 years	Over 10 years
Rate	45%	50%	60%

Subsidiary agreements to this agreement will subsequently fix various allowances and benefits relating to the conditions of employment and the nature of the job by activity section, by job position.

2.14.9.2. Severance pay

This allowance is calculated on the basis of the overall monthly salary average for the twelve months of activity preceding the date of dismissal as follows:

Seniority	Rate
For the first five years	35% of the monthly global salary
6 to 10 years	40% of the monthly global salary
Over 10 years of service	45% of the monthly global salary

The severance pay is not due in the case of termination of the employment contract resulting from gross negligence on the part of the worker, subject to the assessment of the competent court, as well as the seriousness of the misconduct is concerned.

2.14.9.3. Compensatory allowances

In case of termination or expiry of the contract before the worker has acquired the right to leave, compensation calculated on the basis of acquired rights in accordance with the Article 158 of the Labor Code or in accordance with the provisions of the collective agreement or individual labor contract must be granted in lieu of leave.

2.14.9.4. Sickness benefits

The worker's illness leads to the termination of the contract after it has lasted more than six months, under the conditions provided for in article 55 of the Labor Code. Up to and including six months, it suspends but does not terminate the contract.

During the period of suspension of the labor contract due to illness or accident, the worker will

percevra les allocations ci-après désignées aux conditions suivantes :

Temps de service	Indemnité versée
avant 12 mois de service	un mois de salaire
après 12 mois de service et jusqu'à 5 ans	• un mois de salaire entier; et • trois mois de demi-salaire
après 5 ans de service et jusqu'à 10 ans	• deux mois de salaire entier; et • quatre mois de demi-salaire.
Après 10 ans de service	• quatre mois de salaire entier et deux mois de demi-salaire

2.14.9.5. Indemnité de fin de contrat

Si, à l'expiration des délais pour congé de maladie prévus à l'article 13 de la présente convention, le travailleur dont le contrat de travail a été suspendu pour cause de maladie se trouve dans l'incapacité de reprendre son travail, l'employeur peut le remplacer définitivement après lui avoir signifié soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise directe de la lettre au destinataire, contre décharge ou devant témoin qu'il prend acte de la rupture du contrat de travail.

Dans tous les cas la rupture du contrat de travail pour cause de maladie ouvre droit, au profit du travailleur ayant au moins un an de service, à une indemnité dont le montant est égal à celui de l'indemnité de licenciement sans que celui-ci puisse être inférieur à un mois de salaire.

2.14.10. Congés annuels

Au Togo, le travailleur acquiert le droit à un congé payé, payable par l'employeur, à raison de deux jours et demi par mois de service effectif. Pour les travailleurs recrutés en dehors du Togo, la durée du congé est augmentée du temps de déplacement

Pour le calcul de la durée du congé acquis, ne seront pas déduites les absences pour accident du travail ou maladie professionnelle, les périodes de repos des femmes à l'accouchement

La jouissance effective de congé peut être reportée d'accord parties sans que la durée de service effectif ouvrant droit au congé puisse excéder deux (02) ans.

2.14.11. Congés maladies

Le code du travail et la convention collective prévoient des congés maladie payés. La durée maximum d'une période de congés maladie est de six mois.

2.14.12. Congés de maternité

Le Code du travail prévoit 14 semaines (98 jours) de congé de maternité pour les femmes, y compris 6

receive the following allowances under the following conditions:

Service time	Compensation paid
before 12 months of service	•one month's salary
after 12 months of service and up to 5 years	•a full month's salary, and •three months of half salary
after 5 years of service and up to 10 years	•two months' full salary, and •four months of half salary.
After 10 years of service	•four months' full salary and •two months of half salary

2.14.9.5. Termination benefits

If, at the end of the periods of sick leave provided for in Article 13 of this agreement, the employee whose labor contract has been suspended due to sickness is unable to resume work, the employer can replace him definitively after having notified him either by registered letter with acknowledgment of receipt, or by direct delivery of the letter to the addressee, against a receipt or before a witness that he acknowledges the termination of the labor contract.

In all cases, the termination of the labor contract due to illness entitles the employee with at least one year of service to an allowance equal to the amount of the severance pay, which may not be less than one month's salary.

2.14.10. Annual leave

In Togo, the worker acquires the right to paid leave, payable by the employer, at the rate of two and a half days per month of actual service. For workers recruited outside Togo, the duration of the leave is increased by travel time .

For the calculation of the duration of the acquired leave, will not be deducted the absences for work accident or occupational disease, the rest periods of women in child-birth.

The actual enjoyment of leave may be postponed by agreement between the parties without the actual length of service giving entitlement to the leave exceeding two (02) years.

2.14.11. Sick leave

The labor code and the collective agreement provide for paid sick leave. The maximum duration of a period of sick leave is six months.

2.14.12. Maternity leave

The Labor Code provides for 14 weeks (98 days) of maternity leave for women, including 6 weeks of post-natal

semaines de congés post-natales. Les congés de maternité peuvent être prolongés de 3 semaines supplémentaires dans le cas d'une complication et d'une maladie résultant de la grossesse, des couches ou en cas de grossesses multiples ou pour des causes intéressant la santé de l'enfant, dûment constaté par un médecin.

Les congés de maternité sont accordés avec plein salaire. 100 % du salaire journalier moyen du travailleur assuré au cours des trois derniers mois est payée jusqu'à huit semaines avant et six semaines après la date prévue de l'accouchement. La prestation est extensible jusqu'à 17 semaines en cas de complications. La prestation est financée par la Sécurité Sociale (50 %) et l'employeur (50 %).

2.14.13. Congés de paternité

Aucun droit spécifique au congé de paternité n'est prévu par le Code du Travail. Toutefois, la Convention Collective Interprofessionnelle prévoit deux jours de congé de paternité à la naissance d'un enfant.

2.14.14. Droit de grève

La grève est une cessation collective et concertée du travail décidée par les travailleurs en vue d'obtenir la satisfaction de leurs revendications d'ordre professionnel. Les travailleurs salariés ont le droit de recourir à la grève pour défendre leurs intérêts professionnels.

Pour être licite, la grève doit être précédée d'un préavis de cinq (05) jours ouvrables notifiés à l'employeur et à l'inspecteur du travail et des lois sociales de la juridiction par l'organisation syndicale ayant pris l'initiative de la grève. Cette notification doit comporter les raisons et les revendications formulées par l'organisation syndicale déposant le préavis de grève et indiquer si le conflit a déjà fait l'objet de procédure conventionnelle de négociation.

2.14.15. Santé et sécurité au travail

Les conditions et les mesures générales d'hygiène, de sécurité et de santé sur les lieux de travail sont fixées et réglementées par :

- le code du travail, 2006,
- le décret no 70-164 du 2 octobre 1970 fixant, en application des dispositions de l'article 134 du Code du travail, les mesures générales d'hygiène et de sécurité applicables aux travailleurs des établissements de toute nature,

Selon ces réglementations, les dispositions suivantes doivent être respectées par l'employeur

- Conformément aux dispositions du Code du Travail, il est obligatoire pour l'employeur d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des personnes au travail, comme déterminé par les ordonnances

leave. Maternity leave may be extended by an additional 3 weeks in the event of a complication and illness resulting from pregnancy, childbirth or in the event of multiple pregnancies or for causes concerning the health of the child, duly noted by a doctor.

Maternity leave is granted with full pay. 100% of the average daily wage of the insured worker during the last three months is paid up to eight weeks before and six weeks after the expected date of delivery. The benefit is extendable up to 17 weeks in the event of complications. The service is financed by Social Security (50%) and the employer (50%).

2.14.13. Paternity leave

No specific right to paternity leave is provided for by the Labor Code. However, the Interprofessional Collective Agreement provides for two days of paternity leave upon the birth of a child.

2.14.14. Striking rights

The strike is a collective and concerted cessation of work decided by the workers with a view to obtaining satisfaction of their occupational demands. Salaried workers have the right to go on strike to defend their professional interests.

To be lawful, the strike must be preceded by a notice of five (05) working days notified to the employer and to the inspector of labor and social laws of the jurisdiction by the trade union organization having taken the initiative of the strike. This notification must include the reasons and demands formulated by the trade union organization submitting the strike notice and indicate whether the dispute has already been the subject of conventional negotiation procedures.

2.14.15. Health and safety at work

The conditions and general measures of hygiene, safety and health in the workplace are fixed and regulated by:

- the labor code, 2006,
- Decree No. 70-164 of 2 October 1970 setting, in application of the provisions of Article 134 of the Labor Code, the general health and safety measures applicable to workers in companies of all kinds,

According to these regulations, the following provisions must be observed by the employer :

- In accordance with the provisions of the Labor Code, it is compulsory for the employer to ensure the health, safety and well-being of people at work, as determined by the joint ordinances of

communes des Ministres du Travail et de la Santé.

- L'employeur est tenu d'embaucher des travailleurs, de façon temporaire ou permanente, après un examen médical.
- L'employeur doit obtenir l'autorisation préalable du ministère de l'Environnement avant le début de tout projet susceptible d'avoir des effets nocifs sur l'environnement.
- L'employeur est également tenu d'organiser un service de sécurité et de santé indépendant ou des services de sécurité et de santé interentreprises.
- L'employeur doit fournir de l'équipement de protection gratuit à ses employés, y compris des vêtements pour le travailleur dont le travail comporte des risques.

Les investisseurs de PIA ont la possibilité d'établir facilement les formalités liées au code du travail, grâce au guichet unique situé au sein de PIA.

2.15. Code de la sécurité sociale

La sécurité sociale est régie par la loi n° 2011-006 portant Code de la Sécurité Sociale au Togo. Elle définit les dispositions régissant le régime général obligatoire de la sécurité sociale qui comprend :

- une branche des prestations familiales et de maternité ;
- une branche des pensions ;
- une branche des risques professionnels ;
- toutes autres branches qui pourront être créées ultérieurement par la loi.

Tous les travailleurs soumis aux dispositions du Code du Travail sont obligatoirement assujettis au régime général de la sécurité sociale sans distinction de race, de sexe, d'origine ou de religion lorsqu'ils exercent à titre principal une activité sur le territoire national pour le compte d'un ou plusieurs employeurs.

Le régime général de la sécurité sociale est géré par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

2.15.1. Enregistrement à la CNSS

L'enregistrement à la CNSS se fait selon la procédure suivante :

Préparation des documents	Immatriculation d'un employeur	Affiliation d'un travailleur
• Obtenir la vignette d'achat de timbre • Achat d'un timbre municipal • Demande de la copie conforme de la pièce d'identité • Obtention de la copie conforme de la pièce d'identité • Obtention de l'attestation d'adresse	• Obtention des formulaires d'immatriculation d'un employeur • Dépôt de la demande d'immatriculation d'un employeur • Obtention de la déclaration d'immatriculation d'un employeur	• Obtention des formulaires d'immatriculation • Dépôt de la demande d'immatriculation d'un travailleur • Obtention de la déclaration d'immatriculation d'un travailleur

Voir plus de détails sur les procédures d'enregistrement à la CNSS (plus de détails dans l'annexe 12).

Les investisseurs de PIA ont la possibilité de remplir

the Ministers of Labor and of Health.

- The employer is required to hire workers, whether temporarily or permanently, after medical examination
- The employer is required to obtain prior authorization from the Ministry of the Environment before the start of any project likely to have harmful effects on the environment
- The employer is also required to organize an independent safety and health service or inter-company safety and health services
- The employer must provide free protective equipment to its employees, including clothing for the worker whose work involves risks

Investors of PIA have the ease of fulfilling formalities related to the labor code comfortably, through Single Window situated within PIA

2.15. Social Security Code

Social security is governed by Law No. 2011-006 on the Social Security Code in Togo. It defines the provisions governing the general compulsory social security system which includes:

- a branch of family and maternity benefits;
- a pension branch ;
- an occupational hazard branch ;
- any other branches that may be created by law in the future;

All workers subject to the provisions of the Labor Code are compulsorily subject to the general social security system without distinction of race, sex, origin or religion when they mainly carry out an activity on the national territory on behalf of one or more employers.

The general scheme of social security is managed by the "Caisse Nationale Sécurité Sociale" (CNSS)

2.15.1. Registration at the CNSS

Registration at the CNSS is done according to the following procedure:

Preparation of documents	Registration of an employer	Affiliation of a worker
• Get the stamp purchase sticker • Purchase a municipal stamp • Request for a certified copy of the identity document • Obtaining a certified copy of the identity document • Obtaining the certificate of address	• Obtaining registration forms from an employer • Filing of an employer registration application • Obtaining an employer's registration return	• Obtaining registration forms • Filing of the application for registration of a worker • Obtaining the return of registration of a worker

See more details on CNSS registration procedures (more details in appendix 12).

Investors of PIA have the ease of fulfilling formalities of

facilement les formalités d'enregistrement auprès de la CNSS, grâce au guichet unique situé au sein de PIA.

2.15.2. Déclarations et paiements des cotisations sociales

La CNSS offre à tous ses prestataires (employés comme assurés) un service en ligne via son site : www.cnss.tg et une application mobile dénommée « CNSS » disponible en ligne et téléchargeable gratuitement sur Play store et l'App store pour les utilisateurs de smartphones et de tablettes androides et IOS. Le service en ligne est obligatoire pour les grandes entreprises.

Pour accéder aux services en ligne, il faut se connecter au site www.cnss.tg sur lequel les liens des services en lignes sont disponibles, ensuite s'inscrire. Après l'inscription vous avez accès à tous les services en ligne.

Ainsi, les déclarations et paiements des cotisations sociales se font en ligne. La première se fait sur les plateformes mises à dispositions par la CNSS et la seconde via les différentes plateformes de paiement électronique à savoir :

- paiements mobiles : Tmoney et flooz ;
- paiements bancaires : African Lease Togo, BTCI, BOA, CCP (La Poste), Ecobank, NSIA BANQUE, Orabank, Banque Atlantique, SIAB, SUNU BANK, UTB.

2.16. Procédures fiscales et douanières

2.16.1. Réaliser les formalités fiscales

Les déclarations et paiement d'impôts se font aux centres d'impôts selon le chiffre d'affaires du contribuable et se détaille comme suit :

N°	Centres	Chiffre d'affaires (CA)
1	Centre Des Impôts (CDI) du rattachement du contribuable	Si le CA est inférieur à 30 000 000 FCFA
2	Direction des Petites et Moyennes Entreprises (DPME)	Si le CA est supérieur à 30 000 000 FCFA
3	Direction des Grandes Entreprises (DGE)	Si le CA dépasse les 100 000 000 FCFA

Les déclarations et paiements d'impôt peuvent également être effectués en ligne sur le site officiel de l'Office Togolais des Recettes (OTR) : www.ort.tg.

2.16.2. Accès au service en ligne

Les déclarations de revenus peuvent être faites en ligne (grandes et moyennes entreprises) sur le site officiel de l'Office Togolais des Recettes via un service en ligne appelé « e-service ». L'accès à ce service est soumis à l'enregistrement préalable du contribuable sur la plateforme e-service. Le contribuable doit s'inscrire par écrit au Commissariat des impôts selon la procédure ci-dessous.

registration at the CNSS comfortably, through Single Window situated within PIA

2.15.2. Return and payment of social security contributions

The CNSS offers all its beneficiaries (employees as well as the insured persons) an online service via its site: www.cnss.tg and a mobile application called: CNSS available online and free downloadable on Play store and App store for android and IOS smartphones and tablets users. Online service is mandatory for large companies.

To access online services, you must connect to the site www.cnss.tg on which the links to online services are available, then register. After registration, you have access to all online services.

Thus, returns and payments of social contributions are made online. The first on the platforms made available by the CNSS and the second via the various electronic payment platforms, namely:

- mobile payments: Tmoney and flooz ;
- bank payments : African Lease Togo, BTCI, BOA, CCP (La Poste), Ecobank, NSIA BANQUE, Orabank, Banque Atlantique, SIAB, SUNU BANK, UTB.

2.16. Tax and customs procedures

2.16.1. Carrying out tax formalities

The taxes return and payment are made at the tax centers according to the taxpayer's turnover and are detailed as follows:

N°	Centers	Turnover
1	Tax Center (TC) of the taxpayer's incorporation	If the turnover is less than 30,000,000 XOF
2	Department of Small and Medium Enterprises (DSME)	If the turnover is higher than 30,000,000 XOF
3	Department of Large Enterprises (DLE)	If the turnover exceeds 100,000,000 XOF

Return can also be made online on the official website of Office Togolais des Recettes (OTR): www.ort.tg

2.16.2. Access to the Extranet (online Service)

Tax returns can be made online (large and medium - sized companies) on the official website of the Office Togolais des Recettes through an online service called "e-service". Access to this service is subject to prior registration of the taxpayer on the e-service platform. The taxpayer must register in writing to the General Tax Office following the procedure below:

N°	Informations
1	Télécharger et remplir la fiche de demande de création sur le site de l'OTR
2	Compléter par la signature et les contacts du responsable ainsi que le cachet de votre entreprise
3	Déposer à la réception du Commissariat des Impôts (numéro vert : 8201 puis 2/ligne directe : +228 22 61 51 24)

2.16.3. Déclaration Annuelle des Salaires (DAS)

Toute société est tenue d'effectuer, au plus tard le 31 janvier de chaque année, une déclaration annuelle des salaires (Annexe 2113). Cette déclaration doit faire apparaître distinctement pour chaque bénéficiaire appartenant au personnel dirigeant ou aux membres de la direction, le numéro d'identification fiscale, le montant des indemnités pour frais d'emploi qu'il a perçues ainsi que le montant des frais de représentation, de déplacement, de mission et des autres frais professionnels qui lui ont été alloués ou remboursés au cours de l'année précédente.

Elle se fait via le service en ligne de l'OTR et les différentes pièces justificatives de déductions autorisées sont déposées en physique.

2.16.4. Soumission des états financiers

Les sociétés et autres entités soumises à l'impôt sur les sociétés/impôt sur les revenus sont tenues de déclarer le montant de leur résultat imposable afférent à l'exercice comptable clos au 31 décembre de l'année précédente au moyen d'un imprimé conforme au modèle prescrit par l'Administration fiscale (en cinq exemplaires).

Le délai de déclaration, de chaque année, est fixé au plus tard au :

- 31 mars pour les entreprises individuelles,
- 30 avril pour les sociétés autres que les compagnies d'assurances et de réassurances,
- 31 mai pour les sociétés et compagnies d'assurances et de réassurances

2.16.5. Gestion des crédits d'impôts

Les crédits d'impôts résultent de l'excédent de paiements des impôts dus, par un contribuable, vis-à-vis de ses obligations fiscales envers l'administration fiscale.

Ils sont de deux ordres, à savoir sur les impôts directs et les impôts indirects.

Crédits d'impôts directs

Lorsque le montant des acomptes payés est supérieur à l'impôt définitivement exigible, l'excédent est remboursé sous déduction des autres impôts, droits et taxes directes éventuellement dus par le contribuable.

Pour ce faire, un courrier est envoyé à l'administration fiscale en vue de demander l'accord d'utilisation de ce crédit d'impôt sur les paiements ultérieurs d'impôt du même type.

N°	Information
1	Download and complete the application form on the OTR website
2	Complete with the signature and contacts of the manager and the stamp of your company
3	Deposit at the reception of the Tax Office (toll-free number: 8201 then 2/direct line: +228 22 61 51 24)

2.16.3. Annual Wage Declaration

Every company should make an annual wage declaration by 31 January of each year at the latest (Appendix 1321). This declaration must show separately for each beneficiary belonging to the management or management staff, the tax identification number, the amount of the allowances for employment expenses which he received and the amount of representation expenses, travel, mission and other professional expenses allocated or reimbursed during the previous year.

It is done by the online service of the OTR and the authorized deduction documents are filed in physics.

2.16.4. Submit financial statements

Companies and other entities subject to corporate/income tax are required to report, the amount of their taxable income relating to the accounting year ended on 31 December of the preceding year by means of a form conforming to the model prescribed by the Tax Administration (in five copies).

The reporting period for each year shall be no later than:

- March 31 for sole proprietorships,
- April 30 for companies other than insurance and reinsurance companies,
- May 31 for insurance and reinsurance companies and companies.

2.16.5. Management of tax credits

Tax credits are the result of an overpayment of taxes owed by a taxpayer in respect of his tax obligations to the tax administration.

They are of two kinds: direct taxes and indirect taxes.

Direct tax credits

Where the amount of the instalments paid exceeds the tax definitively payable, the excess shall be refunded, less any other direct taxes, duties and charges which may be due from the taxpayer.

To do this, a letter is sent to the tax authority to request an agreement to use this tax credit on subsequent tax payments of the same type.

Crédits d'impôts indirects : la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les crédits de TVA peuvent être reportés et récupérés sur les déclarations de TVA des mois suivants.

Néanmoins, un remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée peut être demandé dans les conditions suivantes:

- les assujettis qui réalisent, pour plus de la moitié de leur chiffre d'affaires annuel, des opérations d'exportation de produits taxables en régime intérieur ou des opérations assimilées à l'issue d'un bimestre civil ;
- les assujettis qui acquièrent des biens d'investissement ouvrant droit à déduction pour une valeur supérieure à quarante millions (40 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises au cours du bimestre concerné ;
- les assujettis agréés suivant les dispositions du code des investissements, à l'issue d'une période de déclaration ...

La demande de remboursement est adressée au Commissaire général. Elle est accompagnée d'un exemplaire des documents portant TVA déductible, des déclarations d'exportation, de la facture d'acquisition de biens d'investissement ou de toutes pièces justificatives. Les exportateurs sont en outre tenus d'annexer à leur déclaration les références du rapatriement de fonds sur les ventes à l'exportation dont le remboursement est demandé.

Le remboursement s'effectue dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de décision.

2.17. Code foncier et domanial

Le domaine du foncier au Togo est régi par la loi n°2018-005 du 14 Juin 2018 portant Code Foncier et Domanial. La propriété s'acquiert et se transmet au Togo :

- par succession,
- par voie de testament ou par donation entre vifs,
- Par l'effet de la vente ou de l'échange ou tout autre mode de mutation à titre gratuit ou onéreux,
- par accession ou incorporation,
- par prescription acquisitive mentionnée aux articles 412 à 417 du Code Foncier et Domanial.

Tout transfert de droit de propriété et toute vente immobilière en zone urbaine, périurbaine ou rurale est subordonné, sous peine de nullité absolue du contrat, à l'immatriculation de l'immeuble qui en est l'objet.

Tout étranger qui veut immatriculer son immeuble au Togo a besoin d'une autorisation qu'il peut demander à la Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (DCCFE) anciennement appelée Direction des Affaires Domaniales et Cadastrales (DADC)

Il s'agit d'une autorisation exigée aux étrangers qui

Indirect tax credits: Value Added Tax (VAT)

VAT credits may be carried forward and recovered on subsequent months' VAT returns.

However, a refund of value added tax credits may be claimed under the following conditions:

- taxable persons who carry out, for more than half of their annual turnover, export operations of taxable products under domestic arrangements or similar operations at the end of a two-month period;
- taxable persons who acquire investment property entitled to deduction for a value exceeding forty million (40,000,000) CFA francs, all taxes included during the relevant period;
- taxable persons authorised in accordance with the provisions of the Investment Code, after a reporting period, etc.

The request for reimbursement shall be addressed to the Commissioner General. It shall be accompanied by a copy of the documents bearing deductible VAT, the export declarations, the invoice for the acquisition of investment goods or any supporting documents. Exporters are also required to attach to their declaration the references of the repatriation of funds on the export sales for which the refund is claimed.

Reimbursement shall be made within thirty (30) days from the date of the decision.

2.17. Land and Property Code

The land case is governed in Togo by the law n° 2018-005 of June 14, 2018 on the Land and Property Code.

Property is acquired and transmitted in Togo:

- by succession,
- by will or by donation inter vivos,
- by the effect of sale or exchange or any other mode of transfer free of charge or against payment,
- by accession or incorporation,
- by acquisitive prescription mentioned in articles 412 to 417 of the Land and Property Code.

Any transfer of property rights and any sale of real estate in urban, peri-urban or rural areas is subject, on pain of absolute nullity of the contract, to the registration of the real estate which is the object.

Any foreigner who wants to register his real estate in Togo needs an authorization that he can apply for by the Directorate of Cadastre, Land Conservation and Registration (DCLCR) formerly called Directorate of Land and Cadastral Affairs (DLCA).

It is an authorization required to the foreigners who want

veulent immatriculer leur immeuble acquis au Togo et dont les modalités s'énoncent comme suit :

Personnes susceptibles à faire la demande	Coût de la procédure	Délai d'exécution	Pièces à fournir	Lieu
Les Etrangers résidant au Togo	Timbre fiscal de 25 000 F CFA sur la demande -Droit de visite : 25 000 F CFA.	Vingt (20) jours	Demande adressée à Monsieur le Premier Ministre ; Plan visé de l'immeuble ; Fiche de demande d'autorisation préalable ; Photocopie légalisée de la carte de séjour et du passeport ; Quitus fiscal en cours de validité ; Attestation de service pour les employés ; Certificat de résidence.	Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (DCCFE)

Source: <http://www.2m-immotogo.com/etranger-au-togo-autorisation-prealable-dimmatriculation-dun-bien-immobilier/>

Pour toute demande d'autorisation préalable, une visite de l'immeuble, objet de la transaction, est obligatoire pour confirmer ou infirmer les renseignements fournis par le requérant.

En matière d'immatriculation, la procédure a connu d'importantes réformes ces dernières années comme par exemple:

- la création d'un Guichet Foncier Unique (GFU) par le décret N°2019 033/PR du 20 Mars 2019 pour toutes les opérations relatives au foncier ;
- la réduction des frais d'enregistrement et de mutation : un paiement forfaitaire sur les opérations de transfert de propriété (d'une valeur de 35 000 FCFA), contre 4% de la valeur vénale auparavant.

2.18. Procédures commerciales aux frontières

Les opérations de dédouanement sont décomposées en trois types de situations au Togo :

- le dédouanement des marchandises transportées par voie maritime,
- le dédouanement du fret aérien, et
- le dédouanement des marchandises transportées par route.

Se connecter au compte de la Chambre du Commerce et de l'Industrie via le lien <https://togo-cham.ccit.tg/Togo-cham/#/login>.

to register their real estate acquired in Togo. The modalities are as follows:

Persons likely to apply	Cost of the procedure	Turn-around time	Documents to be provided	Place (location)
Foreigners residing in Togo	25,000 XOF tax stamp on the application -Visitation right: 25,000 XOF.	Twenty (20) days	Application addressed to the Prime Minister; Intended building plan; Prior approval application form; Certified true copy of the residence permit and passport ; Valid tax receipt; Certificate of service for employees; Residence certificate..	Directorate of Cadastre, Land Conservation and Registration (DCLCR)

Source : <http://www.2m-immotogo.com/etranger-au-togo-autorisation-prealable-dimmatriculation-dun-bien-immobilier/>

NB: For any request for prior authorization, a visit of the building, subject of the transaction, is mandatory to confirm or deny the information provided by the applicant.

The registration procedure has undergone important reforms in recent years, for example:

- the creation of a Single Land Window (SLW) by Decree N°2019 033/PR of March 20, 2019 for all land-related transactions;
- reduction of registration and transfer fees: payment of a lump-sum on property transfer operations (worth 35,000 XOF), compared to 4% of the market value previously.

2.18. Cross-border trade procedures

Customs clearance operations are broken down into three types of situations in Togo:

- customs clearance of goods transported by sea,
- air cargo clearance, and
- customs clearance of goods transported by road.

Login to the Chamber of Commerce and Industry account via the link: <https://togo-cham.ccit.tg/Togo-cham/#/login>.

2.18.1. Volet Exportation

Les actes et procédures transfrontaliers togolais sont disponibles sur la toile. Ils ont pour but de dématérialiser et de réduire les délais, en matière d'importation et d'exportation. La dématérialisation par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) de la demande et la délivrance du Certificat d'Origine (CO) entraîne une réduction drastique du délai moyen de traitement, de 48 h à 5h.

La délivrance du CO se fait en trois étapes :

- **Au niveau de l'exportateur**
L'exportateur s'inscrit directement sur le portail togocham.ccit.tg (<http://togocham.ccit.tg/Togocham/#!/login>).
Après validation de son inscription, il se connecte et clique sur le bouton "Demande de Certificat d'Origine".
Il choisit et remplit le type de formulaire (type CEDEAO/UEMOA) en attachant la facture commerciale et la déclaration d'exportation et clique sur le bouton "Envoyer" pour finaliser sa demande.
- **Traitement interne par la plateforme**
Ensuite, le système envoie la demande au Directeur de l'Industrie (DI) qui valide et signe numériquement la partie du CO qui lui est réservée. Sinon, il renvoie à l'exportateur pour compléments d'informations (rejette avec motif). Le système envoie le CO signé aux vérificateurs du bureau de douane de sortie sur le formulaire.
Après vérification douanière, le douanier valide le CO dans le système et renvoie la notification à l'exportateur. Le système étant interconnecté, tout le processus se fait en 30 min comme le démontre les statistiques.
- **Délivrance du Certificat d'Origine**
L'exportateur reçoit le CO signé par le Directeur de l'Industrie et le douanier dans sa session (avec une notification dans son email).

Aperçu du CO délivré

Réduction des documents requis pour l'exportation
Désormais, ne sont demandés pour les opérations

2.18.1. Export Section

Togolese cross-border acts and procedures are available on the website. They aim to dematerialize and reduce delays in import and export. The dematerialization by the Chamber of Commerce and Industry of Togo (CCIT) of the application and the issuance of the Certificate of Origin (CO), leads to a drastic reduction in the average processing time, from 48 hours to 5 hours.

There are three steps to the issuance of the CO:

- **At the exporter's level**
The exporter registers directly on the portal togocham.ccit.tg (<http://togocham.ccit.tg/Togocham/#!/login>).
After validating his registration, he logs in and clicks on the button "Certificate of Origin Request".
He chooses and fills in the type of form (ECOWAS/WAEMU type) by attaching the commercial invoice and the export declaration and clicks on the button "Send" to end his application.
- **Internal processing by the platform**
Then the system sends the request to the Director of Industry (DI) who validates and digitally signs the part of the CO reserved for him. If not, he returns to the exporter for further information (rejects with reason). The system sends the signed CO to the auditors at the customs office of exit on the form.
After customs check, the customs officer validates the CO in the system and sends the notification back to the exporter. As the system is interconnected, the whole process is done in 30 minutes as the statistics show.
- **Issuance of the Certificate of Origin**
The exporter receives the CO signed by the Director of Industry and the customs officer in his session (with a notification in his email).

Overview of the issued OC

Reduction of required documents for export
From now on, only the commercial invoice, the

d'exportation que : la facture commerciale, l'attestation d'exportation et le Certificat d'Origine disponible en ligne et gratuitement.

Le Carnet TRIE a été supprimé, la liste de colisage n'est plus nécessaire ; le document de réception unique (DFU) est disponible au Guichet Unique (SEGUCE). Le connaissance est aussi disponible en ligne.

Documents requis pour les opérations d'exportation

Documents comptabilisés par la Banque	Documents réellement sollicités (voir observations des acteurs ci-dessous)
Facture commerciale	Demandée
Attestation d'exportation	Demandée
Document de réception unique (DFU)	disponible au guichet unique (seguce)
Certificat d'origine	Délivrer en ligne et gratuit

2.18.2. Volet Importation

Dématérialisation des procédures de dédouanement dans Sydonia World

Les procédures de dédouanement des marchandises à l'import s'effectuent en ligne depuis janvier 2019. Les opérateurs économiques (les commissionnaires en douane agréé, consignataires, importateurs/exportateurs) sont tenus d'envoyer dans SydoniaWorld la déclaration en détails et les originaux des documents de dédouanement. Tous les documents sollicités par l'opérateur lui sont désormais transmis en ligne par la douane. A savoir : le bon à conduire, le bon à embarquer, le bon à enlever, le bon à entreposer, le bon à expédier, le bon à sortir de MAD (Magasins et aires de Dédouanement) ; le bon à sortir d'entrepôt, le bon pour AT, le certificat de visite, le bulletin de liquidation.

Liste des documents réellement sollicités en matière d'importation :

- Attestation de Valeur (ADV)
- Licence d'importation
- Liste de colisage
- Facture commerciale
- Attestation d'importation
- Connaissance
- BESC (Bordereau Electronique de Suivi des Cargaisons)
- Document de Frais Unique (DFU) : disponible au guichet de la SEGUCE
- Bon à enlever : délivré en ligne
- Autorisation de change : pas demandée, information disponible
- Certificat Solas

Liste des documents délivrés en ligne par la douane grâce à la dématérialisation

certificate of export and the Certificate of Origin available online and free of charge are required for export operations.

The TRIE booklet has been abolished, the packing list is no longer necessary; the Single Receipt Document (SRD) is available at the Single Window (SEGUCE). The bill of lading is also available online.

Documents to be provided for export operations

Documents recorded by the Bank	Documents actually requested (see comments from stakeholders below)
Commercial invoice	Requested
Certificate of export	Requested
Document de réception unique (DFU)	Available at the single window (SEGUCE)
Certificate of origin	Issued online free of charge

2.18.2. Import section

Dematerialization of customs clearance procedures in ASYCUDA World

The procedures for clearing goods for import are carried out online since January 2019. Economic operators (authorized customs agents, consignees, importers/exporters) are required to send in ASYCUDA World the declaration in details and the originals of the customs clearance documents.

All the documents requested by the operator are now transmitted online by the customs. Namely: the voucher to drive, the voucher to embark, the voucher to remove, the voucher to store, the voucher to send, the voucher to leave SAC (Stores and areas of Clearance); the voucher to leave warehouse, the voucher for AT, the certificate of visit, the liquidation bulletin.

List of documents actually requested for import:

- Certificate of Value (CV)
- Import license
- Packing list
- Commercial invoice
- Import certificate
- Bill of lading
- ECS (Electronic Cargo Tracking Form)
- Single Charge Document (SCD): available at the SEGUCE office
- Voucher to go : delivered online
- Exchange authorization: not requested, information available
- Solas certificate

List of documents issued online by the customs thanks to dematerialization

le bon à conduire
le bon à embarquer
le Bon à enlever
le bon à entreposer
le bon à expédier
le bon à sortir de MAD
le bon à sortir d'entrepôt
le bon pour AT
le certificat de visite
le bulletin de liquidation

Les investisseurs de PIA peuvent facilement remplir les formalités liées au commerce transfrontalier grâce au guichet unique situé dans PIA.

2.19. Les procédures d'obtention des autorisations, certificats et certificats d'origine

1. L'exportateur s'inscrit directement sur le portail togocham.ccit.tg (<https://togo-cham.ccit.tg/Togocham/#!/login>)
2. Après validation de son inscription, il se connecte et clique sur le bouton "Demande de Certificat d'Origine"
3. Il choisit et remplit le type de formulaire (type CE-DEAO/UEMOA) en attachant la Facture commerciale et la Déclaration d'exportation et clique sur le bouton "Envoyer" pour finaliser sa demande;
4. Ensuite le système envoie la demande au Directeur de l'Industrie (DI) qui valide et signe numériquement la partie du CO qui lui est réservée. Sinon, il renvoie à l'exportateur pour compléments d'informations (re-jette avec motif) ;
5. Le système envoie le CO signé aux vérificateurs du bureau de douane de sortie sur le formulaire ;
6. Après vérification douanière, le douanier valide le CO dans le système et renvoie la notification. Le système étant interconnecté tout le processus se fait en 30 min comme le démontre les statistiques ;
7. L'exportateur reçoit le CO signé par le directeur de l'industrie et le douanier dans sa session (avec une notification dans son email).

2.20. Coût et qualité de l'exécution des contrats et du règlement des différends

Pour les tribunaux de Commerce, les frais nécessaires pour le règlement des différends s'élèvent à neuf mille (9000) francs CFA pour les affaires dont l'intérêt ne dépasse pas un million (1.000.000) de francs CFA et de

the voucher to drive
the voucher to embark
the voucher to remove
the voucher to store
the shipping order
SAC's exit voucher
the warehouse checkout
the voucher for AT
the certificate of visit
the liquidation bulletin

Investors of PIA have the ease of fulfilling formalities related to the cross-border trade comfortably, through Single Window situated within PIA

2.19. The procedure for obtaining authorizations, licenses and certificates of origin

1. The exporter registers directly on the togocham.ccit.tg portal (<https://togo-cham.ccit.tg/Togocham/#!/login>)
2. After validation of his registration, he logs on and clicks on the button "Request for Certificate of Origin"
3. He chooses and fills in the type of form (ECOWAS / WAEMU type) by attaching the Commercial Invoice and the Export Declaration and clicks on the button "Send" to end his request;
4. Then the system sends the request to the Director of Industry (DI) who validates and digitally signs the part of the CO which is reserved for him. Otherwise, he returns to the exporter for further information (rejects with reason) ;
5. The system sends the signed CO to the auditors at the customs office of exit on the form ;
6. After customs check, the customs officer validates the CO in the system and sends the notification back to the system being interconnected, the whole process is done in 30 min as shown by the statistics ;
7. The exporter receives the CO signed by the Director of Industry and the customs officer in his session (with a notification in his email).

2.20. Contract enforcement and dispute resolution cost and quality

For the Commercial Courts, the costs necessary for the settlement of disputes amount to nine thousand (9,000) XOF for cases whose interest does not exceed one million (1,000,000) XOF and twenty thousand (20,000)

vingt mille (20.000) francs CFA pour les affaires dont l'intérêt dépasse un million (1.000.000) francs CFA. Les coûts de règlement des différends de la Cour d'Arbitrage du Togo sont dérisoires.

2.21. Prêts et autres coûts de financement

Le taux d'intérêt légal au titre de l'année civile 2021 est fixé à 4,2391%, d'après le communiqué sanctionnant le Conseil des Ministres au Togo du 10 Février 2021. Ce taux était fixé à 4,5% en 2020 par la BCEAO. Les coûts des engagements par signature sont en moyenne fixés au taux de 2,5%.

2.22. Protection de la propriété intellectuelle (Brevets, Marques et Droits d'auteur)

La propriété intellectuelle est protégée au Togo par divers organismes listés ci-dessous :

Organisations	Responsabilités
INPIT (Institut national de la propriété industrielle et de la technologie)	- Protéger les inventions, les modèles d'utilité, les marques, les dessins et modèles industriels, les noms commerciaux, les indications géographiques (IG), les variétés végétales - fournir des services pour la protection des titres et de la propriété industrielle ; l'accomplissement des formalités pour la protection des inventions, des marques, des noms commerciaux, des dessins et modèles industriels, des variétés végétales, des indications géographiques ; le soutien aux inventeurs, aux innovateurs et aux chercheurs ; la sensibilisation des inventeurs, des innovateurs et des opérateurs économiques aux questions de propriété industrielle.
Le Bureau togolais du droit d'auteur (BUTO-DRA)	Responsable des questions de droits d'auteur.
Centre de documentation sur la propriété intellectuelle (CDPI)	Organe consultatif qui renforce les actions de l'INPIT et du BUTODRA.
Centre de documentation sur la propriété intellectuelle (CDPI)	Offrir les ressources nécessaires en matière de propriété intellectuelle et de protection des œuvres intellectuelles, que ce soit dans le domaine artistique, scientifique ou technique (brevets, marques, dessins, modèles industriels, cartes, etc.)

XOF for cases whose interest exceeds one million (1,000,000) XOF.

The costs of settling disputes at the Togo Court of Arbitration are derisory.

2.21. Loans and other financing costs

The legal interest rate for the calendar year 2021 is set at 4.2391%, according to the press release sanctioning the Togo Cabinet Meeting of February 10, 2021. This rate was set at 4.5% in 2020 by the BCEAO.

The costs of the commitments by signature are on average fixed at the rate of 2.5%.

2.22. Intellectual property protection cost, laws and history, especially for patents, trademarks and copyrights

Intellectual property is protected in Togo by various organizations listed below:

Organizations	Responsibilities
INPIT (National Institute of Industrial Property and Technology)	- protects inventions, utility models, trademarks, industrial designs, trade names, geographical indications (GIs), plant varieties - give services to the protection of titles and industrial property; the completion of the formalities for the protection of inventions, trademarks, trade names, industrial designs, plant varieties, geographical indications; support for inventors, innovators and researchers; raising the awareness of inventors, innovators and economic operators on industrial property issues.
The Togolese Copyright Office (BUTO-DRA)	responsible for copyright issues.
Intellectual Property Documentation Center (CDPI)	Advisory body that strengthens the actions of INPIT and BUTODRA.
Intellectual Property Documentation Center (CDPI)	offer the necessary resources in terms of intellectual property, and protection of intellectual works, whether in the artistic, scientific or technical field (patents, trademarks, designs, industrial models, maps, etc.).

2.23. L'autorisation de change

Le règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 règle les opérations relatives aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine.

Au Togo, ces opérations de change sont réglées par la société du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (SEGUCE). Son site web est <https://segucetogo.tg/>.

La procédure pour chaque opération est la suivante :

1. Aller sur le portail de SEGUCE <https://segucetogo.tg/>
2. Se connecter sur son compte SEGUCE sur le site de SEGUCE.
3. Soumettre toutes les informations contractuelles et réglementaires exigées au Guichet unique pour le commerce extérieur.
4. Retrait des décisions par l'utilisateur: Le Guichet unique pour le commerce extérieur sélectionne, trie, filtre les informations, les achemine vers les destinataires concernés (opérateurs publics et privés) selon un ordre et un processus précis avec retour des décisions à l'utilisateur).
5. Sortie des marchandises: En temps réel, une décision finale 100% positive permet à la marchandise de sortir de la zone logistique: port, aéroports, frontières terrestres.

2.24. Obligations environnementales

2.24.1. Le traitement des déchets

Cadre légal	Loi N°. 2008-005 du 30 mai 2008
Traitement des déchets	- comprend les opérations nécessaires de collecte, de transport, de stockage, de tri et de traitement en vue de la récupération des éléments et matériaux réutilisables ainsi que le dépôt ou le rejet dans le milieu naturel des produits finis. - demande au Ministre chargé de l'environnement et aux autorités administratives compétentes pour tout transport ou élimination de déchets susceptibles d'être nocifs pour l'homme - toute maison industrielle, commerciale ou laboratoire doit disposer d'une station d'épuration des eaux usées adaptée et fonctionnelle conformément à la réglementation en vigueur.
Déchets dangereux	- déchets cliniques provenant des soins médicaux dispensés dans les hôpitaux; - déchets provenant de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques ; - les déchets de médicaments et de produits pharmaceutiques ;

2.23. The foreign exchange authorization

The Regulation N°.R09/98/CM/WAEMU of December 20, 1998 governs operations relating to the external financial relations of the member states of the West African Economic and Monetary Union.

In Togo, these foreign exchange operations are settled by the Single Window Company for Foreign Trade (SEGUCE). Its website is <https://segucetogo.tg/>.

The procedure for each operation is as follows:

1. Go to the SEGUCE portal <https://segucetogo.tg/>
2. Login to your SEGUCE account on the SEGUCE website.
3. Submit all required contractual and regulatory information to the Single Window for Foreign Trade.
4. Withdrawal of decisions by the user: The Single Window for Foreign Trade selects, sorts, filters the information, forwards it to the relevant recipients (public and private operators) according to a precise order and process with return of decisions to the user).
5. Goods exit: In real time, a 100% positive final decision allows the goods to leave the logistic area: port, airports, land borders.

2.24. Environmental obligations

2.24.1. Waste treatment

Legal framework	Law N°. 2008-005 of may 30, 2008
Waste treatment	- includes the necessary operations of collection, transport, storage, sorting and treatment for the recovery of the elements and reusable materials as well as the deposit or the discharge in the natural environment of the final products - request from the Minister in charge of the environment and the competent administrative authorities for any transport or disposal of waste that may be harmful to humans - any industrial, commercial or laboratory houses must have a wastewater treatment plant that is adapted and functional in accordance with the regulations in force
Dangerous waste	- clinical wastes from medical care provided in hospitals; - wastes from the production and preparation of pharmaceutical products; - wastes of drugs and pharmaceutical products;

2.24.2. Récupération des déchets

Les possibilités de valorisation des déchets sont les suivantes :

- utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie,
- récupération ou Régénération des solvants,
- recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvant (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques),
- recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques,
- recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques,
- régénération des acides ou des bases,
- récupération des produits servant à capter des polluants,
- récupération des produits provenant des catalyseurs,
- régénération et autres réemplois des huiles,
- épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie incluant les opérations de compostage et autres transformations biologiques, et
- exportation.

2.24.3. Responsabilité sociale des entreprises

Le Togo ne dispose pas encore de textes régissant la responsabilité sociale des entreprises. Ces dernières s'organisent elles-mêmes.

2.24.4. Sanctions relatives au non-respect des obligations environnementales

Le non-respect des obligations environnementales n'est pas sans effet.

Voir l'annexe 20 pour le détail des sanctions.

2.24.5. Processus d'approbation de l'environnement, Lois, règlements

Le processus d'approbation de l'environnement au Togo est régi par le décret N° 2017-040 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social du 23 mars 2017.

Les projets à caractère public ou privé susceptibles de porter atteinte à l'environnement, doivent faire l'objet d'une EIES (Etude d'Impact sur l'Environnement et Social), préalablement à toute décision, approbation ou autorisation de l'autorité compétente (Article 3 du décret N° 2017-040 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social).

2.24.6. Plan de gestion de l'environnement

Les processus de planification de la gestion participative de l'environnement et des ressources naturelles entrepris par le MERF (Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières) ont abouti à l'élaboration des stratégies, plans et programmes suivants :

2.24.2. Waste recovery

The possibilities for recovering waste are as follows:

- primary use as a fuel or other means of generating energy,
- solvent recovery or regeneration,
- recycling or recovery of organic substances that are not used as solvents (including composting and other biological processing)
- recycling or recovery of metals and metal compounds,
- recycling or recovery of other inorganic materials,
- regeneration of acids or bases,
- recovery of products used to capture pollutants,
- recovery of products from catalysts,
- regeneration and other reuses of oils,
- land application for agricultural or ecological purposes, including composting and other biological processes, and
- export.

2.24.3. Corporate social responsibility

Togo does not yet have texts governing corporate social responsibility. The latter organize themselves.

2.24.4. Sanctions relating to non-compliance with environmental obligations

Non-compliance with environmental obligations is not without effect.

See Appendix 1240 for details of sanctions.

2.24.5. Environmental clearance process, statutes, rules, regulations

The environmental clearance process in Togo is governed by Decree No. 2017-040 setting the procedure for environmental and social impact studies of March 23, 2017.

Public or private projects likely to harm the environment must be subject to an ESIA (Environmental and Social Impact Study), prior to any decision, approval or authorization by the competent authority (Article 3 of Decree No. 2017-040 setting the procedure for environmental and social impact studies).

2.24.6. Environmental management plan

The participatory management planning process of the environment and natural resources undertaken by the MERF (Ministry of Environment and Forest Resources) have resulted in the development of the following strategies, plans and programs:

- Politique Nationale de l'Environnement,
- Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques,
- Stratégie Nationale de Réduction des Risques et Catastrophes naturelles au Togo,
- Stratégie Nationale IEC sur l'environnement,
- Plan d'Action National pour la Gestion des Ressources Environnementales Marines et Côtières,
- Plan de Gestion de l'Élimination des Hydro chlorofluorocarbones (HCFC) au Togo,
- Plan National d'Intervention d'Urgence pour la Lutte Contre la Pollution Marine (PNIU),
- Cadre national de biosécurité.

- National Environmental Policy,
- National Strategy for the Implementation of the United Nations Framework Convention on Climate Change ,
- National Strategy for Risk and Natural Disasters Reduction in Togo ,
- IEC National Strategy on the environment,
- National Action Plan for the Management of Marine and Coastal Environmental Resources,
- Management Plan for the Elimination of Hydro Chlorofluorocarbons (HCFCs) in Togo,
- National Emergency Response Plan to fight against the Marine Pollution (PNIU),
- National biosafety framework.

2.25. Principales organisations Internationales, traités et accords

2.25.1. OHADA: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires est une organisation intergouvernementale d'intégration juridique créée le 17 octobre 1993 à Port Louis, île Maurice.

L'OHADA a pour objectif d'élaborer un cadre juridique

2.25. Major international organizations, treaties and agreements

2.25.1. OHADA: Organization for the Harmonization of Business Law in Africa

The Organization for the Harmonization of Business Law in Africa is an intergovernmental organization for legal integration created on October 17, 1993 in Port Louis, Mauritius.

OHADA aims to develop a harmonized legal framework



harmonisé dans le domaine du droit des affaires afin de promouvoir l'investissement et la croissance économique. Le Traité de l'OHADA prévoit l'élaboration d'actes uniformes directement applicable dans les États membres et dont les règles sont de nature supranationale.

Cette harmonisation se concrétise donc par l'adoption « d'actes uniformes » qui sont les suivants : Droit commercial général ; Droit des sûretés ; Droit des transports de marchandises par route ; Droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ; Droit des sociétés coopératives ; Procédures simplifiées de recouvrement de créances et des voies d'exécution ; Droit de l'arbitrage ; Droit comptable et information financière et Médiation.

L'OHADA compte 17 Etats membres : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.

2.25.2. UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest-Africaine



L'Union Economique Monétaire Ouest-Africaine, est une organisation internationale créée en 1994 dont le siège est Dakar, Sénégal.

Elle a pour objectif principal l'édification dans la région d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire

Elle comprend le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% en 2019.

in the field of business law in order to promote investment and economic growth. The OHADA Treaty provides for the development of uniform acts directly applicable in the Member States and whose rules are supranational in nature.

This harmonization therefore takes the form of the adoption of "uniform acts" which are as follows : General commercial Law; Securities Law; Law of goods transport by road; Commercial company and economic interest grouping Law; Cooperative company Law; Simplified debt collection procedures and enforcement procedures; Arbitration Law; Accounting and financial information and Mediation Law.

OHADA has 17 member states: Benin, Burkina Faso, Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, Congo, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Equatorial Guinea, Gabon, Guinea, Mali, Niger, Senegal and Togo.

2.25.2. WAEMU: West African Economic Monetary Union



The West African Economic Monetary Union is an international organization created in 1994 with headquarters in Dakar, Senegal.

Its main objective is the building in the region of a harmonized and integrated economic space, within which is ensured a total freedom of movement of people, capital, goods, services and factors of production as well as the effective right of practice and establishment enjoyment for the liberal professions, of residence for citizens throughout the Community territory.

It includes Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo. WAEMU covers an area of 3,506,126 Sq.Km and has 123.6 million inhabitants. The GDP growth rate, at constant prices, is 6.1% in 2019.

2.25.3. CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest



La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une organisation intergouvernementale ouest-africaine créée le 28 mai 1975. C'est la principale structure destinée à coordonner les actions des pays de l'Afrique de l'Ouest. Son but principal est de promouvoir la coopération et l'intégration avec l'objectif de créer une union économique et monétaire ouest-africaine.

La CEDEAO compte aujourd'hui 15 États membres. En 2017, le PIB global des États membres de la CEDEAO s'élève à 565 milliards de dollars américains (USD).

Les États membres de la CEDEAO sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo.

Une population de plus de 300 millions d'habitants répartis sur une superficie d'environ 5,1 millions de km².

2.25.4. ZLECAF: Zone de Libre-échange continentale Africaine



La Zone de Libre-échange continentale Africain est un projet de l'Union Africaine qui vise à mettre en place un marché continental dans le but de stimuler le commerce intra-africain.

Depuis 2018, les États membres de l'Union Africaine continuent à manifester leur intérêt pour ce projet. Ainsi, l'Accord a été signé et ratifié par 54 des 55 États membres.

2.25.3. ECOWAS: Economic Community of West African States



The Economic Community of West African States (ECOWAS) is a West African intergovernmental organization created on May 28, 1975. It is the main structure intended to coordinate the actions of the West African countries. Its main goal is to promote cooperation and integration with the objective of creating a West African economic and monetary union.

Now ECOWAS has 15 member states. In 2017, the aggregate GDP of ECOWAS Member States amounted to US \$ 565 billion (USD).

The member states of ECOWAS are: Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Senegal and Togo.

A population of more than 300 million inhabitants spread over an area of approximately 5.1 million SqKm.

2.25.4. African Continental Free Trade Area (AfCFTA)



The African Continental Free Trade Area is a project of the African Union which aims to establish a continental market in order to stimulate intra-African trade.

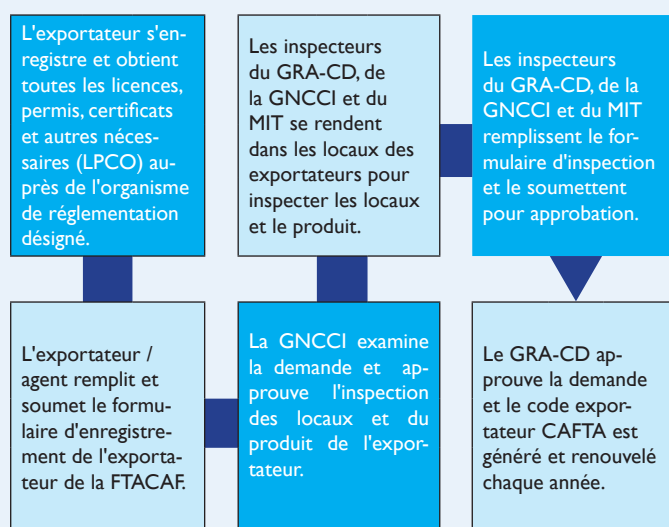
Since 2018, the Member States of the African Union have continued to show their interest in this project. Thus, the Agreement has been signed and ratified by 54 of the 55 member states.

La zone de libre-échange Africaine, est devenue une réalité le 1er janvier 2021, promettant de faciliter les affaires sur tout le continent avec un PIB estimé à 2 500 milliards de dollars pour une population de consommateur de plus de 1,2 milliards.

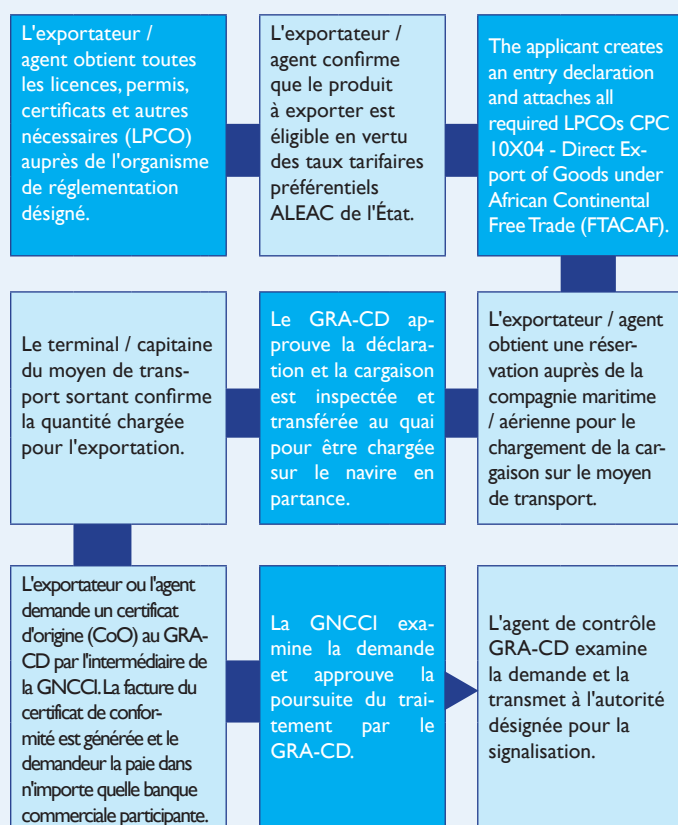
Objectifs :

La ZLECAF vise à créer un marché unique pour les marchandises et les services, à poser les bases de la création d'une union douanière continentale à un stade ultérieur et à accélérer les processus d'intégration régionale et continentale

2.25.5. Procédures d'exportation



2.25.5.1. Exportation et (ECO)

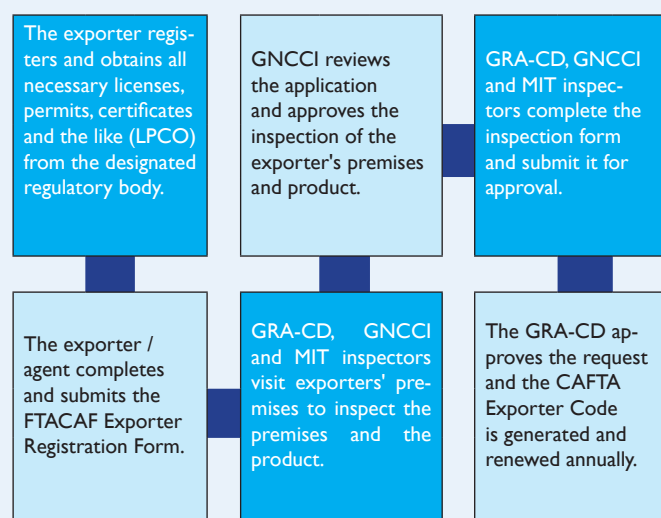


The African Free Trade Area (AFTA) became a reality on January 1, 2021, promising to facilitate business across the continent with an estimated GDP of 2.5 trillion dollars for a consumer population of over 1.2 billion.

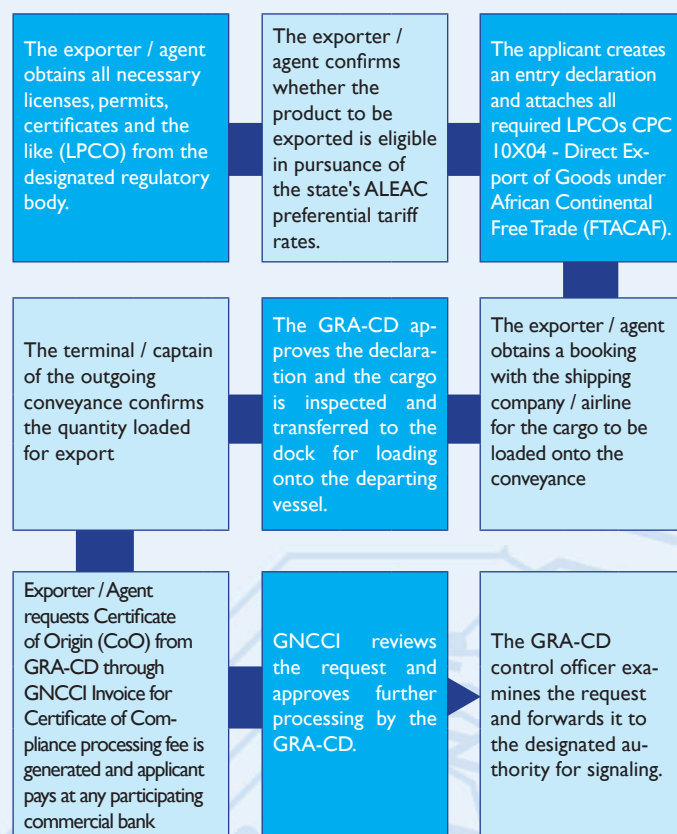
Goals:

The AfCFTA aims to create a single market for goods and services, to lay the foundations for the creation of a continental customs union at a later stage and to accelerate the processes of regional and continental integration.

2.25.5. Export procedures



2.25.5.1. Export and (ECO)



2.25.5.2. Importation de marchandises dans la ZLECAF

Tout importateur qui apporte des marchandises d'un Etat partie à la FTACAF et qui entend bénéficier des taux préférentiels de la CEDEAO est tenu de fournir les documents suivants de l'Etat partie exportateur :
certificat d'origine / déclaration d'origine ou déclaration du producteur / fournisseur (délivré par l'autorité compétente désignée du pays d'exportation)
↓
Déclaration d'exportation couvrant les marchandises en provenance de l'Etat partie exportateur .
↓
Le déclarant crée une déclaration d'entrée (BOE) et joint tous les LPCOs requis CPC 40C04 - Consommation directe à domicile sous le code de la zone de libre échange continentale africaine (FTACAF) : FTACAF.
↓
La division GRA-Douanes vérifie la déclaration et effectue l'évaluation de la taxe. Les taxes suivantes sont concernées :
01 - Droit d'importation (taux préférentiel dans le cadre des offres tarifaires de la CEDEAO) 98 - Prélèvement à l'importation de l'UA - Exonéré.
↓
06 - Prélèvement CEDEAO (Exonéré pour les marchandises de la FTACAF en provenance de la CEDEAO)
↓
La division des douanes de la GRA vérifie la déclaration et procède à l'évaluation des taxes. Les taxes suivantes sont concernées :
01 - Droit d'importation (taux préférentiel à payer) 98 - Prélèvement à l'importation AU - Exonéré
↓
06 - Prélèvement CEDEAO (Exonéré pour les marchandises ALE-ACA).
↓
L'importateur / agent accepte la cotisation et paie toute autre taxe imposée à la banque commerciale participante.
↓
Les marchandises sont inspectées et dédouanées à leur arrivée au port.

2.25.5.2.2. Importation of goods under the CFTA

Any importer who brings goods from a State party of a FTACAF and who intends to benefit from preferential rates of ECOWAS is required to provide the following documents of the exporting State Party:
certificate of origin / declaration of origin or declaration of the producer / supplier (issued by the designated competent authority of the country of export)
↓
export declaration covering goods from the exporting State Party .
↓
The declarant creates an entry declaration (BOE) and attaches all the required LPCOs CPC 40C04 - Direct home consumption under the African Continental Free Trade (FTACAF) Zone code: FTACAF.
↓
GRA-Customs Division verifies the declaration and performs the tax assessment. The following taxes are affected:
01 - Import duty (preferential rate within the framework of ECOWAS tariff offers) 98 - AU import levy - Exempt
↓
06 - ECOWAS levy (Exempt for FTACAF goods from ECOWAS)
↓
The Customs Division of the GRA verifies the declaration and performs the tax assessment. The following taxes will be affected:
01 - Import duty (preferential rate payable) 98 - AU import levy - Exempt
↓
06 - ECOWAS levy (Exempt for FTA-ACA goods).
↓
The importer / agent accepts the assessment and pays any other taxes imposed to the participating commercial bank.
↓
Les marchandises sont inspectées et dédouanées à leur arrivée au port.





3

- Doing business in PIA
- Faire des affaires dans la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)



PLATEFORM INDUSTRIAL
ADETIKOPÉ (PIA) SAS

PLATEFORME INDUSTRIELLE
D'ADETIKOPÉ (PIA) SAS

3. Faire des affaires dans la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)

3.1. Contexte du projet

3.1.1. Genèse et principales caractéristiques du projet PIA

Le gouvernement Togolais a envisagé créer une zone industrielle pour renforcer son infrastructure industrielle et ainsi présenter une opportunité unique dans la région pour les investissements. Adetikope a été identifié comme l'emplacement propice pour développer la zone industrielle envisagée dans la Région Maritime, à 27 Km du Port de Lomé.

En vue d'atteindre cet objectif, le gouvernement a signé un accord de partenariat avec le groupe ARISE IIP pour créer la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA), qui couvre une superficie de 1062 ha.

Compte tenu des besoins croissants de l'économie, la PIA a été conçue pour inclure les zones suivantes :

- zone industrielle;
- zone commerciale;
- zone résidentielle;
- stationnement des camions;
- parcs de conteneur;
- entrepôt;
- entreposage de coton;
- espaces verts et ouverts.

En vue de capter le potentiel des marchés africains en évolution, l'abondance de matières premières non transformées, ainsi que l'emplacement stratégique du Togo, PIA vise à fournir aux investisseurs une porte d'entrée pour intégrer le paysage africain en leur fournissant des installations de pointe, une atmosphère propice aux affaires ainsi qu'un accompagnement tout au long de la chaîne de valeur de leurs produits par l'apport de son approche écosystémique. (voir Annexe N°15)

La PIA est entièrement équipée d'une infrastructure de classe mondiale, d'un centre de guichet unique pour faciliter les affaires et d'une fourniture 24h / 24 et 7j / 7 de services publics tels que l'électricité, l'eau, l'internet, l'assainissement et la sécurité.

La plateforme présente des avantages, tels que :

- disponibilité des terres sans tracasseries,
- infrastructure de classe mondiale,
- guichet unique
- zone industrielle et logistique intégrée,
- incitations commerciales,
- commerce transfrontalier,
- logistique régionale et internationale,
- bonne gouvernance,
- alimentation électrique et en eau ininterrompue,
- acteur expérimenté dans le développement des ZES avec un portefeuille couvrant l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

3. Doing business in PIA

3.1. Project Framework

3.1.1. Genesis and salient features of the PIA project

The Togolese government has considered creating an industrial area to strengthen its industrial infrastructure and thus present a unique opportunity in the region for investments. Adetikope has been identified as the ideal location for developing the industrial area envisaged in the Maritime Region, 27 km from the Port of Lomé.

To achieve this goal, the government signed a partnership agreement with the ARISE IIP group to create the Industrial Platform of Adetikopé (PIA), which covers an area of 1062 ha.

Given the growing needs of the economy, the PIA was designed to include the following areas:

- Industrial Zone;
- Commercial Zone;
- Residential Zone;
- Truck Parking;
- Container Yards;
- Warehouse;
- Cotton Storage;
- Green and Open spaces.

In order to capture the potential of evolving African markets, the abundance of unprocessed raw materials, as well as the strategic location of Togo, PIA aims to provide investors with a gateway to integrate the African landscape by providing them with state-of-the-art facilities, a business-friendly atmosphere and support throughout the value chain of their products through its ecosystem approach. (see Appendix 15)

The PIA is fully equipped with world-class infrastructure, a one-stop shop to facilitate business and a 24/7 supply of utilities such as electricity, water, internet, sanitation and security.

The platform has benefits such as :

- hassle-free land availability,
- world-class infrastructure,
- single window,
- industrial zone and integrated logistics,
- commercial incentives,
- cross-border trade,
- regional and international logistics,
- good governance,
- uninterrupted power and water supply,
- experienced player in the development of SEZs with a portfolio covering West and Central Africa.

3.1.2. Cadre légal

Le cadre légal est défini par le décret N°2021-056/PR du 14 mai 2021 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Coordination de la gestion administrative du guichet unique de la plateforme industrielle intégrée d'Adétikopé.

L'Autorité de Coordination comprend :



Par ailleurs, la société PIA est constituée sous la forme juridique de SAS. Elle est soumise aux règles applicables à ce type de société.

3.1.2. Legal framework

By decree N°2021-056/PR of 14 May 2021 establishing, organizing and operating the Coordination of the administrative management of the platform's single window, the Togolese state has defined the legal framework for its implementation.

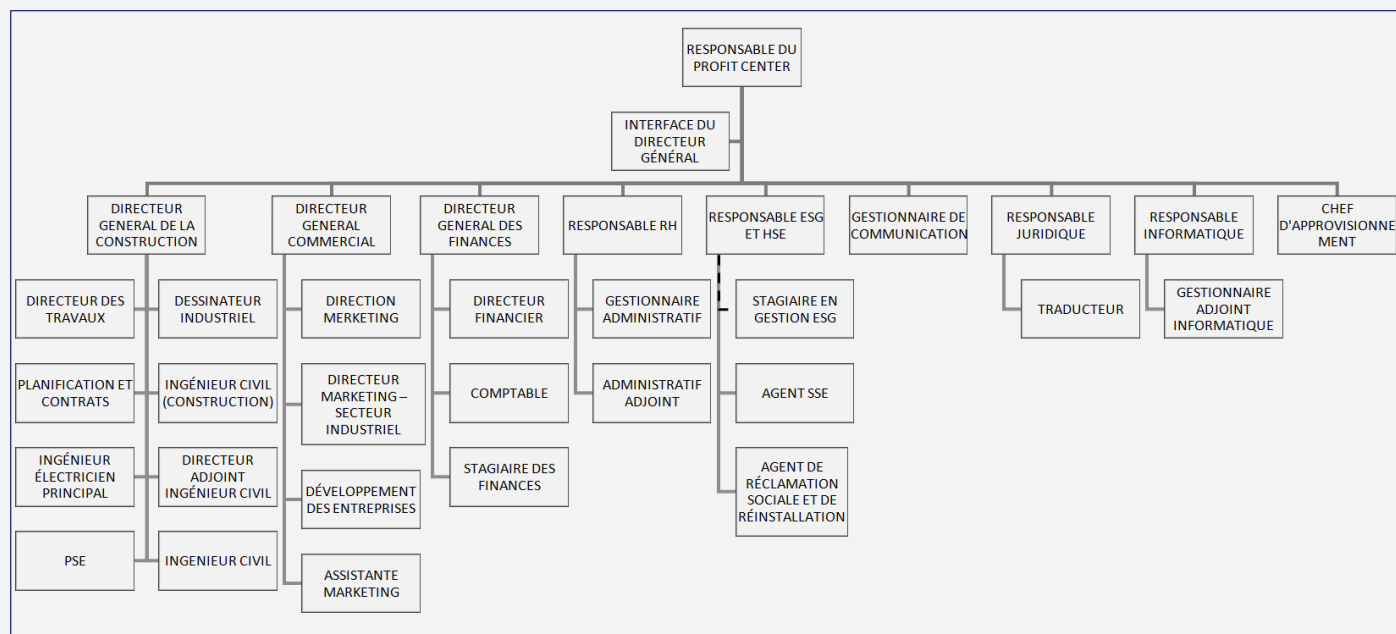
It is essentially a coordinating authority and its organization which is defined as follows:



In addition, the company PIA is incorporated under the legal form as SAS. It is subject that to the rules applicable to this type of company.

3.2. Le cadre administratif

3.2.1. Organigramme de PIA



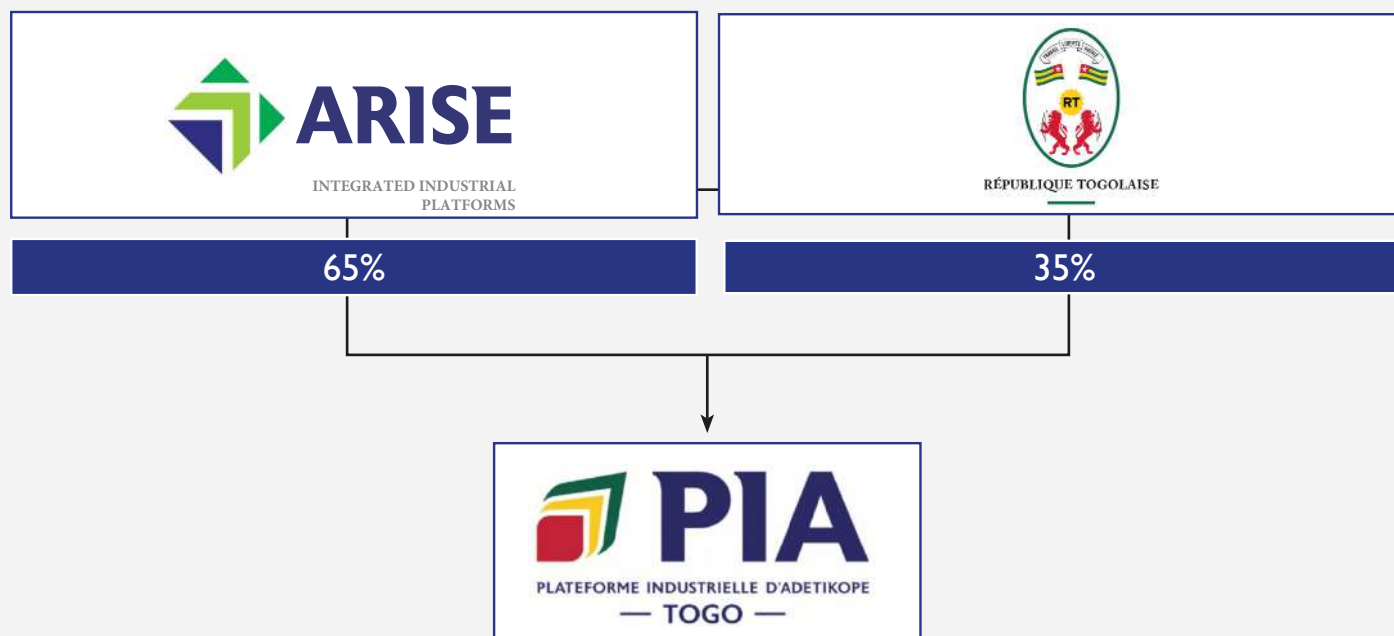
3.2. The administrative framework

3.2.1. Organisation Chart of PIA

3.2.2. Institutions administratives de PIA

3.2.2.1. Organe de Développement et de Gestion

L'État a confié le développement de la plateforme ainsi que la création d'un écosystème industriel, à la société «Plateforme Industrielle Adétikopé SAS» ou «PIA-SAS», qui est une société formée entre Arise Special Economic Zone et la République du Togo, dont le capital est détenu comme suit :



ARISE IIP, l'actionnaire majoritaire de PIA, a pour activité principale le développement de zones économiques spéciales en Afrique, couvrant tous les besoins industriels à travers la chaîne de valeur.

Constitué à l'île Maurice, Arise IIP est soutenu par deux actionnaires de premier plan :

- Olam International (49,5 %), une entreprise agroalimentaire de premier plan (25 milliards de dollars de chiffre d'affaires) qui possède une grande expertise dans l'agro-transformation et une connaissance inégalée de l'environnement commercial africain (présente dans 25 pays).
- Africa Finance Corporation (50,5 %), une institution financière multilatérale de développement panafricaine disposant d'un accès privilégié aux gouvernements africains et à un réseau d'investisseurs internationaux clés.

Elle vise à libérer le plein potentiel des économies et à créer 4 millions d'emplois. Elle offre une approche unique sur le continent et constitue une proposition de valeur unique pour les gouvernements à la recherche de partenaires dans leur cheminement vers l'émergence et le développement rapide de leurs économies.

3.2.2. Administrative Institutions of PIA

3.2.2.1. The Development and Management Body

The State has entrusted the development of the Platform as well as the creation of an industrial ecosystem, to the company "Platform Industrial Adetikopé SAS" or "PIA-SAS", whose capital is held as follow :

ARISE IIP, the majority shareholder of PIA, core business is developing Special Economic Zones in Africa, covering all industry needs across the value chain.

Incorporated in Mauritius, Arise IIP is backed by 2 prominent shareholders :

- Olam International (49.5%), a leading agribusiness (USD 25bn turnover) with extensive expertise in agro-processing and an unparalleled knowledge of the African business environment (presence in 25 countries).
- Africa Finance Corporation (50.5%), a pan-African multilateral development financial institution with privileged access to African governments and to a network of key international investors.

The company aims at unleashing the full potential of economies and creating 4 million jobs. It offers a unique approach on the continent and is a one-of-its-kind value proposition for governments seeking partners in their journey towards the emergence and rapid development of their economies.

Avant le Togo, elle a déjà fait ses preuves en Afrique, notamment :

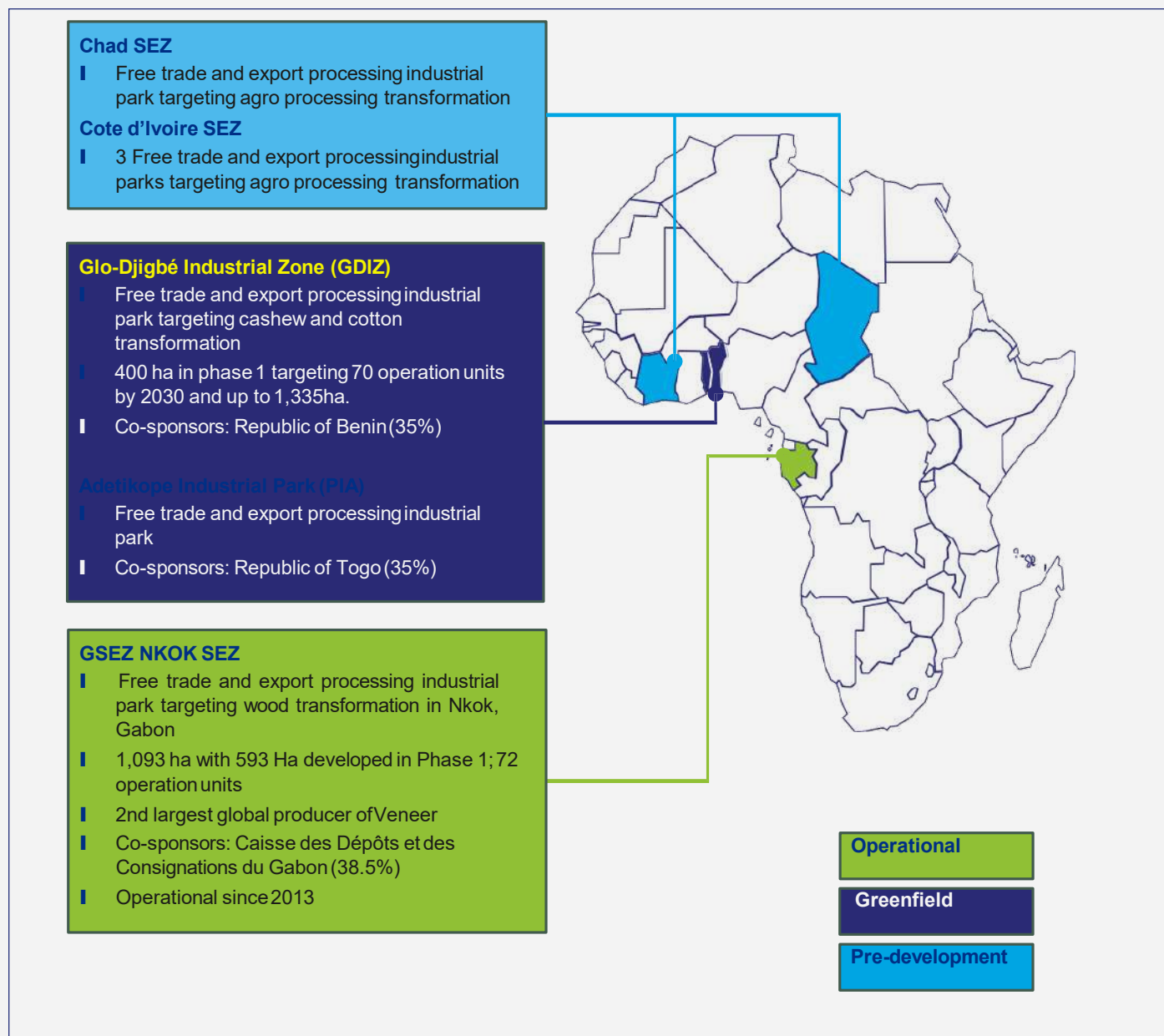
- au Gabon, où la plateforme est opérationnelle depuis 2013,
- au Bénin avec une phase d'installation en cours de développement et
- au Tchad et en Côte d'Ivoire, phase en cours de pré-développement.

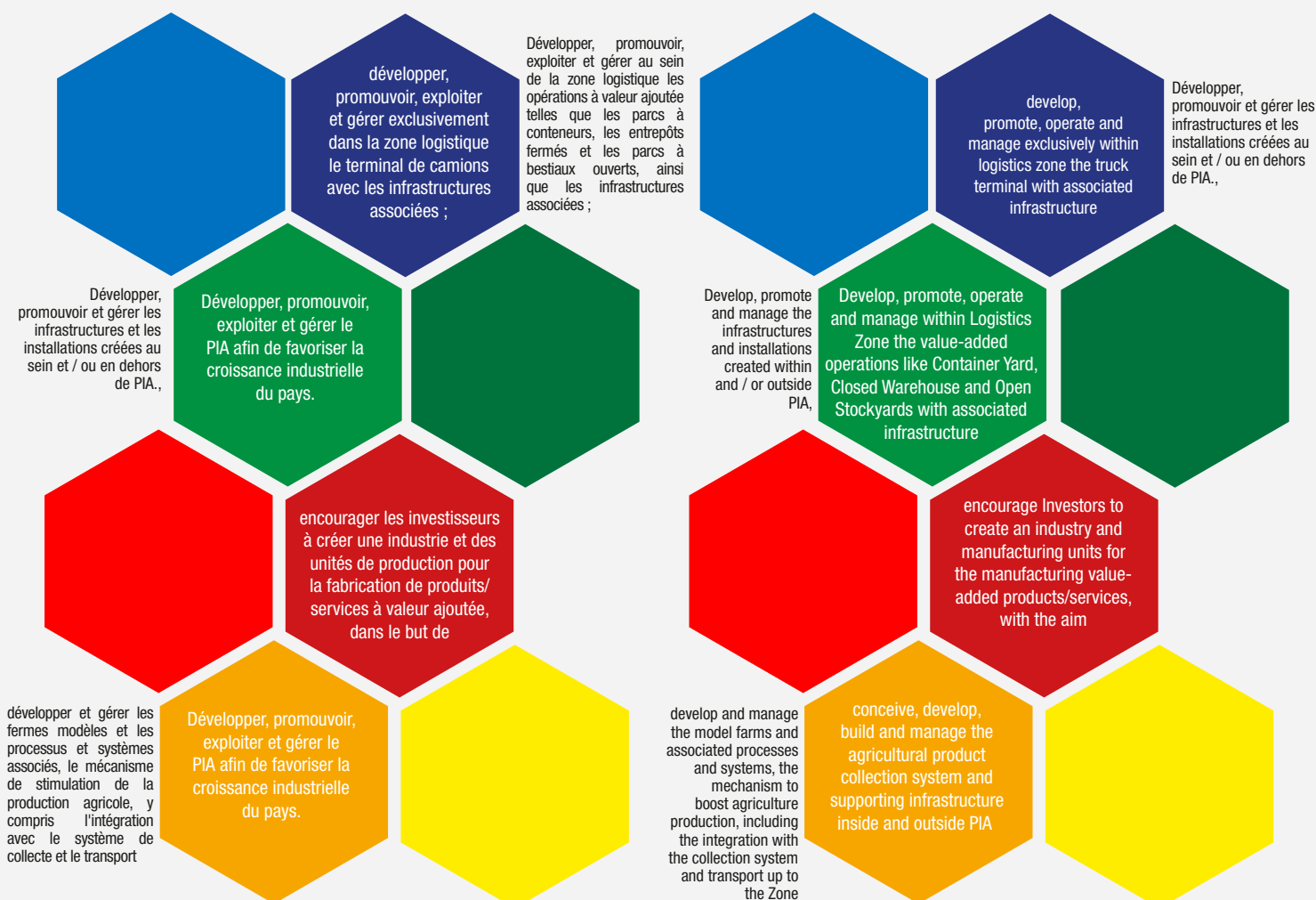
Les missions de PIA SAS sont de développer, exploiter et gérer la plateforme pour favoriser la croissance de l'industrialisation du pays.

Before Togo, it has already proved its worth in Africa, including :

- in Gabon, where the platform has been operational since 2013,
- in Benin with an installation phase under development and
- Chad and Ivory Coast, phase under pre-development

The missions of PIA SAS are to develop, operate and manage the platform to promote the growth of the industrialization of the country.





3.2.2.2. Le guichet unique

Le guichet unique est l'autorité administrative du PIA qui représente les intérêts de l'Etat togolais au sein du PIA. A travers l'Autorité de Coordination du Guichet Unique créée par le décret n°2021-056 adopté le 14 mai 2021 (ci-après dénommée « guichet unique »), cette institution héberge toutes les autorités et services administratifs de l'Etat togolais qui recevront et traiteront, selon le cas, les différentes demandes d'Agrément, de permis, de licences, d'enregistrements et autres autorisations soumises par les Investisseurs qui souhaitent s'établir dans le PIA et qui interviennent dans la supervision et la gestion des sociétés établies dans le PIA.

3.2.2.3. Champ d'application de l'Autorité de coordination des dédouanements à guichet unique

En tant que mesure de facilitation des affaires, le guichet unique est conçu pour aider les investisseurs durant leur aventure commerciale dans PIA. Le guichet unique accueillera des administrations et des départements pour accélérer les procédures administratives, telles que celles qui concernent les exigences fiscales, juridiques, douanières et d'immigration. Le guichet unique comprend les institutions administratives et les départements énumérés ci-dessous (détail à l'annexe I6) :

3.2.2.2. The Single Window Clearance Coordination Authority (SWCCA)

The SWCCA is the administrative authority of the PIA which represents the interest of the Togolese State within the PIA. Through the Coordination Authority of the Single Window Clearance established by decree n°2021-056 adopted on 14th of May, 2021 (hereinafter referred as to "SWC"), this institution hosts all the administrative authorities and services of the Togolese State which will receive and treat, as the case may be; the various requests for Approval, permits, licenses, registrations and other authorizations submitted by Investors who wish to establish themselves in PIA involved in the supervision and the management of companies established within PIA.

3.2.2.3. Scope of the Single Window Clearance Coordination Authority

As a business facilitation measure, the SWCCA is designed to help Investors during their business venture in the PIA. The SWC will house administrations and departments to expedite administrative procedures, such as those that concern fiscal, legal, customs and immigration requirements. The SWC comprise administrative institutions and departments listed below (details on Appendix I6):

- l'Office togolais des recettes (OTR) ;
- l'Agence nationale de la promotion des investissements - zone franche (« API-ZF ») ;
- la direction générale du commerce intérieur ;
- la direction générale des industries ;
- la direction du conditionnement et de la métrologie légale ;
- l'Institut national de la propriété industrielle et de technologie (« INPIT ») ;
- l'Agence nationale de gestion de l'environnement (« ANGE ») ;
- l'Agence nationale pour l'emploi (« ANPE ») ;
- la Caisse nationale de sécurité sociale (« CNSS ») ;
- la direction générale du travail et des lois sociales ;
- le Centre de formalités des entreprises ;
- la direction générale de la documentation nationale ;
- le ministère de la sécurité et de la protection civile ;
- l'Agence togolaise de sécurité alimentaire (« ANSAT ») ;
- l'Agence togolaise de normalisation ;
- le Port autonome de Lomé (« PAL ») ;
- la Société d'exploitation du Guichet unique pour le commerce extérieur au Togo (SEGUCE) ;
- la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat ;
- la direction de la protection des végétaux ;
- l'Institut national d'assurance maladie (« INAM ») ;
- la direction de l'environnement ;
- la direction des ressources forestières ;
- l'Office de développement de l'exploitation forestière (« ODEF ») ;
- le Conseil national des chargeurs du Togo ;
- l'Institut national de la statistique économique et démographique (« INSEED »).

Le guichet unique fournira, sans être exhaustif, les services suivants :

- faciliter les procédures liées à la création des entreprises, y compris tous les enregistrements et formalités pour les opérations légales des entreprises dans PIA, tels que la délivrance du numéro du registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM), le numéro d'immatriculation fiscale ainsi que leur enregistrement auprès des organismes compétents, tels que l'enregistrement auprès de la direction du travail, du service de la sécurité sociale ;
- délivrer les agréments assortis d'avantages fiscaux soit dans le cadre de la loi N° 2011-18 du 24 juin 2011 portant statut de la Zone Industrielle Franche et son décret d'application, soit dans le cadre du régime de la loi N° 2019-005 du 17 juin 2019 portant Code des Investissements en République

- Office Togolais des Recettes (OTR) ;
- Agence Nationale de la Promotion des Investissements - Zone Franche (« API-ZF ») ;
- Direction Générale du Commerce Intérieur ;
- Direction Générale des Industries ;
- Direction du Conditionnement et de la Métrologie Légale ;
- Institut national de la propriété industrielle et de technologie (« INPIT ») ;
- Agence Nationale de Gestion de l'Environnement ;
- Agence Nationale pour l'Emploi (« ANPE ») ;
- Caisse Nationale de Sécurité Sociale (« CNSS ») ;
- Direction Générale du Travail et des Lois Sociales ;
- Centre de Formation des Entreprises ;
- Direction Générale de la Documentation Nationale ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Agence Togolaise de Sécurité Alimentaire (« ANSAT ») ;
- Agence Togolaise de Normalisation ;
- Port Autonome de Lomé (« PAL ») ;
- Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE) ;
- Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- Direction de la Protection des Végétaux ;
- Institut National d'Assurance Maladie (« INAM ») ;
- Direction de l'Environnement ;
- Direction des Ressources Forestières ;
- Office de Développement de l'Exploitation Forestière (« ODEF ») ;
- Conseil National des Chargeurs du Togo ;
- L'Institut National de la Statistique Economique et Démographique (« INSEED »).

The SWCCA will provide, without being exhaustive, the following services:

- facilitate the procedures related to the creation of companies, including all registrations and formalities for the legal operations of companies in PIA, such as the issue of the number of trade and personal property credit register (RCCM-company identification number), fiscalimmatriculation number as well as their registration with the competent agencies, such as registration with the labor service, social security service;
- to issue the approvals bearing tax advantages either under law N° 2011-18 of June 24, 2011 establishing the statute of a Free Industrial Zone and its implementing decree, or under the regime Law No. 2019-005 of June 17, 2019 on Investment Code in the Republic Togolese and its implementing

Togolaise et son décret d'application, sur la base de la convention signée avec l'Unité, relative aux opérations autorisées et aux Agréments y afférents.

- faciliter les procédures d'obtention et de délivrance de tout agrément, autorisation de licence jugée nécessaire au bon fonctionnement des Unités tel que le certificat d'environnement, la carte d'import/export, le certificat d'origine, la licence phytosanitaire, le visa d'immigration, le visa de contrat de travail d'étranger.
- autorisations et agréments réglementaires nécessaires au bon fonctionnement des Unités sous réserve de l'accomplissement des formalités administratives, y compris les coûts et frais qui peuvent être applicables dans le cadre du régime choisi par l'Investisseur ;
- recevoir, traiter et contrôler toutes les déclarations fiscales, douanières et sociales ainsi que toute autre obligation imposée aux entreprises ;
- délivrer les permis de construire après présentation des documents requis : notamment les plans d'architecture recommandés par PIA SAS conformément au plan directeur et le certificat de conformité de l'architecte ;

decree, on the basis of the agreement signed with the Unit, relating to authorized operations and related Approvals.

- to facilitate the procedures for obtaining and issuing any approval, license authorization deemed necessary for the proper functioning of the Units such as certificate of environment, import/export card, certificate of origin, phytosanitary license, immigration visa, visa on foreigner employment contract.
- authorizations and regulatory approvals necessary for the proper functioning of the Units subject to the completion of administrative formalities, including the costs and charges that may be applicable within the framework of the regime chosen by the Investor;
- to receive, process and control all tax, customs and social security declarations as well as any other obligation imposed on companies;
- to issue the building permits after presentation of the required documents: including architectural plans as recommended by PIA SAS in accordance with the master plan and the architect's certificate of conformity;

3.3. Plan directeur

3.3.1. Vue d'ensemble

Le plan directeur de PIA SAS présente une vision globale avec un projet en deux phases principales :

- Phase 1 : Zone de développement 129.47 Ha, zone d'extension 54.21 Ha
- Phase 2 : Zone de développement : 878,45 Ha.

Les deux phases sont reliées par une route de liaison de 60 m de large et 8,92 km de long.

3.3. Master plan

3.3.1. General overview

The PIA SAS Master Plan presents an overall vision with a project in two main phases:

- Phase 1: Development Area 129.47 Ha, Extension development 54.21 Ha
- Phase 2: Development Area: 878.45 Ha.

The two phases are connected by 60 m wide and 8.92 Kms long link road.

MASTER PLAN (Phase 1 + Phase 1 Ext. + Phase 2)



Figure 6 : Plan directeur Final

Figure 6 : Final master plan

MASTER PLAN (Phase 1)

Phase 1 Site Area: 129.47 Ha.

PIA: Area Statement Phase - 1		
LAND USE	Area (Ha.)	%
Industrial North of MC01	20.52	33%
Industrial South of MC01	22.63	
Truck parking	10.75	8%
ICD	20.28	16%
Warehousing	13.39	10%
Dry Storage	7.13	6%
Commercial	1.88	1%
Residential (R-1)	1.59	1%
Facilities Revenue Generating	3.05	5%
Facilities/ Utility Non Revenue Generating	4.05	
Road	14.18	12%
Water Body	6.74	8%
Green	3.28	
Site Area in Phase 1	129.47	100%

LEGEND:

INDUSTRIAL	PARKING
RESIDENTIAL	FACILITY
COMMERCIAL	GREEN
WAREHOUSE	SLOPE STABILIZATION GREEN
CONTAINER YARD	TREE PLANTATION GREEN
COTTON BALES	LANDSCAPING GREEN
WATER BODY	

Towards Tsevie

Towards Lomé

To Phase 1 Ext.

PIA
Plateforme Industrielle d'Adétikopé

Figure 7 : Master plan (phase 1)

Figure 7 : Master plan (phase 1)

MASTER PLAN (Phase 1 Extension)

Phase 1 Ext. Site Area: 54.21 Ha.

PIA: Area Statement Phase – 1 Ext.		
LAND USE	Area (Ha.)	%
Industrial	43.75	81%
Residential	1.90	4%
Facilities	2.60	5%
Green	0.58	1%
Road	5.38	10%
Site Area in Phase 1 Extension	54.21	100%



Figure 8 : Plan directeur (Phase 1 Extension)

Figure 8 : Master plan (Phase 1 Extension)



MASTER PLAN (Phase 2)

Phase 2 Site Area: 878.45 Ha.

PIA: Area Statement Phase - 2		
LAND USE	Area (Ha.)	%
Industrial Park	550.08	63%
Industrial	196.03	22%
Residential	26.96	3%
Commercial	14.00	2%
Cotton Storage	8.66	1%
Facilities	19.18	2%
Utilities	17.61	2%
Green	17.23	2%
Road	28.71	3%
Road (ROW Widening)	8.13	1%
Total Site Area in Phase 2	878.45	100%

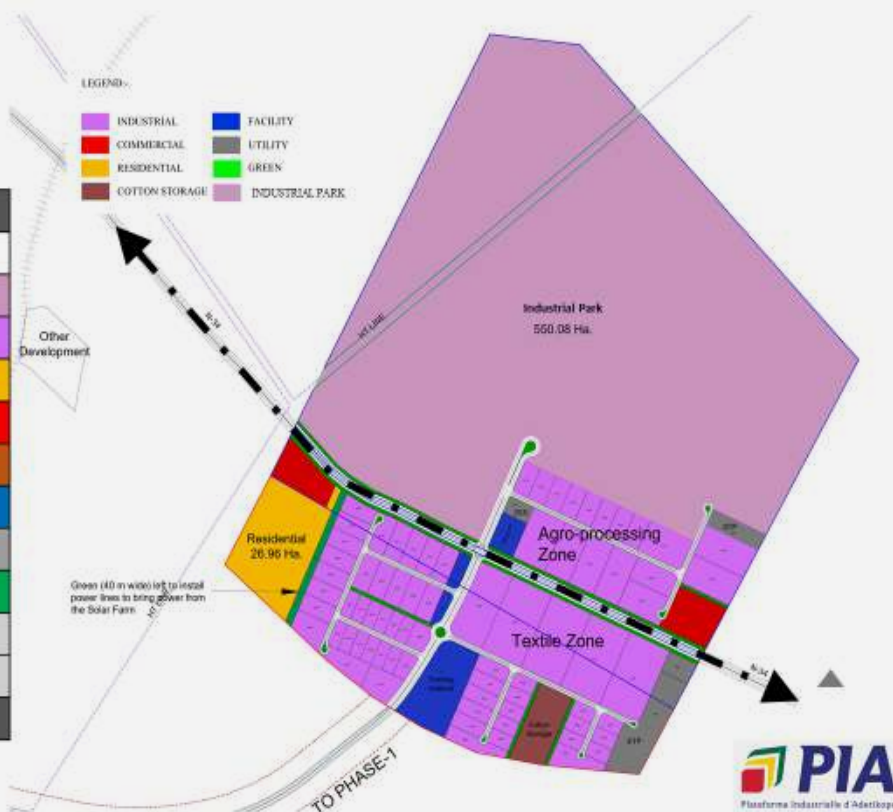


Figure 9: Plan directeur (Phase 2)

Figure 9: Master plan (Phase 2)

3.3.2. Localisation et routes d'accès à PIA

Le site du projet est stratégiquement situé sur la route nationale N°1 et est reliée au sud, au port de Lomé et au nord, aux pays enclavés tels que le Burkina Faso, le Niger et le Mali. La nationale N°1 est le principal corridor de circulation pour toutes les marchandises transportées à destination et en provenance des pays enclavés intérieurs, de l'arrière-pays togolais et du port de Lomé. Sa proximité avec Lomé, grand centre urbain et capitale du Togo, en fait le site idéal pour le développement industriel.

3.3.2. Location and Access to PIA

Project site is strategically located on the National Highway - N1, connected to the south to Lome Port and to the north to landlocked countries Burkina Faso, Niger and Mali. N1 is the key corridor of movement for all goods transported to and from the interior landlocked countries and Togo hinterland, and Port of Lome. Its proximity to Lome, major urban center and capital city of Togo, makes the project site the ideal location for industrial development.

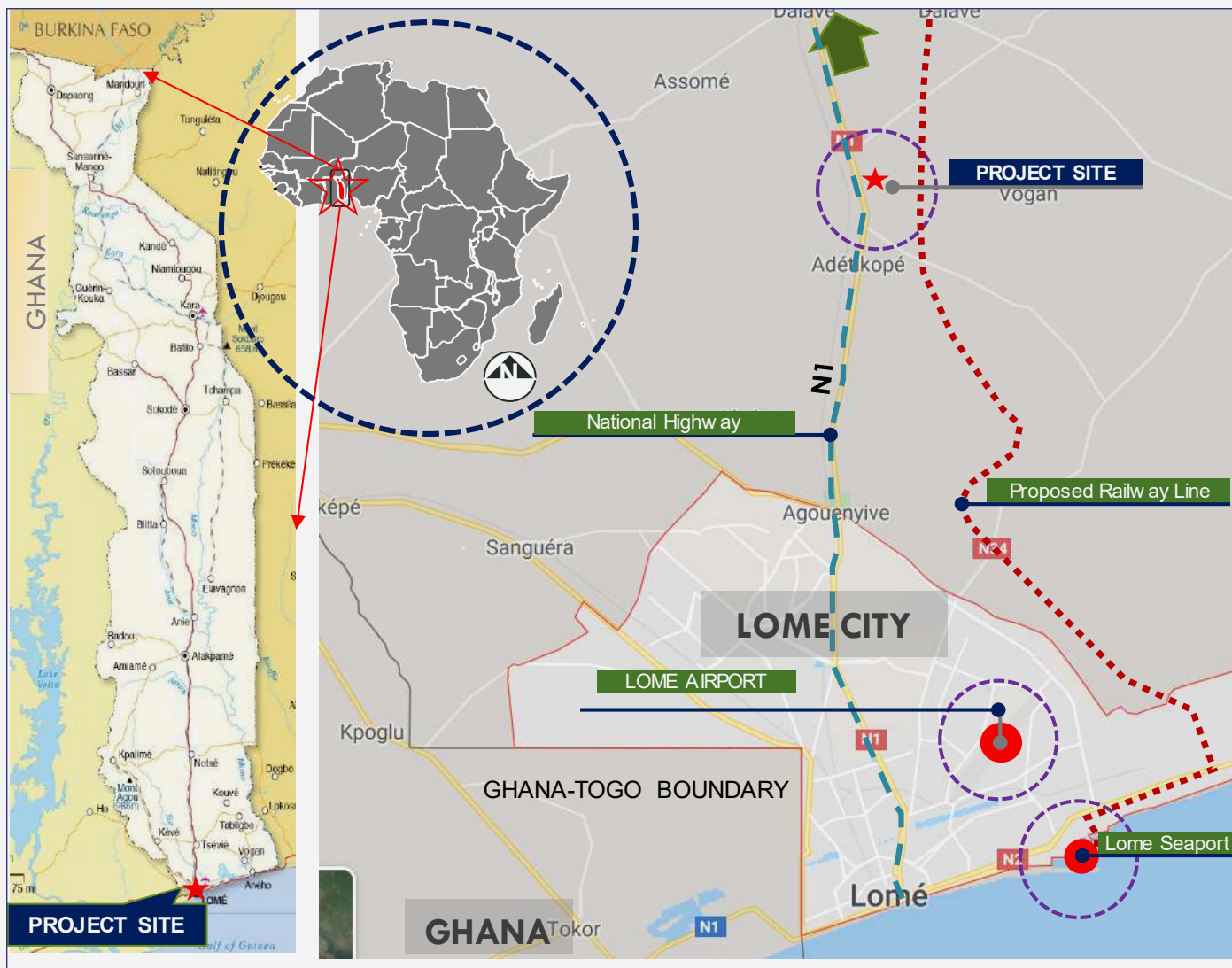


Figure 10: Accès à PIA

Figure 10 : Access to PIA

3.3.3. Accès terrestres

3.3.3.1. Routes

PIA est dans un emplacement premium : 27 km du port de Lomé et 24 km de l'aéroport.

Directement relié à la route nationale N°1, le corridor Nord-Sud relie le Nord Togo (et le Niger, le Burkina) au Sud Togo, et à moins de 30 km de la route, le corridor Ouest-Est relie Lomé, Accra et Lagos.

Le dispositif routier avantageux de la PIA s'enonce comme suit :

- le site se trouve à la périphérie de Lomé, où les camions arrivant de l'arrière-pays ne feront pas face au trafic et sont toujours à proximité à 0,40 millions de personnes, soit 20% de la population togolaise, dans un rayon de 50 km, y compris les villes de Tsévié, Aného et Lomé, capitale économique du Togo) ;

3.3.3. Land access

3.3.3.1. Road

PIA is in a premium location: 27 km away from seaport of Lome and 24 km from the airport.

Directly linked to the National Highway (N1) road, the North-South corridor linking North Togo (and Niger, Burkina) to South Togo, and less than 30km away from the road, the West-East corridor linking Lomé, Accra and Lagos.

The road system benefits from the PIA and is adequate vis à vis:

- The site is on the outskirts of congested Lome because of which the incoming trucks from hinterland will not face the traffic and still has Proximity to workforce pool of 0.40m people, or 20% of Togo's population, within a 50 km radius, including cities of Tsevie, Aneho and Lome, Togo's economic capital);

- Adetikope PIA est situé sur la route nationale - couloir N°1, par lequel les peluches de coton sont actuellement transportées du Burkina et du nord du Togo vers le port de Lomé ;
- le site a une façade de 400m sur la route nationale et le gouvernement a convenu de construire un rond-point pleine échelle, adapté au mouvement des camions à conteneurs de 40 pieds, faciliter le mouvement des camions en provenance de l'arrière-pays pour entrer dans PIA qui se trouve de l'autre côté de la route nationale ainsi que la sortie des camions quittant PIA pour se rendre au port ;
- le site sera bien relié à la route côtière de l'Afrique de l'Ouest, ce qui lui donnera une bonne connectivité avec le Ghana, le Bénin et le reste de la région de la CEDEAO.
- Main agricultural production sites and commodity flows: Adetikope IIP is located on the National Highway - NI corridor, through which cotton lint is currently transported from Burkina and North of Togo to the Lome Port;
- The site has a frontage of 400m on the national highway and the government has agreed to build a full-scale roundabout, suitable for movement of the 40 feet container trucks, to ease the movement of trucks coming from hinterland to enter the Adetikope IIP which is on other side of the National highway as well as exit of trucks leaving the IIP to go to the port;
- The site will have good connectivity to the Trans-West African Coastal Highway which will give it good connectivity to Ghana, Benin and rest of ECOWAS Region.

3.3.3.2. Chemin de fer

La ligne de chemin de fer à écartement standard proposée (du port maritime de Lomé au nord du pays) traversera à l'avenir le Parc Industriel d'Adetikope ; ce qui permettra de mettre au point une voie d'évitement ferroviaire spécifique dans le cadre de PIA pour plus de rapidité, de transport fiable et à moindre coût des matières premières depuis le nord du Togo (et le Burkina Faso) et de transport ultérieur des produits finis depuis le parc industriel jusqu'au port.

Le point culminant de la route nationale N°1 et de la ligne de chemin de fer proposée à un point (site) est la seule raison de la sélection de ce site. Il y a donc lieu de préciser que si le tracé ferroviaire est modifié et que la ligne de chemin de fer ne traverse pas le site proposé, la viabilité du projet sera sérieusement touchée.

3.3.4. Accès maritime

Adetikopé est situé à 27 km du port de Lomé, principal canal d'exportation du pays.

3.3.5. Accès aérien

Adetikopé est situé à 24 km de l'aéroport de Lomé qui est un Hub d'aéroport de classe mondiale avec une connexion directe à 27 villes internationales, y compris Paris, Addis-Abeba, New York.

3.3.3.2. Railway

Proposed standard gauge railway line (from Lome seaport to north of country) in future will pass through the Adetikope Industrial Park providing feasibility of developing a dedicated railway siding within IIP for faster, reliable and cheaper movement of raw material from northern part of Togo (and Burkina Faso) and further transport of finished goods from the Industrial Park to the port.

The culmination of National Highway – NI and the proposed railway line at one point (site) is the sole reason for the selection of this site. If the railway alignment is changed and the railway line does not pass through the proposed site, then the viability of the project will be seriously impacted.

3.3.4. Maritime Access

PIA is located at 27km away from seaport of Lome, main export channel of the country.

3.3.5. Air Access

Adetikopé is located at 24 km away from airport of Lome, which is an World-class airport hub with a direct connection to 27 international cities, including Paris, Addis Ababa, NY.

3.3.6. Plan de développement et zonage

Le plan de développement et de zonage se définit comme suit :

3.3.6.1. Développement du réseau routier

Un réseau routier de 16,57 kilomètres de voies est en cours de développement à PIA (Phase I). La conception du réseau routier comprend : la fixation d'une emprise adéquate, la conception géométrique correcte des routes, la conception de voies de transport acceptables conformément aux normes applicables, la mise à disposition de corridors de services publics et de passerelles pour piétons, la mise à disposition d'un tampon vert, intersection, conception de jonctions et conception de sentier pédestre. Les routes ont été planifiées par ordre hiérarchique en fonction du volume de trafic attendu et de la circulation sur le site en fonction de la topographie. Les différentes hiérarchies routières en cours d'élaboration dans le plan directeur sont les suivantes :

- rachis central primaire de 60 mètres (artères),
- rachis central primaire de 45 mètres (artères),
- route avec emprise variant entre 100 et 45 mètres
- route avec emprise variant entre 100 et 45 mètres (route Arterial),
- routes secondaires de 30 mètres (routes secondaires),
- routes tertiaires de 20 mètres (routes collectrices),
- routes tertiaires de 15 mètres (routes collectrices).

3.3.6.2. Développement de la zone industrielle

Des parcelles industrielles de différentes tailles ont été proposées pour répondre à la demande des investisseurs. Les industries couvrent 43,15 Ha de la Phase I, 43,75 Ha de la Phase I Extension et 746,11 Ha de la Phase 2 des terrains de la zone.

3.3.6. Development Plan & Zoning

The development and zoning plan is defined as follows:

3.3.6.1. Development of the Road network

Road Network of 16.57 lane kms is being developed in PIA (Phase I). The road network designing includes the fixing of adequate right of way, correct geometric design of the roads, designing of acceptable carriage ways as per applicable norms, provision of utility corridors, pedestrian walkways, provision of green buffer, intersection, junction designs and footpath design. Roads have been planned in hierarchy depending on the traffic volume expected and circulation for the site according to the topography of the site. The various road hierarchies being developed in the master plan are :

- 60-meter primary central spine (Arterial roads)
- Road with ROW varying between 100 meter and 45 meter (Arterial Road)
- 45-meter primary central spine (Arterial roads)
- 30-meter secondary roads (Sub Arterial roads)
- 20-meter tertiary roads (Collector roads)
- 15-meter tertiary roads (Collector roads)

3.3.6.2. Industrial Land Development

Industrial plots of varying sizes have been proposed to cater to the demand of investors. Industries cover 43,15 Ha in Phase I, 43,75 Ha in Phase I Extension and 746,11 Ha in Phase 2 of the land within the zone.



Figure 11 : Zone Industrielle

Figure 11: Industrial Zone

3.3.6.3. Développement logistique

3.3.6.3. Logistic Development

3.3.6.3.1. Entrepôt

3.3.6.3.1. Warehouse

La zone d'entrepôt couvre 10% de la zone industrielle-Phase I et propose d'avoir des hangars de stockage de 13,39 ha. Les hangars de stockage sont des structures d'amarrage et sont prévus pour stocker le coton et les matières premières agricoles ainsi que les produits finis.

The warehouse zone covers 10% of the Industrial zone-Phase I and proposes to have storage sheds of 13,39 ha. The warehouse sheds are docking structures and envisaged to store cotton and agro raw material as well as finished products.



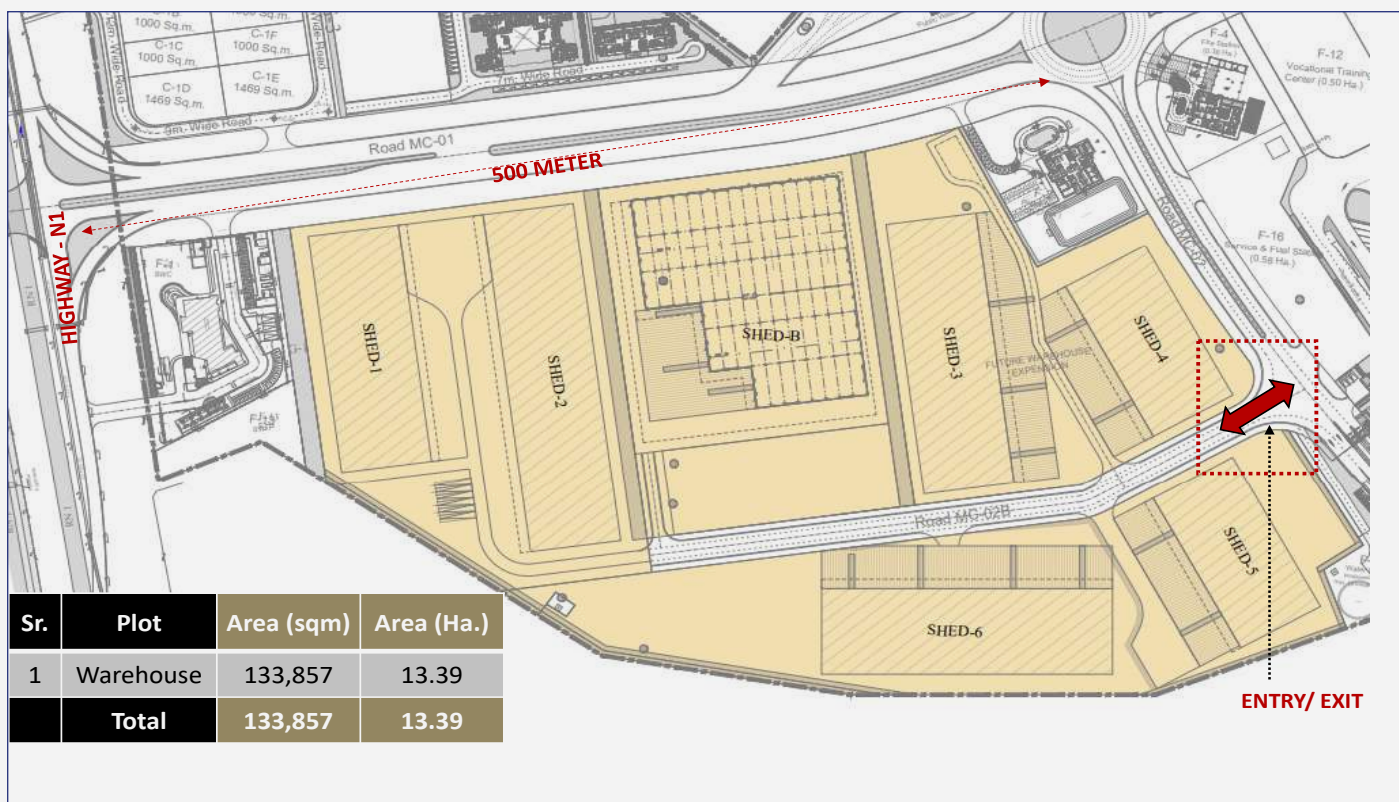


Figure 12 : Aménagement proposé pour bentrepôt

Figure 12: Proposed Warehouse Layout

En outre, PIA dispose d'un site supplémentaire à l'extérieur de la plateforme appelé Parc Industrielle de Lomé. Il contient des entrepôts industriels et des entrepôts sous douane. Il se distingue non seulement par son cadre unique, propice à l'installation d'unités industrielles modernes, mais aussi par sa situation géographique décrite ci-dessous :

PIA owns an additional site outside the platform called "PIA Annex". It contains industrial warehouses and bonded warehouses. It is distinguished not only by its unique setting, suitable for the installation of modern industrial units, but also by its geographical situation described below.



LES INSTALLATIONS
EN COURS...



LES INSTALLATIONS
EN COURS...





3.3.6.3.2. Dépôt intérieur de conteneurs (DIC)

Le dépôt intérieur de conteneurs est l'un des principaux composants de ce développement, y compris l'entreposage pour le remplissage / déstockage, dépôt de conteneurs pour le chargement et le déchargement et le stockage des conteneurs, la réparation des conteneurs et zone de nettoyage. On s'attend à ce que la cargaison arrive dans cette cour à conteneurs par camion et soit répartie sur plusieurs modes de transport pour être livrée aux clients intérieurs. Ce chantier contiendra à la fois des conteneurs d'importation (importés au Togo : pour la consommation et le transit de Lomé et du Togo) et d'exportation (exportés du Togo : produits dans l'arrière-pays de Lomé et du Togo et pour le transit).

Par ailleurs, une superficie de 20,28 ha est en cours de développement pour le DCI avec un volume de conteneurs d'environ 574 235 d'ici 2030, sur la base des études de marché et de l'estimation d'approvisionnement en matières premières de l'équipe d'ARISE.

3.3.6.3.2. Inland Container Depot (ICD)

ICD is one of the main components of this development including warehousing for stuffing/ destuffing, container yard for loading and unloading and storage of containers, container repair and cleaning zone. Cargo is expected to arrive at this container yard in trucks and be distributed over several modes of transportation for delivery to inland customers. This yard will hold both import (Imported in Togo: for Lomé & Togo hinterland consumption and for transit) and export (Exported from Togo: produced in Lomé & Togo hinterland and for transit) containers.

An area of 20,28 ha is being developed for ICD with container volume of approximately 5,74,235 by year 2030 based on the market research and demand estimation of the ARISE team.

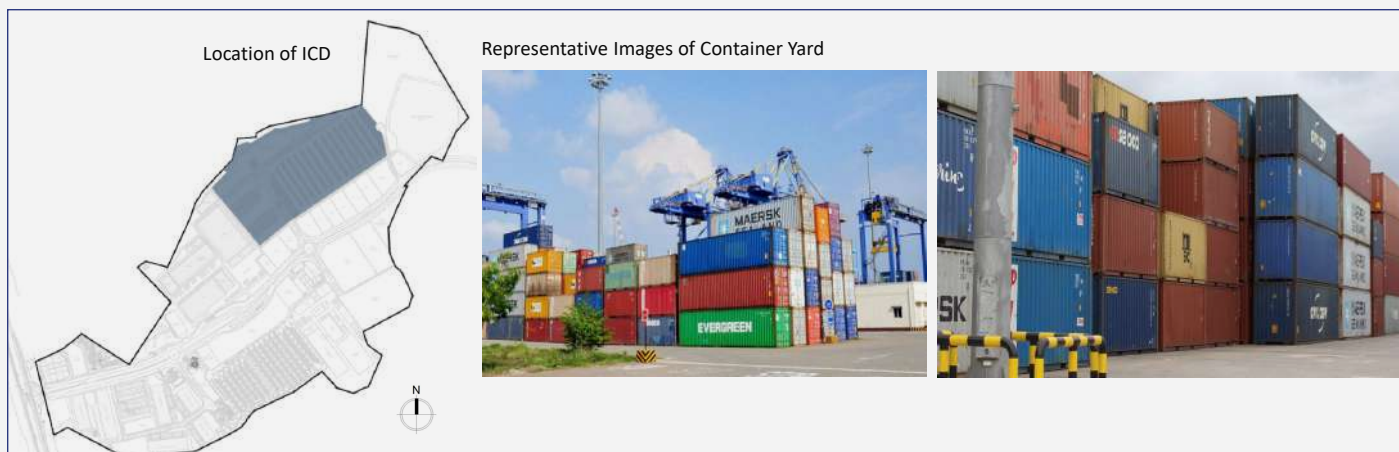


Figure 13: Disposition proposée de ICD

Le nombre total de fentes au sol proposées pour les conteneurs est de 4382 (4071 sont des conteneurs pleins, 278 sont des conteneurs vides et 33 sont des conteneurs réfrigérés). Compte tenu d'une pile de 04 conteneurs, le nombre total de conteneurs pouvant être hébergés sur le site est de 17 528. La conception du DCI s'est faite en fonction des normes internationales et des codes de sécurité.

Un bâtiment administratif de dédouanement est proposé à l'entrée du DCI pour créer une unité opérationnelle bien unie avec un minimum de dépendances externes.

Figure 13: Proposed ICD Layout

Total number of container ground slots proposed is 4382 (4071 are full containers, 278 are empty containers and 33 are reefer containers). Considering a stack of 04 containers, total number of containers that can be accommodated on site is 17,528. The design of the ICD has been done based on international standards and safety codes.

An administrative Custom Clearance Building is proposed at the entrance to the ICD to create a well-knit operational unit with minimal external dependencies.

Item	Measurements (Meters)	Graphic Representation
Container Size (Single Unit) (In Plan)	6.1 x 2.5	
Containers accessible from one side (Rows of 03) (In Plan)	6.1 x 7.8	
Containers accessible from both sides (Rows of 06) (In Plan)	6.1 x 15.6	
Lane width in front of mutually facing containers accessible from both sides (In Elevation)	18 mt.	

Figure 14 : Spécifications techniques et représentations d'images



Image of Check Post



Images of Reach Stacker

Figure 14: Technical Specifications and Image representations

3.3.6.3.3. Terminal de camions

La zone du terminal de camions, avec une capacité de stockage de 484 camions, a été développée sur une superficie consolidée de 10,75 ha. Les camions du port de Lomé et de l'arrière-pays seront ainsi approvisionnés. Ce projet de terminal pour camions améliorera le lien entre les performances des différentes passerelles de l'arrière-pays et entre les passerelles de transport internationales et le transport intérieur.

À l'heure actuelle, en raison du manque d'installations complètes, les camions sont stationnés au hasard, soit le long des routes ou dans tout espace vacant disponible. Le terminal de camions vise à résoudre ce problème et à simplifier le stationnement des camions. Ce terminal agira comme des centres pour la mise en commun et la distribution des biens.

Les terminaux de camions proposés auront diverses installations et commodités, y compris le bâtiment administratif, le restaurant, les toilettes et les salles de sécurité, etc.

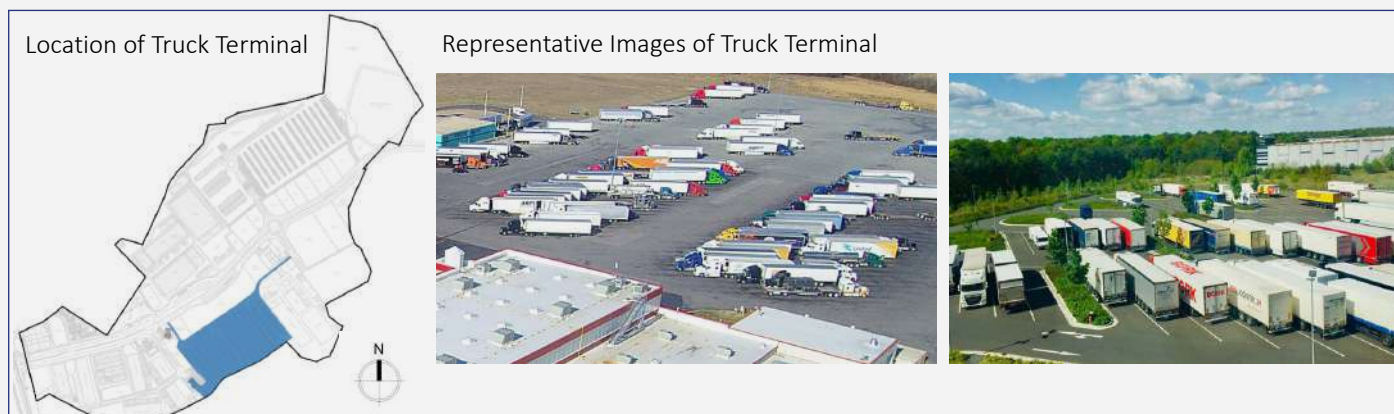


Figure 15 : Stationnement proposé pour les camions

3.3.6.3.3. Truck terminal

The truck terminal area with holding capacity of 484 trucks has been developed over a consolidated area 10.75 ha. This will cater to the trucks from Lomé port as well as from the hinterland. This proposed truck terminal will enhance the performance linkage between different hinterland gateways and between international transport gateways with domestic transport.

Presently, due to lack of comprehensive facilities, trucks are parked in a haphazard manner, either along the side of the roads or in any available vacant space. The truck terminal aims to solve this problem and make the parking of trucks more streamlined. This will act as centers for the pooling and distribution of goods.

The proposed truck terminals will have various facilities and amenities including administrative building, Eatery & toilets, security rooms etc.

3.3.6.3.4. Entreposage à sec et entreposage du coton

Le parc de stockage sec, d'une superficie de 7,13 ha, et le parc de stockage du coton de 8,66 ha, d'une superficie de 8,66 ha, ont été aménagés. Ils serviront de zone de manutention où seront stockées les matières premières, telles que le coton et les textiles, les autres produits agroalimentaires (soja, noix de cajou, riz, maïs, etc.), le traitement du marbre, etc.

3.3.6.3.4. Dry storage and cotton storage

The dry storage yard with an area of 7,13 ha and cotton storage of 8,66 ha has been developed which will act as a handling area where raw materials e.g. cotton & textiles, other agro-processing (soybean, cashew, rice, maize etc.), marble processing etc., will be stored.



Figure 16 : Emplacement proposé de l'entreposage à sec

Figure 16: Proposed Location of dry storage

3.3.6.4. Développement commercial

La zone commerciale de 1,88 ha de la phase I et de 14 ha de la phase 2 est proposée en tant qu'utilisation du sol de soutien pour les zones industrielles et résidentielles et pour les établissements locaux environnants. La zone commerciale proposée dans la phase I est stratégiquement située avec un accès direct sur l'autoroute et le long de l'axe central MC-01. Le plan prévoit délibérément une façade de 90 mètres pour les commerces sur l'autoroute NI en gardant à l'esprit la viabilité économique.

La zone commerciale comprend le magasinage, la vente au détail, les bureaux, les banques, les guichets automatiques, etc. Il est proposé d'en faire un quartier d'affaires avec des installations publiques ouvertes pour la vente au détail, l'accueil et les utilisations commerciales.

3.3.6.4. Commercial Development

The commercial 1,88 Ha of the Phase I and 14 Ha of the Phase 2 is proposed as a supporting land use for industrial and residential zone and for the surrounding local settlements. The proposed Commercial zone in phase I is strategically located with direct access on the highway and along the Central Spine MC-01. The plan deliberately provides frontage of 90 meters to commercial upon the highway-NI keeping in mind the economic viability.

Commercial zone includes shopping, retail, offices, banks, ATMs etc. It is proposed to be developed as a business district with public open amenities for retail, hospitality as well as business uses.



Representative Images of Commercial Area



Figure 17 : Emplacement proposé des terres commerciales

Figure 17: Proposed Location of Commercial Land Area

3.3.6.5. Développement résidentiel

Des logements pour les travailleurs sont en cours d'aménagement sur une superficie de 1,59 ha en phase I; 1,90 ha en Phase I Extension et de 26,96ha en phase 2. Un quartier résidentiel bien conçu augmentera la qualité de vie de la population de la zone.

3.3.6.5. Résidentiel Development

Residential accommodation for the workers is being developed in an area of 1,59 Ha in Phase I; 1,90 Ha in Phase I Extension and 26,96 Ha in Phase 2. A well-planned residential augment the quality of life of the population in the Zone.

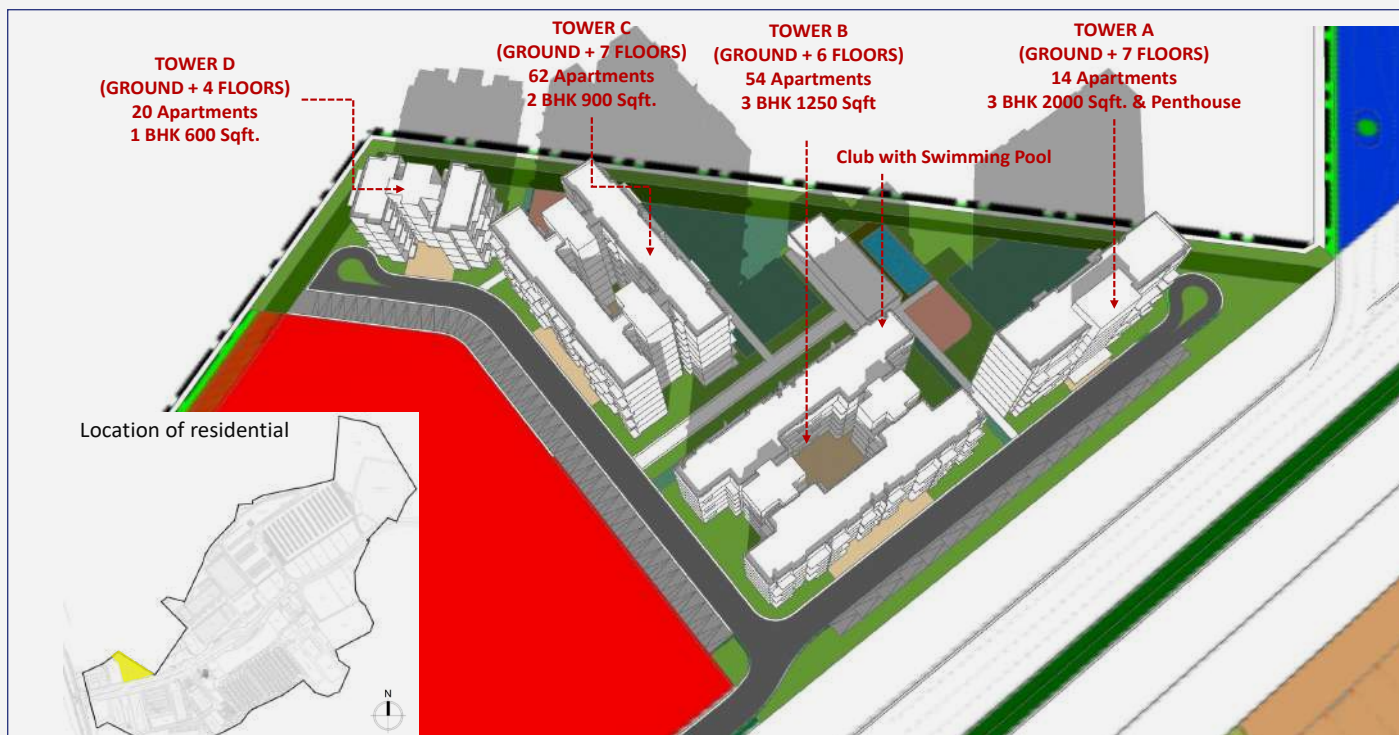


Figure 18 : Plan du site résidentiel proposé et volumétrie

Figure 18: Proposed Residential Site Plan & Massing

3.3.7. Les installations

Des installations ont été prévues sur une superficie de 7,10 ha en phase I, de 2,6 ha en phase I extension et de 19,18 ha en phase 2 à divers endroits et nœuds le long de l'axe principal. Ces nœuds sont des installations essentielles au fonctionnement du parc industriel et améliorent la qualité de vie des travailleurs et des visiteurs du parc. Les installations sont classées en installations génératrices de revenus et en installations non génératrices de revenus.

3.3.7.1. Installations génératrices de revenus :

3.3.7.1.1. Centre de formation professionnelle

Le centre de formation professionnelle (CFP) a été proposé à côté des unités de confection et de textile. Le CFP prévoit de faciliter la «formation professionnelle» évolutive de la main-d'œuvre engagée dans la fabrication de textiles. Le CFP de l'unité de confection et de textile sera axé sur le développement des compétences dans les secteurs de la filature, du tissage, du traitement et de la confection de l'industrie textile.

3.3.7.1.2. Service et station d'essence

Deux stations-service ont été proposées dans le plan directeur de la phase I. Les deux sont facilement accessibles.

Il s'agit d'une première station d'essence située sur le premier rond-point (sur la colonne principale) et d'une seconde prévue avec un centre de services (entretiens et réparations des camions arrivant au terminal) et partageant une limite avec la zone de stationnement de camions.

3.3.7. Facilities

Facilities have been planned with an area of 7,10 Ha in Phase I, 2,6 Ha in Phase I Extension and 19,18 Ha in Phase 2 at various location and nodes along the major spine. These nodes are facilities essential for the working of the industrial park and enhance the quality of life of the workers and visitors to the park. Facilities are categorized into revenue generating facilities and non-revenue generating includes:

3.3.7.1. Facilities with potential for Revenue Generation :

3.3.7.1.1. Vocational Training Center

Vocational Training Center (VTC) has been proposed next to the Garmenting and Textile Units. VTC plans to facilitate scalable "skill training" to the workforce engaged in the manufacture of textile. The Garmenting and Textile unit VTC will be focused for development of skill in spinning, weaving, processing and garmenting sectors of the textile industry.

3.3.7.1.2. Service and Fuel Station

Two fuel stations location have been proposed in the phase I master plan. Both these are easily accessible.

One fuel station is located on the first roundabout on the main spine. Multi excel goods and personal two or four vehicles can access the fuel station. The second is planned with service center and shares a boundary with the Truck parking area. The service center will cater to the maintenance and repairs of trucks coming to the truck terminal and will be a value-added service to the truckers.

3.3.7.1.3. Restaurants

Des restaurants et toilettes ont été planifiés tactiquement à côté de l'entrée du stationnement des camions et à proximité de la zone d'entreposage qui répondra aux camionneurs qui passent la plupart du temps sur la route pour fournir des repas de qualité et l'accès aux équipements. Les points de restauration prévoient de fournir les commodités que les camionneurs désirent dans un restaurant, comme la nourriture tard le soir, les petits déjeuners tôt le matin, les toilettes, ou l'accès gratuit à internet.

3.3.7.1.4. Bâtiment administratif

Le bâtiment administratif doit répondre aux exigences en vigueur et opérationnelles.

3.3.7.2. Installations non génératrices de revenus

3.3.7.2.1. Immeuble du guichet unique

L'immeuble du guichet unique est un immeuble de service public qui répond aux besoins de la zone industrielle et sert de bureaux gouvernementaux pour la collectivité où il réside. Il est situé juste à l'entrée principale du site, à proximité de l'autoroute. La superficie de cette parcelle est de 0,86 ha dont une superficie bâtie de 1003,80 m².

3.3.7.1.3. Eatery Joints

Eatery & Toilets has been tactically planned next to adjacent to truck parking entry and close to the warehousing zone which will cater to truckers who spends much of the time on the road to provide quality meals and access to amenities. The food joints plan to provide amenities that truckers desire in a restaurant, such as late-night food, early morning breakfasts, toilets/ washrooms, or free internet access.

3.3.7.1.4. Administration Building

The administrative building shall cater to the clearance and operational requirements.

3.3.7.2. Facilities with non-Revenue Generating

3.3.7.2.1. SWC Building

The Single Window Clearance (SWC) building is a public service building which supports the needs of the Industrial Zone and as Government offices for the community in which it resides. It is located right at the main entry to the site, in proximity to the highway. The area of this parcel is 0.86 Ha with built up area of 1003.80 Sq.m.



Figure 19 . Immeuble du guichet unique

Figure 19 : SWC Building

3.3.7.2.2. Caserne de pompiers

La caserne de pompiers dans la phase I est située sur la colonne d'entrée principale (MC-01) à proximité du La caserne de pompiers de la phase I est située sur l'axe d'entrée principal (MC-01) à proximité du poste de police, à l'angle du premier rond-point, en liaison avec le MC-02. Elle est située à environ 650 m de l'autoroute. Cela lui donne la visibilité et l'accès efficace au développement et à l'autoroute, de sorte que la localité immédiate et les zones environnantes peuvent être desservies.

3.3.7.2.2. Fire station

The Fire Station in phase I is located on the main Entrance Spine (MC-01) in the vicinity of the Police station, at the corner of the first roundabout, connecting to MC-02. It is located at about 650 m from the Highway. This gives it the visibility and efficient access to the development and the Highway so that the immediate locality and the surrounding areas can be serviced.



3.3.7.2.3. Poste de police

Le poste de police dans la phase I est situé sur l'axe d'entrée principal (MC-01) à proximité de la caserne de pompiers, à l'angle du premier rond-point, qui se trouve à environ 560 m de l'autoroute. Cela lui donne la visibilité et l'accès efficace au développement et à l'autoroute au cas où la zone environnante aurait besoin d'être desservie.

3.3.7.2.3. Police station

The Police Station in phase I is located on the main Entrance Spine (MC-01) in the vicinity of the Fire station, at the corner of the first roundabout, which is located at about 560 m from the Highway. This gives it the visibility and efficient access to development and the Highway in case the surrounding area needs to be serviced.



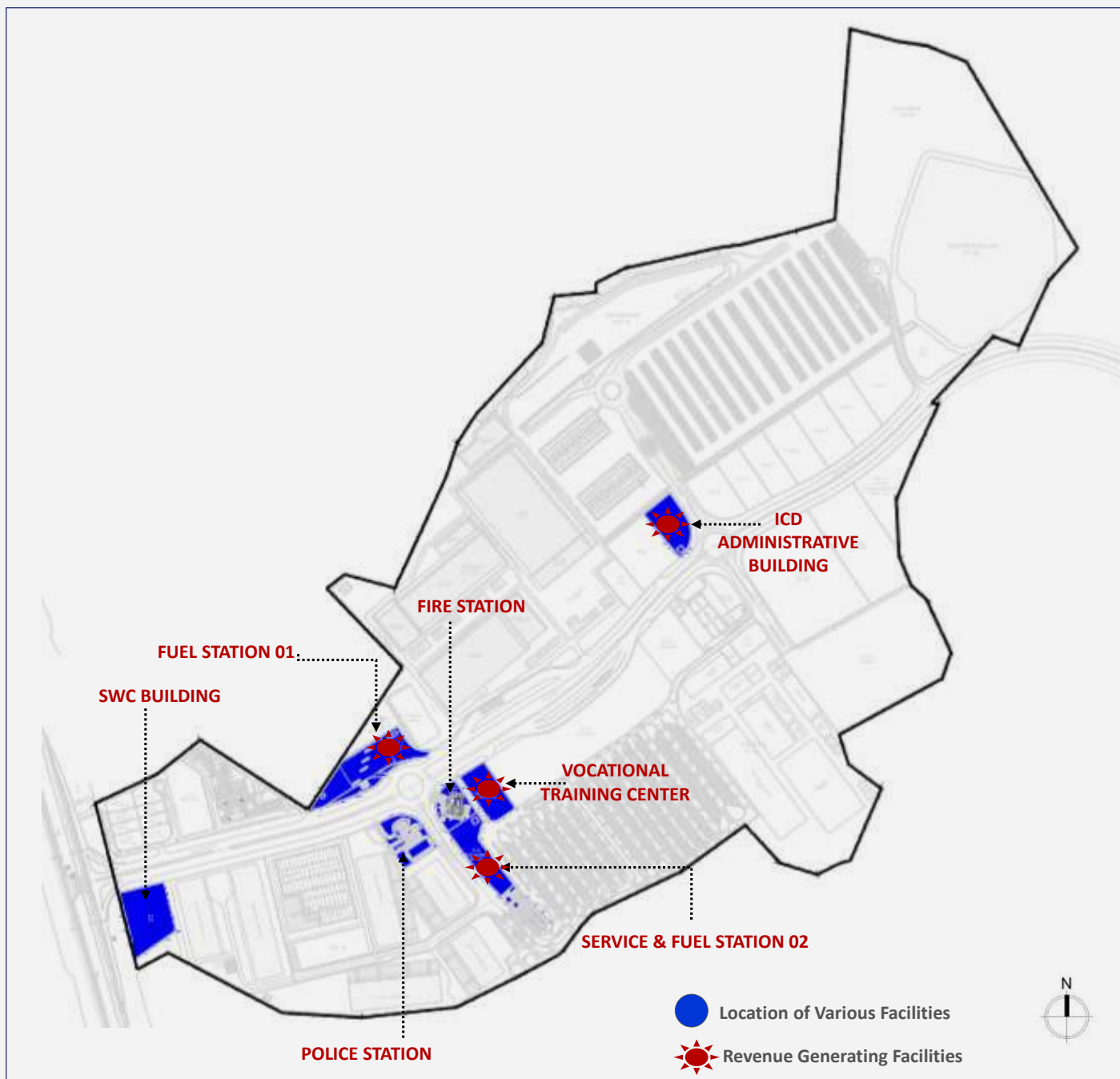


Figure 20 : Emplacement proposé des zones de l'installation

Figure 20: Proposed Location of Facility Areas

3.3.7.2.4. Services publics

L'accès à l'électricité cohérente et fiable, à l'eau, au traitement des déchets, aux télécommunications et à d'autres services publics constitue un obstacle majeur aux investissements dans le secteur manufacturier. Une vaste infrastructure a été proposée dans la zone de PIA pour répondre à diverses exigences en matière de services publics et de services privés. Les services publics du plan directeur se détaillent comme suit :

3.3.7.2.4. Utilities

An Access to consistent and reliable power, water, waste treatment, telecommunication and other utilities and services, are major impediments to investments in the manufacturing sector. Extensive infrastructure has been proposed within the PIA site area to meet various utility and service requirements.

Approvisionnement en eau

Les besoins en eau de PIA seront comblés par une conduite de réseau de distribution de 3,7 km à partir des réservoirs de stockage (voir tableau ci-dessous). Les ouvrages d'approvisionnement en eau proviennent de l'endroit où l'eau sera distribuée aux zones de service. Les points d'eau contiennent un puits de forage, des réservoirs de stockage, une salle de garde, une salle de bureau, un laboratoire, etc., pour contrôler et surveiller les ressources en eau.

Puits de forage	Situation /Emplacement	Capacité
1	Dans les ouvrages d'eau-1	65 m³/h
2	Près de l'entrepôt	65 m³/h
3	Dans les ouvrages d'eau-2	65 m³/h
GLSR / Réservoir	Situation /Emplacement	Capacité
1	Dans les ouvrages d'eau-1	1500 KL
2	Dans les ouvrages d'eau-2	1000 KL

Eaux usées

La proposition de conception vise à recycler à 100 % les eaux usées du parc industriel, ce qui réduira la consommation globale d'eau douce. Par conséquent, les effluents rejetés par les unités industrielles sont traités au service des eaux usées (ZLD/CETP) à partir duquel l'eau est stockée dans un réservoir et recyclée pour être réutilisée.

La conception propose également l'utilisation d'eau pluviale comme faisant partie de l'eau recyclée après le traitement préliminaire. La séparation des conduites d'alimentation en eau douce et de l'eau recyclée a été proposée dans la conception du réseau d'infrastructure. Une alimentation électrique ininterrompue est prévue dans la zone industrielle.

Le service des eaux usées (ZLD) est proposé pour effectuer un traitement de haut niveau des eaux usées en vue d'apporter de la qualité à l'eau traitée conformément à la norme acceptable et l'aptitude à un usage industriel ainsi qu'aux unités textiles (qui représentent 60% de l'utilisation du territoire industriel). Le ZLD proposé est en cours de développement avec une capacité de 2,0 mégalitres par jour.

Les effluents des autres industries seront acheminés vers le CETP et traités et réutilisés conformément aux directives. Le CETP proposé est développé avec une capacité de 1,2 MLD. Le réseau d'acheminement des effluents a une longueur totale de 3,95 km et comporte 115 trous d'homme

Water Supply

Water requirement for PIA will be supplied through a distribution network pipe of 3.7 Kms from the storage tanks. The "Water works" are from where the water will be distributed to the Service Areas. Waterwork locations contains a borewell, storage reservoirs, guard room, office room, laboratory etc., to control and monitor the water assets. Capacity and km of water line reservoir capacity.

Bore well - 3 Nos	Location	Capacity
1	In Water works-1	65 Cum/hr
2	Near Warehouse	65 Cum/hr
3	In Water works-2	65 Cum/hr
GLSR/Tank - 2 Nos	Location	Capacity
1	Water works-1	1500 KL
2	Water works-2	1000 KL

Wastewater

The design proposal aims at 100% recycling of wastewater within the Industrial Park. This will reduce the overall freshwater intake. Hence, the effluents discharged from the Industrial units are treated at the ZLD/CETP from where the water is stored in a reservoir and recycled for re-use.

The design also proposes the use of storm water as part of the recycled water after preliminary treatment. Segregation of water supply lines for fresh water and recycled water has been proposed in infrastructure network design. Uninterrupted power supply has been planned in the industrial zone.

ZLD is proposed to provide wastewater a high-level treatment to bring the quality of treated water to that of acceptable standard, fit for industrial use esp. for the textile units (which is 60% of the industrial land use). All processed water from textile units will be 100% recycle, minimising the freshwater requirement. The proposed ZLD is being developed with a capacity of 2.0 MLD.

Effluent from other industries will be taken to CETP and process and re-use as per guidelines. The proposed CETP is being developed with a capacity of 1.2 MLD. The effluent conveyance network has a total length of 3.95 kms and 115 manholes.

Station de commutation zonale (SCS)

Il est prévu, dans le cadre de la phase I de développement de sa distribution d'électricité, la mise en place de 2 SCS d'une capacité de 20 MVA chacune, situées à un emplacement stratégique. Le réseau souterrain 20-KVA de la sous-station Davié au SCS I sera fourni par un service public de 30 mégawatts de capacité. À partir du SCS-I, deux lignes d'alimentation seront générées pour alimenter le SCS-2. Le réseau de distribution totale est de 4,6 Km (2,62 km pour le SCS I et 1,98 Km pour le SCS-2).

Station de transfert pour les déchets solides :

La station de transfert a été proposée dans le parc industriel, où tous les autres déchets doivent être regroupés et transportés à la décharge/usine de compostage la plus proche.

Zonal Switching Station (ZSS)

It is envisaged that under Phase-I development for its power distribution, there will be 2 Nos ZSS with capacity of 20 MVA each located at strategic location. 20-KVMV underground network from DAVIE substation to ZSS I will be provided by utility of capacity 30 Megawatt. From ZSS-I two feeders will generate to feed ZSS-2. The total distribution network is 4.6 kms (2.62 kms for ZSS I and 1.98 kms for ZSS-2).

Transfer Station for Solid Waste

Transfer Station has been proposed within the Industrial Park where all other waste shall be aggregated and further transported to the nearest landfill/composting plant.

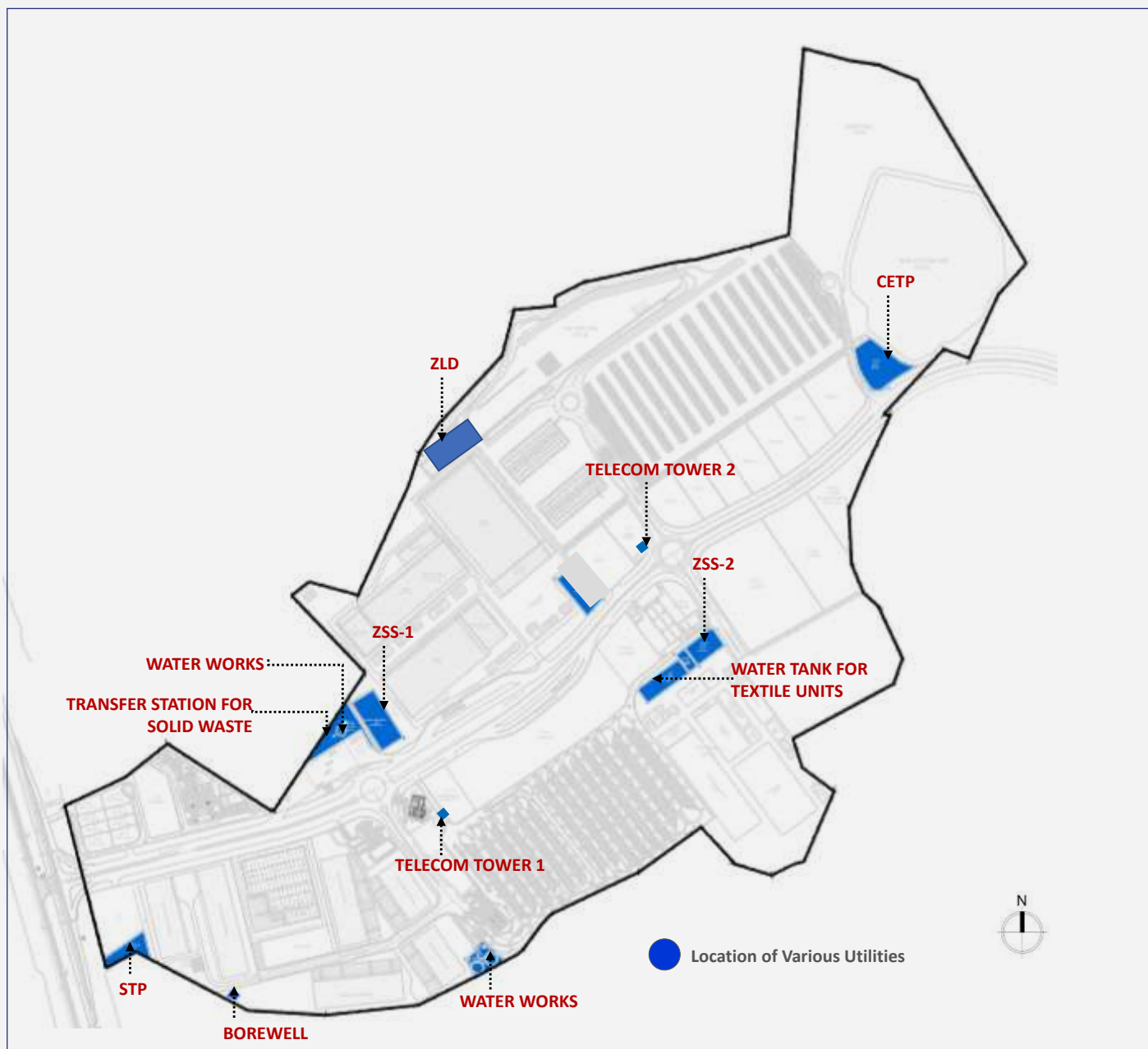


Figure 21 : Emplacement proposé des zones de services publics

Figure 21: Proposed Location of Utility Areas



3.3.8. Parc Textile

Doté d'installations de fabrication ultramodernes et d'une infrastructure intégrée, le parc textile PIA d'Adetikope offre un environnement industriel idéal pour l'essor de l'industrie du textile et de l'habillement. Développé sur un modèle verticalement intégré, le parc rationalise l'ensemble de la chaîne de valeur des textiles, de l'approvisionnement à la filature, au tissage et à la confection. Ce parc de 400 hectares est conçu en conformité avec les normes mondiales de référence pour offrir un écosystème de fabrication complet pour les textiles. Tout cela, associé à des hangars d'usine prêts à l'emploi, fait que la Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA) Textile Park est prête à atteindre son objectif de transformer 56 000 MT de fibres de coton d'une valeur de 73 millions USD en vêtements d'une valeur de 1,5 milliard USD.

Les possibilités d'investissement dans le parc textile de PIA sont les suivantes :

- Filature
- Tissage
- Tricotage
- Traitement du tissage
- Traitement du tricot
- Confection

3.3.8. Textile park

Equipped with state-of-the-art manufacturing facilities and integrated infrastructure, the PIA Textile Park at Adetikope offers the perfect industrial environment for the Textile and Apparel industry to flourish. Developed on a vertically integrated model, the park streamlines the entire value chain for textiles from sourcing, to spinning, weaving and garmenting. This 400-ha park is designed in compliance with benchmark global standards to deliver a complete manufacturing ecosystem for textiles. All this, in conjunction with thoughtfully readied plug-and-play factory sheds, makes Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA) Textile Park poised to achieve its objective to transform 56,000 MT of cotton fibres worth USD 73 Million into garments worth USD 1.5 Billion.

Investment avenues at PIA textile park are as follows:

- Spinning
- Weaving
- Knitting
- Woven Processing
- Knit Processing
- Garmenting



Figure 22 : Parc textile

Figure 22 : Textile park

TOGO COMES WITH UNPARALLELED TRADE POTENTIAL



Located on the coast of West Africa, Togo has a strong foothold in cotton production. While the majority of the Togolese population depends on subsistence agriculture, cotton production alone employs 275,000 farmers; directly or indirectly supporting close to 2.5 million people. Togo has a stable economy, projected to grow at a rate of 7.6%.

Here's a quick snapshot of Togo:

Area
56,785 sq.km



Population
8 Million



GDP Growth
5.0%



Capital
Lome



Currency
FCFA (XOF)
(1 Euro = 655.957)



Language
French, English,
Regional languages



Population
Growth Rate
2.4%



Climate
Tropical Avg. temperature 27.5°C on the coast to 30°C in northern region



With its coast facing south, Togo shares borders with Benin, Burkina Faso, and Ghana. The location further privileges Togo with direct access to landlocked countries like Niger and Mali to conduct trade with. In fact, Togo's capital Lome is connected to all these countries with less than 12 hours transit via the International Highway N° 1, making it a hub to connect these west African resources to the rest of the world. In fact, these neighbouring countries also act as a regional market for cotton products from PIA.



5 REASONS TO GO FOR TOGO PIA'S COMPETITIVE EDGE



#1 SUPERIOR QUALITY COTTON AT A CONCESSIONAL PRICE

Quality lint cotton at discounted prices available at PIA (of XX%)

Sustainable Non-GM Cotton



#2 ROUND-THE-CLOCK POWER AND DOORSTEP GAS SUPPLY

24x7 electricity from renewable sources at the price of 08 cents per kWh

Gas available at doorstep



#3 AVAILABILITY OF SKILLED WORKFORCE WITH THE EASE OF HIRING EXPATS

Unskilled and Skilled Labor available

Vocational training centre to train labour for factories

Freedom to bring expat staff during the initial years

Labour law adopted to meet industry demands while respecting Global standards



3.4. Admission à PIA

3.4.1. Conditions d'entrée

Pour être admis dans la PIA, les investisseurs doivent remplir les conditions suivantes :

- Compléter les procédures avec le guichet unique, liées à la création d'entreprise dans la zone, y compris :
 - les autorisations, permis et tous autres documents requis pour le bon fonctionnement des entreprises au sein de la PIA (par exemple : permis de construire, titre de propriété, permis de travail des employés, accord bancaire (le cas échéant), documents liés aux procédures douanières, et certificats d'origine) ;
 - enregistrement des entreprises auprès du guichet unique pour l'obtention du numéro RCCM, NIF et CNSS ;
- Réaliser un investissement dans la PIA en créant une entreprise et permettant la création d'emploi. Les investisseurs sont attendus pour la création des entreprises individuelles ou des sociétés dans la PIA, pour fournir des biens et / ou services ;
- Exporter au moins 75% des produits manufacturés et/ou des services, en dehors du territoire douanier Togolais si l'investisseur prévoit d'être sous le régime de la zone franche. Dans le cas contraire, cette condition n'est pas requise pour les entreprises éligibles au code des investissements et qui prévoient de vendre leurs services et produits sur le marché national ;
- Se conformer aux spécifications de PIA, des directives sociales, de contrôle du développement et de l'évaluation de l'impact sur l'environnement sociales, de contrôle du développement et règlement intérieur de la zone.

3.4.2. Secteurs potentiels

Les secteurs potentiels détaillé à l'annexe 17 sont favorables à l'admission sur la plateforme. Il s'agit essentiellement des domaines du coton et textile, du bois, des produits de grande consommation, du domaine pharmaceutique, de la transformation agroalimentaire, de l'automobile, du marbre et bien d'autres.

3.4.3. Activités menées dans PIA

La PIA est ouverte à tous les secteurs d'activités et d'industries. Les activités suivantes y sont menées et détaillées à l'annexe 22 :

3.4. Admission to PIA

3.4.1. Entry Requirements

To be admitted in the PIA, Investors must meet the following conditions:

- Complete procedures with the SWCCA, related to the establishment of Companies in the zone, including:
 - authorizations, permits and all other documents required for the proper functioning of Companies within the PIA (for example building licenses, title deed, work permits of employees; banking agreement (if applicable), documents related to customs procedures; and origin certificates)
 - corporate registration with the SWCCA to obtain the RCCM, fiscal registration and issuing of a social security number
- Sign a Professional Lease Agreement with PIA and realise investment in the PIA in creating a Company and allowing the creation of employment. Investors are expected to incorporate companies or individual businesses with headquarters or effective management in the PIA, to provide goods and/or services
- Export at least 75% of manufactured products and/or services, outside the DTA if the investor plans to be under free zone law. Otherwise, this condition is not required for enterprises eligible to investment code and planning to sell their services and products in the domestic market ;
- Comply with the specifications of the PIA, Social Guidelines, Development Control Guidelines and Internal Rules of the zone.

3.4.2. Potentials sectors

The potential sectors detailed in Appendix 17 are in favour of admission to the platform. These are mainly cotton and textile, wood, FMCG goods, pharmaceutical, agro processing, automobile, marble and many others.

3.4.3. Activities Conducted in the PIA

The PIA is open to all sectors of activities and industries. The following activities are conducted and detailed in Annex 22:

- secteurs industriels (industries, fabrication et assemblage) ;
- parc à conteneurs (rembourrage, dépotage et accueil des conteneurs) ;
- Entreposage des balles de coton (stockage de marchandises) ;
- Entrepôt (stockage de marchandises et disponibilité de location d'entrepôt) ;
- Parking pour camions (stationnement de camion et autres services connexes).

3.4.4. Services administratifs

Dans le cadre administratif, plusieurs services sont offerts, à savoir :

- guichet unique : cette installation est conçue pour faciliter les affaires (formalités et autres);
- organismes gouvernementaux nécessaires pour l'installation d'une entreprise;
- installations auxiliaires liées à l'administration et autres;
- poste de police pour protéger les intérêts des investisseurs et assurer la Sécurité dans la zone 24h*7;
- caserne de pompiers assurant des urgences dans la zone;
- stations d'essence;
- etc.

L'annexe 18 donne plus de détails sur ces activités.

3.4.5. Procédures d'entrée

3.4.5.1. Formalités d'immigration et de travail

L'emploi de nationaux ou d'expatriés, dans la PIA, reste soumise aux lois togolaises en vigueur.

Cependant, les formalités d'emploi et d'immigration peuvent être effectuées avec l'aide du guichet unique. Les investisseurs approuvés dans la PIA bénéficient d'une procédure simplifiée pour la livraison des documents d'immigration et d'emploi de leurs employés expatriés.

Outre les exigences de main-d'œuvre togolaise, l'emploi des expatriés dans la PIA est soumis à l'obtention d'une carte d'identité d'accès, à titre onéreux, pour une période de validité limitée.

Quant aux formalités d'immigration et de travail, elles sont les mêmes que celles énumérées dans la section 2.11. « Expatriés ».

3.4.5.2. Processus d'inscription ou d'enregistrement d'entreprise

La constitution et l'enregistrement des entreprises sont effectués au guichet unique et sont soumis aux procédures décrites à la section 2.11. « Expatriés ».

- Industrial Sectors (industries, manufacturing and assembly);
- Container Yard (stuffing, destuffing and container handling);
- Cotton Bales Storage (stockage de marchandises);
- Warehouse (storage of goods and availability of warehouse rental);
- Truck Parking (truck parking and other related services).

3.4.4. Administrative facilities

Within the administrative framework, several services are offered, namely :

- single window centre: Dedicated facility for ease of doing business in PIA
- presence of multiple government agencies who are required during a company establishment process, beneath a single roof in the zone premises
- ancillary facilities related to administrative, financial and operational assistance
- presence of the police to safeguard the interests of the established investors of the zone 24*7
- permanent deployment of fire tenders and fire extinguishing facilities;
- service and fuel station;
- etc.

Appendix 18 provides more details on these activities.

3.4.5. Entry Procedures

3.4.5.1. Immigration and Labour Formalities

The employment of nationals or expatriates, in the PIA, remains subject to Togolese laws as applicable on the DTA.

However, employment and immigration paperwork can be done with the assistance of the SWC. Investors approved to the PIA will benefit from a simplified procedure for the delivery of the immigration and employment documents of their expatriate employees.

In addition to the Togolese Labour requirements, the employment of expatriates in the PIA is subject to obtaining an access card, in return for a fee and for a limited period of validity.

The immigration and work formalities are the same as those listed in section 2.11. « Expatriation »..

3.4.5.2. Corporate Registration Process

The incorporation and registration of businesses is done at the SWCCA and is subject to the procedures described in section 2.11. « Expatriation ».

3.4.5.3. Processus d'approbation pour obtenir le droit à des exemptions dans PIA

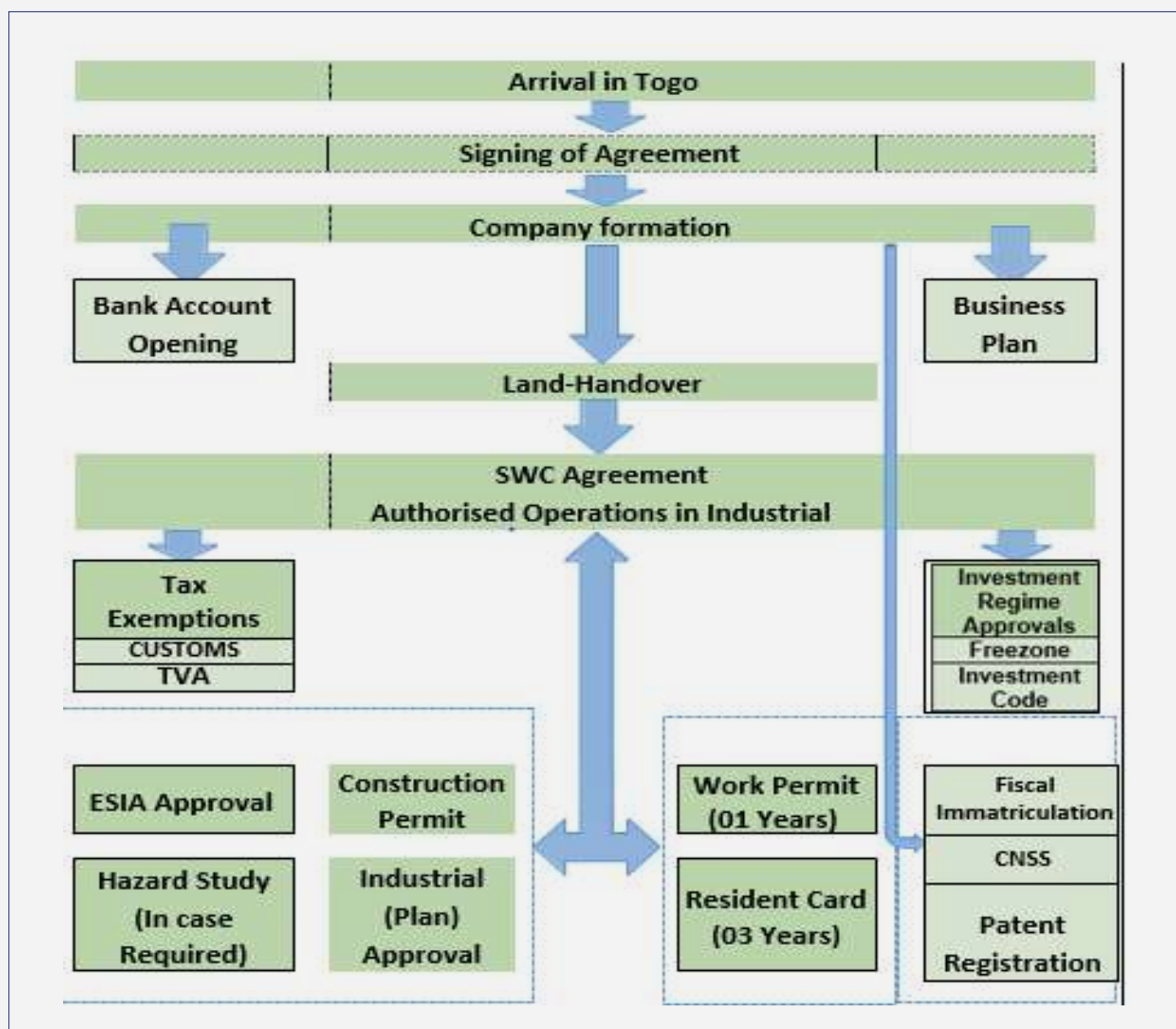
En vertu de la loi n° 2011-18 du 24 juin 2011 relative au statut d'une zone industrielle libre, de la loi n°2019-005 du 17 juin 2019 juillet 2011 portant Code des investissements en république togolaise et du décret portant création de la PIA, les investisseurs souhaitant bénéficier du régime spécial d'incitation octroyé, doivent se conformer à la procédure décrite à l'annexe 19 Processus d'approbation pour avoir droit à des exemptions dans la PIA.

Il s'agit du respect des procédures ci-après : réservation/location, autorisation de construire, choix des fournisseurs, gestion et stockage des déchets.

3.4.5.3. Approval Process to get entitlement to exemptions in the PIA

Pursuant to Law No.2011-18 of 24 June 2011 on the status of a free industrial zone, Law No. 2019-005 of 17 June 2019 July 2011 on the Investment Code for the Togolese Republic and the Framework Agreement establishing the Integrated Industrial Platform, investors wishing to benefit from the special incentive scheme granted, must comply with the procedure described in Appendix 19 Approval Process to be entitled to exemptions in the PIA.

This involves compliance with the following procedures: reservation/rental, building authorization, choice of suppliers, waste management and storage.



3.4.6. Exclusion de PIA

Sont exclues ou ne peuvent pas investir au Togo, toute entreprise :

- dont les activités, pour des raisons d'intérêt général, sont interdites par la loi;
- exerçant une activité dans l'un des secteurs réglementés suivants:

3.4.6. Exclusion from the PIA

Are exclude or cannot invest il Togo, companies:

- whose activities, for reasons of general interest, are prohibited by law;
- carrying on business in one of the following regulated sectors:

- mines et hydrocarbures sauf des activités de stockage d'hydrocarbure, de gaz à usage domestique, industriel ou médical;
- production d'armements et activités militaires connexes;

■ exerçant les activités suivantes :

- activités de négoce à l'exception des services aux navires, à quai ou en rade, qui restent éligibles aux mesures incitatives;
- activité de courtage;
- stockage de produits autres que végétal, animal et halieutique et destinés majoritairement à la vente;
- gestion de centre commercial, à l'exception de la promotion immobilière de centres commerciaux;
- acquisition de biens immobiliers;

■ pour laquelle l'agrément a été retiré.

- mines and hydrocarbons, except for hydrocarbon storage, domestic, industrial or medical gas storage;
- arms production and related military activities;

■ carrying out the following activities:

- Trading activities except for ship services, whether at the quay or afloat, which remain eligible for incentive measures;
- brokerage activity;
- storage of products other than plant, animal and fish products and intended mainly for sale;
- shopping centre management, except for shopping centre real estate development;
- acquisition of real property;

■ for which the approval has been withdrawn.

3.5. Régimes d'incitation spéciaux applicables aux investisseurs

3.5.1. Mesures d'incitation fiscales et douanières

Les tableaux ci-dessous offrent un comparatif des différents régimes fiscaux en vigueur en république togolaise

Désignation	Régime normal	Code des investissements	Zone Franche (Annexe 20)
Seuil d'investissement minimum	Pas de régime de faveur	50 000 000 FCFA	Non applicable
Droits de douane	Réglementation en vigueur	Base d'imposition : 15% de la valeur du coût du fret et de l'assurance (CIF)	Exonération de tous les droits et taxes de douane, sur le matériel d'équipement, y compris le mobilier de bureau, les pièces détachées, les matières premières, les produits semi-finis et les consommables nécessaires à l'installation et au fonctionnement de l'entreprise agréée réduction de 50% des droits et taxes de douane sur les véhicules utilitaires, tels que définis par le décret d'application l'exonération de tous les droits et taxes de douane lors de l'exportation des produits fabriqués dans une zone franche
Impôt sur les sociétés	27% sur les bénéfices	Exemption pendant la phase d'installation, puis imposition au taux normal de 27% sur les bénéfices	Impôt sur les sociétés ou impôt minimum à taux fixe : 0% (0 à 5 ans) 8% (6 à 10 ans) 10% (11 à 20 ans) et 20% (plus de 20 ans)
Impôt minimum forfaitaire	1% du chiffre d'affaires	Exemption pendant la phase d'installation, puis imposition au taux normal de 1%.	Impôt sur les sociétés ou impôt minimum à taux fixe : 0% (0 à 5 ans) 8% (6 à 10 ans) 10% (11 à 20 ans) et 20% (plus de 20 ans)
Crédits d'impôt non remboursables sur les impôts directs (patente, impôt sur les sociétés/impôt minimum forfaitaire)	Pas concerné	Crédit d'impôt non remboursable sur l'investissement, au choix de l'entreprise, sous l'une des deux formes (proportionnelle au montant de l'investissement et proportionnelle au nombre d'emplois créés)	Pas concerné
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	13% du montant brut des revenus	Pas concerné	Impôt sur les dividendes ou sur le revenu des capitaux mobiliers : 0% (0 à 5 ans) 50% du montant dû en vertu du droit commun (6 à 10 ans) et du droit commun à partir de la 11 ^{ème} année

3.5. The special incentives scheme applicable to investors

3.5.1. Tax and customs incentives

The tables below provide a comparison of the different tax regimes in force in the Togolese Republic.

Designation	Normal regime	Investment code	Free Zone (Appendix 20)
Minimum investment threshold	No special scheme	50 000 000 XOF	Not applicable
Customs duties	Existing regulations	Tax base: 15% of the Freight Insurance Cost (CIF) value	exemption from all customs duties and taxes, on equipment material, including office furniture, spare parts, raw materials, semi-finished products and consumables necessary for the installation and operation of the approved company 50% reduction in customs duties and taxes on commercial vehicles, as defined by the implementing decree exemption from all customs duties and taxes when exporting products manufactured in a free zone.
Corporate tax	27% on profits	Exemption during the installation phase, then normal speed of 27% on profits	Corporate tax or minimum fixed-rate tax: 0% (0 to 5 years) ; 8% (6 to 10 years) ; 10% (11 to 20 years) and 20% (over 20 years)
Flat minimum tax	1% of turnover	Exemption during the installation phase, then normal speed of 1	Corporate tax or minimum fixed-rate tax: 0% (0 to 5 years) ; 8% (6 to 10 years) ; 10% (11 to 20 years) and 20% (over 20 years)
Non-refundable Tax Credits on Direct Taxes (Patent, Corporation Tax/ Flat Minimum Tax)	Not applicable	Non-refundable tax credit on investment, at the option of the company, one of two forms (proportional to the amount of the investment and proportional to the number of jobs created)	Not applicable
Tax on income from capital assets Tax on securities income	13% of gross income	Not concerned	Dividend tax or income tax on movable capital: 0% (0 to 5 years); 50% of the amount due under common law (6 to 10 years) and common law from the 11 th year;

Taxe foncière	2% de la moitié de la valeur locative (propriétés non bâties) et 15% de la moitié de la valeur locative (propriétés bâties)	Exonération sur 5 ans (sauf zone 1)	taxe foncière : 0% (0 à 5 ans) ; 5% du montant dû en vertu du droit commun (6 à 20 ans) et 15% du montant dû en vertu du droit commun à partir de la 21 ^e année ;
Patente	Tableau selon le chiffre d'affaires	Non exonérée	0% (0 à 5 ans) 5% du montant dû en vertu du droit commun (6 à 20 ans) et 15% du montant dû en vertu du droit commun à partir de la 21 ^e année ;
TVA	18%	Exonération sur 5 ans, des matériels et équipements neufs importés, nécessaires à la réalisation du programme d'investissement et du premier lot de pièces de rechange les accompagnant pendant la période de l'investissement.	exonération sur les travaux et services réalisés pour le compte d'entreprises bénéficiant du statut de zone franche.
Redevance statistique à l'importation	1% de la valeur CAF	Exonération sur 5 ans	Non applicable
Durée de l'investissement	Pas concerné	24 mois en régime de déclaration 36 mois en régime d'agrément	Non applicable
Conditions d'éligibilité	Pas concerné	Entreprise existante ou nouvelle : montant d'investissement égal ou supérieur à 50 000 000 FCFA et Exercant une activité éligible selon la loi	-entreprises à forte intensité de main de d'oeuvre nationale, -entreprises axées sur l'utilisation de matières premières locales -entreprises à technologie de pointe -entreprises pratiquant la sous-traitance internationale -entreprises produisant des intrants pour les entreprises énumérées ci-dessus -entreprises de services orientées vers l'exportation -technopôles axés sur la recherche, l'innovation technologique et tournés vers l'exportation développeurs de zones.
Activités éligibles	Pas concerné	-Établissement sur le territoire douanier togolais ; -exercice d'activités agricoles, industrielles, commerciales, artisanales ou de service.	-activité de production de biens ou de services -exportation de la totalité de leurs productions (au moins 80%) -priorisation des emplois permanents aux nationaux.

Land tax	2% of half of the rental value (buildings) and 15% of half of the rental value (buildings)	5 years exemption (except zone 1)	property tax: 0% (0 to 5 years); 5% of the amount due under common law (6 to 20 years) and 15% of the amount due under common law from the 21 st year
Patent tax	Table by turnover	Not exempt	Business tax: 0% (0 to 5 years); 5% of the amount due under common law (6 to 20 years) and 15% of the amount due under common law from the 21 st year
VAT	18%	Exemption over 5 years, on materials and new equipment imported, necessary for the realization of the investment program and the first batch of spare parts accompanying them during the period of the investment	value added tax: exemption on works and services carried out on behalf of companies benefiting from free zone status.
Statistical import charge	1% of the CIF value	Exemption over 5 years	Not applicable
Duration of the investment	Not applicable	24 months under the reporting regime 36 months on approval procedure	Not applicable
Conditions of eligibility	Not applicable	Existing or new company: investment amount equal or more than 50,000,000 XOF and carrying out an eligible activity according to the law.	- companies with a high intensity of national labor; - companies focused on the use of local raw materials; - advanced technology companies; - companies practicing international subcontracting; - companies producing inputs for above listed companies; - export-oriented service companies; - technopoles focused on research, technological innovation and export-oriented; - Zone developers
Eligible activities	Not applicable	- settlement in the Togo customs territory; - carry out agricultural, industrial, commercial, craft activity or of service.	- activity of production of goods or services; - export of all of their productions (at least 80%); afford permanent jobs to nationals first.

3.5.2. Mesures d'incitation économiques et financières

Sur le plan économique et financier, les mesures incitatives suivantes sont accordées aux investisseurs :

Égalité de traitement de toute entreprise établie dans le pays, sauf convention fiscale de double imposition ou de non-imposition.

Déterminer pour chaque entreprise sa politique de production et de commercialisation, dans le respect des lois et règlements en vigueur en République du Togo

Soumission à la réglementation de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) concernant les opérations de change et de transfert de devises

Garantie de la propriété privée par les lois et règlements en vigueur

Règlement à l'amiable des litiges entre l'entreprise ou l'investisseur et l'État togolais relatifs à l'interprétation ou à l'application des textes en vigueur ; à défaut d'accord après six (6) mois, saisir les juridictions togolaises ou communautaires compétentes conformément aux lois et règlements en vigueur.

3.5.2. Economic and financial incentives

From an economic and financial standpoint, the following incentives are granted to investors:

Equality in the treatment of any company settled in the country except by tax agreement on double taxation or non-taxation

Determining for each company its policy of production and marketing, in compliance with laws and regulations in force in the Republic of Togo

Submission to the regulations of the Central Bank of West African States (BCEAO) regarding the operations of exchange and currency transfer;

Guarantee of the private property ownership by the laws and regulations in force

Amicable settlement of dispute between the company or the investor and the State of Togo related to the interpretation or application of the texts in force; in failing to an agreement after six (6) months, refer to the Togolese or Community competent courts in accordance with the laws and regulations in force.

3.6. Industrie agro-alimentaire et autres secteurs industriels probables

3.6.1. Approvisionnement en matières premières

Le Togo regorge de potentiels énormes en matière de transformation de produits agricoles

Un tableau synoptique décrivant par région les matières premières agricoles produites est présenté en annexe 4.

3.6.2. Installation logistique et entreposage

Les travaux de refecton des routes qui se poursuivent sur toute l'étendue du territoire togolais ainsi que le projet de réhabilitation des chemins de fer permettront un acheminement rapide des matières premières vers la Plate forme industrielle d'Adétikopé. Par ailleurs, l'ensemble de la logistique de PIA sera à la disposition des investisseurs pour stocker et transformer les matières premières dans les règles de l'art.

3.6.3. Transfert au port

Le transfert des produits finis au Port de Lomé se fera sans souci d'autant plus que PIA a une position géographique stratégique la reliant par une voie de contournement du grand Lomé au Rond point du Port de Lomé.

3.6.4. Coût de gestion

Les coûts de gestion varieront en fonction de la source d'approvisionnement, de la nature de la matière première et d'autres contingences propres à la société transformatrice.

3.6. Agro-Product Processing Units, other highly probable industrial cluster

3.6.1. Supply of Raw Materials

Togo is full of enormous potential for processing agricultural products.

A synoptic table describing the agricultural raw materials produced by each region is shown in appendix 4.

3.6.2. Logistics & Warehousing Facilities

The road repair works which are continuing throughout the Togolese territory as well as the railway rehabilitation project will allow rapid transport of raw materials to the Adétikopé industrial platform. In addition, all of PIA's logistics will be available to investors to store and process raw materials in accordance with the rules of the art.

3.6.3. Transfer to Port

The transfer of finished products to the Port of Lomé will be worry-free, all the more so as PIA has a strategic geographical position connecting it by a bypass from the greater Lomé to the Roundabout of the Port of Lomé.

3.6.4. Management Costs

Management costs will vary depending on the source of supply, the nature of the raw material and other contingencies specific to the processing company.

Glossaire / Glossary

A

Approbation/Approval

Autorisation accordée par l'Organe de Développement et de Gestion de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé, « PIA SAS » pour bénéficier du régime spécial d'incitation.

Authorisation granted by the Development and Management Body of the SEZ of Adétikopé, "PIA SAS" to benefit from the special incentive scheme.

C

Centre de Formalité des Entreprises (CFE)/Development Centre for Enterprise

Under Common Law, it is the administrative structure where Investors complete the paperwork related to the incorporation of their company.

En droit commun, il s'agit de la structure administrative où les investisseurs remplissent les formalités administratives liées à la constitution de leur société.

Conventions collectives/Collective agreements

Les conventions collectives, en droit du travail, sont des conventions écrites régissant les relations de travail et les conditions de travail pour chaque secteur d'activités (pétrole et gaz, construction, transport, sociétés minières, entreprises maritimes, industrielles, etc.). Elles peuvent comporter des dispositions plus favorables pour les salariés que celles prévues par les lois et règlements en vigueur. Toutefois, ils ne peuvent renoncer à des dispositions d'ordre public.

Collective agreements, in labour Law, are written agreements regulating employment relationship and work condition for each sector of activities (oil & gas, construction, transport, mining companies, maritime, industrial companies etc.). They may include more favorable provisions for employees than those provided for by laws and regulations in force. However, they cannot waive provisions of public order.

D

Droit commun / Common Law

Lois et règlements applicables à la zone tarifaire intérieure.

Laws and regulations applicable on the Domestic Tariff Area.

F

F CFA/ XOF

Le franc CFA est la monnaie commune des États membres de la Communauté Financière Africaine (Franc de Zone en français). En Afrique de l'ouest, le franc CFA est utilisé par le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, qui constituent l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dont l'Institut d'émission est la BCEAO ; Le code devise est lié à Euro ; 1 Euro = 655,957 FCFA

XOF is the Currency common to Member States of the African Financial Community (Zone Franc in French). In the MECCA region, the CFA franc or XOF is used by Benin, Burkina Faso, Ivory Coast, Guinea Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo. The currency code is linked to Euro ; 1 Euro = 655,957 XOF.

I

Investisseurs agréés/Approved Investor(s)

Investisseurs agréés pour le régime d'incitation spécial de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé.

Exclusive or Non-Exclusive Investors approved to the special incentive scheme of the Industrial Zone of Adetikopé.

M

Mesures d'incitation spéciales / Special Incentive Scheme

Les incitations administratives, commerciales, fiscales, douanières et sociales spécifiques prévues par les règlements de la plateforme PIA.

The specific administrative, commercial, fiscal, customs, and social incentives provided by PIA's Regulations.

O

Opération (s) d'investissement / Investment Operation(s)

Tous les actifs mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels utilisés pour financer la construction ou l'extension d'une première structure au sein de la PIA, l'extension d'une ou de plusieurs Sociétés au sein de la PIA et le fonds de roulement nécessaire à la création ou à l'extension d'une ou de plusieurs Sociétés et à leur fonctionnement au sein de la PIA.

All movable and immovable, tangible and intangible assets used to finance the construction or the extension of a first structure within PIA, the extension of one or more Companies within PIA and the working capital necessary for the creation or the extension of one or more Companies and their functioning within PIA.

Organe de développement et de Gestion / Development and Management Body

The Development and Management Body is the Public Limited Company, Plateform industrial Adetikope/Plateforme industrielle Adétikopé.

Organisation for the Harmonisation of Business Law in Africa

Cette organisation de droit des affaires établit un cadre juridique sûr pour la conduite des affaires en Afrique. À ce jour, l'organisation compte 17 membres : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Guinée, Gabon, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo et République démocratique du Congo.

This Business law organization sets a secure legal framework for the conduct of business in Africa. To date, the organization has 17 members: Benin, Burkina Faso, Cameroon, the Central African Republic, Chad, Comoros, Congo, Côte d'Ivoire, Equatorial Guinea, Guinea, Gabon, Guinea Bissau, Mali, Niger, Senegal, Togo and Democratic Republic of Congo.

P

Plateforme industrielle d'Adétikopé / Platform industrial Adetikope

L'organe de développement et de gestion de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé

The Development and Management Body of the Platform of Adetikope

U

Union économique et monétaire Ouest Africaine / West African Economic and Monetary Unit

Organisation régionale ouest africaine constituée des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Les membres de cette organisation économique régionale sont également membres de la zone franc qui est la Communauté financière africaine.

Regional economic organization which includes Benin, Burkina Faso, Ivory Coast, Guinea Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo. Members of this regional economic organization are also members of the Franc Zone which is the African Financial Community.

R

Registre du Commerce et du Crédit mobilier (RCCM) / Trade Registry

L'organisme chargé de l'enregistrement commercial des personnes physiques ou morales exerçant des activités commerciales dans la zone OHADA.

The body in charge of the commercial registration of individuals or legal entities carrying out commercial activities in the OHADA zone.

Z

Zone Economique Spéciale (ZES) / Special Economic Zones

Enclave hors taxes délimitée spécifiquement et considérée comme territoire étranger aux fins des opérations commerciales et des droits et tarifs.

Specifically, delineated duty-free enclave and shall be deemed to be foreign territory for the purposes of trade operations and duties and tariffs.

Zone Tarifaire intérieure / Domestic Tariff Area

L'ensemble du territoire Togolais, dans sa définition juridique, économique et géographique, à l'exclusion des zones déterminées créées pour établir les ZES.

The entire Togolese territory, in its legal, economic and geographic definition, excluding determined areas created to establish SEZs.

FAQs.

Quelles sont les villes, port et aéroport les plus proches de PIA ?

PIA est située approximativement à 22 km du centre-ville de Lomé et environ à 24 km de l'aéroport International. La distance entre la capitale Lomé et la zone portuaire est approximativement de 27 km.

Quels types d'entreprises peuvent s'inscrire à PIA ? Quelles doivent être leurs activités ?

Les compagnies qui peuvent s'inscrire à PIA opèrent dans divers secteurs, notamment :

- secteur du coton et textile (égrenage et filature, tissage, teinture et finition, confection) ;
- bois (bois scié, placage, contreplaqué) ;
- produits de grande consommation (pâtes alimentaires, purée de tomate, chewing-gum) ;
- produits pharmaceutiques (injectable, médicaments, génériques et princeps) ;
- agro transformation (soja, riz, café, cacao, maïs, sésame, arachide, mangue, ananas, canne à sucre) ;
- secteur de l'automobile (motos, les véhicules à 4 roues, tracteurs et lubrifiants) ;
- secteur du teck (fabrication de cadres de fenêtres et portes) ;
- marbre (fabrication de plaques de marbre et de carreaux) ;
- transformation de la viande (volailles, traitement de la viande, alimentation animale et alimentation pour poisson) ;
- phosphore (Acide phosphorique, engrais) ;
- FMCD (fabrication et assemblage de produits électroniques grand public) ;
- divers (cosmétiques, perruques, emballages, recyclages, fabrication de matelas, fabrication de couches, fabrication de mouchoirs en papier, fabrication de piles).

Quel est le capital minimum requis pour installer une usine au Togo ?

Il n'y a pas de capital minimum requis pour installer une usine au Togo. Tout dépend de la nature de l'installation.

FAQs.

Which are the nearest city, port and airport to PIA?

PIA is approximately 22km from national capital Lomé city center and about 24 km from International airport. The distance from PIA to the Lomé seaport is approximately 27 km.

What kind of companies can register at PIA? what should be their activities?

Companies that can register on PIA operate in the following sectors:

- cotton and textile (ginning & spinning, weaving, dyeing & finishing, Garmenting);
- wood (sawn wood, veneer, plywood, furniture);
- FMCG Goods (Pasta, Tomato puree, Chewing gum);
- pharmaceutical (injectable, packaged medicines, Generic medicines);
- agro processing (soybean, rice, coffee, cocoa, maize, sesame, peanuts, mango, pineapple, sugarcane);
- automobile;
- FMCD (consumer electronics, manufacturing and assembly);
- phosphorous (phosphoric acid, fertilizers);
- meat processing (poultry, meat processing, Animal feed, fish feed);
- marble (Marble slabs, tiles);
- teak (sawn wood, plywood, window and door frames);
- miscellaneous (cosmetics – beauty and make up products, wigs – natural and synthetic hair manufacturing, packaging - sacs and bags, recycling – plastic and metal recycling, mattress manufacturing, diapers manufacturing, tissue paper manufacturing, battery manufacturing).

What is the minimum capital required to set up a factory in Togo?

There is no minimum capital required to set up a factory in Togo. It all depends on the nature of the facility.

Existe-t-il suffisamment de main-d'œuvre, qualifiée ou non, disponible pour l'agriculture et les autres industries ? Ou les investisseurs doivent-ils les faire venir de l'étranger ?

Oui, les investisseurs trouveront une main-d'œuvre suffisante dans le pays. La population est très jeune, ce qui est un véritable atout pour trouver de la main d'œuvre.

Néanmoins, il n'y a pas de limitation en termes de ratio expatriés/travailleurs nationaux.

Mais il faut noter que l'un des objectifs du gouvernement togolais est d'améliorer les compétences des travailleurs nationaux. Ainsi, il permet aux investisseurs, ceux qui utilisent des machines nouvelles ou modernes, de faire venir des travailleurs étrangers, si nécessaire, pour les premières années. Cependant, un plan de formation et d'amélioration des compétences devra être mis en place par ces industries pour garantir l'emploi de la main-d'œuvre locale.

Existe-t-il un nombre précis d'employés locaux togolais que les investisseurs doivent embaucher ?

Non, mais pour être éligible la zone franche, les entreprises doivent réserver en priorité les emplois aux nationaux.

Quelle est la politique du gouvernement en matière de terres (Détenation libre ou location)?

Les deux options sont possibles. Toutefois, certaines autorisations sont requises quand il s'agit des étrangers.

Les banques togolaises peuvent-elles financer les investisseurs de PIA ? Si oui, quel sera le taux d'intérêt et sur quelle base cela se fera-t-il ?

Oui. Sur la base d'une domiciliation de revenus et autres garanties dépendamment de la nature de la facilité accordée. Le taux d'intérêt moyen de crédits en 2020 au Togo était de 7,6% selon les statistiques de la BCEAO.

Quelle est la langue commune parlée au Togo ?

La langue commune parlée au Togo est le français, mais il y a des gens qui peuvent parler l'anglais.

Is there sufficient labor, skilled and unskilled, easily available for agricultural and other industries? Or do the investors have to bring them from abroad?

Yes, investor will find sufficient labor in the country. The population is very young, and this is a real asset for finding manpower.

Nevertheless, there is no limitation in term of ratio Expat/National workers.

But it should be noted that one of the aims of the government of Togo is to improve skills of national workers. So, it enables investors, those using new or modern machines, to bring foreign workers, if needed, for initial few years. However, a plan for training and skill up graduation will have to be taken up by such industries to ensure employment to local work force.

Is there any stipulated number of Togolese employees that investors have to hire under Togolese Law?

No, but to be eligible for freezone law, companies must reserve permanent jobs for nationals as a priority.

What is the government policy (free hold or lease) for land?

Both are possible. But some authorizations are required for strangers

Can Togolese banks finance PIA investors? If yes, what will be the interest rate and on which basis will it be done?

Yes. Based on a revenue domiciliation and other guarantees depending on the nature of the grant. Average interest rate in Togo was 7,6% in 2020 according to BCEAO's statistics.

What is the common language speak in Togo?

The common language spoken in Togo is French, but there are people who can speak English.

Quelles seront les garanties pour notre investissement au Togo en cas d'instabilité socio-politique ?

La protection de la propriété privée des biens est garantie par les lois et règlements en vigueur en République togolaise.

Cette protection s'étend à tous les aspects juridiques et commerciaux de la propriété, à ses éléments et démembrements, à sa transmission et aux contrats dont ils font l'objet. Les actifs mobiliers ou immobiliers détenus en République togolaise par l'investisseur ne peuvent faire l'objet de mesures d'expropriation ou de nationalisation que dans le strict respect de la législation en vigueur en République togolaise.

L'investisseur doit bénéficier d'un examen rapide de son cas et de l'évaluation de son investissement, par l'autorité judiciaire compétente, conformément à la procédure prévue par la législation en vigueur en République togolaise. Toute mesure réglementaire non-discriminatoire prise par l'Etat togolais, conçue et appliquée en vue de protéger ou d'atteindre des objectifs légitimes de bien-être public comme la santé publique, la sécurité et l'environnement, ne constitue pas une nationalisation ou une expropriation indirecte. L'indemnité appropriée est normalement évaluée par rapport la juste valeur marchande de l'investissement. Le cas échéant, l'évaluation de l'indemnité juste et appropriée recherchera un équilibre équitable entre l'intérêt public et l'intérêt de l'investisseur, en prenant en compte toutes les circonstances pertinentes.

Quel type d'aide l'organisme de développement et de gestion PIA SAS peut-il apporter aux investisseurs ?

La création de PIA est considérée par l'Etat comme un enjeu stratégique pour le développement économique et pour promouvoir la croissance de l'industrialisation du pays. Voici quelques-unes des missions de PIA.

- développer, promouvoir, exploiter et gérer PIA afin de promouvoir la croissance industrielle dans le pays ;
- développer, promouvoir et gérer les infrastructures et installations créées à l'intérieur et/ou à l'extérieur de PIA, dans le but d'attirer de nouveaux investisseurs à PIA et d'accroître la productivité de toutes les unités industrielles de PIA ;

What will be the guarantees to our investment in Togo in case of any political or social volatility?

The protection of private property is guaranteed by the laws and regulations applicable in the Republic of Togo.

This protection extends to all legal and commercial aspects of property, its elements and dismemberments, to its transmission and to the contracts of which they are the subject. The furnitures or real estate assets held in the Togolese Republic by the investor may not be subject to expropriation or nationalization measures in strict compliance with the legislation.

The investor must be given a prompt examination of his case and the evaluation of his investment, by the competent authority, in accordance with the procedure provided for by the legislation applicable in the Togolese Republic. Any non-discriminatory regulatory measure taken by the Togolese State, designed and implemented to protect or to achieve legitimate objectives of public welfare such as public health, safety and the environment, does not constitute nationalization or indirect expropriation. Appropriate compensation is normally assessed in accordance to fair market value of the investment. Otherwise, the assessment of fair and appropriate compensation balance between the public interest and the interest of the investor taking into account all relevant circumstances.

What kind of help can the development and management body of PIA SAS provide to investors?

The creation of the PIA is considered by the State as a strategic stake for economic development and to promote the growth of the industrialization of the country. Some of the missions of PIA are as follows:

- develop, promote, operate and manage PIA to promote industrial growth from the country;
- develop, promote and manage the infrastructures and installations created within and / or outside PIA, with the aim of attracting new investors to PIA and to increase the productivity of all industrial units of the PIA;

- développer, promouvoir, exploiter et gérer au sein de la zone logistique les opérations à valeur ajoutée comme un Parc à conteneurs (à la fois sous douane et non cautionnée), Entrepôts de proximité (avec ou sans caution) et Open Stock-yards (avec ou sans caution) avec l'infrastructure associée, pour assurer une utilisation fluide et sans tracas d'exportation et d'importation et le stockage pour tous les investisseurs à l'intérieur de la zone ainsi que pour les exportateurs/importateurs en dehors de la zone ;
- développer, promouvoir, exploiter et gérer exclusivement dans la zone logistique le terminal de camions avec l'infrastructure associée pour soutenir les opérations industrielles à l'intérieur de la Zone et permettre une gestion efficace des mouvements des camions de la zone au port.

- develop, promote, operate and manage within Logistics Zone the value-added operations like Container Yard (both bonded and non-bonded), Closed Warehouse (both bonded and non-bonded) and Open Stock-yards (both bonded and non-bonded) with associated infrastructure, to ensure smooth and hassle-free export/import and storage for all the investors inside the Zone as well as for exporters/importers outside the Zone;
- develop, promote, operate and manage exclusively within logistics zone the truck terminal with associated infrastructure to support industrial operations inside the Zone and allow efficient management of truck movements from the Zone to the Port.

Quel est le processus d'obtention d'un permis de construire et des approbations de plan de construction ?

L'entité devra soumettre le calendrier de construction et les étapes de travail de la construction et le délai d'achèvement de son projet ainsi que tous les documents supplémentaires en fonction de la spécificité du projet et selon les recommandations de PIA SAS.

En cas de dérogation aux délais d'exécution, elle doit être notifiée à l'Autorité. Sur recommandation de PIA SAS, l'autorité administrative peut accorder un délai supplémentaire.

Pour tout changement de projet sur une même parcelle, une demande révisée avec l'agrément révisé doit être soumise à l'autorité administrative avec information préalable de PIA SAS.

Le Guichet Unique dispose de sept (07) jours ouvrables, à compter du jour de la réception de la demande, pour accorder ou refuser le permis de construire. Tout refus doit être accompagné d'une motivation du Guichet Unique ou de la demande par l'entité de documents supplémentaires éventuellement nécessaires à la délivrance du permis de construire au profit de l'entité. L'entité enverra également une copie du dossier à PIA SAS.

En l'absence de réponse dans les quatorze (14) jours ouvrables, le permis de construire sera considéré comme délivré, sauf en cas de force majeure ou en cas de limitation technique nécessitant un délai d'approbation supplémentaire, notifié à l'avance à l'entité.

Le guichet unique examinera et poursuivra son processus d'approbation en faveur de l'entité si les documents soumis par l'entité sont en règle et qu'il n'y a pas d'objection écrite de PIA SAS, dans les sept (7) jours suivant la soumission de la demande relative à l'aménagement proposé par l'entité, sur la parcelle qui est attribuée.

How can one apply for construction permit and building plan approvals?

The Unit will be required to submit the construction schedule and work stages construction and the deadline for completion of its project as well as all documents additional depending on the specificity of the project and as recommended by PIA SAS.

In the event of a deviation from the completion times, it must be notified to the Authority. On recommendation of PIA SAS, the administrative authority may grant an extension.

For any change of project on the same plot, a revised request with the the revised Approval must be submitted to the Administrative Authority with prior information to PIA SAS.

The The Single Window has seven (07) working days, from the day of receipt of the request, to grant or refuse the building permit. Any refusal must be accompanied by a reason from the Single Window or the request from the Unit for additional documents that may be required for the issuance of the permit to build for the benefit of Unit. The Unit will also send a copy of the file to PIA SAS.

In the absence of a response within fourteen (14) working days, the construction permit will be considered as delivered, except in cases of Force Majeure or in the event of technical limitation requiring additional approval time, notified to the Unit in advanced.

The Single Window will review and continue its approval process in favor of the unit if the documents submitted by the Unit are in order and there is no written objection from PIA SAS, within seven (7) days of the submission of the request relating to the development proposed by the Unit, on the plot which is attributed.

A faire & A ne pas faire

A faire

- Toujours se munir de ses papiers d'identité en sortant
- Privilégier le transport en voiture que les taxis motos
- Exiger les factures normalisées pour tout achat pour le compte des sociétés
- Privilégier la restauration dans les maquis et restaurants

A ne pas faire

- Eviter au maximum de boire l'eau de robinet
- Eviter de se déplacer avec des sommes importantes en préférant de payer par chèque ou par virement bancaire
- Ne pas prendre en photo les corps habillés sans leur autorisation

Do's & Don'ts

Do's

- Always carry an ID card when going out
- Favor car transport over motorbike
- Require standardized invoices for all purchases on behalf of companies
- Favor eating in restaurant rather than roadside food

Don'ts

- Avoid drinking tap water as much as possible
- Avoid travelling with large sums of money. Prefer paying by check or bank transfer.
- Avoid taking pictures of police officers without their permission

Annexes

Table des annexes
Annexe 1 : Liste des écoles internationales au Togo
Annexe 2 : Liste des Banques, Etablissements financiers, Institutions de Microfinances et Compagnies d'assurance au Togo
Annexe 3 : Statistiques du port autonome de Lomé
Annexe 4 : Analyse comparative des activités et créneaux porteurs par région et par préfecture
Annexe 5 : Liste des sites miniers
Annexe 6 : Importation et exportation
Annexe 7 : Importation et Exportation des produits alimentaires
Annexe 8 : Liste des principales industries du Togo
Annexe 9 : Liste des hôtels et restaurants
Annexe 10 : Supermarchés au Togo
Annexe 11 : Grandes lignes des structures organisationnelles
Annexe 12 : Enregistrement à la CNSS
Annexe 13 : Dates d'échéance
Annexe 14 : Résumé des sanctions
Annexe 15 : Approche écosystémique
Annexe 16 : Liste des administrations du guichet unique
Annexe 17 : Secteurs potentiels
Annexe 18 : Activités menées dans PIA
Annexe 19 : Procédures d'approbation pour obtenir des exemptions
Annexe 20 : Les exonérations fiscales du régime spécial
Annexe 21 : Liste des ambassades et consulats clés
Annexe 22 : Liste des ONG et organisations sociales
Annexe 23 : Liste des syndicats
Annexe 24 : Liste des Chambres de Commerce
Annexe 25 : Liste de quelques agences de voyage au Togo
Annexe 26 : Liste des compagnies maritimes au Togo
Annexe 27 : Contacts de quelques services utiles

Appendices

Table of Appendices
Appendix 1 : List of international schools in Togo
Appendix 2 : List of Banks Financial institutions, microfinance institutions and insurance companies in Togo.
Appendix 3 : Statistics for autonomous port of Lomé
Appendix 4 : Comparative analysis of activities and promising niches by region and by prefecture
Appendix 5 : List of mine sites
Appendix 6 : Importation and Exportation
Appendix 7 : Importation and Exportation of food products
Appendix 8 : List of main industries in Togo
Appendix 9 : List of Hotels & Restaurants
Appendix 10 : Supermarkets in Togo
Appendix 11 : Main outlines of corporate structures
Appendix 12 : Registration with the CNSS
Appendix 13 : Due dates
Appendix 14 : Summary of sanctions
Appendix 15 : The Ecosystem Approach
Appendix 16 : List of administrations in PIA SWCCA
Appendix 17 : Potentials sectors
Appendix 18 : Activities conducted in PIA
Appendix 19 : Approval process to get entitlement to exemptions
Appendix 20 : The fiscal exemptions of the special
Appendix 21 : List of Key Embassies & Consulates
Appendix 22 : List of NGOs and social Organisations
Appendix 23 : List of Unions
Appendix 24 : List of Chamber of Commerce
Appendix 25 : List of some travel agent in Togo
Appendix 26 : List of shipping lines in Togo
Appendix 27 : Contacts of some useful services

Annexe I : Liste des écoles internationales au Togo

Noms	Adresses
École ALPHA	3, Rue de l'ancienne Ambassade du Ghana B.P. 13651, Lomé - Togo Phone : +228 22 22 24 68
École internationale ARC EN CIEL	Maternelle - +228 22 21 41 86 ; Rue Palma, Lomé Primaire - +228 22 21 13 44 Rue Défalé, Lomé College / Lycee - +228 22 22 03 29 Rue Défalé, Lomé. B.P. 2985
COURS LUMIERE	Rue Alitussin, Agbalépédo – Lomé Phone : +228 91 77 99 03 / 22 50 05 34
Lycée Français de Lomé	Avenue Franz Joseph Strauss, B.P. 3544 Lomé Phone : +228 22 23 57 50
École internationale ATLANTIQUE TOGO	114, rue des Jaguards, Angle rue Dague BP : 2890 LOME 01 TOGO Phone : +228 22 20 99 77
École internationale MARIAM	B.P. : 20259 Lomé-TOGO Agoè réserve, 500m à l'Est du Lycée d'agoè Phone : +228 22 25 80 01 / 22 25 90 95 / 22 55 19 30 / 90 02 69 79
The British School of Lome	Résidence du Bénin, Lomé, Togo Phone : +228 22 26 46 06
The American International School of Lome	Boulevard du Haho Kégué - 03 BP 30276 Phone : +228 22 61 18 96

Appendix I: List of international schools in Togo

Names	Address
ALPHA School	3, Rue de l'ancienne Ambassade du Ghana B.P. 13651, Lomé - Togo Phone : +228 22 22 24 68
ARC EN CIEL International School	Maternelle - +228 22 21 41 86 ; Rue Palma, Lomé Primaire - +228 22 21 13 44 Rue Défalé, Lomé College / Lycee - +228 22 22 03 29 Rue Défalé, Lomé. B.P. 2985
COURS LUMIERE	Rue Alitussin, Agbalépédo – Lomé Phone : +228 91 77 99 03 / 22 50 05 34
French School of Lomé	Avenue Franz Joseph Strauss, B.P. 3544 Lomé Phone : +228 22 23 57 50
International ATLANTIQUE TOGO School	114, rue des Jaguards, Angle rue Dague BP : 2890 LOME 01 TOGO Phone : +228 22 20 99 77
MARIAM International School	B.P. : 20259 Lomé-TOGO Agoè réserve, 500m à l'Est du Lycée d'agoè Phone : +228 22 25 80 01 / 22 25 90 95 / 22 55 19 30 / 90 02 69 79
The British School of Lome	Résidence du Bénin, Lomé, Togo Phone : +228 22 26 46 06
The American International School of Lome	Boulevard du Haho Kégué - 03 BP 30276 Phone : +228 22 61 18 96



Annexe 2 : Banques, Etablissements financiers, Institutions de Microfinances et Compagnies d'assurance au Togo

A2.1. Banques

Dénomination	Appartenance à un groupe	Horaire d'ouverture	Adresse du siège
BANQUE ATLANTIQUE TOGO (BAT)	Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) du Maroc	Lundi au vendredi : 08h 00 à 17h 00 / Samedi : 09h00 à 14 h00	Place du petit marché, rue Koumoré - 01 BP 3256 Lomé Tél. : (228) 22 20 88 92 Téléfax : (228) 22 20 88 93
Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-Togo)	Groupe Attijariwafa BANK	Lundi au vendredi : 07h 30 à 16h 00 / Samedi : 09h 00 à 13h 00 pour le siège	13, Avenue Sylvanus OLYMPIO - BP 346 Lomé Tél. : (228) 22 23 05 50 Télex : 5057 et 5218 AFRBK LFW LOME / SWIFT : BILT TG TG Téléfax : (228) 22 21 10 19 / 22 22 02 38 E-mail : bia-togo@café.tg / courrier@biat.tg
SUNU Banque Togo	SUNU Group	Lundi au vendredi : 07h30 à 16h30 / Samedi : 09h00 à 14h00	23, Avenue KLEBER DADJO BP 904 Lomé Tél. : (228) 22 21 20 47 / 22 21 04 60 Téléfax : (228) 22 21 85 83 E-mail : bpec@bpec.tg
Bank of Africa-Togo (BOA TOGO)	Groupe BANK OF AFRICA	Lundi au vendredi : 07h45 à 17h 00 Samedi : 09h00 à 12h15	Boulevard de la République, Lomé-Togo 01 BP 229 Lomé Tél. : (228) 22 53 62 62 Téléfax : (228) 22 21 91 31

Appendix 2 : List of Banks, Financial institutions, microfinance institutions and insurance companies in Togo

A 2.1. Banks

Designation	Holding	Opening hours	Address of the headquarter
BANQUE ATLANTIQUE TOGO (BAT)	Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) du Maroc	From Monday to Friday : 08:00 to 17:00 / Saturday : 09:00 to 14:00	Place du petit marché, rue Koumoré - 01 PO BOX 3256 Lomé Tél. : (228) 22 20 88 92 Téléfax : (228) 22 20 88 93
Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-Togo)	Groupe Attijariwafa BANK	From Monday to Friday : 07:30 to 16:00 / Saturday : 09:00 to 13:00 pour le siège	13, Avenue Sylvanus OLYMPIO - PO BOX 346 Lomé Tél. : (228) 22 23 05 50 Télex : 5057 et 5218 AFRBK LFW LOME / SWIFT : BILT TG TG Téléfax : (228) 22 21 10 19 / 22 22 02 38 E-mail : bia-togo@café.tg / courrier@biat.tg
SUNU Banque Togo	SUNU Group	From Monday to Friday : 07:30 to 16:30 / Saturday : 09:00 to 14:00	23, Avenue KLEBER DADJO PO BOX 904 Lomé Tél. : (228) 22 21 20 47 / 22 21 04 60 Téléfax : (228) 22 21 85 83 E-mail : Po Boxec@Po Boxec.tg
Bank of Africa-Togo (BOA TOGO)	Groupe BANK OF AFRICA	From Monday to Friday : 07:45 to 17:00 Saturday : 09:00 to 12:15	Boulevard de la République, Lomé-Togo 01 PO BOX 229 Lomé Tél. : (228) 22 53 62 62 Téléfax : (228) 22 21 91 31

BANK

Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce –Togo (BSIC –Togo)	Groupe BSIC	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 à 14h30 à 16h 00 Samedi : 09h 00 à 14h 00	3802, Bd du 13 janvier, Dékon - Lomé BP 3296 Lomé Tél. : (228) 22 20 21 98 Télex : 5388 BSIC TG Téléfax : (228) 22 20 87 57 / 22 20 21 99 E-mail : bsic.togo@bsicbank.com
Coris Bank International –Togo (CBI-Togo)	Coris Holding S.A	Lundi au vendredi : 07h45 à 17h30 Samedi : 08h30 à 14h00 Dimanche et jours fériés : 09h00 à 14h00	Boulevard du 13 janvier, quartier Béniglato, Lomé-Togo BP 4032 Lomé Tél. : (228) 22 20 82 82 / 22 20 84 85 E-mail : coristg@coris-bank.com web : www.coris-bank.com
Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCl)		Lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00 Samedi : 09h00 à 15h00 (sauf au Siège)	169, Boulevard du 13 Janvier, Lomé BP 363 Lomé Tél. : (228) 22 23 55 00 / 22 23 56 00 Fax : (228) 22 21 32 65 E-mail : btci@btci.tg
Société générale Togo (succursale)	Société Générale	Lundi au vendredi : 08h00 à 12h30 / 14h30 à 17h30	2983, Avenue de la libération, Tokoin – Gbadago Lomé-Togo 01 BP 5012 Tél. : (228) 22 53 75 00 Téléfax : (228) 22 53 75 01
Ecobank Togo (ETG)		Lundi au vendredi : 07h45 à 16h00 / Samedi : 08h00 à 13h00 Dimanche : 9h00 à 14h00 (Agence Cinkassé)	20, Avenue Sylvanus OLYMPIO BP 3302 Lomé Tél. : (228) 22 21 72 14 Fax : (228) 22 21 42 37 E-mail : ecobanktg@ecobank.com

Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce –Togo (BSIC –Togo)	Groupe BSIC	From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 and 14:30 to 16:00 Saturday : 09:00 to 14:00	3802, Bd du 13 janvier, Dékon - Lomé PO BOX 3296 Lomé Tél. : (228) 22 20 21 98 Télex : 5388 BSIC TG Téléfax : (228) 22 20 87 57 / 22 20 21 99 E-mail : bsic.togo@bsicbank.com
Coris Bank International –Togo (CBI-Togo)	Coris Holding S.A	From Monday to Friday : 07 :45 to 17 :30 Saturday : 08 :30 to 14 :00 Sunday and public holidays : 09 :00 to 14 :00	Boulevard du 13 janvier, quartier Béniglato, Lomé-Togo PO BOX 4032 Lomé Tél. : (228) 22 20 82 82 / 22 20 84 85 E-mail : coristg@coris-bank.com web : www.coris-bank.com
Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCl)		From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00 Saturday : 09:00 to 15:00 (sauf au Siège)	169, Boulevard du 13 Janvier, Lomé PO BOX 363 Lomé Tél. : (228) 22 23 55 00 / 22 23 56 00 Fax : (228) 22 21 32 65 E-mail : btci@btci.tg
Société générale Togo (succursale)	Société Générale	From Monday to Friday : 08:00 to 12:30 / 14:30 to 17:30	2983, Avenue de la libération, Tokoin – Gbadago Lomé-Togo 01 PO BOX 5012 Tél. : (228) 22 53 75 00 Téléfax : (228) 22 53 75 01
Ecobank Togo (ETG)		From Monday to Friday : 07:45 to 16:00 / Saturday : 08:00 to 13:00 Dimanche : 9:00 to 14:00 (Agence Cinkassé)	20, Avenue Sylvanus OLYMPIO PO BOX 3302 Lomé Tél. : (228) 22 21 72 14 Fax : (228) 22 21 42 37 E-mail : ecobanktg@ecobank.com

Orabank Togo	ORAGROUP	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00 Samedi : 09h00 à 13h00	11, Avenue du 24 janvier, quartier Assivito BP 325 Lomé Tél. : (228) 22 21 62 21 Téléfax : (228) 22 21 62 25 E-mail : secretariatdg-togo@orabank.net
Société interafricaine de banque (SIAB)		Lundi au vendredi : 07h30 à 17h00 / Samedi : 09h00 à 14h00	14, Avenue Sylvanus OLYMPIO BP 4874 Lomé - Togo Tél. : (228) 22 21 28 30 / 22 21 13 41 Téléfax : (228) 22 21 58 29 E-mail : info@siabtogo.com
Banque de développement du Mali (BDM) succursale du Togo	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI		03 Rue Khra (ex-rue Maréchal BUGEAUD), Place ANANI SANTOS (ex-place de la Libération)
Union togolaise de banque (UTB)		Siège : lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00 au Siège Agences : lundi au vendredi de 08h00 à 16h00 / Samedi de 08h00 à 14h00	Bd du 13 janvier, Nyékonakpoè BP 359 Lomé Tél. : (228) 22 23 43 00 / 01 Téléfax : (228) 22 21 22 06 Télex : 5215 et 5270 UT BANK LOME / SWIFT : UNTB TG TG E-mail : utbsdg@utb.tg Site internet : www.utb.tg

Orabank Togo	ORAGROUP	From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00 Saturday : 09:00 to 13:00	11, Avenue du 24 janvier, quartier Assivito PO BOX 325 Lomé Tél. : (228) 22 21 62 21 Téléfax : (228) 22 21 62 25 E-mail : secretariatdg-togo@orabank.net
Société interafricaine de banque (SIAB)		From Monday to Friday : 07:30 to 17:00 / Saturday : 09:00 to 14:00	14, Avenue Sylvanus OLYMPIO PO BOX 4874 Lomé - Togo Tél. : (228) 22 21 28 30 / 22 21 13 41 Téléfax : (228) 22 21 58 29 E-mail : info@siabtogo.com
Banque de développement du Mali (BDM) succursale du Togo	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI		
Union togolaise de banque (UTB)		Siège : From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00 at the headquarter In branches : From Monday to Friday from 08:00 to 16:00 / Saturday from 08:00 to 14:00	Bd du 13 janvier, Nyékonakpoè PO BOX 359 Lomé Tél. : (228) 22 23 43 00 / 01 Téléfax : (228) 22 21 22 06 Télex : 5215 et 5270 UT BANK LOME / SWIFT : UNTB TG TG E-mail : utbsdg@utb.tg Site internet : www.utb.tg

A 2.2. Classement de institutions financières opérant dans l'UMOA - année 2019

Rang	Principaux groupes (minimum de 2 % de part de marché)	Pays d'origine de la société mère	Nombre de filiales / Succursales	part de marché	Guichets	ATM	Nombre de comptes bancaires	Workfore	Part provisoire du résultat net total
1	Ecobank	Togo	8	12%	6%	19%	14%	9%	12%
2	Société Générale	France	5	10%	5%	9%	10%	9%	14%
3	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	7	10%	8%	10%	18%	9%	11%
4	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	9	9%	6%	4%	7%	7%	8%
5	Attijariwafa bank (AWB)	Maroc	9	7%	8%	6%	8%	9%	11%
6	Coris Bank International (CBI)	Burkina	7	6%	3%	3%	3%	3%	9%
7	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	5	5%	4%	6%	5%	6%	4%
8	Oragroup	Togo	8	5%	3%	4%	3%	4%	4%
9	BNP Paribas	France	4	4%	3%	5%	3%	5%	3%
10	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	3%	5%	3%	2%	2%	4%
11	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	5	3%	3%	5%	7%	4%	4%
12	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce	Libye	7	3%	3%	4%	2%	4%	0%
Total			78	77%	55%	77%	82%	70%	84%



A 2.2. Financial institutions operating in the WAMU ranking – year 2019

Rank	Main groups (minimum 2% market share)	Country of origin of the parent company	Number of subsidiaries/branches	Market share	Wickets	ATM	Number of bank accounts	Workfore	Provisional share of total net income
1	Ecobank	Togo	8	12%	6%	19%	14%	9%	12%
2	Société Générale	France	5	10%	5%	9%	10%	9%	14%
3	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	7	10%	8%	10%	18%	9%	11%
4	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	9	9%	6%	4%	7%	7%	8%
5	Attijariwafa bank (AWB)	Maroc	9	7%	8%	6%	8%	9%	11%
6	Coris Bank International (CBI)	Burkina	7	6%	3%	3%	3%	3%	9%
7	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	5	5%	4%	6%	5%	6%	4%
8	Oragroup	Togo	8	5%	3%	4%	3%	4%	4%
9	BNP Paribas	France	4	4%	3%	5%	3%	5%	3%
10	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	3%	5%	3%	2%	2%	4%
11	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	5	3%	3%	5%	7%	4%	4%
12	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	3%	3%	4%	2%	4%	0%
Total			78	77%	55%	77%	82%	70%	84%

Source : Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). En savoir plus, www.bceao.int

Source: Central Bank of West African States (BCEAO). For more information, www.bceao.int

A2.3. Etablissements financiers au Togo

Noms des établissements financiers	Horaire d'ouverture	Adresse du siège
Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA)	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h30 / 14h30 à 17h30	68, Avenue de la Libération, Immeuble BOAD BP 1172 Lomé Tél. : (228) 22 23 27 22 Téléfax : (228) 22 23 27 52 E-mail : info@crrhuemoa.org / cagossa@crrhuemoa.org
Africa Guarantee Fund West Africa	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h30 / 14h30 à 17h30	68, Avenue de la Libération, Immeuble BOAD BP 985 Lomé 01 Tél. : (228) 22 21 06 05 / 22 21 42 44 / 22 21 59 06 E-mail : gari@fondsgari.org
AFRICAN LEASE TOGO	Lundi au vendredi : 07H30 – 12H00 / 14H30 – 16H00	2, Sylvanus Olympio, face Palm Beach 01 BP 16 Lomé 01 Lomé – Togo (+228) 22 23 69 00 (+228) 96 92 17 17

Source : BCEAO

A 2.4. Institutions de Microfinances

Noms	Contact	Siège
WAGES (Women And Associations For Gain Both Economic And Social)	(00228) 22 22 54 71 22 20 13 26	Bd. Notre Dame des Apôtres, angle rues 114 Sara et 75 Seva, Imm. 678 Aguiarkomé - BP 1339 Lomé – Togo
COOPEC La Fructueuse	(00228) 22 27 09 44/22 48 85 12	Rue des Passages des Bœufs près de l'hôtel Référentiel Bè Kpota - 11 BP 201 Lomé – Togo
MILLENNIUM Micro-finance	(00228) 22 27 04 13	Bd Houphouët Boigny, en face de l'Eglise les Amis du Christ Gbényédji - BP 10260 Lomé – Togo
COECP (Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'Eglise De Pentecôte Du Togo)	(00228) 22 20 90 98	189, Rue de l'Orion, à côté du siège de l'église Pentecôte du Togo Tokoin Solidarité - 01 BP 361 Lomé – Togo
SOGEMEF (La Société Générale De Meso & Micro Finance)	(00228) 22 20 15 95	324, Rue des Equinoxes Tokoin Séminaire - 08 BP 81746 Lomé 08 Lomé – Togo

A 2.3. Financial institutions in Togo

Designation	Opening Hours	Address of the Headquarter
Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA)	From Monday to Friday : 07:30 à 12:30 / 14:30 à 17:30	68, Avenue de la Libération, Immeuble BOAD PO BOX 1172 Lomé Tél. : (228) 22 23 27 22 Téléfax : (228) 22 23 27 52 E-mail : info@crrhuemoa.org / cagossa@crrhuemoa.org
Africa Guarantee Fund West Africa	From Monday to Friday : 07:30 à 12:30 / 14:30 à 17:30	68, Avenue de la Libération, Immeuble BOAD PO BOX 985 Lomé 01 Tél. : (228) 22 21 06 05 / 22 21 42 44 / 22 21 59 06 E-mail : gari@fondsgari.org
AFRICAN LEASE TOGO	From Monday to Friday: 07:30 à 12:00 / 14:30 à 16:00	2, Sylvanus Olympio, face Palm Beach 01 PO BOX 16 Lomé 01 Lomé – Togo (+228) 22 23 69 00 (+228) 96 92 17 17

Source : BCEAO

A2.4. Microfinance Institutions

Designation	Contact	Address of the Headquarter
WAGES (Women And Associations For Gain Both Economic And Social)	(00228) 22 22 54 71 22 20 13 26	Bd. Notre Dame des Apôtres, angle rues 114 Sara et 75 Seva, Imm. 678 Aguiarkomé - PO BOX 1339 Lomé – Togo
COOPEC La Fructueuse	(00228) 22 27 09 44/22 48 85 12	Rue des Passages des Bœufs près de l'hôtel Référentiel Bè Kpota - 11 PO BOX 201 Lomé – Togo
MILLENNIUM Microfinance	(00228) 22 27 04 13	Bd Houphouët Boigny, en face de l'Eglise les Amis du Christ Gbényédji - PO BOX 10260 Lomé – Togo
COECP (Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'Eglise De Pentecôte Du Togo)	(00228) 22 20 90 98	189, Rue de l'Orion, à côté du siège de l'église Pentecôte du Togo Tokoin Solidarité - 01 PO BOX 361 Lomé – Togo
SOGEMEF (La Société Générale De Meso & Micro Finance)	(00228) 22 20 15 95	324, Rue des Equinoxes Tokoin Séminaire - 08 PO BOX 81746 Lomé 08 Lomé – Togo

UMECTO (Union Des Mutuelles D'épargne Et De Credit Du Togo)	(00228) 22 22 59 13/22 22 59 13	115, Rue Télélé, von face entrée principale CHU Sylvanus Olympio ou à côté de l'ancien TOGANIM Tokoin Hôpital - BP 12734 Lomé – Togo
COPAD (Cooperative D'appui Pour Le Développement « Main De Dieu »)	(00228) 70 41 39 42	Bd. du 30 Août, Route de Kpalimé, 1ère Rue après la station d'essence SANOL, à 50m du goudron Adidogomé Atigangomé - 23 BP 116 Lomé – Togo
AMUPEC-TOGO	(00228) 22 19 72 83	10, Rue de France Adoboukomé - 01 BP 2000 Lomé 01 Lomé – Togo
ASSILASSIME Solidarite	(00228) 22 51 12 34	Bd du 30 Août, Carrefour la Pampa Adidogomé Lomé – Togo
Caisse D'Epargne Et De Crédit Canaan	(00228) 22 50 00 72	Rue de la La Pampa, 30 m de l'hôtel Caraïbe en venant du Carrefour Agbemadon Adidogomé - 04 BP 198 Lomé – Togo
CECAP (Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'administration Publique Du Togo)	(00228) 22 20 00 82	Près de la Fonction Publique et la Réforme Administrative Quartier Administratif - 01 BP 4862 Lomé – Togo
COOPEC-AD (Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'Eglise Des Assemblées De Dieu Du Togo)	(00228) 22 22 89 78/23 36 25 26	Siège social: 173, Av. Duisburg, Kodjoviakopé 01 BP 2527 Lomé – Togo
APIM (Association Professionnelle Des Institutions De Microfinance Du Togo)	(00228) 22 35 22 47/22 25 50 75	Lomégan, derrière pharmacie Matilda 08 BP 80753 Lomé – Togo
MECPIP (Mutuelle D'Epargne Et De Crédit "Pour La Promotion De L'initiative Privée")	(00228) 22 37 24 40/23 38 49 00	234, Rue Djapiong, non loin de la société Mèches AMINA, Nukafu Cerfer BP 31344 Lomé – Togo
FECECAV-CECAV Fraternité	(00228) 24 41 05 94	Rue de l'hôpital, à 100 m du CHP Kpalimé-Cathédrale, Togoagui BP 354 Kpalimé – Togo
MUSED (Mutuelle De Solidarité Et D'entraide Pour Le Développement)	(00228) 22 40 73 54/22 32 03 54	Rue d'Aného, à côté de l'Hôtel TINO Aguiarkomé - 14 BP 232 Lomé – Togo
FAMER Microfinance (Fond D'appui En Milieu Economique Et Rural)	(00228) 22 51 04 44/22 51 04 43	Rue Mission Tové Agoè Assiyéyé - 03 BP 30416 Lomé – Togo
FUCEC Togo	(00228) 22 21 06 32/ 22 22 22 87	Bretelle Bè Klikamé - BP 3541 Lomé – Togo
CECA (Cooperative D'Epargne Et De Crédit Des Artisans)	(00228) 22 22 64 93/228 90 72 29 73	346, Rue du Moyen Mono, à côté du CEG Kodjoviakopé - BP 12874-Lomé-Togo

UMECTO (Union Des Mutuelles D'épargne Et De Credit Du Togo)	(00228) 22 22 59 13/22 22 59 13	115, Rue Télélé, von face entrée principale CHU Sylvanus Olympio ou à côté de l'ancien TOGANIM Tokoin Hôpital - PO BOX 12734 Lomé – Togo
COPAD (Cooperative D'appui Pour Le Développement « Main De Dieu »)	(00228) 70 41 39 42	Bd. du 30 Août, Route de Kpalimé, 1ère Rue après la station d'essence SANOL, à 50m du goudron Adidogomé Atigangomé - 23 PO BOX 116 Lomé – Togo
AMUPEC-TOGO	(00228) 22 19 72 83	10, Rue de France Adoboukomé - 01 PO BOX 2000 Lomé 01 Lomé – Togo
ASSILASSIME Solidarite	(00228) 22 51 12 34	Bd du 30 Août, Carrefour la Pampa Adidogomé Lomé – Togo
Caisse D'Epargne Et De Crédit Canaan	(00228) 22 50 00 72	Rue de la La Pampa, 30 m de l'hôtel Caraïbe en venant du Carrefour Agbemadon Adidogomé - 04 PO BOX 198 Lomé – Togo
CECAP (Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'administration Publique Du Togo)	(00228) 22 20 00 82	Près de la Fonction Publique et la Réforme Administrative Quartier Administratif - 01 PO BOX 4862 Lomé – Togo
COOPEC-AD (Coopérative D'Epargne Et De Crédit De L'Eglise Des Assemblées De Dieu Du Togo)	(00228) 22 22 89 78/23 36 25 26	Siège social: 173, Av. Duisburg, Kodjoviakopé 01 PO BOX 2527 Lomé – Togo
APIM (Association Professionnelle Des Institutions De Microfinance Du Togo)	(00228) 22 35 22 47/22 25 50 75	Lomégan, derrière pharmacie Matilda 08 PO BOX 80753 Lomé – Togo
MECPIP (Mutuelle D'Epargne Et De Crédit "Pour La Promotion De L'initiative Privée")	(00228) 22 37 24 40/23 38 49 00	234, Rue Djapiong, non loin de la société Mèches AMINA, Nukafu Cerfer PO BOX 31344 Lomé – Togo
FECECAV-CECAV Fraternité	(00228) 24 41 05 94	Rue de l'hôpital, à 100 m du CHP Kpalimé-Cathédrale, Togoagui PO BOX 354 Kpalimé – Togo
MUSED (Mutuelle De Solidarité Et D'entraide Pour Le Développement)	(00228) 22 40 73 54/22 32 03 54	Rue d'Aného, à côté de l'Hôtel TINO Aguiarkomé - 14 PO BOX 232 Lomé – Togo
FAMER Microfinance (Fond D'appui En Milieu Economique Et Rural)	(00228) 22 51 04 44/22 51 04 43	Rue Mission Tové Agoè Assiyéyé - 03 PO BOX 30416 Lomé – Togo
FUCEC Togo	(00228) 22 21 06 32/ 22 22 22 87	Bretelle Bè Klikamé - PO BOX 3541 Lomé – Togo
CECA (Cooperative D'Epargne Et De Crédit Des Artisans)	(00228) 22 22 64 93/228 90 72 29 73	346, Rue du Moyen Mono, à côté du CEG Kodjoviakopé - PO BOX 12874-Lomé-Togo

A 2.5. Compagnies d'Assurances au Togo

Nom des compagnies d'assurances	Heure d'ouverture	Siège
NSIA IRAD-VIE	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h30 / 14h30 à 18h30 Samedi : 09h00 à 12h00	Rue Brazza (derrière la Grande Poste)/Lomé (+228) 22 23 49 00
SAHAM ASSURANCE	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00	Bd GNASSINGBE Eyadema, Immeuble SAHAM Assurance, près de la direction générale de Togocom, Quartier ATCHANTE/Lomé (+228) 22 53 59 00
GTA ASSURANCES	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00	Rond – Point GTA-Agbalépédo/Lomé (+228) 22 25 22 57
GTA ASSURANCES VIE	Lundi au vendredi : 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00 Lundi au vendredi : 07h00 à 12h30 / 14h30 à 18h00	14, Rue Koumoré, Immeuble Unicorner-Assivito/Lomé (+228) 22 21 93 75
FIDELIA ASSURANCES SA	Lundi à Vendredi 07h00 à 12h30 / 14h30 à 18h00	93, Bd. du 13 Janvier-Nyékoukokpoé/Lomé (+228) 22 20 74 94/ (+228) 92 39 90 40
INAM (Institut National d'Assurance Maladie du Togo)	Lundi à Vendredi 07h30 à 14h30 / 14h30 à 17h00	Avenue de la Libération, angle rue KAME-Quartier des Etoiles –Wétrivi Kondji/Lomé (+228) 22 21 47 99
LA CITOYENNE VIE SA	Lundi à Vendredi 07h00 à 18h00 Samedi : 07h30 à 17h00	Immeuble BAGE, Avenue Pya-Totsi/Lomé (+228) 22 25 47 24
PRUDENTIAL BENEFICIAL LIFE INSURANCE	Lundi à Vendredi 08h00 à 12h30 / 13h00 à 17h00	2963, Rue de la Chance-Agbalépédogan/Lomé (+228) 22 51 06 07
SUNU ASSURANCES	Lundi à Vendredi 07h30 à 18h00 Samedi : 09h00 à 12h00	812, Bd. du 13 Janvier, Imm. SUNU (+228) 22 21 10 33
AFRIQUE ENVERGURE Sarl	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h00 / 14h00 à 17h30	2492, Av. de la Libération, à côté de The Paste Togo, Non loin de K-LEBASSE-Tokoin Ramco/Lomé (+228) 22 21 73 49
ALPHA OMEGA INSURE SARL		Derrière hôtel BKBG-Avépozo/Lomé (+228) 92 54 91 92
CADRE NATIONAL DE CONCERTATION DE LA MUTUALITE AU TOGO (SECRETARIAT PERMANENT)		Rue 137, faisant l'angle du Commissariat du 6ème Arrondissement, Imm. N°142-Djidjolé (+228) 22 33 84 49
CARI CONSEIL Sarl	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00	Bd. du 13 Janvier, Imm. Cristal Optique/Lomé 22 22 17 78
CICA-RE	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00	Rue des Impôt, Lomé II-Cité OUA/Lomé (+228) 22 23 62 62

A 2.5. Insurance companies in Togo

Designation	Opening Hours	Address of the Headquarter
NSIA IRAD-VIE	From Monday to Friday : 07:30 to 12:30 / 14:30 to 18:30 Saturday : 09:00 to 12:00	Rue Brazza (derrière la Grande Poste)/Lomé (+228) 22 23 49 00
S A H A M ASSURANCE	From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00	Bd GNASSINGBE Eyadema, Immeuble SAHAM Assurance, près de la direction générale de Togocom, Quartier ATCHANTE/Lomé (+228) 22 53 59 00
GTA ASSURANCES	From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00	Rond – Point GTA-Agbalépédo/Lomé (+228) 22 25 22 57
GTA ASSURANCES VIE	From Monday to Friday : 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00	14, Rue Koumoré, Immeuble Unicorner-Assivito/Lomé (+228) 22 21 93 75
F I D E L I A ASSURANCES SA	From Monday to Friday 07:00 to 12:30 / 14:30 to 18:00	93, Bd. du 13 Janvier-Nyékoukokpoé/Lomé (+228) 22 20 74 94/ (+228) 92 39 90 40
INAM (Institut National d'Assurance Maladie du Togo)	From Monday to Friday 07:30 to 14:30 / 14:30 to 17:00	Avenue de la Libération, angle rue KAME-Quartier des Etoiles –Wétrivi Kondji/Lomé (+228) 22 21 47 99
LA CITOYENNE VIE SA	From Monday to Friday 07:00 to 18:00 Saturday : 07:30 to 17:00	Immeuble BAGE, Avenue Pya-Totsi/Lomé (+228) 22 25 47 24
PRUDENTIAL BENEFICIAL LIFE INSURANCE	From Monday to Friday 08:00 to 12:30 / 13:00 to 17:00	2963, Rue de la Chance-Agbalépédogan/Lomé (+228) 22 51 06 07
S U N U ASSURANCES	From Monday to Friday 07:30 to 18:00 Saturday : 09:00 to 12:00	812, Bd. du 13 Janvier, Imm. SUNU (+228) 22 21 10 33
A F R I Q U E ENVERGURE Sarl	From Monday to Friday 07:30 to 12:00 / 14:00 to 17:30	2492, Av. de la Libération, à côté de The Paste Togo, Non loin de K-LEBASSE-Tokoin Ramco/Lomé (+228) 22 21 73 49
ALPHA OMEGA INSURE SARL		Derrière hôtel BKBG-Avépozo/Lomé (+228) 92 54 91 92
C A D R E NATIONAL DE CONCERTATION DE LA MUTUALITE AU TOGO (SECRETARIAT PERMANENT)		Rue 137, faisant l'angle du Commissariat du 6ème Arrondissement, Imm. N°142-Djidjolé (+228) 22 33 84 49
CARI CONSEIL Sarl	From Monday to Friday 07:30 to 12:00 / 14:30 to 18:00	Bd. du 13 Janvier, Imm. Cristal Optique/Lomé 22 22 17 78
CICA-RE	From Monday to Friday 07h30 to 12:00 / 14:30 to 18:00	Rue des Impôt, Lomé II-Cité OUA/Lomé (+228) 22 23 62 62
CIF-VIE TOGO	From Monday to Friday 07:30 to 12:30 / 14:30 to 17:30	Avenue de la chance, 244 BKK, Bretelle Kikamé, Attikoumé/Lomé (+228) 22 20 52 94

CIF-VIETO	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h30 / 14h30 à 17h30	Avenue de la chance, 244 BKK, Bretelle Klikamé, Atti- koumé/Lomé (+228) 22 20 52 94
COOPASIV-TOGO (Cooperative d'Assu- rance Sante pour le Sec- teur Informel et Vulne- rable)	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h30 / 14h30 à 17h30	En face des rails, au niveau de l'entrée FUCEC-Atikou- mé/Lomé (+228) 90 76 23 80
LA PRUNELLE ASSU- RANCES	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h30 / 14h00 à 18h00	Rue Malou, à côté de ANADEB-Agbalépédo/Lomé (+228) 22 37 45 85
MAFUCECTO (Mutuelle d'Assurance de Fucec Togo)	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h00 / 14h30 à 17h30	Bretelle, Imm. FUCEC-Bè Klikamé/Lomé (+228) 22 20 52 94
POOL TPVM-VT GIE	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h30 / 14h00 à 18h00	169, Bd. du 13 Janvier, Imm. BTCL-Dékon/Lomé (+228) 22 20 55 78
SAHAM ASSURANCE VIE	Lundi à Vendredi 07h30 à 12h00 / 14h30 à 18h00	10, Av. Sylvanus Olym- pio-Grand Marché –Assiga- mé /Lomé (+228) 22 22 93 64
SAHAM-RE LTD (SA- HAM-REASSURANCE LTD)	Lundi à Vendredi 07h30 à 18h00 Samedi : 09h00 à 12h00	63, Bd. du 13 Janvier, Imm. Deloitte, 4ème Etage-Nyé- konakpoè (+228) 22 20 05 03
SUNU ASSURANCES VIE		812, Bd. du 13 Janvier, Imm. SUNU (+228) 22 21 36 56
TRANSVIETO		Nyekonakpoe, Boulevard du 13 Janvier en face de la Lo- nato/Lomé 22 22 22 55

COOPASIV-TOGO (Cooperative d'Assurance Sante pour le Secteur Informel et Vulnérable)	From Monday to Friday 07:30 to 12:30 / 14:30 to 17:30	En face des rails, au niveau de l'entrée FUCEC-Atikoumé/ Lomé (+228) 90 76 23 80
LA PRUNELLE ASSURANCES	From Monday to Friday 07:30 to 12:30 / 14:00 to 18:00	Rue Malou, à côté de ANADEB- Agbalépédo/Lomé (+228) 22 37 45 85
MAFUCECTO (Mutuelle d'Assurance de Fucec Togo)	From Monday to Friday 07:30 to 12:00 / 14:30 à 17h30	Bretelle, Imm. FUCEC-Bè Klikamé/Lomé (+228) 22 20 52 94
POOL TPVM-VT GIE	From Monday to Friday 07:30 to 12:30 / 14:00 to 18:00	169, Bd. du 13 Janvier, Imm. BTCL-Dékon/Lomé (+228) 22 20 55 78
SAHAM ASSURANCEVIE	From Monday to Friday 07h30 to 12:00 / 14:30 to 18:00	10, Av. Sylvanus Olympio-Grand Marché –Assigamé /Lomé (+228) 22 22 93 64
SAHAM-RE LTD (SAHAM- REASSURANCE LTD)	From Monday to Friday 07:30 to 18:00 Saturday : 09:00 to 12:00	63, Bd. du 13 Janvier, Imm. Deloitte, 4ème Etage- Nyekonakpoè (+228) 22 20 05 03
SUNU ASSURANCESVIE		812, Bd. du 13 Janvier, Imm. SUNU (+228) 22 21 36 56
TRANSVIETO		Nyekonakpoe, Boulevard du 13 Janvier en face de la Lonato/ Lomé 22 22 22 55

Annexe 3 : Statistiques du port autonome de Lomé

A 3.1. Installations.

Le quai des remorqueurs

Avec une longueur de 62,35 m, il permet l'accostage de remorqueurs.

Nouveau port de pêche

Un nouveau port de pêche, inauguré le 24 avril 2019, d'une capacité de 300 canots, une criée, un bloc administratif, deux fabriques de glace, trois poissonneries, deux locaux de stockage, un bassin d'amarrage, un quai de débarquement, deux cales, un poste de police, une déchèterie, un réservoir d'eau et des toilettes publiques. Cette nouvelle installation devrait compenser la réduction de 30% de la taille de l'ancien bassin du port de pêche, ainsi que l'espace réservé au stationnement des pirogues.

Le quai pétrolier

Long de 250 m, il dispose d'un poste d'amarrage pour l'accostage des pétroliers.

Le quai des minerais

210m de long, il dispose d'un poste d'amarrage pour l'accostage des minéraliers et des bitumiers.

Mole 1

366,5 m par 72 m, avec 4 postes d'amarrage est réservé aux marchandises conventionnelles.

Môle 2

250 m de long est exclusivement réservé aux porte-conteneurs.

Le 3ème quai

Le 3ème quai a les caractéristiques suivantes :

- Longueur : 450 mètres
- Profondeur : 15 mètres
- 2 postes d'amarrage
- Capacité à recevoir des navires de 7 000 conteneurs de 20 pieds
- Equipements de manutention : 2 portiques de quai
- 4 portiques de parc (grues RTG)
- Zone de stockage : 36 hectares d'espace ouvert.

La darse / Lome Container Terminal (LCT)

La darse présente les caractéristiques suivantes:

Appendix 3: Statistics for the autonomous port of Lomé

A 3.1. Installations.

The tugboat wharf

With a length of 62.35 m, it allows the berthing of tugs.

New Fishing Port

A new fishing port, inaugurated on April 24, 2019, with a capacity of 300 canoes, an auction, an administrative block, two ice factories, three fish shops, two storage rooms, a mooring basin, a landing wharf, two slipways, a police station, a waste disposal site, a water tank and public toilets. This new facility should compensate for the 30% reduction in the size of the old fishing harbour basin, as well as the space reserved for the parking of pirogues.

The oil wharf

250m long, it has a berth for the docking of tankers

The ore wharf

210m long with a berth is used for the docking of ore and bitumen tankers.

Mole 1

366.5 m by 72 m, with 4 berths is reserved for conventional goods.

Mole 2

250 m long is exclusively reserved for container ships.

The 3rd quay

- The 3rd pier has the following characteristics:
- Length: 450 meters
- Depth: 15 meters
- 2 berths
- Capacity to receive ships of 7,000 20-foot containers
- Handling equipment: 2 quay gantries
- 4 park gantries (RTG cranes)
- Storage area: 36 hectares of open space.

The dock / Lome Container Terminal (LCT)

The dock has the following characteristics:

- Length of quay: 1050 m of linear quay
- Depth: 16.60m
- 3 to 5 berths

La darse / Lome Container Terminal (LCT)

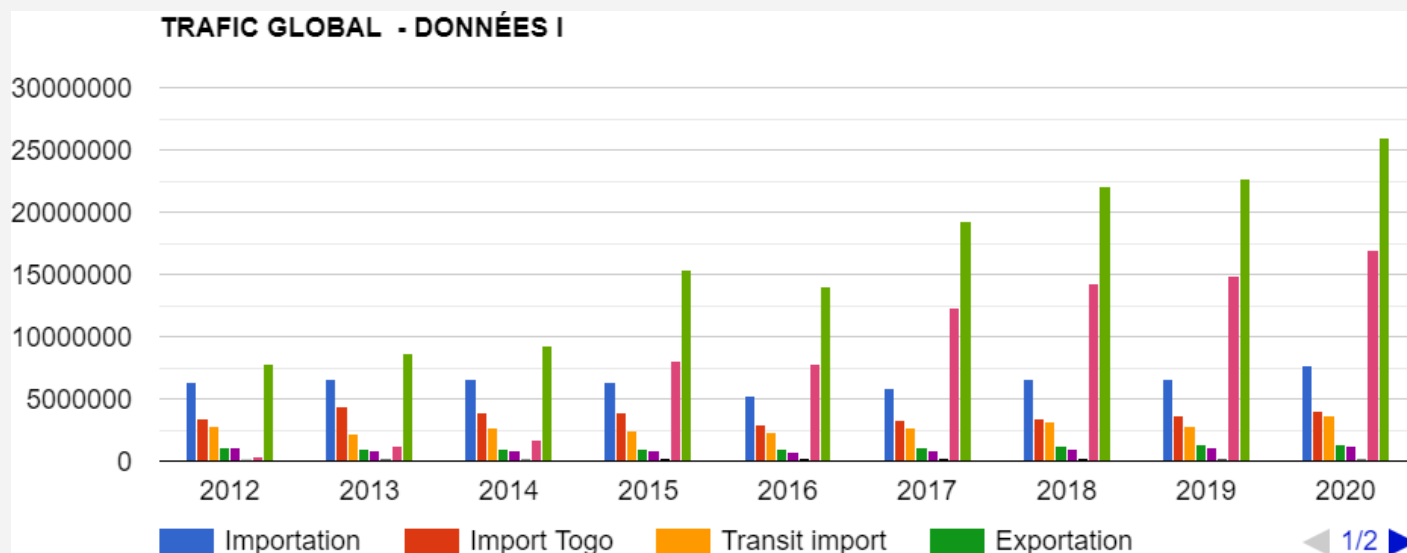
La darse présente les caractéristiques suivantes:

- Longueur de quai : 1050 m de linéaire de quai
- Profondeur : 16,60 m
- 3 à 5 postes d'amarrage
- Capacité à recevoir des navires de 14 500 conteneurs de 20 pieds
- Moyens de manutention : 9 portiques de quai et 27 portiques de cour (grues RTG)
- Surface : 53 hectares de stockage de conteneurs

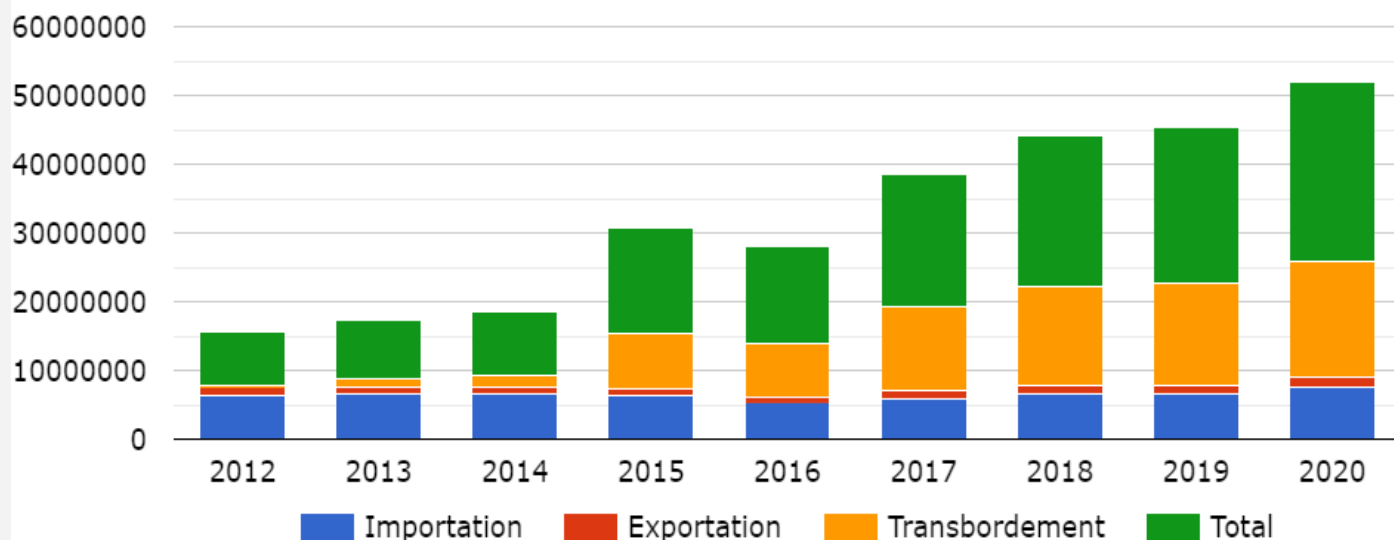
The dock / Lome Container Terminal (LCT)

The dock has the following characteristics:

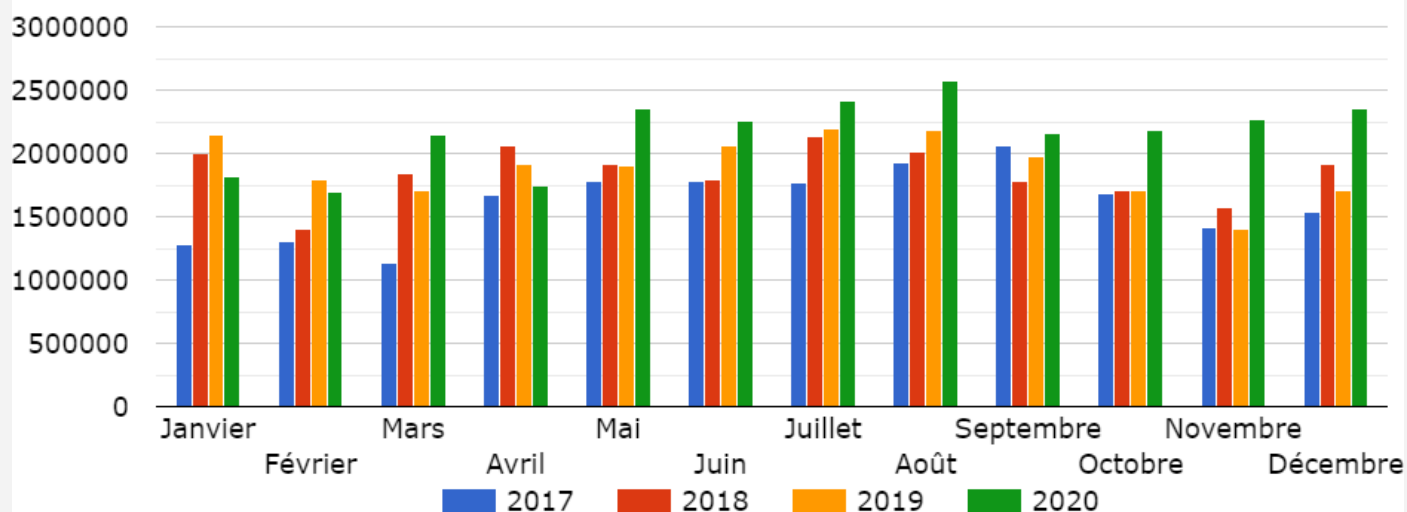
- Length of quay: 1050 m of linear quay
- Depth: 16.60m
- 3 to 5 berths
- Capacity to receive ships of 14,500 20-foot containers
- Handling equipment : 9 quay gantries and 27 yard gantries (RTG cranes)
- Surface area: 53 hectares of container storage

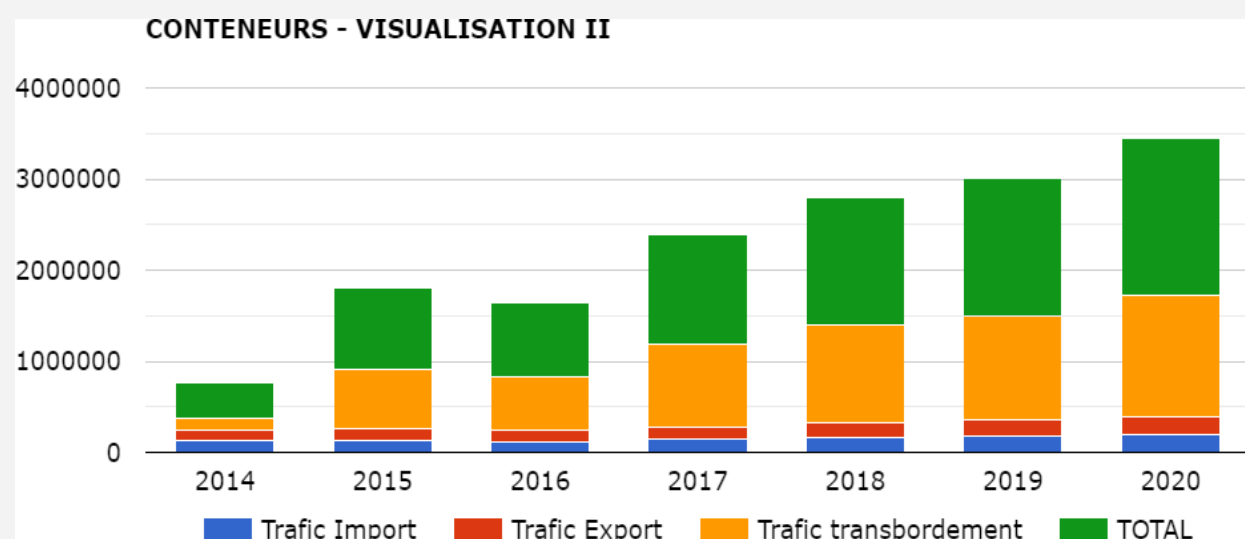
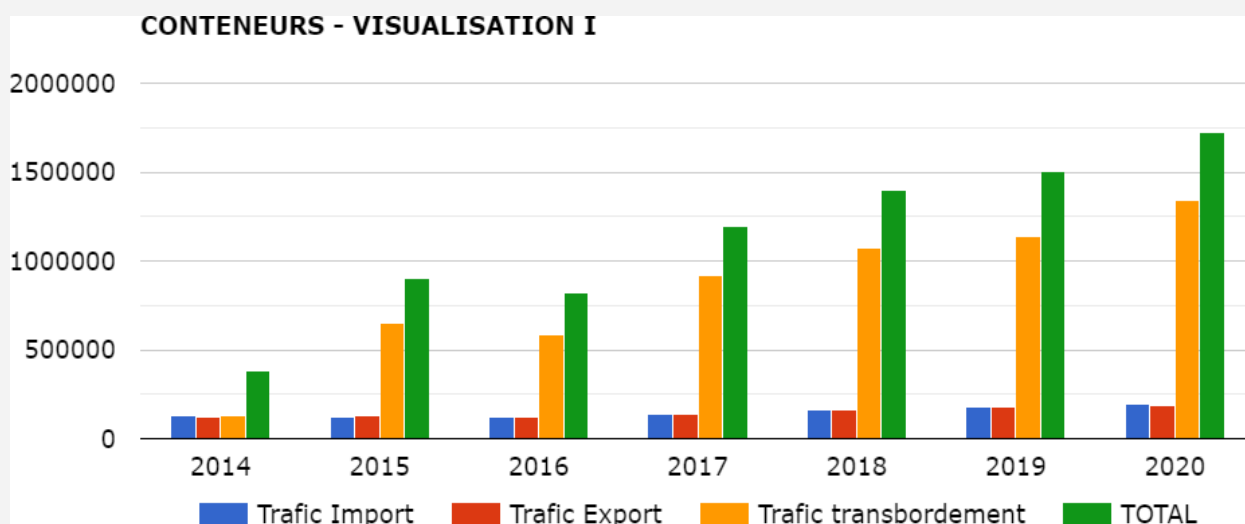


TRAFIC GLOBAL - DONNÉES II

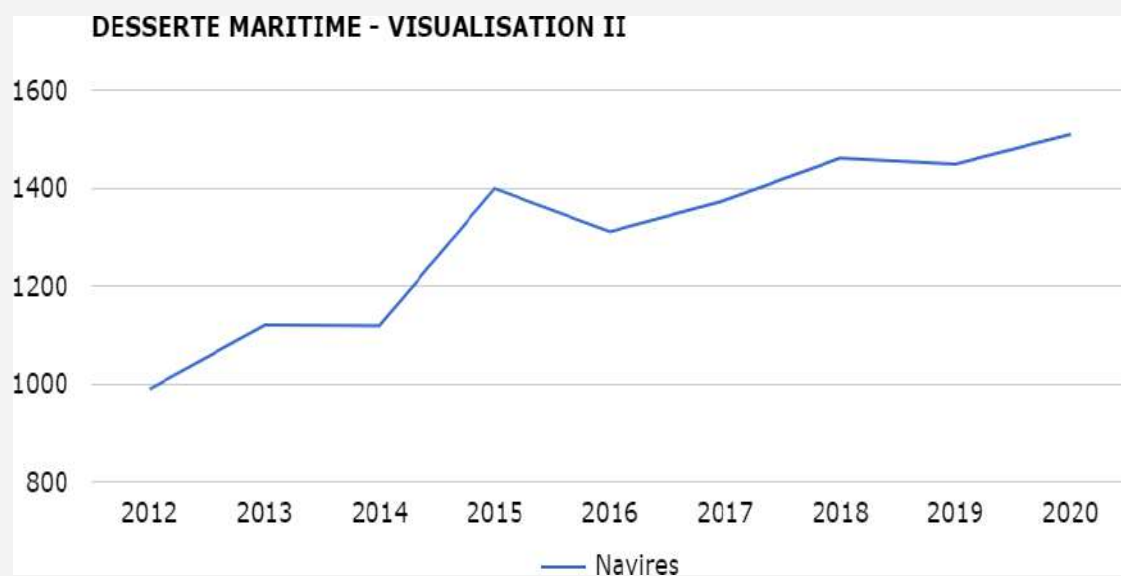
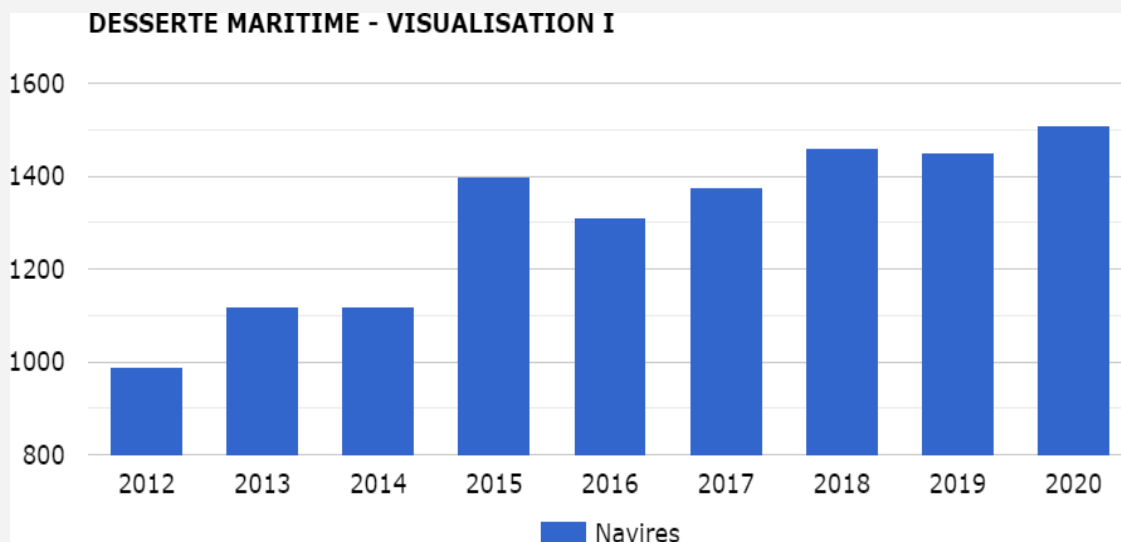


EVOLUTION MENSUELLE DU TRAFIC GLOBAL











Annexe 4 : Analyse comparative des activités et créneaux porteurs par région et par préfecture

Le Togo, pays essentiellement agricole, produit une gamme variée de cultures dont les plus importantes sont classées selon les statistiques relatives à la production moyenne sur la période allant de 2004 à 2008. Ces données ont permis de faire une analyse comparative, par spéculation, région et préfecture. Ainsi, dans le secteur agricole (agriculture, élevage et pêche), les créneaux et les activités économiques porteurs en termes comparatifs, par spéculation au niveau régional et préfectoral, se présentent comme suit.

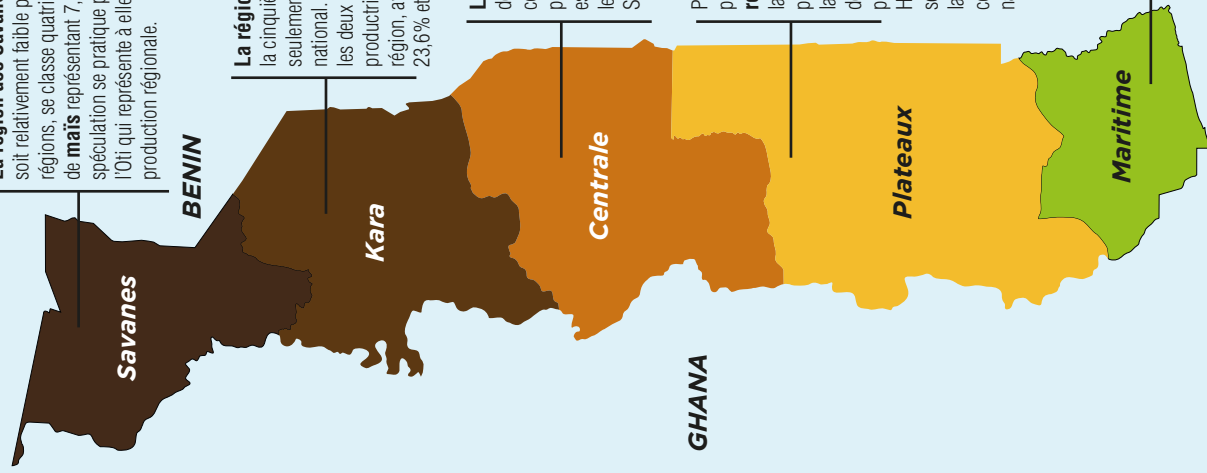
Source : « Carte de potentialités d'emplois des jeunes et des femmes dans les préfectures et sous-préfectures du Togo », Etude réalisée par le PNUD

Appendix 4 : Comparative analysis of activities and promising niches by region and by prefecture

Togo, an essentially agricultural country, produces a wide range of crops, the most important of which are classified according to statistics on medium-sized production for the period of 2004-2008. These data have been used to make a comparative analysis, by speculation, region and prefecture. Thus, in the agricultural sector (agriculture, breeding and fisheries), the niches and economic activities that are promising in comparative terms, by speculation at the regional and prefectural levels, are as follows:

Source: "Map of employment potential for young people and women in the prefectures and sub-prefectures of Togo", study carried out by the UNDP





La région des Savanes, quoique sa production soit relativement faible par rapport aux trois autres régions, se classe quatrième, avec une production de **maïs** représentant 7.5% du total national. Cette spéculation se pratique plus dans la préfecture de l'Oti qui représente à elle seule 43% de la production régionale.

BENIN

La région de la Kara occupe la cinquième place avec seulement 5,5% du total national. Kozah et Dankpen sont les deux premières zones productrices du **maïs** dans la région, avec respectivement 23,6% et 21,8%.

The Kara region is in fifth place with only 5.5% of the national total. Kozah and Dankpen are the top two **maize** producing areas in the region, with 23.6% and 21.8% respectively.

La région Centrale vient en deuxième position avec une couverture de 18,2% de la production nationale. Le **maïs** est essentiellement cultivé dans les préfectures de Blitta et Sotouboua avec Blitta en tête.

The Central region comes second with 18.2% of national production. **Maize** is mainly grown in the prefectures of Blitta and Sotouboua, with Blitta in the lead

Parmi les cinq régions productrices du **maïs**, la **région des Plateaux** vient largement en tête avec une production couvrant 52,4% de la production nationale. Ses deux principales préfectures productrices sont dans l'ordre Haho et Ogou qui, à elles seules, fournissent 32,5% de la production nationale, constituant ainsi le «grenier national» en **maïs** du pays

Of the five maize-producing regions, **the Upland region** is in the lead, with 52.4% of national production. Its two main producing prefectures are, in order, Haho and Ogou, which alone provide 32.5% of national production, thus constituting the country's "national granary" for **corn**.

La région Centrale est suivie de la **région Maritime** avec 16,3% de la production nationale. Les préfectures de Yoto et Zio se distinguent essentiellement dans la production du **maïs**, avec Zio en premier plan

The Central region is followed by the **Maritime region** with 16.3% of national production. The prefectures of Yoto and Zio stand out mainly in **maize** production, with Zio in the forefront

OCEAN ATLANTIQUE

Production végétale

Le maïs

Production of crops

Corn



Le maïs est la principale céréale cultivée au Togo. Il est produit dans presque toutes les préfectures, au niveau de toutes les exploitations agricoles avec une production nationale annuelle de 545 000 tonnes. Il est nettement en tête de la production céréalière du pays, suivie du Sorgho avec 199 000 tonnes et du mil avec seulement 41 960 tonnes. En conséquence, la préfecture de Haho peut être érigée en grenier national dans la production du maïs.

Corn is the main cereal crop in Togo. It is produced in almost all prefectures, on all farms, with an annual national production of 545,000 tons. It is clearly in the lead of the country's cereal production, followed by sorghum with 199,000 tons and millet with only 41,960 tons. As a result, Haho Prefecture can be established as a national cornfield.



Average net income of 223 000 XOF per hectare

The importance of corn in the country is increasing so much that it now occupies more than 700,000 ha, or 40% of the country's surface area devoted to food production.

- 20.32% of producers grow maize purely as opposed to 79.68% who grow it in association
- On average, on a one-hectare plot, the corn farmer makes a profit of 191,050 XOF francs after selling the corn

(ADB), reveals that the corn sector is booming with the number of producers in Togo exceeding the 1.5 million mark

BURKINA FASO



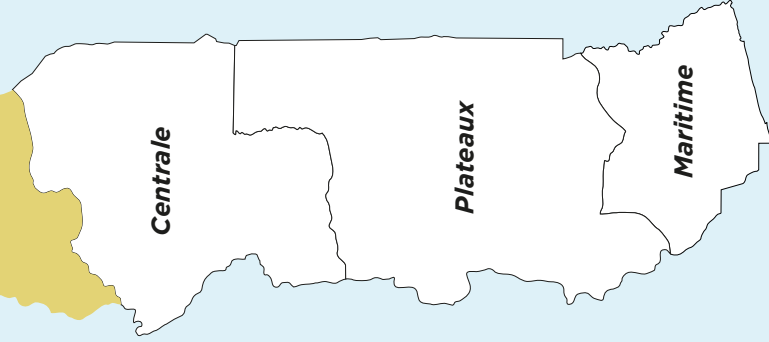
Elle est largement en tête avec 90% de la production nationale. Au plan régional, la préfecture de Tône occupe la première place avec 28,6% devant Kpendjal, Tandjougare et Oti.

It is largely in the lead with 90% of national production. At the regional level, the prefecture of Tône is in first place with 28.6%, followed by Kpendjal, Tandjougare and Oti.



Elle vient en deuxième position sur le plan national et couvre 9,9% de la production nationale. Bassar demeure la préfecture la plus productrice sur le plan régional devant la Binah, Dankpen et Kozah.

It comes second nationally and covers 9.9% of national production. Bassar remains the most productive prefecture in the region, ahead of Binah, Dankpen and Kozah.



Centrale

Plateaux

Maritime

GHANA

BENIN

OCEAN ATLANTIQUE

Production végétale

Le mil

Production of crops

Millet

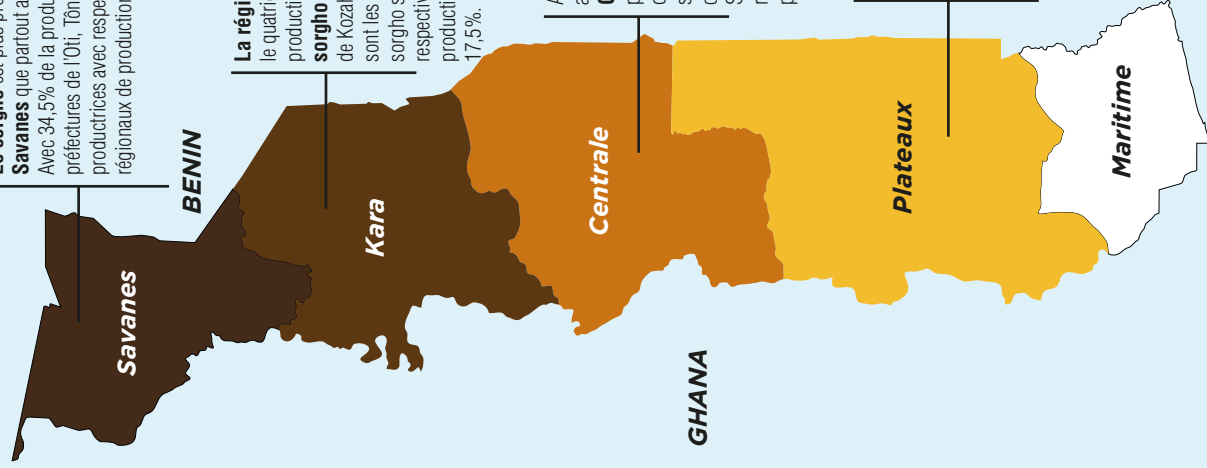


Cultivé particulièrement au Nord du pays dans les régions (Savanes et Kara), la production nationale de **millet** est seulement de 41 960 tonnes, loin de celles du maïs et du sorgho. Sur le plan national, les préfectures de Tône et Bassar émergent plus dans la production de mil.

Cultivated particularly in the northern regions of the country (Savanes and Kara), national **millet** production is only 41,960 tons, far below that of corn and sorghum. Nationally, the prefectures of Tône and Bassar are more prominent in millet production



Millet is the least common cereal in terms of annual quantities. Their overall production is 303,000 tons in 2018.



Le sorgho est plus produit dans la région des Savanes que partout ailleurs au Togo.

Avec 34,5% de la production nationale, les préfectures de l'Oti, Tône et Kpendjial sont les plus productrices avec respectivement des taux régionaux de production de 32,9%, 21,6% et 21%.

Sorghum is produced more in the Savannah region than anywhere else in Togo.

With 34.5% of national production, the prefectures of Oti, Tône and Kpendjial are the most productive, with regional production rates of 32.9%, 21.6% and 21% respectively.

La région de la Kara, occupe le quatrième rang avec une production annuelle nationale de sorgho de 17%. Les préfectures de Kozah, Doufelgou et Dankpen sont les plus productrices de sorgho sur le plan régional avec respectivement des taux de production de 24,1%, 18,8% et 17,5%.

The Kara region ranks fourth with a national annual sorghum production of 17%. The prefectures of Kozah, Doufelgou and Dankpen are the highest producers of sorghum in the region, with production rates of 24.1%, 18.8% and 17.5% respectively.

Avec une production nationale annuelle de 26,5%, la région Centrale vient en deuxième position au niveau de la culture du Sorgho. Au plan régional, le sorgho est essentiellement cultivé dans les préfectures de, Sotouboua et Blitta avec respectivement des taux de production de 45,7% et 32%.

With an annual national production rate of 26.5%, the Central Region is in second place for sorghum cultivation. At the regional level, sorghum is mainly grown in the prefectures of Sotouboua and Blitta with production rates of 45.7% and 32% respectively.

Classée troisième sur le plan national, la région des Plateaux produit annuellement 22% de la production du pays en Sorgho. Sur le plan régional, il est plus cultivé dans l'Ogou et le Haho avec une production respective de 52% et 25,3%.

Ranked third nationally, the Upland region produces 22% of the country's annual sorghum production. Regionally, sorghum is more widely grown in Ogou and Haho, with production of 52% and 25.3% respectively.

Production végétale

Sorgho

Production of crops

Sorghum



Le Sorgho est cultivé dans quatre régions du pays (Savanes, Centrale, Plateaux et Kara). Sa production nationale annuelle s'élève à 199 000 tonnes.

Sorghum is grown in four regions of the country (Savanes, Centrale, Upland and Kara). Its annual national production amounts to 199,000 tons.

Les zones de culture du sorgho sont très diversifiées. On dénombre, environ dix préfectures au Togo qui s'adonnent à cette spéculation. Au plan national, les préfectures de, Sotouboua, Ogou, Oti, Blitta et Tône, viennent en tête, suivies de Kpendjial, Haho, Kozah, Doufelgou et Dankpen.

Sorghum growing areas are very diversified. There are about ten prefectures in Togo that are involved in this crop. At the national level, the prefectures of Sotouboua, Ogou, Oti, Blitta and Tône are in the lead, followed by Kpendjial, Haho, Kozah, Doufelgou and Dankpen.



Sorghum is grown in four regions of the country (Savanes, Centrale, Upland and Kara). Its annual national production amounts to 199,000 tons.



Sorghum is the second most important cereal in terms of volume produced and is widespread in the Kara and Savanes regions. It is grown mainly for the production of the drink "houkoutchou".

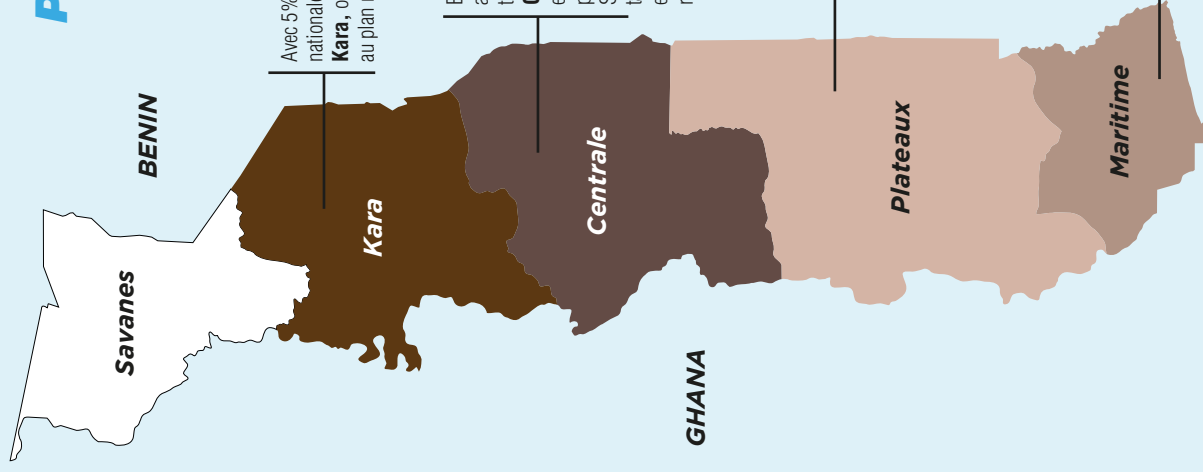
Production végétale

Manioc

Cassava



BURKINA FASO



Avec 5% de la production nationale, la **région de la Kara**, occupe le cinquième rang au plan national.

With 5% of the national production, the **Kara region** ranks fifth nationally.

Elle occupe la troisième place avec une production de 26% du total national. Dans la **région Centrale**, le **manioc** est essentiellement produit dans les préfectures de Tchoudjio, Sotouboua et Blitta avec des taux respectifs de 37,5%, 25,1% et 23% de la production régionale.

It is in third place with a production of 26% of the national total. In the **Central region**, **cassava** is produced mainly in the prefectures of Tchoudjio, Sotouboua and Blitta, which account for 37.5%, 25.1% and 23% of regional production respectively.

La région des Plateaux occupe la deuxième place avec une production moyenne annuelle de 30% du total national. Sur le plan régional, le **manioc** est plus cultivé dans la préfecture du Moyen-Mono. Cette dernière vient en tête, suivie de Haho, avec une production régionale respective de 18,5% et 17,2%.

The Upland region is in second place with an annual medium-sized production of 30% of the national total. Regionally, **cassava** is grown more in the Moyen-Mono prefecture. The latter is in the lead, followed by Haho, with regional production of 18.5% and 17.2% respectively.

Au plan national, la **région Maritime** vient en tête avec une production de 39%. Les préfectures de Vo, Yoto et Zio sont parmi celles qui produisent abondamment du **manioc** avec des taux régionaux de production respectifs de 25,5%, 25,4% et 22,3%.

At the national level, the **Maritime region** leads with a production rate of 39%. The prefectures of Vo, Yoto and Zio are among those that produce **cassava** abundantly, with regional production rates of 25.5%, 25.4% and 22.3% respectively.

Le manioc est produit dans presque toutes les régions, à l'exception de celle des Savanes. D'après les résultats de l'analyse, la production nationale annuelle s'élève à 742 000 tonnes.

Cassava is produced in almost all regions, with the exception of the Savanes region. According to the results of the analysis, annual national production amounts to 742,000 tons.

Sur le plan régional, le manioc est essentiellement produit dans deux préfectures, à savoir, Bassar en tête, suivie d'Assoli, avec des taux respectifs de production de 37% et 26,8%.

Regionally, cassava is produced mainly in two prefectures, Bassar first, followed by Assoli, with production rates of 37% and 26.8% respectively.

Il ressort de cette analyse, qu'il existe au total au plan national, dix préfectures de production intense du manioc.

This analysis shows that there are a total of ten prefectures with intense cassava-production in the country.

Le classement donne au premier rang, la préfecture de Vo, suivie de Yoto, Tchoudjio, Zio, Sotouboua, Blitta, Moyen-Mono, Haho, Bassar et Assoli.

The ranking gives first place to the prefecture of Vo, followed by Yoto, Tchoudjio, Zio, Sotouboua, Blitta, Moyen-Mono, Haho, Bassar and Assoli.



Cassava is produced in almost all regions, with the exception of the Savanes region. According to the results of the analysis, annual national production amounts to 742,000 tons.

Cassava, whose production has hovered around one million tons over the past five years, is produced exclusively in the south of the country (notably Agoué, Tabligbo, Tsévié, Vogon, Aného). In addition to being used for "foutou", it is also transformed into "gari".

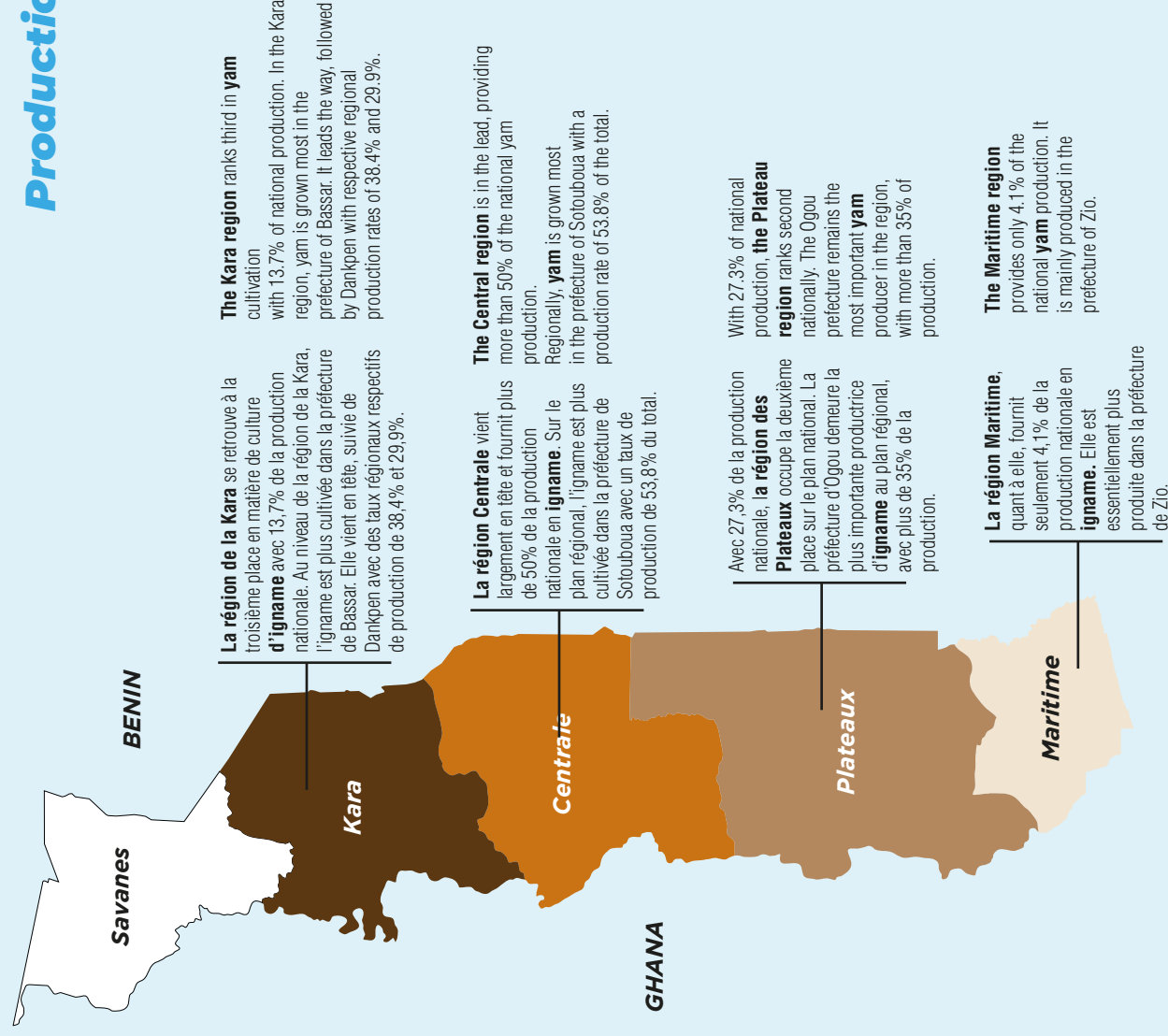
OCEAN ATLANTIQUE

Production végétale

Igname

Production of crops

Yam



Produite dans toutes les grandes régions économiques du pays, la production nationale de l'**igname** est estimée à 610 000 tonnes. Elle est intensivement cultivée dans trois régions (Centrale, Plateaux et Kara). En définitive, s'agissant de la production d'**igname** sur le plan national, on dénombre sept préfectures classées dans l'ordre décroissant, Sotouboua, Ogou, Bassar, Dankpen, Oti, Zio et Kpndjal.

Produced in all the major economic regions of the country, national **yam** production is estimated at 610,000 tons. It is intensively cultivated in three regions (Central, Plateau and Kara). Finally, in terms of yam production at the national level, there are seven prefectures ranked in descending order: Sotouboua, Ogou, Bassar, Dankpen, Oti, Zio and Kpndjal.



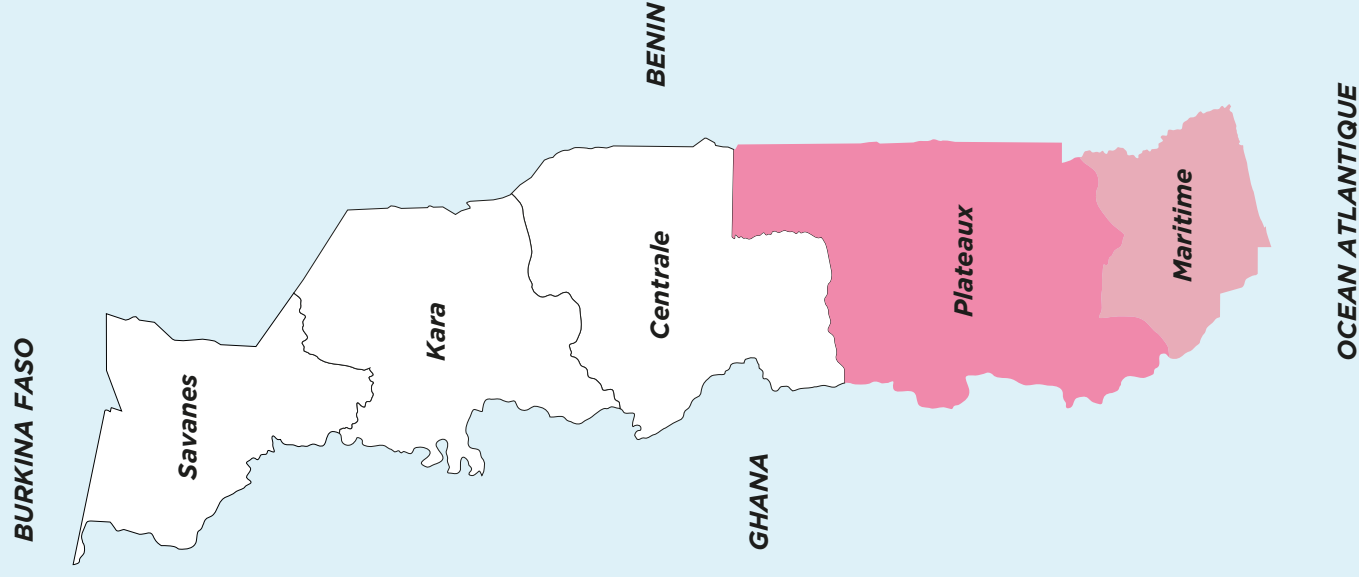
National yam production is estimated at 610,000 tons.

Production végétale

Tarot

Production of crops

Taro



En ce qui concerne le taro, sa production n'est que de 5 400 tonnes sur le plan national. Il est essentiellement cultivé dans les régions des Plateaux et Maritime. La région des Plateaux fournit à elle seule 71% de la production nationale en taro. La préfecture de Danyi détient la première place avec 24% de la production nationale. Elle est suivie d'Akébou et Yoto avec une production respective de 22% et 21,8%. Ces trois préfectures restent les seules zones les plus productrices sur le plan national. Pour promouvoir la culture de cette denrée, il faut à travers des campagnes de sensibilisation, encourager les jeunes et les femmes des deux régions potentielles à s'engager dans la production de cette denrée qui est une source potentielle d'emploi.

As for taro, its production is only 5,400 tons nationally. It is grown mainly in the Upland and Maritime regions. The Upland region alone provides 71% of national taro production. The prefecture of Danyi is in first place with 24% of national production. It is followed by Akébou and Yoto with production of 22% and 21.8% respectively. These three prefectures remain the only areas with the highest production at the national level. To promote the cultivation of this stuff, it is necessary to encourage young people and women in the two potential regions to engage in the production of this stuff, which is a potential source of employment, through awareness campaigns.

Production végétale

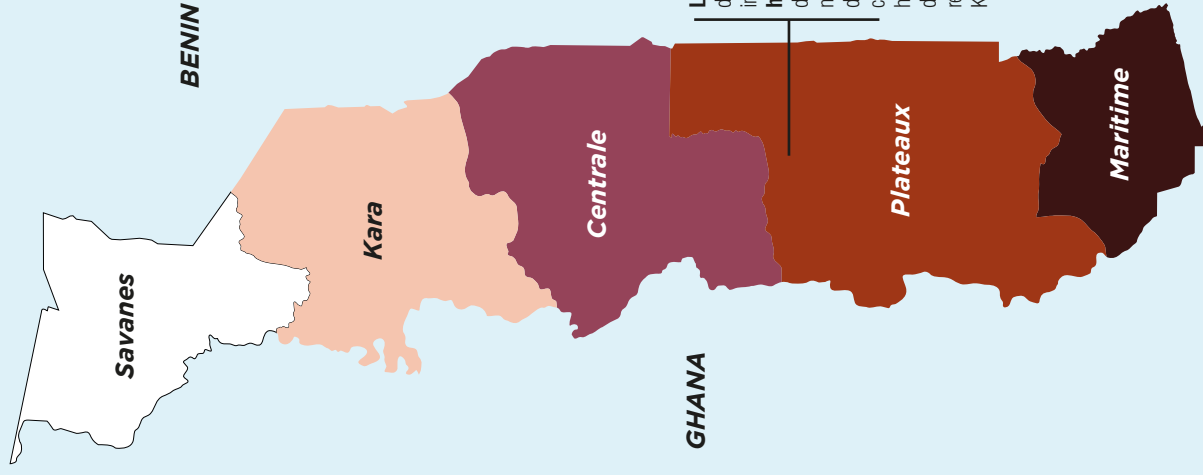
Haricot

Production of crops

Beans



BURKINA FASO



BENIN

Savanes

Kara

Centrale

GHANA

Plateaux

Maritime

OCEAN ATLANTIQUE

La région des plateaux demeure de loin la plus importante productrice du **haricot** avec une production de 63,4% de la production nationale. A cet effet, la région des plateaux apparaît aussi comme le « grenier national du haricot ». Ensuite, viennent dans l'ordre décroissant : la région Centrale, celle de la Kara et Maritime.

The Upland region remains by far the most important **bean** producer, accounting for 63.4% of national production. The Plateau region is also the "national bean granary". The Central region, the Kara region and the Maritime region follow in descending order.

Tout comme le manioc, le **haricot** est produit essentiellement dans quatre régions du Togo, à l'exception de la région des Savanes. La production nationale est estimée à 41 000 tonnes. Sur le plan national, sont retenues comme les zones les plus importantes productrices du haricot par ordre décroissant, les préfectures, de Wawa, Blitta, Lacs, Kozah, Vo et Doufelgou.

Like cassava, **beans** are produced mainly in four regions of Togo, with the exception of the Savannah region. National production is estimated at 41,000 tons. At the national level, the most important bean-producing areas are, in descending order, the prefectures of Wawa, Blitta, Lacs, Kozah, Vo and Doufelgou.

Production végétale

Patate douce

Production of crops

Sweet Potato



Elle est essentiellement produite dans la région Maritime et précisément dans la préfecture de Vo qui fournit, à elle seule 1 365 tonnes de production de patate douce sur le plan national.

It is mainly produced in the Maritime region and precisely in the prefecture of Vo, which alone provides 1,365 tons of potato production nationwide.

BURKINA FASO



BENIN

GHANA

OCEAN ATLANTIQUE

Production végétale

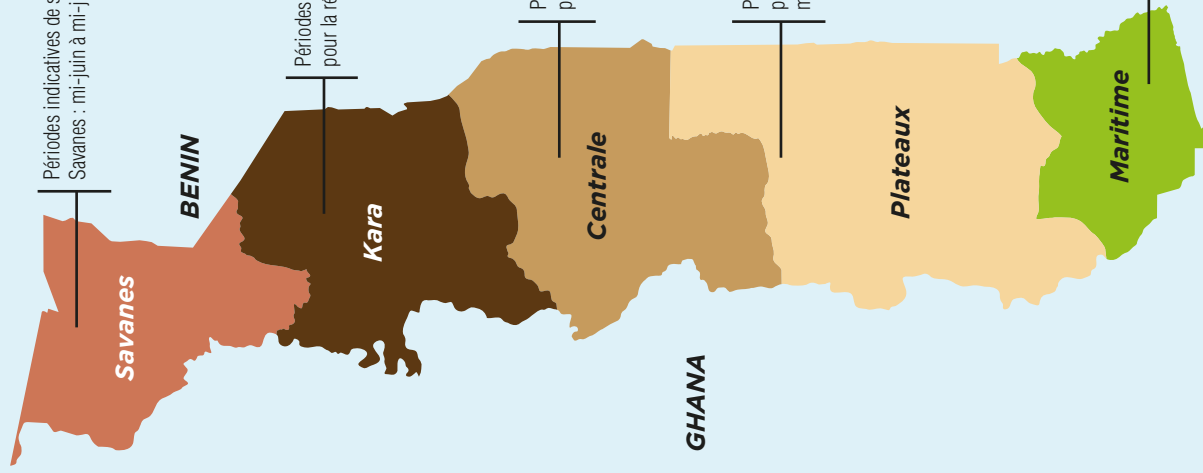
Arachide

Production of crops

Peanut



BURKINA FASO



Périodes indicatives de semis Pour la région des Savanes : mi-juin à mi-juillet

Indicative sowing periods For the Savannah region: mid-June to mid-July

Périodes de semis indicatives pour la région de Kara : juillet

Indicative sowing periods for the Kara region: July

Périodes de semis indicatives pour la région centrale : juillet

Indicative sowing periods for the central region: July

Périodes de semis indicatives pour la région des Plateaux : mars - avril

Indicative sowing periods for the Plateaux region: March - April

Périodes de semis indicatives pour la région maritime : mars - avril.

Indicative sowing periods for the maritime region: March - April.

OCEAN ATLANTIQUE

L'arachide est une légumineuse annuelle dont le fruit mûrit dans le sol. Ses graines sont principalement utilisées comme matière première pour l'extraction d'huiles utilisées comme assaisonnement et en cuisine, ainsi que pour la production de beurre de cacahuète. Les variétés d'arachide cultivées par les agriculteurs au Togo donnent de faibles rendements car elles ne sont pas très productives. De plus, les producteurs ne maîtrisent pas l'itinéraire technique de production. Pour la campagne agricole 2020-2021, la production est de 43 407 tonnes.

Pour augmenter les rendements de l'arachide, treize (13) variétés de l'ICRISAT (Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides) Mali et quatre (4) lignées de l'ISRA (Institut sénégalais de recherche agricole) ont été introduites et testées avec succès au Togo.

Peanuts are an annual legume, the fruit of which ripens in the ground. Its seeds are mainly used as a raw material for the extraction of oils used as seasoning and in cooking, as well as for the production of peanut butter. Peanut varieties grown by farmers in Togo give low yields because they are not very productive. In addition, the producers do not master the technical production route. For the 2020-2021 crop year, production is 43,407 tons.

To increase groundnut yields, thirteen (13) varieties from ICRISAT (International Institute for Crop Research in Semi-Arid Tropical Zones) Mali and four (4) lines from ISRA (Senegalese Institute for Agricultural Research) have been introduced and successfully tested in Togo.

Production végétale

Arachide

Production of crops

Peanut

BURKINA FASO

La région des Savanes est en tête avec une production nationale représentant 46,6% du total national. Elle est suivie par les régions de la Kara, Centrale, Plateaux et Maritime.

The Savannah region is in the lead with a national production representing 46,6% of the national total. It is followed by the regions of Kara, Central, Upland and Maritime.



Malgré, sa culture dans toutes les 5 régions économiques du pays, la production de l'arachide ne donne que 37 000 tonnes sur le plan national. Sa culture est plus développée dans la partie septentrionale du pays. Les régions des Savanes et de la Kara produisent à elles seules, les ¾ de la production nationale. D'une manière générale, sur le plan national, on distingue neuf zones les plus productrices d'arachide. Il s'agit en l'occurrence dans l'ordre régressif des préfectures de l'Oti, Dankpen, Tone, Sotouboua, Ogou, Akébou, Blitta, Avé et Lacs. A la lumière de l'analyse des données statistiques de production, les préfectures de l'Oti, Dankpen et Tone peuvent être considérées comme les greniers de production de cette denrée au plan national, il y a lieu d'installer des unités de transformation de cette denrée afin de produire de l'huile d'arachide à grande échelle et de promouvoir son utilisation dans tout le pays.

Despite its cultivation in all 5 economic regions of the country, peanut production is only 37,000 tons nationally. Its culture is more developed in the northern part of the country. The Savannah and Kara regions alone produce 3/4 of the national production. Generally speaking, there are nine main Peanut-producing areas in the country. In this case, the prefectures of Oti, Dankpen, Tone, Sotouboua, Ogou, Akébou, Blitta, Avé and Lacs are involved in the regressive order. In light of the analysis of statistical production data, the prefectures of Oti, Dankpen and Tone can be considered as the granaries of production of this stuff at the national level. There is a need to install processing units of this stuff in order to produce peanut oil on a large scale and to promote its use throughout the country.



BENIN

OCEAN ATLANTIQUE

PEANUT is an annual legume whose fruit ripens in the ground. Its seeds are mainly used as raw material for the extraction of oils used as seasoning and in cooking, as well as to produce peanut butter. For the 2020-2021 crop year, the production is 43,407 tons.

To increase **peanut** yields, thirteen (13) varieties from ICRISAT (International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics) Mali and four (4) lines from ISRA (Institut Sénégalais de Recherche Agricole) have been introduced and successfully tested in Togo

Production végétale

Soja

Production of crops

Soya



BURKINA FASO



GHANA

BENIN

OCEAN ATLANTIQUE

Le soja est la source de protéines la moins chère au monde. 500 grammes de soja nourrissent autant que 1200 grammes de bœuf. 1200 grammes de bœuf nourrissent autant que 33 œufs ou 6 litres de lait.

Soy is the cheapest source of protein in the world. 500 grams of soy feeds as much as 1200 grams of beef. 1200 grams of beef feed as much as 33 eggs or 6 liters of milk.

Production végétale

Anacarde

Production of crops

Cashew nut



BURKINA FASO



GHANA

BENIN

OCEAN ATLANTIQUE

L'anacarde est une culture en pleine expansion mobilisant 18 262 planteurs à travers le pays pour une production nationale de 6 268 tonnes de noix de cajou en 2013-2014 (DSID 2015).

Avec cette production, l'anacarde se positionne comme le quatrième produit non alimentaire du Togo en termes de tonnage derrière le coton (96 880 t), le café (environ 15 500 t) et le cacao (8 400 t), (DSID 2015). Cette production est réalisée avec des rendements moyens de l'anacarde de 380 kg par hectare et par an. Ce rendement est faible par rapport aux rendements des autres pays voisins qui sont de l'ordre de 800 kg/ha. Avec la relance de la promotion et du développement de la filière anacarde, l'ITRA a entrepris des activités de recherche qui ont notamment concerné (I) le test de clones performants importés du Ghana, (II) la sélection d'arbres élités au Togo, (III) l'identification de clones performants, (IV) l'inventaire des ravageurs et maladies de l'anacarde au Togo et la mise en place d'un système éprouvé de contrôle et de gestion intégrée des ravageurs et maladies afin de garantir la qualité des noix et pommes produites. Le travail doit se poursuivre pour consolider les acquis

Cashew is a growing crop mobilizing 18,262 growers across the country for a national production of 6,268 tonnes of cashew nuts in 2013-2014 (DSID 2015).

With this production, cashew is positioned as the fourth non-food product of Togo in terms of tonnage behind cotton (96,880 t), coffee (around 15,500 t) and cocoa (8,400 t), (DSID 2015). This production is carried out with average cashew yields of 380 kg per hectare and per year. This yield is low compared to the yields of other neighboring countries which are of the order of 800 kg / ha.

With the relaunch of the promotion and development of the cashew sector, ITRA undertook research activities which particularly concerned

(I) the test of performing clones imported from Ghana, (II) the selection of elite trees in Togo, (III) the identification of efficient clones, (IV) the inventory of cashew pests and diseases in Togo and the establishment of a proven system of control and integrated management of pests and diseases in order to guarantee the quality of the nuts and apples produced. Work must continue to consolidate the gains



Annexe 5 : Liste des sites miniers

Régions administratives	Localités	Sites des entretiens	Types d'exploitation minière
Lomé Commune	Bè Lagune	SAD : 3è et 4è Lacs	Dragage de sable
Région Maritime	Agbélouvé	GRANUTOGO	Concassage (gravier)
Région Maritime	Tabligbo (Cité, Bado, Kinékondji)	WACEM	Calcaire
Région Maritime	Tabligbo (Sikakondji)	SCANTOGO	Calcaire
Région Maritime	Kpémé (Christ Roi, ville, Aglomé 2, Goumoukopé)	SNPT / USINE	Phosphates
Région Maritime	Hahotoé (Dagbati Todomé, Todomé Apéyéyéme, Kpomé-Agomé)	SNPT/ MINE	Phosphates
Région Maritime	Dalavé	CARRIERE YOBO SEDZRO	Sable
Région des Plateaux	Kpalimé (Akata-Mégbé, Akata-Kanam)	CARRIERE DE QUATZITE	Quartzite
Région des Plateaux	Agbandi (ville et bords du fleuve Mono)		Or
Région des Plateaux	Klabé-Azafi		Diamant, Or
Région des Plateaux	Pagala Village et mine	POMAR	Marbre
Région Centrale	Kéméni (Ayowwadé, Fizodé)	TECHMINES	Or
Région Centrale	Koumoniadé		Or
Région de la Kara	Bandjéli	MM MINING	Fer

Appendix 5: List of mine sites

Administrative regions	Locations	Sites	Types of mining
Lomé Municipality	Bè Lagune	SAD : 3è et 4è Lacs	Sand dredging
Maritime Region	Agbélouvé	GRANUTOGO	Crushing (gravel)
Maritime Region	Tabligbo (Cité, Bado, Kinékondji)	WACEM	Limestone
Maritime Region	Tabligbo (Sikakondji)	SCANTOGO	Limestone
Maritime Region	Kpémé (Christ Roi, ville, Aglomé 2, Goumoukopé)	SNPT / USINE	Phosphates
Maritime Region	Hahotoé (Dagbati Todomé, Todomé Apéyéyéme, Kpomé-Agomé)	SNPT/ MINE	Phosphates
Maritime Region	Dalavé	CARRIERE YOBO SEDZRO	Sands
Upland Region	Kpalimé (Akata-Mégbé, Akata-Kanam)	CARRIERE DE QUATZITE	Quartzite
Upland Region	Agbandi (ville et bords du fleuve Mono)		Gold
Upland Region	Klabé-Azafi		Diamond, Gold
Upland Region	Pagala Village et mine	POMAR	Marble
Central Region	Kéméni (Ayowwadé, Fizodé)	TECHMINES	Gold
Central Region	Koumoniadé		Gold
Kara Region	Bandjéli	MM MINING	Iron

Annexe 6 : Importation et exportation

A 6.1 Liste des produits exportés par le Togo

Unité: milliers de dollars US

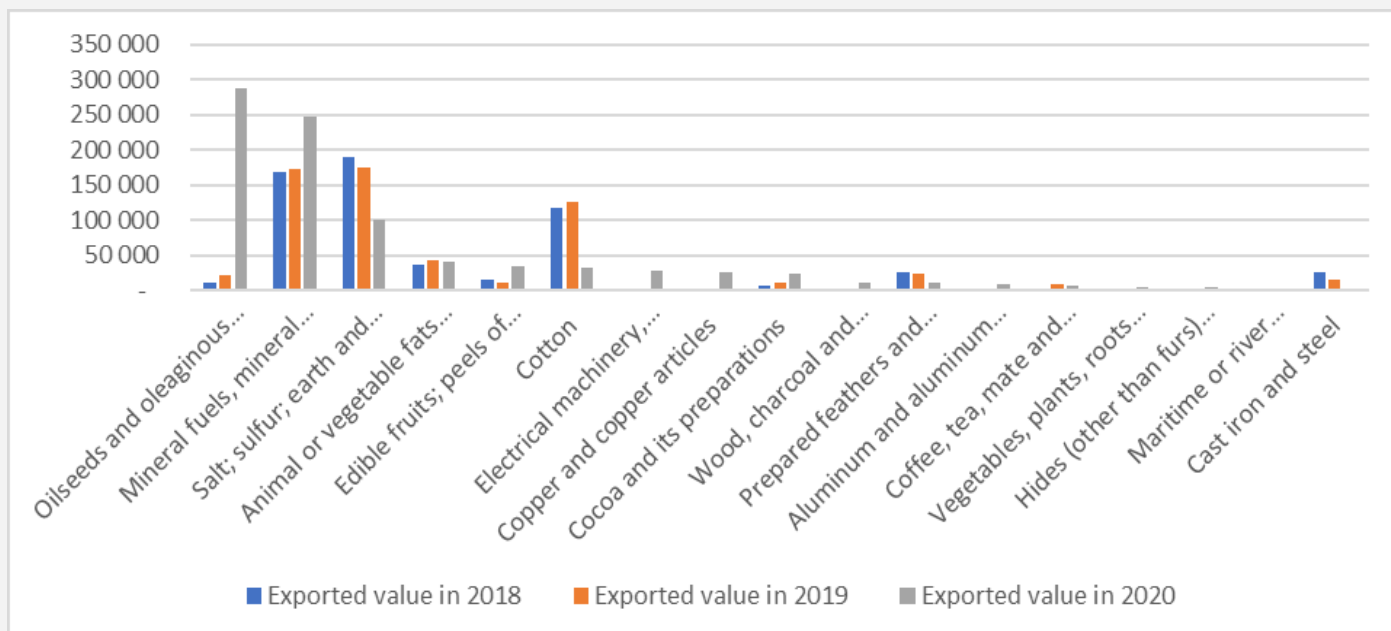
Nom des produits	Valeur exportée en 2018	Valeur exportée en 2019	Valeur exportée en 2020
Graines et fruits oléagineux ; graines et fruits divers ; plantes industrielles ou ...	11 997	21 497	287 903
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation ; matières bitumineuses ; ...	169 088	172 515	247 445
Sel ; soufre ; terre et pierre ; plâtre, chaux et ciment	190 274	175 405	99 973
Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires ...	36 992	42 613	40 191
Fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons	15 455	10 897	35 203
Coton	118 561	125 080	31 564
Machines, appareils et équipements électriques et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction ...	2 997	1 997	27 409
Cuivre et articles en cuivre	12	127	26 570
Cacao et ses dérivés	5 763	10 728	23 155
Bois, charbon de bois et articles en bois	745	902	11 324
Plumes et duvet préparés et articles en plumes ou en duvet ; fleurs artificielles ; articles ...	24 872	24 259	10 073
Aluminium et structures en aluminium	235	233	8 065
Café, thé, maté et épices	2 479	8 918	6 130
Légumes, plantes, racines et tubercules	868	1 027	4 751
Cuirs (autres que les fourrures) et peaux	86	488	3 931
Navigation maritime ou fluviale	1 768	145	2 889
Fonte et acier	24 927	15 059	2 775
Perles fines ou de culture, pierres précieuses ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés ...	18 797	5	2 686
Machines, appareils et dispositifs mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières ; parties de ces...	15 212	20 465	2 296
Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	3 475	1 910	2 183
Résidus et déchets de l'industrie alimentaire ; aliments préparés pour animaux	1 279	1 030	2 089
Animaux vivants	106	-	2 034
Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	7	789	1 796

Appendix 6: Importation and exportation

A 6.1 List of products exported by Togo

Unit : thousands of US dollars

Product name	Exported value in 2018	Exported value in 2019	Exported value in 2020
Oilseeds and oleaginous fruits; miscellaneous seeds and fruits; industrial plants or ...	11, 997	21, 497	287, 903
Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous materials; ...	169, 088	172, 515	247, 445
Salt; sulfur; earth and stone; plaster, lime and cement	190 274	175, 405	99, 973
Animal or vegetable fats and oils; products of their dissociation; edible fats ...	36, 992	42, 613	40, 191
Edible fruits; peels of citrus fruits or melons	15, 455	10, 897	35, 203
Cotton	118, 561	125, 080	31, 564
Electrical machinery, apparatus and equipment and parts thereof; recording or reproducing apparatus...	2,997	1, 997	27, 409
Copper and copper articles	12	127	26, 570
Cocoa and its preparations	5 763	10, 728	23, 155
Wood, charcoal and wooden articles	745	902	11, 324
Prepared feathers and down and articles made of feathers or down; artificial flowers; articles ...	24 872	24, 259	10, 073
Aluminum and aluminum structures	235	233	8, 065
Coffee, tea, mate and spices	2 479	8, 918	6, 130
Vegetables, plants, roots and tubers	868	1, 027	4, 751
Hides (other than furs) and skins	86	488	3, 931
Maritime or river navigation	1 768	145	2, 889
Cast iron and steel	24 927	15, 059	2, 775
Fine or cultured pearls, gemstones or similar; precious metals, plated or lined ...	18 797	5	2, 686
Machines, apparatus and mechanical devices, nuclear reactors, boilers; parts of these...	15 212	20, 465	2, 296
Preparations of vegetables, fruits or other plant parts	3 475	1, 910	2, 183
Food industry residues and wastes; prepared animal feed	1 279	1, 030	2, 089
Live animals	106	-	2, 034
Fish and crustaceans, mollusks and other aquatic invertebrates	7	789	1, 796



A 6.2 Liste des produits importés par le Togo

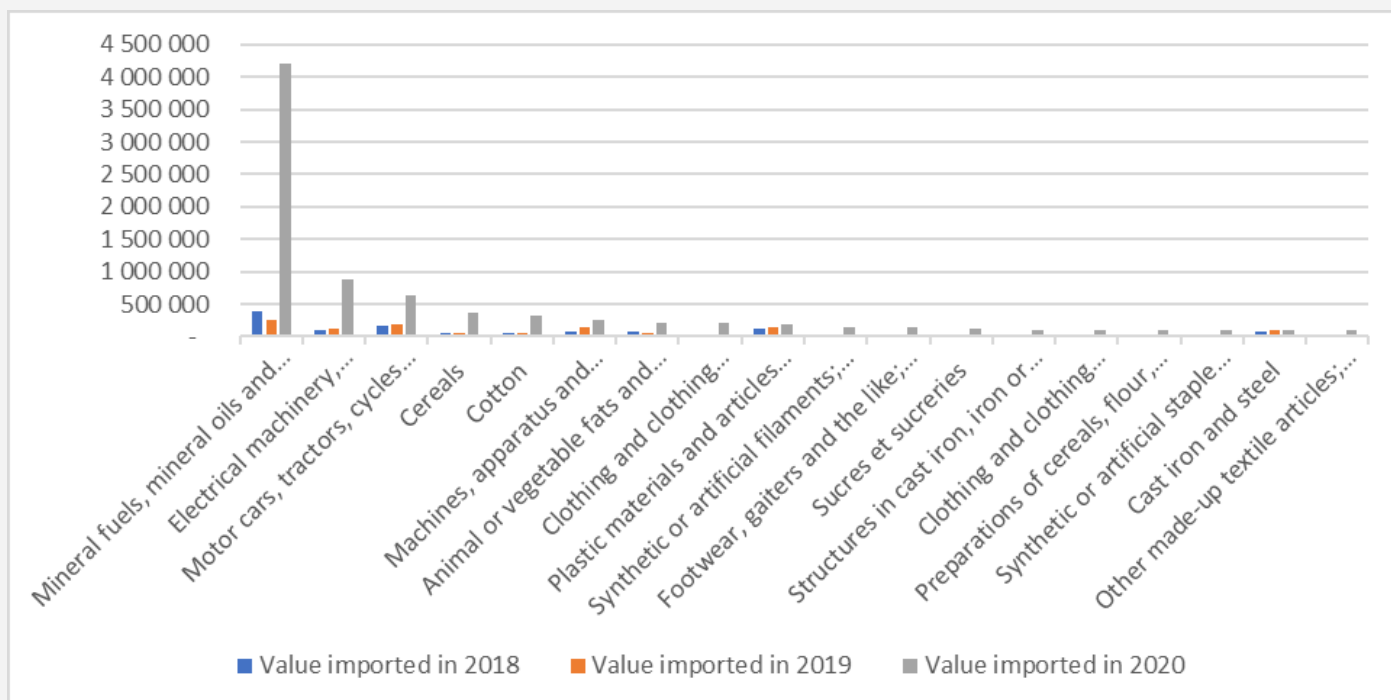
Unité : milliers de dollars US

Nom du produit	Valeur importée en 2018	Valeur importée en 2019	Valeur importée en 2020
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation ; matières bitumineuses ; ...	381 273	244 606	4 204 506
Machines, appareils et équipements électriques et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction ...	106 368	122 651	885 258
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	176 491	179 614	635 980
Céréales	53 357	51 913	376 766
Coton	64 785	64 720	322 706
Machines, appareils et dispositifs mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières ; parties de ces...	85 910	148 801	246 509
Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires ...	66 029	62 886	215 781
Vêtements et accessoires du vêtement, bonneterie	4 720	6 551	215 182
Matières plastiques et articles en ces matières	113 790	152 623	185 485
Filaments synthétiques ou artificiels ; lames et formes similaires de matières textiles synthétiques ...	38 892	38 669	153 857
Chaussures, guêtres et articles similaires ; parties de ces articles	17 404	18 661	146 318
Sucres et sucreries	35 115	41 927	122 807
Structures en fonte, fer ou acier	24 758	20 943	109 331
Vêtements et accessoires du vêtement, non tricotés ou crochétés	10 614	14 090	100 481
Préparations à base de céréales, de farine, d'amidon ou de lait ; pâtisseries	23 140	19 638	95 264
Fibres synthétiques ou artificielles discontinues	8 783	9 045	93 900
Fonte et acier	83 962	91 061	93 729
Autres articles textiles confectionnés ; assortiments ; articles et chiffons d'occasion	30 369	33 371	91 560

A 6.2 List of products imported by Togo

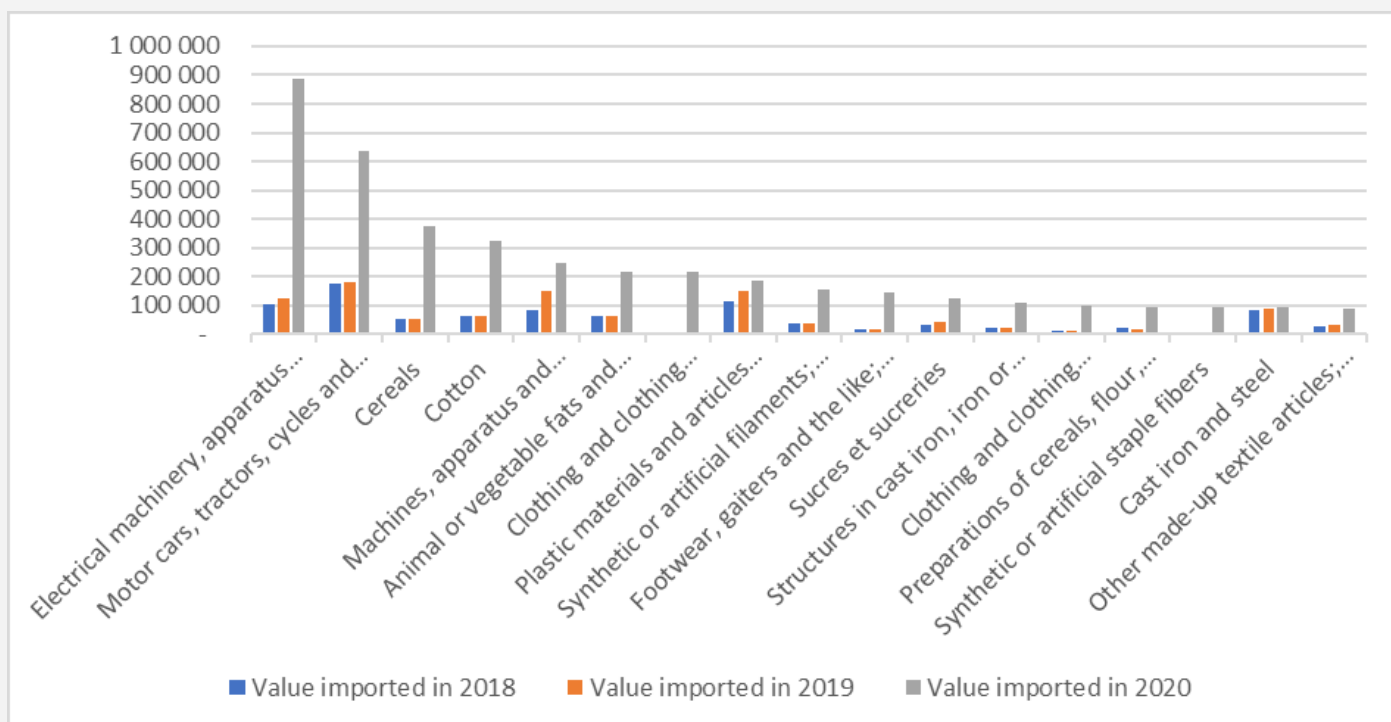
Unit: thousands of US dollars

Product name	Value imported in 2018	Value imported in 2019	Value imported in 2020
Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous materials; ...	381, 273	244,606	4, 204 ,506
Electrical machinery, apparatus and equipment and parts thereof; recording or reproducing apparatus...	106, 368	122 ,651	885 ,258
Motor cars, tractors, cycles and other land vehicles, their parts and accessories	176 ,491	179, 614	635, 980
Cereals	53, 357	51, 913	376, 766
Cotton	64, 785	64, 720	322, 706
Machines, apparatus and mechanical devices, nuclear reactors, boilers; parts of these...	85, 910	148 ,801	246, 509
Animal or vegetable fats and oils; products of their dissociation; edible fats ...	66, 029	62, 886	215 ,781
Clothing and clothing accessories, hosiery	4, 720	6, 551	215, 182
Plastic materials and articles thereof	113, 790	152 ,623	185, 485
Synthetic or artificial filaments; blades and similar forms of synthetic textile materials ...	38 ,892	38, 669	153 ,857
Footwear, gaiters and the like; parts thereof	17 ,404	18 ,661	146, 318
Sucres et sucreries	35 ,115	41, 927	122 ,807
Structures in cast iron, iron or steel	24 ,758	20 ,943	109 ,331
Clothing and clothing accessories, not knitted or crocheted	10 ,614	14,090	100 ,481
Preparations of cereals, flour, starch or milk; pastries	23, 140	19 ,638	95 ,264
Synthetic or artificial staple fibers	8, 783	9 ,045	93, 900
Cast iron and steel	83, 962	91 ,061	93, 729
Other made-up textile articles; assortments; second-hand goods and rags	30, 369	33, 371	91, 560



Graphique sans les valeurs des combustibles minéraux, des huiles minérales et des produits de leur distillation ; matériaux bitumineux ; ...

Graph without the values of mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous materials; ...



Annexe 7 : Importation et exportation de produits alimentaires

A 7.1 Importation

Principaux Pays partenaires

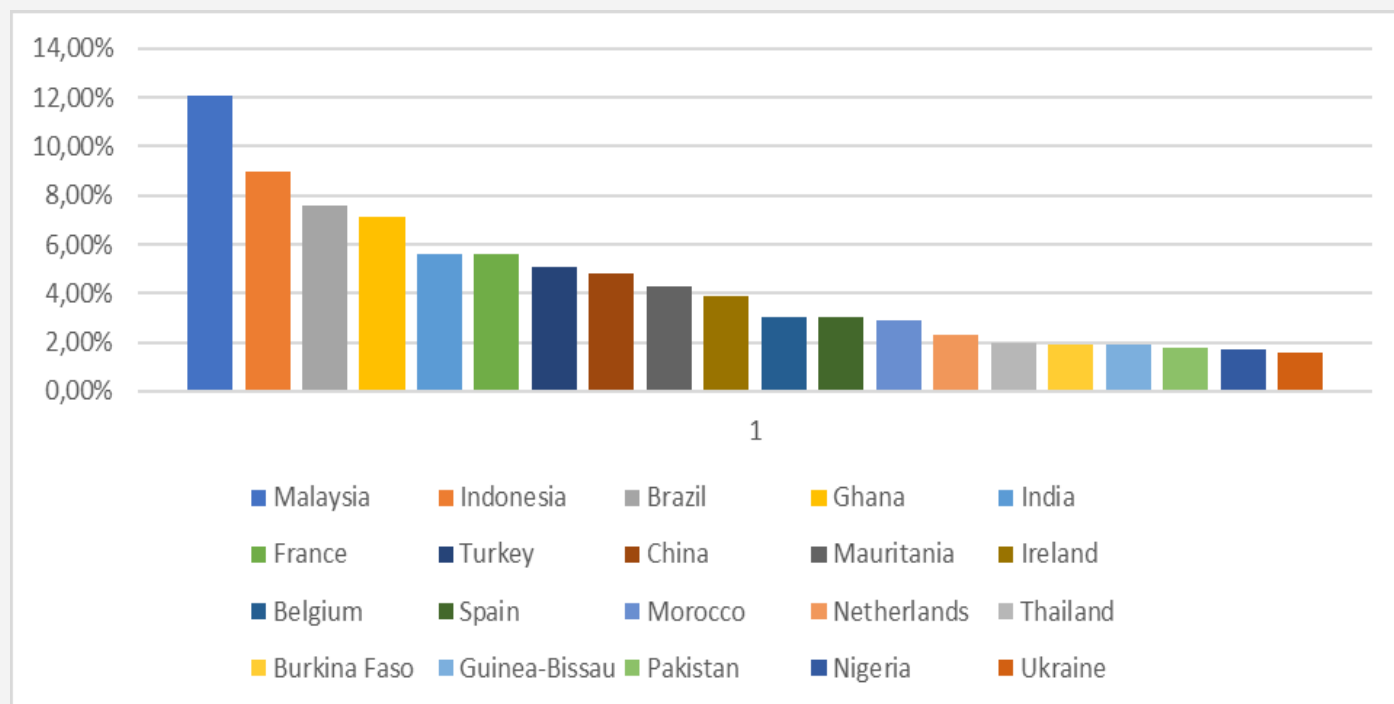
Principaux fournisseurs (% des importations)	2019
Malaisie	12,10%
Indonesie	9,00%
Brésil	7,60%
Ghana	7,10%
Inde	5,60%
France	5,60%
Turquie	5,10%
Chine	4,80%
Mauritanie	4,30%
Irlande	3,90%
Belgique	3,00%
Espagne	3,00%
Maroc	2,90%
Pays-Bas	2,30%
Thaïlande	2,00%
Burkina Faso	1,90%
Guinée-Bissau	1,90%
Pakistan	1,80%
Nigéria	1,70%
Ukraine	1,60%

Appendix 7: Importation and exportation of food products

A 7.1 Importation

Main partner countries

Main suppliers (% of imports)	2019
Malaysia	12.10%
Indonesia	9.00%
Brazil	7.60%
Ghana	7.10%
India	5.60%
France	5.60%
Turkey	5.10%
China	4.80%
Mauritania	4.30%
Ireland	3.90%
Belgium	3.00%
Spain	3.00%
Morocco	2.90%
Netherlands	2.30%
Thailand	2.00%
Burkina Faso	1.90%
Guinea-Bissau	1.90%
Pakistan	1.80%
Nigeria	1.70%
Ukraine	1.60%

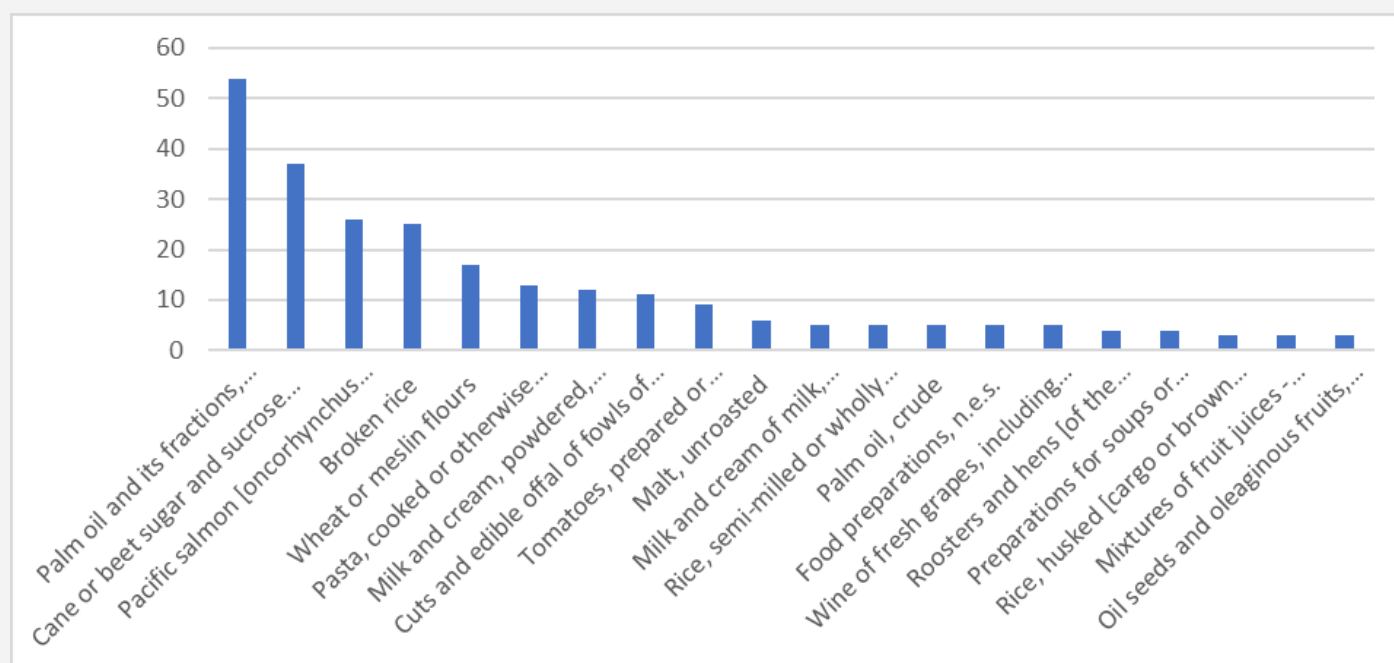


Principaux produits alimentaires importés

Principaux produits alimentaires importés (en millions de dollars US).	2019
Huile de palme et ses fractions, même raffinées,...	54
Sucre de canne ou de betterave et saccharose ...	37
Saumon du Pacifique [oncorhynchus gorbusha],...	26
Brisures de riz	25
Farines de blé ou de méteil	17
Pâtes alimentaires, cuites ou autrement préparées ...	13
Lait et crème, en poudre, en granulés ou autrement...	12
Morceaux et abats comestibles de volailles de l'espèce Gallus domesticus...	11
Tomates, préparées ou conservées autrement qu'en...	9
Malt, non torréfié	6
Lait et crème de lait, concentrés, avec addition de...	5
Riz, semi-blanchi ou entièrement blanchi, même poli ou glacé	5
Huile de palme brute	5
Préparations alimentaires, n.m.a.	5
Vin de raisins frais, y compris le vin enrichi de...	5
Coqs et poules [de l'espèce domestique], non séchés	4
Préparations pour soupes ou bouillons, y compris...	4
Riz décortiqué [riz cargo ou riz brun] ; ...	3
Mélanges de jus de fruits - y compris les purées de fruits et...	3
Graines et fruits oléagineux, même broyés (pour...	3

Main imported food product

Main Imported Food Products (in millions USD)	2019
Palm oil and its fractions, whether or not refined,...	54
Cane or beet sugar and sucrose...	37
Pacific salmon [oncorhynchus gorbusha],...	26
Broken rice	25
Wheat or meslin flours	17
Pasta, cooked or otherwise prepared...	13
Milk and cream, powdered, granulated or otherwise...	12
Cuts and edible offal of fowls of the species Gallus domesticus...	11
Tomatoes, prepared or preserved otherwise than in...	9
Malt, unroasted	6
Milk and cream of milk, concentrated, with added...	5
Rice, semi-milled or wholly milled, whether or not polished or glazed	5
Palm oil, crude	5
Food preparations, n.e.s.	5
Wine of fresh grapes, including wine fortified with...	5
Roosters and hens [of the domestic species], not dried	4
Preparations for soups or broths, including...	4
Rice, husked [cargo or brown rice];...	3
Mixtures of fruit juices - including fruit mash and...	3
Oil seeds and oleaginous fruits, whether or not crushed (for...	3



A 7.2. Exportation

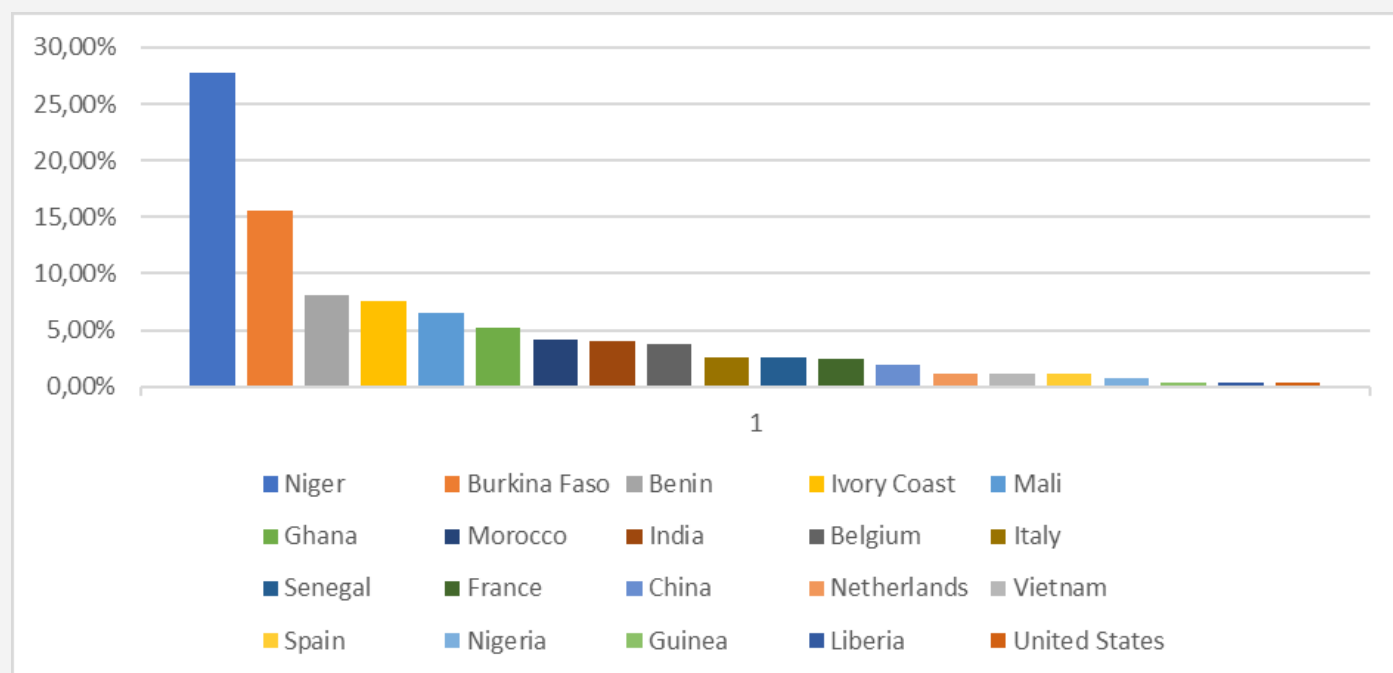
Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2019
Niger	27,70%
Burkina Faso	15,60%
Bénin	8,10%
Côte d'Ivoire	7,50%
Mali	6,50%
Ghana	5,20%
Maroc	4,10%
Inde	4,00%
Belgique	3,70%
Italie	2,60%
Sénégal	2,60%
France	2,40%
Chine	1,90%
Pays-Bas	1,20%
Vietnam	1,10%
Espagne	1,10%
Nigéria	0,70%
Guinée	0,40%
Libéria	0,30%
Etats - Unis	0,30%

A 7.2. Exportation

Main partner countries

Main customers (% of exports)	2019
Niger	27.70%
Burkina Faso	15.60%
Benin	8.10%
Ivory Coast	7.50%
Mali	6.50%
Ghana	5.20%
Morocco	4.10%
India	4.00%
Belgium	3.70%
Italy	2.60%
Senegal	2.60%
France	2.40%
China	1.90%
Netherlands	1.20%
Vietnam	1.10%
Spain	1.10%
Nigeria	0.70%
Guinea	0.40%
Liberia	0.30%
United States	0.30%

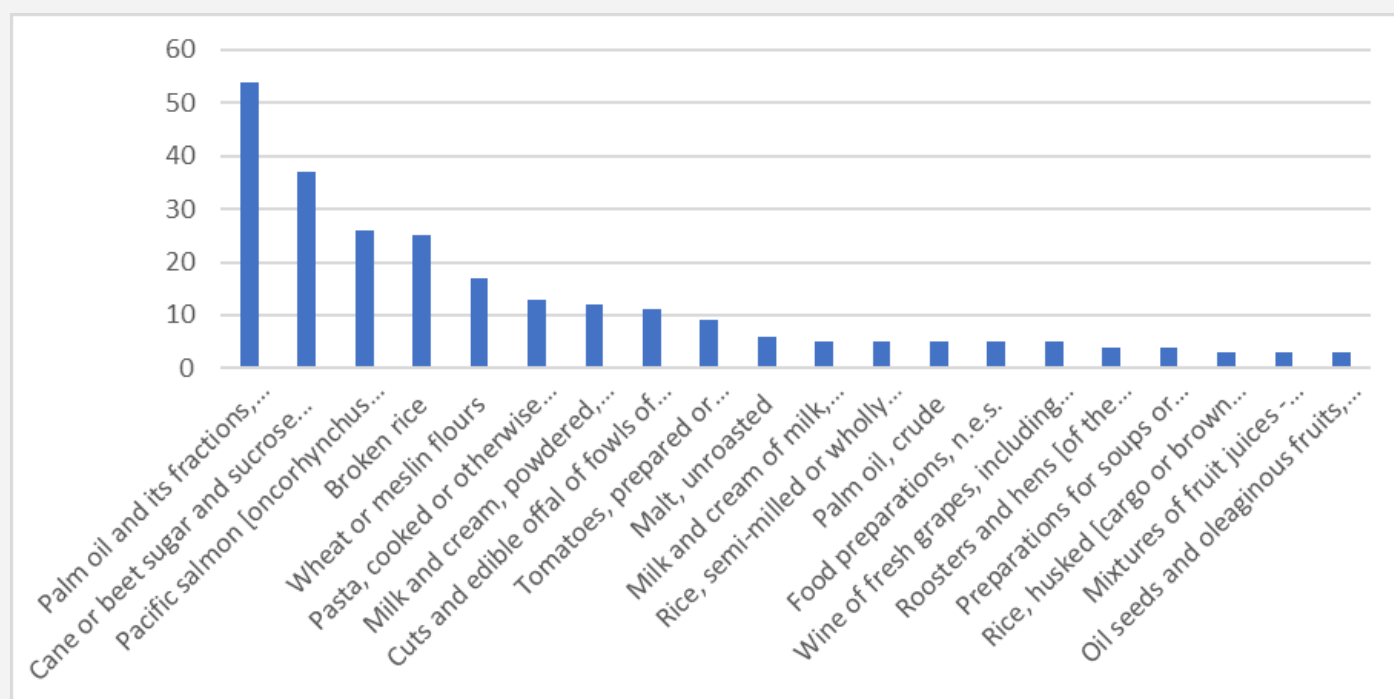


Principaux produits alimentaires exportés

Produits exportés en 2019 (en millions USD)	2019
Huile de palme et ses fractions, même raffinées,...	36
Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en...	15
Lait et crème de lait, concentrés, avec addition de...	12
Fèves de cacao et brisures de fèves de cacao, brutes ou torréfiées...	10
Sucre de canne ou de betterave et saccharose...	10
Café, non torréfié, non décaféiné	9
Bières de malt	8
Lait et crème, en poudre, granulés ou...	8
Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazeuses	7
Noix de cajou, fraîches ou sèches, en coque	6
Confiseries sans cacao, y compris le chocolat blanc (en ...	6
Graines de sésame, même concassées	4
Farine de blé ou de méteil	4
Crème glacée, même contenant du cacao	3
Lait et crème, en poudre, en granulés ou en poudre	2
Ananas, frais ou séchés	2
Ketchup aux tomates et autres sauces tomates	2
Noix de cajou, fraîches ou séchées, décortiquées	2
Noix, fraîches ou séchées, même sans leurs coques	1
Son, remoulages et autres résidus, même agglomérés	1

Main food products exported

Products exported in 2019 (in millions USD)	2019
Palm oil and its fractions, whether or not refined,...	36
Fresh grape wines, including wines enriched with...	15
Milk and cream of milk, concentrated, with added...	12
Cocoa beans and broken cocoa beans, raw or roasted...	10
Cane or beet sugar and sucrose...	10
Coffee, not roasted, not decaffeinated	9
Malt beers	8
Milk and cream, powdered, granulated, or...	8
Water, including mineral water and carbonated water	7
Cashew nuts, fresh or dried, in shell	6
Non-cocoa confectionery, including white chocolate (in...	6
Sesame seeds, whether or not broken	4
Wheat or meslin flour	4
Ice cream, whether or not containing cocoa	3
Milk and cream, in powder, granules or powdered form	2
Pineapples, fresh or dried	2
Tomato ketchup and other tomato sauces	2
Cashew nuts, fresh or dried, shelled	2
Nuts, fresh or dried, even without their shells	1
Bran, remoulds and other residues, whether or not agglomerated	1





Annexe 8 : Liste des principales industries au Togo

Secteurs	Entreprises clés
Cartonnerie	Polypack SA IWA (Imballagi West Africa)
Coton (production - exploitation)	NSCT (Nouvelle Société Cotonnière du Togo)
Dépannage - Maintenance industrielle	BIA - Technologies Dinosaure Multi Technologies
Diamant - Or	Africa Commodites Minerals Mining Management West Ets AJAME
Emballage -Conditionnement du Togo	CIVIC BAG DELMAR
Equipements industriels	MIMAD GROUP International Asian Equipement
Exploitation forestière	Ets TAMAVIC TOGO GRANDE ENTREPRISE FORESTIERE
Exploitation minière	Société MM Mining SA SNPT (Société Nouvelle des Phosphates Togo)
Exploitation pétrolière	PPLTD (Pan-African Petroleum Limited) SOMIE SARL
Fabrication de machines	LCT SARL SNTA MAT SARL TOGO
Froid industriel	ELSG (Energies Locales et Services Généraux) IST (International de Services-Technologies)
Industrie cosmétique	SIVOP XIMONE SARL
Industrie matelas mousse	COMFY Mousse SARL
Industries métallurgiques du Togo	STIL (Société de Transformation Industrielle de Lomé) Nouvelle Sototoles
Industrie pharmaceutique	SPRUKFIELD UK Sarl TONGMEI

Appendix 8: List of main industries in Togo

Sectors	Key enterprises
Cartonnerie	Polypack SA IWA (Imballagi West Africa)
Coton (production - exploitation)	NSCT (Nouvelle Société Cotonnière du Togo)
Dépannage - Maintenance industrielle	BIA - Technologies Dinosaure Multi Technologies
Diamant - Or	Africa Commodites Minerals Mining Management West Ets AJAME
Emballage -Conditionnement du Togo	CIVIC BAG DELMAR
Equipements industriels	MIMAD GROUP International Asian Equipement
Exploitation forestière	Ets TAMAVIC TOGO GRANDE ENTREPRISE FORESTIERE
Exploitation minière	Société MM Mining SA SNPT (Société Nouvelle des Phosphates Togo)
Exploitation pétrolière	PPLTD (Pan-African Petroleum Limited) SOMIE SARL
Fabrication de machines	LCT SARL SNTA MAT SARL TOGO
Froid industriel	ELSG (Energies Locales et Services Généraux) IST (International de Services-Technologies)
Industrie cosmétique	SIVOP XIMONE SARL
Industrie matelas mousse	COMFY Mousse SARL
Industries métallurgiques du Togo	STIL (Société de Transformation Industrielle de Lomé) Nouvelle Sototoles
Industrie pharmaceutique	SPRUKFIELD UK Sarl TONGMEI

Industrie plastique	GIT TOGO SA (General Industrie Togo SA) NO.CIP (Nouvelle Compagnie Industrielle des Plastics)
Industrie textile	AROUNA Brohers GENERAL WEAR SARL
Ingénierie industrielle	Consultant MINING SARL TOGO SATALL Sarl U
Matériels d'imprimerie	SCANDI WEST AFRICA TOGO BEC (BABSTECH ENGINEERING COMPANY)
Matériels et équipements industriels	Togo Equipements AFFORD TOGO SARL
Mèches - Perruques (fabrication)	AMINA SARL ARTE TOGO
Mines - Exploitations	AFC TOGO SA (AFRCA FURO E CONSTRUCAO) GSA (Groupe Smart Afrique)
Pesage industriel et commercial	GEI Technologie Sarl U (Genie des entreprises innovantes)
Produits chimiques	WLTC Sarl (Word Leaders Trade Company) SPROCA
Savonnerie	TRANSAM P SARL SOPAL SA
Sidérurgie	ATS (Amexfield Togo STEEL S.A)
Textiles	VAC TOGO (VLISCO AFRICAN COMPANY) AZ TEXTILE)
Les professionnels de la fabrication de tôle au Togo	Never Give Up Enterprise
Tuiles	Appro TOGO Ets OURO YONDOU et FILS
Tuyauterie industrielle	BSCO Sarl U FAMETO (Fabrication Metallique Togolaise Togolaise)
Usinage	SDEML Sarl
Brasserie	Brasserie BB Lome SNB SA (Société Nouvelle des Boissons)
Cimenterie	CIMTOGO WACEM (West African Cement)
Industrie	AMINA TOGO SARL CIMEX SARL

Industrie plastique	GIT TOGO SA (General Industrie Togo SA) NO.CIP (Nouvelle Compagnie Industrielle des Plastics)
Industrie textile	AROUNA Brohers GENERAL WEAR SARL
Ingénierie industrielle	Consultant MINING SARL TOGO SATALL Sarl U
Matériels d'imprimerie	SCANDI WEST AFRICA TOGO BEC (BABSTECH ENGINEERING COMPANY)
Matériels et équipements industriels	Togo Equipements AFFORD TOGO SARL
Mèches - Perruques (fabrication)	AMINA SARL ARTE TOGO
Mines - Exploitations	AFC TOGO SA (AFRCA FURO E CONSTRUCAO) GSA (Groupe Smart Afrique)
Pesage industriel et commercial	GEI Technologie Sarl U (Genie des entreprises innovantes)
Produits chimiques	WLTC Sarl (Word Leaders Trade Company) SPROCA
Savonnerie	TRANSAM P SARL SOPAL SA
Sidérurgie	ATS (Amexfield Togo STEEL S.A)
Textiles	VAC TOGO (VLISCO AFRICAN COMPANY) AZ TEXTILE)
Les professionnels de la fabrication de tôle au Togo	Never Give Up Enterprise
Tuiles	Appro TOGO Ets OURO YONDOU et FILS
Tuyauterie industrielle	BSCO Sarl U FAMETO (Fabrication Metallique Togolaise Togolaise)
Usinage	SDEML Sarl
Brasserie	Brasserie BB Lome SNB SA (Société Nouvelle des Boissons)
Cimenterie	CIMTOGO WACEM (West African Cement)
Industrie	AMINA TOGO SARL CIMEX SARL



Annexe 9 : Liste des hôtels et restaurants

A.9.1. Liste des Hôtels

Le Togo compte plus de 60 hôtels dont la majorité se trouve à Lomé.

Hôtels	Adresse	Nombre d'étoiles	Note
Hôtel 2 Février	Place de l'Indépendance BP 131, Lomé, Togo, +228 22 23 86 00	5	4,3
Hôtel Julmarte	Bè, AVENUE AUGUSTINO DE SOUZA, Lomé, Togo	5	4,3
Paradise Hôtel	1581 Boulevard du 13 Janvier, Nyekonapcoe, Lomé + 228 22 22 34 77	5	3,6
Hôtel Saint Manick	01 Rue Hiheatro, Face Bd. Jean Paul II, Nukafu Bp 3316, Lomé Togo	5	3,4
Sarakawa	+228 22 27 65 90 Boulevard du Mono BP 2232 Lomé contact@sarakawa-hotel.com	4	3,6
Hôtel Magnificat	Rue du Grand Marché, Lomé, Togo +228 22 20 96 91 +228 92 81 66 40 contact@hotelmagnificat.com	3	4,3
ONOMO	Boulevard Du Mono, Lomé, 01BP2135, Togo	3	4,1
Résidence Hôtelière Océane	Rue de la Gare, Lomé + 228 90 05 71 29	3	4,1

Appendix 9: List of Hotels & Restaurants

A 9.1. List of Hotels

Togo has over 60 hotels, the majority of which are in Lomé.

Hotels	Address	Star-rating	Notation
Hôtel 2 Février	Place de l'Indépendance PO BOX 131, Lomé, Togo +228 22 23 86 00	5	4,3
Hôtel Julmarte	Bè, AVENUE AUGUSTINO DE SOUZA, Lomé, Togo	5	4,3
Paradise Hôtel	1581 Boulevard du 13 Janvier, Nyekonapcoe, Lomé + 228 22 22 34 77	5	3,6
Hôtel Saint Manick	01 Rue Hiheatro, Face Bd. Jean Paul II, Nukafu Po Box 3316, Lomé Togo	5	3,4
Sarakawa	+228 22 27 65 90 Boulevard du Mono PO BOX 2232 Lomé contact@sarakawa-hotel.com	4	3,6
Hôtel Magnificat	Rue du Grand Marché, Lomé, Togo +228 22 20 96 91 +228 92 81 66 40 contact@hotelmagnificat.com	3	4,3
ONOMO	Boulevard Du Mono, Lomé, 01 PO BOX 2135, Togo	3	4,1
Résidence Hôtelière Océane	Rue de la Gare, Lomé + 228 90 05 71 29	3	4,1

Hôtel M'Rode	88 Rue d'Assoli, Lomé 22 20 70 00	3	4,0
Hôtel GHIS Palace	Route internationale Lomé-Cotonou, Lomé +228 22 71 49 71	3	4,0
Hôtel Amoukadi	Route Nationale N°1, Eyadema, Adétikopé, Maritime Region, Togo 22 35 32 27	3	3,9
Hôtel Novela Star	Quartier Avépozo Plage, Lomé +228 90 36 71 78	3	3,7
Hôtel Residence Flamani	Rue Aledjo Koura, Lomé 22 26 66 18	3	3,5
Hôtel Yabisso	10 rue de Paris Impasse 21 Adoboukomé I I BPI 29 Lomé, Maritime (Région) Togo (TG) Email: hotelyabisso@gmail.com +228 91391367		4,2
Hôtel le Petit Brussel	Rond point Monument, Baguida plage, Lomé + 228 22 70 50 50		5,0
Hôtel Alizé	Rue Mrs Baguida, Lomé +228 : 22 70 99 16		3,2
Hôtel Mater Dei	Rue 15 HDN, Novissi, Lomé 93 71 40 40		3,0
Hôtel Etoile De La Kozah	Unnamed Road, Kara + 228 26 60 02 94		3,7

Source : <https://www.tripadvisor.fr/>

Hôtel M'Rode	88 Rue d'Assoli, Lomé 22 20 70 00	3	4,0
Hôtel GHIS Palace	Route internationale Lomé-Cotonou, Lomé +228 22 71 49 71	3	4,0
Hôtel Amoukadi	Route Nationale N°1, Eyadema, Adétikopé, Maritime Region, Togo 22 35 32 27	3	3,9
Hôtel Novela Star	Quartier Avépozo Plage, Lomé +228 90 36 71 78	3	3,7
Hôtel Residence Flamani	Rue Aledjo Koura, Lomé 22 26 66 18	3	3,5
Hôtel Yabisso	10 rue de Paris Impasse 21 Adoboukomé I I PO BOX 129 Lomé, Maritime (Région) Togo (TG) Email: hotelyabisso@gmail.com +228 91391367		4,2
Hôtel le Petit Brussel	Rond point Monument, Baguida plage, Lomé + 228 22 70 50 50		5,0
Hôtel Alizé	Rue Mrs Baguida, Lomé +228 : 22 70 99 16		3,2
Hôtel Mater Dei	Rue 15 HDN, Novissi, Lomé 93 71 40 40		3,0
Hôtel Etoile De La Kozah	Unnamed Road, Kara + 228 26 60 02 94		3,7

Source : <https://www.tripadvisor.fr/>



A.9.2. Liste des restaurants dans les grandes villes du Togo

Restaurants indiens à Lomé

Restaurant	Spécialité	Adresse
7spice	Indienne, Asiatique	Rue de L'ocam, Lome Togo Tel: +228 91 72 11 11
La Jawab	Indienne	<u>Rue d'Ablogame Lome Be Port, Lome 00107 Togo</u> Tel : +228 91 42 77 21
Skyline	Indian, Pizza, Européenne, Grill	<u>125 BD Felix Houphouet Bravia Eco Hotels, Boigny Quartier Be-Kpehenou, Lome 2978 Togo</u> Tel : +228 22 21 59 89

Restaurant chinois à Lomé

Restaurant	Spécialité	Adresse
Hotel Krimas	Chineuse	59 Boulevard du Mono, Lome Togo Tel: +228 22 22 30 05
China Town	Chinese, Asian	67 Blvd du 13 Janvier City Centre, Lome Togo Tel : +228 22 2 30 06
Grand Muraille	Chinese	<u>Across from ATBEF, Tokoin Soted, Lome Togo</u> Tel: +228 22 22 33 33
Le Dragon D Or	Chinese	<u>Rue De L Ocam, Lome Togo</u> Tel : +228 90 05 41 38

A 9.2. List of restaurants in the major cities of Togo

Indian restaurants in Lome

Restaurant	Speciality	Address
7spice	Indienne, Asiatique	Rue de L'ocam, Lome Togo Tel: +228 91 72 11 11
La Jawab	Indienne	<u>Rue d'Ablogame Lome Be Port, Lome 00107 Togo</u> Tel : +228 91 42 77 21
Skyline	Indian, Pizza, Européenne, Grill	<u>125 BD Felix Houphouet Bravia Eco Hotels, Boigny Quartier Be-Kpehenou, Lome 2978 Togo</u> Tel : +228 22 21 59 89

Chinese restaurants in Lome

Restaurant	Speciality	Address
Hotel Krimas	Chinese	59 Boulevard du Mono, Lome Togo Tel: +228 22 22 30 05
China Town	Chinese, Asian	67 Blvd du 13 Janvier City Centre, Lome Togo Tel : +228 22 2 30 06
Grand Muraille	Chinese	<u>Across from ATBEF, Tokoin Soted, Lome Togo</u> Tel: +228 22 22 33 33
Le Dragon D Or	Chinese	<u>Rue De L Ocam, Lome Togo</u> Tel : +228 90 05 41 38

Restaurants à Lomé

Restaurant	Spécialité	Adresse
Le Patio Maison d'hotels & Restaurants	Française, Africaine, Barbecue/Grillades, Européenne	Lot. 9 Cité OUA, Lomé Tel : +228 90 37 67 07/96 96 69
La Table du DG	Française	Rue Ahode Tokoin Casablanca, Lomé Togo Tel +228 91 10 81 21
La route des Vins	Française, Européenne	100 Boulevard du 13 Janvier, Lomé Tel: 22 20 85 15
Côté jardin	Européenne Végétariens bienvenus	5, rue Simon Dogbé Quartier Ocam, Lomé Tel: +228 22 42 19 82
Alt Munchen	Française, Allemande	Boulevard du Mono, Lomé Togo Tel: +228 22 27 63 21
Pure Plage Restaurant	Française, Bar, Brasserie, gastronomique	Route de Baguida, Lomé Togo Tel: +228 93 71 27 27
Restaurant	Spécialité	Adresse
Philipat	Française, Internationale, Européenne	Rue de l'Ogou, Lomé Togo Tel: +228 22 48 63 44
Greenfiel	Italienne, Pizza, Traiteur	Rue Akati, NW of City Centre, Lomé Togo Tel: +228 22 21 21 55
Beluga Restaurant	Française, Internationale, Européenne	Rue de l'Entente, Ex Rue de l'OCAM en face de l'Hôtel de la Paix, Lomé Togo Tel: +228 22 22 96 97
Restaurant Côté Sud	Africaine, Fruits de mer & Poisson, Pub	126, Rue Nima Quartier Aguiar Kome, Lomé 33000 Togo Tel: +228 23 36 12 70
Le Galion	Française, Européenne	Rue des Camomilles Kodjoviakope District, Lomé Togo Tel: +228 22 22 00 30
Chez Brovi	Africaine, Fruits de mer & Poisson	Ave Nicolas Grunitzky, near Ave de Nimes, Lomé Togo
Coco Beach Togo	Française, Africaine, Fruits de mer & Poisson	Rue 9 Zone Portuaire de Lomé Bp 12502, Lomé Togo Tel: +228 271 49 37
Le Phenicien	Libanaise, Restauration rapide, Moyen-Orient	Boulevard du Mono, Lomé Togo
La main à la Pâte	Française, Européenne	Rue d'Assoli Quartier Ocam, Lomé Togo
Barakouda	Fruits de mer & Poisson, Française	Boulevard du Mono, Lomé, Lomé Togo Tel: +228 90 04 08 60
La Bella Luna	Italienne, Français	Boulevard du Mono Près de l'Ambassade d'Allemagne, Lomé 12 728 Togo Tel: +228 22 21 74 48
7spice	Indienne, Asiatique	Rue de L'ocam, Lomé Togo Tel: +228 91 72 11 11
RESTAURANT	SPECIALITE	ADRESSE
Blue Turtie Bay Lomé	Pizza, Internationale	Boulevard du Mono, juste après le Sarakawa, Lomé 3266 Togo Tel: 228 70 00 40 01
Café LOFT	Française, Café	Rue Des Camomilles Kodjoviakope, Lomé Togo Tel: 228 70 27 78 27

Other restaurants specialties in Lome

Restaurant	Spéciality	Address
Le Patio Maison d'hotels & Restaurants	Française, Africaine, Barbecue/Grillades, Européenne	Lot. 9 Cité OUA, Lomé Tel : +228 90 37 67 07/96 96 69
La Table du DG	Française	Rue Ahode Tokoin Casablanca, Lomé Togo Tel +228 91 10 81 21
La route des Vins	Française, Européenne	100 Boulevard du 13 Janvier, Lomé Tel: 22 20 85 15
Côté jardin	Européenne Végétariens bienvenus	5, rue Simon Dogbé Quartier Ocam, Lomé Tel: +228 22 42 19 82
Alt Munchen	Française, Allemande	Boulevard du Mono, Lomé Togo Tel: +228 22 27 63 21
Pure Plage Restaurant	Française, Bar, Brasserie, gastronomique	Route de Baguida, Lomé Togo Tel: +228 93 71 27 27
Philipat	Française, Internationale, Européenne	Rue de l'Ogou, Lomé Togo Tel: +228 22 48 63 44
Greenfiel	Italienne, Pizza, Traiteur	Rue Akati, NW of City Centre, Lomé Togo Tel: +228 22 21 21 55
Beluga Restaurant	Française, Internationale, Européenne	Rue de l'Entente, Ex Rue de l'OCAM en face de l'Hôtel de la Paix, Lomé Togo Tel: +228 22 22 96 97
Restaurant Côté Sud	Africaine, Fruits de mer & Poisson, Pub	126, Rue Nima Quartier Aguiar Kome, Lomé 33000 Togo Tel: +228 23 36 12 70
Le Galion	Française, Européenne	Rue des Camomilles Kodjoviakope District, Lomé Togo Tel: +228 22 22 00 30
Chez Brovi	Africaine, Fruits de mer & Poisson	Ave Nicolas Grunitzky, near Ave de Nimes, Lomé Togo
Coco Beach Togo	Française, Africaine, Fruits de mer & Poisson	Rue 9 Zone Portuaire de Lomé Po Box 12502, Lomé Togo Tel: +228 271 49 37
Le Phenicien	Libanaise, Restauration rapide, Moyen-Orient	Boulevard du Mono, Lomé Togo
La main à la Pâte	Française, Européenne	Rue d'Assoli Quartier Ocam, Lomé Togo
Barakouda	Fruits de mer & Poisson, Française	Boulevard du Mono, Lomé, Lomé Togo Tel: +228 90 04 08 60
La Bella Luna	Italienne, Français	Boulevard du Mono near the german Embassy, Lomé Po Box 12 728 Togo Tel: +228 22 21 74 48
Blue Turtie Bay Lomé	Pizza, Internationale	Boulevard du Mono, just after Sarakawa, Lomé Po Box 3266 Togo Tel: 228 70 00 40 01
Café LOFT	Française, Café	Rue Des Camomilles Kodjoviakope, Lomé Togo Tel: 228 70 27 78 27
Bar Mini-Brasserie	Française	42-44 Rue de La Gare Hôtel Résidence Océane, Lomé Togo Tel: +228 90 05 71 29

Bar Mini-Bras-serie	Française	42-44 Rue de La Gare Hôtel Résidence Océane, Lome Togo Tel: +228 90 05 71 29
The Best Burger	Américaine	315 Rue de L'Ocam, Lome Togo Tel: +228 90 41 81 89
Café Yorba	Française	Lome Togo Tel +228 92 04 41 80
Akwaba Pool Bar & Grill	Pizza, Restauration rapide	Place De L'Independance Radis- son Blu, Lome Togo Tel: +228 22 23 86 00
La Part Du Boucher	Grillades, Africain	65 Rue Tchilada FACE MAIRIE 2èME ARR., QUARTIER NOU- KAFU, Lome Togo Tel: +228 92 17 80 88
Namiélé	Française, Africaine, Internationale	Place De L'Independance Radisson Blu, Lome Togo Tel: +228 22 23 86 00
La Case du Chef	Fruit de mer & Pois- son	Rue Aquereburu, Baguida Togo Tel: +228 91 53 90 22
Restaurant la République	Africaine	04 BP 580, Avenue de la Chance, Lomé, Tel: +228 91 40 34 34

The Best Burger	Américaine	315 Rue de L'Ocam, Lome Togo Tel: +228 90 41 81 89
Café Yorba	Française	Lome Togo Tel +228 92 04 41 80
Akwaba Pool Bar & Grill	Pizza, Restauration rapide	Place De L'Independance Radisson Blu, Lome Togo Tel: +228 22 23 86 00
La Part Du Boucher	Grillades, Africain	65 Rue Tchilada FACE MAIRIE 2èME ARR., QUARTIER NOUKAFU, Lome Togo Tel: +228 92 17 80 88
Namiélé	Française, Africaine, Internationale	Independance Place, Radisson Blu, Lome Togo Tel: +228 22 23 86 00
La Case du Chef	Fruit de mer & Poisson	Rue Aquereburu, Baguida Tog o Tel: +228 91 53 90 22
Restaurant la République	Africaine	04 PO BOX 580, Avenue de la Chance, Lomé, Tel: +228 91 40 34 34

Restaurant à Tsévié

Restaurant	Spécialité	Adresse
Restaurant MACUMBA	Africaine	Route De Kusuntu, Kpalime BP 177 Togo Tel : +228 24 42 76 26
Le Fermier	Française, Végétariens, bienvenus	Dans le Von de L'ong Apaf Route de Kusuntu, Kpalime Togo Tel : +228 22 34 58 74
Chez fanny	Française, Internatio- nale, Européenne	Entrée kpalime en venant du sud, Kpalime Togo
Le Gourmet	Internationale, Euro- péenne	
Le Plaisir	Française	Rue Principale, Kpalime Togo Tel : +228 90 26 11 69

Restaurant à Tsévié

Restaurant	Spéciality	Address
Restaurant MACUMBA	Africaine	Route De Kusuntu, Kpalime PO BOX 177 Togo Tel : +228 24 42 76 26
Le Fermier	Française, Végétariens, bienvenus	Dans le Von de L'ong Apaf Route de Kusuntu, Kpalime Togo Tel : +228 22 34 58 74
Chez fanny	Française, Internationale, Européenne	Entrée kpalime en venant du sud, Kpalime Togo
Le Gourmet		Internationale, Européenne
Le Plaisir	Française	Rue Principale, Kpalime Togo Tel : +228 90 26 11 69

Restaurants à Aného

Restaurant	Spécialité	Adresse
AUBERGE ALFINE		Yovotonou-Aného Aného – Togo Tel : +228 22 38 57 45
Bar Restaurant Mon Village	Africaine	22 BP Lome, Agbodrafo Togo Tel : +228 90 59 32 01

Restaurants in Aného

Restaurant	Spéciality	Address
AUBERGE ALFINE		Yovotonou-Aného Aného – Togo Tel : +228 22 38 57 45
Bar Restaurant Mon Village	Africaine	22 PO BOX Lome, Agbodrafo Togo Tel : +228 90 59 32 01

Restaurants à Atakpamé

Restaurant	Spécialité	Adresse
RESTAURANT BEAU SEJOUR		En face de l'Ecole Primaire d'Agbonou Carrefour Atakpamé – Togo Tel : +228 91 66 91 50/90 22 44 71

Restaurants in Atakpamé

Restaurant	Spéciality	Address
RESTAURANT BEAU SEJOUR		En face de l'Ecole Primaire d'Agbonou Carrefour Atakpamé – Togo Tel : +228 91 66 91 50/90 22 44 71

Restaurants à Kpalimé

Restaurant	Spécialité	Adresse
Chez fanny	Française, Internationale, Européenne	Entree Kpalime en venant du sud, Kpalime Togo Tek: +228 24 41 00 99
Africa Bar chez Corneille		Route de Missohoé, Face à la Microfinance Dekawowo, Kpégolonou BP 192 Kpalimé – Togo Tel : +228 90 34 95 92

Restaurants à Kara

Restaurant	Spécialité	Adresse
Kara Pizza	Italienne, Française, Pizza	Rue du Pont Catin située entre le collège Chaminade et le palais des Congrès, Kara Togo Tel: +228 92 16 52
Restaurant le Château		Rue du 2 Février Quartier Ewaou, Kara Togo
Jadys Kara		Rue Principale, Kara Togo Tel : +228 93 59 91 94
Bar Epsilonne		Rue Du Campus On the university road, on the same side as the university, with the power station opposite, Kara Togo Tel : +228 90 07 52 05

Restaurants à Sokodé

Restaurant	Spécialité	Adresse
Restauration Chez Wass	Italienne, Française, Américaine, Bar	Kpangalam, sur RN°, Sokode 369 Togo Tel : +228 90 30 66 99
La Bonne Auberge		Route de Kara, Sokode Togo Tel : +228 25 50 02 35

Restaurants in Kpalimé

Restaurant	Spéciality	Address
Chez fanny	Française, Internationale, Européenne	Entree Kpalime en venant du sud, Kpalime Togo Tek: +228 24 41 00 99
Africa Bar chez Corneille		Route de Missohoé, Face à la Microfinance Dekawowo, Kpégolonou PO BOX 192 Kpalimé – Togo Tel : +228 90 34 95 92

Restaurants in Kara

Restaurant	Spéciality	Address
Kara Pizza	Italienne, Française, Pizza	Rue du Pont Catin between Chaminade College and the congress palace , Kara Togo; Tel: +228 92 16 52
Restaurant le Château		Street of 2 Février Ewaou District, Kara Togo
Jadys Kara		Rue Principale, Kara Togo Tel : +228 93 59 91 94
Bar Epsilonne		Rue Du Campus On the university road, on the same side as the university, with the power station opposite, Kara Togo Tel : +228 90 07 52 05

Restaurants in Sokodé

Restaurant	Spéciality	Address
Restauration Chez Wass	Italienne, Française, Américaine, Bar	Kpangalam, sur RN°, Sokode 369 Togo Tel : +228 90 30 66 99
La Bonne Auberge		Route de Kara, Sokode Togo Tel : +228 25 50 02 35



Annexe 10 : Supermarchés au Togo

Supermarché	Adresse	Contacts
Supermarché CONCORDE BY CASINO	Rue de la Bretelle, Rond-point Akossombo, aux feux tricolores Atikoumé - BP 20220 Lomé – Togo	(+228) 92 80 48 07 (+228) 90 13 45 96 (+228) 90 04 55 44
LE CHAMPION TOTAL TOGO SA	Quartier Béniglato Lomé-Togo 69, Bd. de la Paix Tokoin Aéroport - BP 312 Lomé – Togo	(+228) 22 22 17 72 (+228) 22 23 68 02 (+228) 22 23 68 00 Fax : (+228) 22 26 01 95 (+228) 99 48 80 05
BOUTIQUE TOTAL	Totsi Lomé – Togo	(+228) 22 51 69 65 (+228) 91 90 97 92
ETS LA SAMARITAINE	Atikoumé, Klikamé Adidogomé - 07 BP 7551 Lomé – Togo	(+228) 22 51 14 02 (+228) 22 22 78 09
KING CASH	Grand Marché –Assigamé - BP 345 Lomé – Togo	Fax : (+228) 22 22 55 24
L'EPICERIE DU LEVANT	Bd. du 13 Janvier, à côté de la Galerie AZ, Imm. OGARIT Dékon Lomé – Togo	(+228) 22 20 31 63
SUPERMARCHA ALZARAA	Lomé	90 10 96 94
LEADER PRICE	Rue du commerce Quartier Assiganto Lomé-Togo	(+228) 22 22 48 73
RAMCO	Avenue de la Nouvelle-Marche Quartier Assivito Lomé- Togo	(+228) 22 22 46 10

Appendix 10 : Supermarkets in Togo

Supermarkets	Address	Phone numbers
Supermarché CONCORDE BY CASINO	Rue de la Bretelle, Rond-point Akossombo, aux feux tricolores Atikoumé - PO BOX 20220 Lomé – Togo	(+228) 92 80 48 07 (+228) 90 13 45 96 (+228) 90 04 55 44
LE CHAMPION TOTAL TOGO SA	Quartier Béniglato Lomé-Togo 69, Bd. de la Paix Tokoin Aéroport - PO BOX 312 Lomé – Togo	(+228) 22 22 17 72 (+228) 22 23 68 02 (+228) 22 23 68 00 Fax : (+228) 22 26 01 95 (+228) 99 48 80 05
BOUTIQUE TOTAL	Totsi Lomé – Togo	(+228) 22 51 69 65 (+228) 91 90 97 92
ETS LA SAMARITAINE	Atikoumé, Klikamé Adidogomé - 07 PO BOX 7551 Lomé – Togo	(+228) 22 51 14 02 (+228) 22 22 78 09
KING CASH	Grand Marché –Assigamé - PO BOX 345 Lomé – Togo	Fax : (+228) 22 22 55 24
L'EPICERIE DU LEVANT	Bd. du 13 Janvier, à côté de la Galerie AZ, Imm. OGARIT Dékon Lomé – Togo	(+228) 22 20 31 63
SUPERMARCHA ALZARAA	Lomé	90 10 96 94
LEADER PRICE	Rue du commerce Quartier Assiganto Lomé-Togo	(+228) 22 22 48 73
RAMCO	Avenue de la Nouvelle-Marche Quartier Assivito Lomé- Togo	(+228) 22 22 46 10

Annexe II : Grandes lignes des structures organisationnelles

	SARL	SA	SAS	Succursale
Responsabilité	Responsabilité limitée	Responsabilité limitée	Responsabilité limitée	NA
Durée	99 ans	99 ans	99 ans	2 ans (à renouveler une fois)
Capital minimum requis	Aucun minimum requis	10 millions FCFA ; 100 millions FCFA si elle fait un appel public à l'épargne	Librement fixé par les actionnaires	NA
Nombre d'actionnaires/ partenaires	Minimum: 1 Maximum: non limité	Minimum: 1 Maximum: non limité	Librement fixé par les actionnaires	NA
Gestion	1 ou plusieurs gestionnaires (actionnaire individuel et peut être associé ou non)	-Conseil d'administration ou un directeur général (si 1 à 3 actionnaires) -Conseil d'administration (si plus de 3 actionnaires)	Un président un directeur général ou un directeur général adjoint. Conseil d'administration Comités	Représentant local en tant que directeur général
Conseil d'administration/ représentants (nombre d'administrateurs, conditions de résidence)	Pas de conseil	Minimum: 3 Maximum: 12	Les accords d'association peuvent prévoir un conseil d'administration.	Le représentant légal de la succursale doit avoir une adresse résidentielle au Togo.
Types d'actions autorisés	Actions ordinaires uniquement	Actions de participation, actions préférentielles et obligations	Actions ordinaires uniquement	NA
Exigences en matière d'audit et de divulgation	La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire lorsque deux des conditions suivantes sont remplies : Le total du bilan est supérieur à 125 000 000 XOF Le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 250 000 000 XOF Personnel permanent de plus de 50 personnes	La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire Obligation d'établir l'état financier annuel de synthèse Un état des sûretés et garanties accordées à la société Un état des dettes garanties offertes par la société Liste des conventions réglementées, dressée au commissaire aux comptes 45 jours avant l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels.	La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si deux des conditions suivantes sont remplies : • Le total du bilan est supérieur à 125,000,000 XOF • Le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 250 000 000 XOF • Personnel permanent de plus de 50 personnes • Nomination également requise lorsque la société a le contrôle d'une ou plusieurs sociétés ou lorsqu'elle est contrôlée par une ou plusieurs sociétés.	NA
États financiers	Le bilan; Compte de résultat; Tableau des flux de trésorerie Informations à fournir	Le bilan; Compte de résultat; Tableau des flux de trésorerie Informations à fournir	Le bilan; Compte de résultat; Tableau des flux de trésorerie Informations à fournir	Non spécifié
États financiers (durée)	Douze (12) mois, du 1er janvier au 31 décembre.	Douze (12) mois, du 1er janvier au 31 décembre.	Douze (12) mois, du 1er janvier au 31 décembre.	Non spécifié

Appendix II: Main outlines of corporate structures

	SARL	SA	SAS	Branch Office
Liability	Limited liability	Limited liability	Limited liability	Not Applicable
Duration	99 years	99 years	99 years	2 years (renew once)
Minimum capital requirement	No minimum required	- XOF 10 million; - XOF 100 million if it makes public offering	Freely set by the AoAs	None
Number of shareholders/ partners	Minimum: 1 Maximum: not limited	Minimum: 1 Maximum: not limited	Freely set by the AoAs	Not Applicable
Management	1 or more managers (individual shareholder and may be a partner or not)	- Board of Directors or a General Manager (if 1 up to 3 shareholders) - Board of Directors (if more than 3 shareholders)	- A President - General Manager or a Deputy General Manager. - Board of Directors - Committees	Local representative as General Manager
Board of Directors/ Representatives (number of directors, residency requirements)	No Board	Minimum: 3 Maximum: 12	The AoAs may provide for a Board of Directors	The legal representative of the branch must have a residential address in Togo
Permissible types of shares	Ordinary shares only	Equity shares, preference shares and, bonds	Ordinary shares only	Not Applicable
Audit and disclosure requirements	Appointment of a statutory auditor is required when two of the following conditions are met: - Total of the balance sheet is greater than XOF 125,000,000 - Annual turnover exceeding XOF 250,000,000 - Permanent staff of more than 50 persons	Appointment of a statutory auditor is mandatory - Obligation to prepare the annual summary financial statement - A statement on securities and guarantees granted to the company - A statement of the secured debts offered by the company - List of regulated agreements, sent to the statutory auditor 45 days before the annual general meeting approves the annual accounts	Appointment of a statutory auditor is required if two of the following conditions are met: - Total of the balance sheet is greater than XOF 125,000,000 - Annual turnover exceeding XOF 250,000,000 - Permanent staff of more than 50 persons Appointment also required when the company has the control of one or more companies or when it is controlled by one or more companies	Not Applicable
Financial statements	- Balance sheet; - Profits and Loss account; - Cash Flow Statement - Disclosures	- Balance sheet; - Profits and Loss account; - Cash Flow Statement - Disclosures	- Balance sheet; - Profits and Loss account; - Cash Flow Statement - Disclosures	Not specified
Financial statements (duration)	Twelve (12) months from January 1st to December 31st.	Twelve (12) months from January 1st to December 31st.	Twelve (12) months from January 1st to December 31st.	Not specified

Annexe I2 : Enregistrement à la CNSS

Immatriculation des employeurs	L'employeur est tenu de demander son immatriculation à la CNSS dans les huit (08) jours qui suivent l'ouverture ou l'acquisition de l'entreprise, si celle-ci implique l'emploi de salariés. A cet effet, il doit remplir les formulaires disponibles aux guichets de la CNSS ou à télécharger sur le site internet de la CNSS : la demande d'immatriculation de l'employeur ; le recensement des travailleurs.
Immatriculation des travailleurs	L'inscription du travailleur se fait dans les huit (08) jours de son embauche, au moyen du formulaire d'inscription préparé à cet effet, qui est appelé demande d'inscription du travailleur. Pour ce faire, il faut fournir les éléments suivants : - une copie légalisée de l'acte de naissance du travailleur (ou une copie légalisée du passeport pour les étrangers) - une photo d'identité récente
Assurance Volontaire	L'assurance volontaire est une assurance liée uniquement à la branche de l'assurance vieillesse. Les conditions pour souscrire à l'assurance volontaire sont les suivantes : - avoir perdu le statut de travailleur salarié ; - avoir été assuré au régime général de la CNSS pendant au moins six (06) mois consécutifs ; - en faire la demande dans les douze (12) mois qui suivent la date de cessation d'activité.

Source : <https://cnss.tg/prestations/immatriculation/>

Appendix I2: Registration with the CNSS

Registration of employers	The employer is required to apply for registration from the CNSS within eight (08) days of the opening or acquisition of the business, if it involves the employment of employees. To this end, he/she must complete the forms available at the counters of the CNSS or to download from the CNSS website: the employer's application for registration; the census of workers.
Registration of workers	The registration of the worker is done within eight (08) days of his hiring, using the registration form prepared for this purpose, which is called application for registration of the worker. To do so, the following is required: - a legalized copy of the worker's birth certificate (or a legalized copy of the passport for foreigners) - a recent passport photo
Voluntary Insurance	Voluntary insurance is an insurance related only to the old-age pension branch. The conditions to subscribe to the voluntary insurance are the following: - having lost the status of salaried worker; - having been insured under the general scheme of the CNSS for at least six (06) consecutive months; - applying within twelve (12) months of the date of termination of employment.

Source : <https://cnss.tg/prestations/immatriculation/>

Annexe I3 : Dates d'échéance

Désignations	Impôts / Cotisations	Modalités de paiement	Obligations déclaratives
Impôts et Taxes	Impôt sur les sociétés (IS)	4 acomptes (31 janvier, 31 mai, 31 juillet et 31 octobre) + Régularisation lors du dépôt de la liasse fiscale.	30/04/N+1 liasse fiscale
	Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Même modalité que l'IS Exonération pour la première année d'activité	30/04/N+1 liasse fiscale
	Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) catégorie Traitements et salaires	Mensuellement (le 15 du mois suivant la réalisation)	31/01/N+1 Déclaration Annuelle des Salaires (DAS)
	Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) catégorie Revenus de capitaux mobiliers (IR-RCM)	Le mois qui suit la distribution ou la mise en paiement desdits revenus	15 du mois suivant
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	Mensuellement	15 du mois suivant
	Taxe sur les activités financières (TAF)	Mensuellement	15 du mois suivant
	Patente	Exonération pour les deux premières années d'activité. Même modalité que l'IS	Selon le bulletin d'émission reçu de l'OTR
	Taxe Foncière	Annuellement	Selon le bulletin d'émission reçu
	Retenue sur Loyer (RL)	Mensuellement	15 du mois suivant
	Retenue Sur Honoraires et Assimilés (RSHA)	Mensuellement	15 du mois suivant
	Retenues sur les prestations de service (RSPS)	Mensuellement	15 du mois suivant
	Taxe sur les véhicules à moteur (TVM)	Annuellement	A l'immatriculation ou visite technique
CNSS	Cotisation sécurité sociale	Mensuellement	15 du mois suivant

Appendix I3: Due dates

Type	Tax / Cotisations	Payment terms	Deadline
Taxes	Corporate Income Tax (CIT)	4 instalments (31 January, 31 May, 31 July and 31 October) + Adjustment when the financial statements is deposited.	30/04/N+1 Financial statements
	Alternative Minimum Tax	Same modality as CIT Exemption for the first year of activity	30/04/N+1 Financial statements
	Individual income tax (IRPP) category Salaries and wages	Monthly (15th of month following completion)	31/01/N+1 Annual wage declaration
	Individual income tax (IRPP) category Income from movable capital (IR-RCM)	The month following the distribution or payment of such income	15 of the following month
	Value Add Tax (VAT)	Monthly	15 of the following month
	Tax on financial activities	Monthly	15 of the following month
	Patent	Exemption for the first two years of activity. Same modality as CIT	According to the issue bulletin received
	Land tax	Annually	According to the issue bulletin received
	Withholding Rent Tax	Monthly	15 of the following month
	Withholding Tax (WHT) Local suppliers	Monthly	15 of the following month
	Withholding Tax (WHT) Foreign suppliers	Monthly	15 of the following month
	Tax on motor vehicles	Annually	At the registration/ or technical inspection
Social security	Contribution social security	Monthly	15 of the following month

Annexe 14 : Résumé des sanctions

Catégorie	Infraction	Sanctions
Taxes	Défaut de la déclaration des résultats dans les délais prescrits.	150 000 FCFA pour le système normal ; 100 000 FCFA pour système minimal de trésorerie dont le CA > 30 000 000 de FCFA ; 25 000 FCFA pour le système minimal de trésorerie dont le CA < 30 000 000 de francs CFA
	Déclaration de TVA en retard	50,000 FCFA par déclaration
	Paiement tardif des impôts	Pénalité de 10 % du montant
	Omissions ou inexactitudes dans la déclaration	10 000 XOF par omission ou inexactitude
	Contrôle fiscal	40% du montant corrigé de la TVA 20% du montant corrigé pour les autres taxes
Customs	Contraventions douanières	Amende de 50.000 à 500.000 FCFA
	Droits de douane	Confiscation de l'objet de la fraude, des moyens de transport, des objets ayant servi à cacher la fraude, plus que les amendes (2 à 4 fois le montant) et l'emprisonnement (3 mois à 3 ans)
CNSS	Défaut d'enregistrement des employés	Amende de 50.000 à 100.000 XOF par employé
	Fraude ou fausse déclaration en vue de réduire les cotisations de sécurité sociale	Amende de 100.000 à 200.000 XOF et emprisonnement de six (06) jours à trois (03) mois.
	Paiement tardif des cotisations	5 % du montant majoré de 1 % par mois après l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la date d'échéance.
Labour code	Absence ou défaut de procédure dans la préparation et la validation d'un contrat de travail	Amende de cent mille (100.000) à cinq cent mille (500.000) XOF
	Le paiement du salaire en monnaie qui n'a pas cours légal en République togolaise ; Paiement du salaire sans fiche de paie ; Le paiement de tout ou partie du salaire en alcool, boissons alcoolisées ou tout autre produit nuisible à la santé ;	Amende de cent mille (100.000) à cinq cent mille (500.000) XOF
	Non-paiement des salaires et des indemnités lors de la cessation des fonctions en cas de résiliation ou de rupture du contrat.	Amende de cent mille (100.000) à cinq cent mille (500.000) XOF

Appendix 14: Summary of sanctions

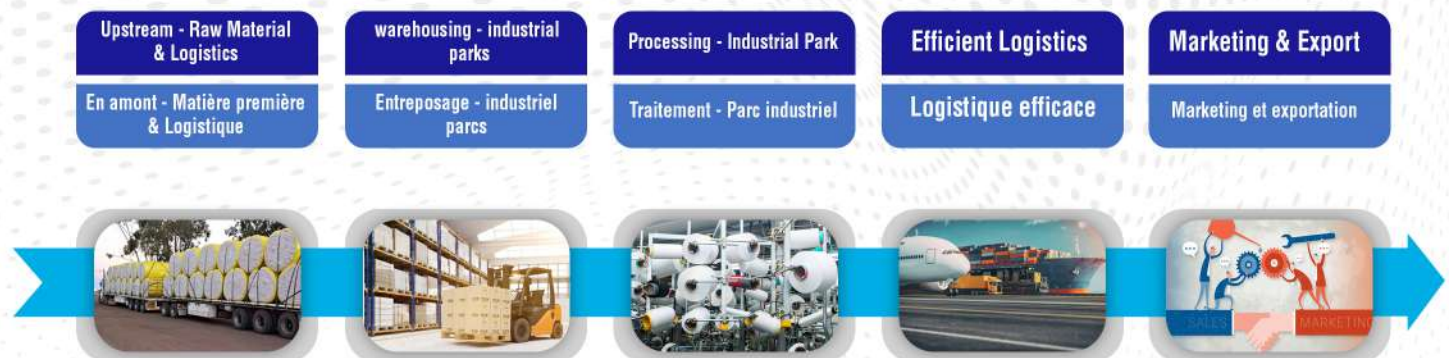
Area	Infringements	Sanctions
Taxes	Late reporting of financial statements	150,000 XOF for the normal system; 100,000 XOF for minimum cash system with turnover > 30,000,000 XOF; 25,000 XOF for the minimum cash flow system including the turnover of 30,000,000 XOF.
	Overdue VAT declaration	50,000 XOF per declaration
	Late payment of taxes	Penalty of 10% of the amount
	Omissions or inaccuracies in the declaration	10,000 XOF per omission or inaccuracy
	Tax control	40% of the VAT adjusted amount 20% of the adjusted amount for other taxes
Customs	Customs contraventions	Fine from 50,000 to 500,000 XOF
	Customs duties	confiscation of the object of fraud, means of transport, objects used to hide the fraud, more than fines (2 to 4 times the amount) and imprisonment (3 months to 3 years)
CNSS	Failure to register employees	Fine from 50,000 to 100,000 XOF per employee
	Fraud or misrepresentation to reduce social security contributions	Fine from 100,000 to 200,000 XOF and imprisonment of six (06) days to three (03) months
	Late payment of contributions	5% of the amount increased by 1% per month after the expiration of 3 months from the due date
Labour code	Absence or defect of procedure in the preparation and validation of an employment contract	Fine from one hundred thousand (100,000) to five hundred thousand (500,000) XOF
	Payment of wages in currency which is not legal tender in the Togolese Republic; Payment of salary without a pay slip;	Fine from one hundred thousand (100,000) to five hundred thousand (500,000) XOF
	Payment of all or part of the salary in alcohol, alcoholic beverages or any other product harmful to health;	
	Non-payment of wages and allowances upon termination of service in the event of termination or breach of contract	Fine from one hundred thousand (100,000) to five hundred thousand (500,000) XOF

Environ- mental obliga- tions	Réalisation sans étude d'impact d'activités, de projets ou de programmes de développement nécessitant une étude d'impact.	Un emprisonnement de six (06) mois à deux (02) ans et une amende de cinq millions (5 000 000) à cinquante millions (50 000 000) XOF, ou l'une de ces deux peines seulement.
	Pollution, dégradation du sol et du sous-sol, altération de la qualité de l'air ou de l'eau en violation des dispositions de la loi.	Emprisonnement de six (06) mois à un (01) an et une amende d'un million (1.000.000) à dix millions (10.000.000) XOF ou une de ces deux peines seulement.
	Exploitation d'une installation classée en infraction	Emprisonnement de six (06) mois à un (01) an et une amende d'un million (1.000.000) à dix millions (10.000.000) XOF ou une de ces deux (2) peines seulement.
	Réalisation d'activités susceptibles de porter atteinte à la flore et à la faune en violation des articles 61 et 62 du code de l'environnement.	Emprisonnement de six (06) mois à deux (02) ans et une amende de cinquante mille (50.000) à cinq millions (5.000.000) XOF ou l'une de ces deux (02) peines seulement.
	Infractions relatives à la pollution ou à la dégradation du milieu marin.	Une amende de cent millions (100.000.000) XOF et un emprisonnement de un (01) à deux (02) ans ou l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des sanctions administratives.
	Importation, achat, vente, transport, entreposage ou stockage de déchets toxiques ou radioactifs dangereux pour l'environnement et provenant de l'étranger ou conclusion d'un accord susceptible d'autoriser de telles activités.	Emprisonnement pénal de cinq (05) à dix (10) ans.

Environ- mental obliga- tions	Carrying out without an impact study of activities, projects or development programs requiring an impact study	Imprisonment of six (06) months to two (02) years and a fine of five million (5,000,000) to fifty million (50,000,000) XOF, or one of these two penalties only
	Pollution, degradation of the soil and subsoil, alteration of the quality of the air or water in violation of the provisions of the law.	Imprisonment of six (06) months to one (01) year and a fine of one million (1,000,000) to ten million (10,000,000) XOF or one of these two penalties only
	Operation of a facility classified as in infringement	Imprisonment of six (06) months to one (01) year and a fine of one million (1,000,000) to ten million (10,000,000) XOF or one of these two (2) penalties only.
	Carrying out activities likely to harm flora and fauna in violation of articles 61 and 62 of the environment code.	Imprisonment of six (06) months to two (02) years and a fine of fifty thousand (50,000) to five million (5,000,000) XOF or one of these two (02) penalties only
	Offenses relating to pollution or degradation of the marine environment.	A fine of one hundred million (100,000,000) XOF and imprisonment from one (01) to two (02) years or one of these two penalties only, without prejudice to administrative penalties.
	Importation, purchase, sale, transport, warehouses or storage of toxic or radioactive waste hazardous to the environment and coming from abroad or entering into an agreement that may authorize such activities.	Criminal imprisonment from five (05) to ten (10) years.

Appendix 15 Annexe 15

The Ecosystem Approach Approche écosystémique



ECOSYSTEM APPROACH / APPROCHE SYSTEMIQUE

- Increased production - Efficient logistics - Assured sourcing - Augmentation de la production - Logistique efficace - Approvisionnement assuré	- Just in time inventory - Reduced working capital required - Inventaire juste à temps - Besoin en fonds de roulement réduit	- Plug and play - Enabling infra/facility for next level value add - Brancher et utiliser - Activation des infra /installations pour une valeur ajoutée de niveau supérieur	- Single window approach to logistics - Efficiency - Approche de guichet unique de la logistique - Efficacité	- Attracting downstream ancillary units - Marketing Support - Attirer accessoire en aval unités - Assistance marketing
- Fair Trade - Traceability - Carbon Footprint calculation - At source - Organic Sourcing - Legality - Commerce équitable - Traçabilité - Empreinte carbone calcul - À la source - Approvisionnement biologique - Légalité	- Warehouses and open ground storage within the zone - Storage of Raw commodities under right conditions. - Truck Terminal - Entrepôts et stockage à ciel ouvert dans la zone - Stockage des matières premières dans de bonnes conditions. - Terminal de camions	- Assured electrical/ water supply - Single Window clearance - CETP for finishing units - Hassle Free production environment - Alimentation électrique /eau assurée - Guichet unique autorisation - Unités CETP pour la finition - Sans tracas production environnement	- Base for all trucks from upcountry and hinterland. - Single window facility for all logistics need. - Handling Raw commodity and import/export - Base pour tous les camions dans l'arrière-pays - Installation à guichet unique pour tous les besoins logistiques. - Manipulation marchandise et Importer / Exporter	- Marketing assistance to the investors to open up new markets - Africa focus. - Tap benefits under various schemes like AGOA, EU, LDC - Assistance marketing aux investisseurs pour ouvrir nouveau marchés - Focus Afrique. - Appuyez sur les avantages sous divers schémas comme AGOA, UE, PMA

Working Capital Assistance / Aide au fonds de roulement

Annexe 16 : Liste des administrations du guichet unique

Conformément au Décret N°2021-056 portant création de guichet unique de PIA

Les licences / approbations énumérées ci-dessous sont applicables à tous les investisseurs en général. En fonction du secteur d'activité, l'investisseur peut avoir besoin d'une ou plusieurs licences/approbations spécifiques.

N°	BUREAU / ADMINIS-TRATIONS	MISSIONS
1	Office Togolais des Recettes	- la réalisation des déclarations fiscales ; - Obtention de la carte d'immatriculation fiscale ; - l'obtention d'un quitus fiscal; - l'obtention d'une attestation de régularité fiscale pour le transfert de fonds à l'étranger ; - l'obtention d'une attestation de domiciliation fiscale ; - l'obtention d'une attestation d'exonération fiscale; - la déclaration en douane ; - l'empotage; - la réalisation et le suivi des régimes douaniers suspensifs.
2	Agence Nationale de Promotion des Investissements et de la Gestion des Zones Franches	- le suivi des agréments et leur renouvellement ; - l'assistance pour l'obtention des différentes exonérations et attestation ; - la validation des contrats de travail ; - le contrôle et suivi des ouvrages ; - le conseil, l'assistance et la prévention des litiges de travail ; - l'assistance à l'octroi et au renouvellement de visas et des titres de séjour.
3	Direction générale du commerce intérieur	- l'autorisation de mise sur le marché de denrées alimentaires ; - l'agrément d'importation de mise sur le marché, d'exportation et de transit des sachets biodégradables ou non ; - l'autorisation de promotion commerciale; - l'autorisation de publicité commerciale ; - l'agrément de production ou d'importation de fer à béton ; - l'autorisation de mise sur le marché des produits du tabac et ses dérivés.
4	Direction générale des industries	- l'autorisation d'installation; - la délivrance des agréments.
5	Direction du conditionnement et de la métrologie Légale	- la délivrance des certificats de vérification des instruments de mesure ; - la délivrance des certificats de qualité café-cacao, autres produits agricoles et certificats d'origine café-cacao ; - la délivrance des résultats d'analyse café-cacao
6	Institut national de la propriété industrielle et de technologie	- l'enregistrement des titres de propriété intellectuelle ; - le renouvellement des titres de propriété intellectuelle.
7	Agence nationale de gestion de l'environnement	- l'approbation de l'étude d'impact environnemental et social des projets ; - la délivrance du certificat environnemental

Appendix 16: List of administrations in PIA SWCCA

In accordance with Decret N°2021-056 establishing the SWCCA

The licenses/approvals listed below are applicable to all investors in general. Depending on the sector of activity, the Investor may need one or more specific licenses/approvals.

N°	OFFICE / DEPARTMENTS	MISSIONS
1	Office Togolais des Recettes	- making tax returns; - obtaining the tax registration card; - obtaining a tax discharge; - obtaining a certificate of tax compliance for the transfer of funds to the foreign national; - obtaining a tax domiciliation certificate; - obtaining a tax exemption certificate; - the customs declaration; - Packing; - the implementation and monitoring of suspensive customs procedures.
2	Agence Nationale de Promotion des Investissements et de la Gestion des Zones Franches	- monitoring of approvals and their renewal; - assistance in obtaining the various exemptions and certificates; - validation of employment contracts; - control and monitoring of works; - advice, assistance and prevention of labor disputes; - assistance with the granting and renewal of visas and residence permits.
3	Direction générale du commerce intérieur	- authorization to place foodstuffs on the market; - approval to import the placing on the market, export and transit of biodegradable or non-biodegradable sachets; - Authorization for commercial promotion; - commercial advertising authority; - approval for the production or import of reinforcing steel; - the marketing authorization of tobacco products and their derivatives.
4	Direction générale des industries	- Issuance of certificate of origin installation authorization; - the issue of approvals.
5	Direction du conditionnement et de la métrologie Légale	- issuing certificates of verification of measuring instruments; - issuing quality certificates for coffee-cocoa, other agricultural products and certificates of origin for coffee-cocoa; - the delivery of the coffee-cocoa analysis results.
6	Institut national de la propriété industrielle et de technologie	- registration of intellectual property rights; - Renewal of intellectual property titles.
7	Agence nationale de gestion de l'environnement	- approval of the environmental and social impact assessment of the projects; - issuing the environmental certificate.

8	Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)	- le recrutement, le placement et le stage ; - le conseil en gestion des ressources humaines ; - l'appui à l'évaluation du personnel; - l'élaboration des outils;
9	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	- l'immatriculation sociale des entreprises ; - l'immatriculation des employés ; - les déclarations et paiement des cotisations sociales.
10	Direction générale du travail et des lois sociales	- l'autorisation d'embauche des salariés ; - le visa des contrats de travail.
11	Centre de Formalités des Entreprises	- Création d'entreprises - Délivrance de la carte unique de création d'entreprise comportant le RCCM, le NIF et CNSS ;
12	Direction générale de la documentation nationale	- l'obtention du sauf conduit ; - l'obtention de la carte de séjour ; - l'obtention du visa.
13	Ministère de la sécurité et de la protection civile	- le laisser passer
14	Agence togolaise de sécurité alimentaire	- la délivrance du quitus d'exportation des produits alimentaires ; - la constitution du stock de la sécurité alimentaire et de la facilitation de la commercialisation des produits agricoles.
15	Agence Togolaise de Normalisation	- le contrôle du respect des règles nationales et internationales applicables à - l'activité concernée ; - la certification de la qualité des produits.
16	Port Autonome de Lomé	- la perception des droits du Port.
17	Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE)	- le regroupement des différentes factures à payer en Document de frais Unique.
18	Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat	- la délivrance des permis d'urbanisme ou de construire.
19	Direction de la Protection des Végétaux	- la délivrance du certificat phytosanitaire pour les produits alimentaires.
20	Institut National d'Assurance Maladie	- la souscription à la police d'assurance maladie.
21	Direction de l'environnement	- la délivrance de l'agrément pour exercer ; - l'autorisation de destruction des produits avariés et autres déchets commerciaux ; - la délivrance d'agrément/autorisation pour importation de produits chimiques ; - la délivrance d'agrément/autorisation pour exportation de déchets dangereux ; - la délivrance d'agrément d'installation; - l'inspection et le contrôle

8	Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)	- Recruitment, placement and internship]; - Human resources management consulting]; - Support for staff evaluation]; - Development of tools];
9	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	- Social registration of companies - Registration of Employees - Declaration and payment of social security contributions
10	Direction générale du travail et des lois sociales	- Authorization to hire employees; - the approval of employment contracts.
11	Centre de Formalités des Entreprises	- Company creation - Issue of the single business creation card including the RCCM, the NIF and the CNSS;
12	Direction générale de la documentation nationale	- obtain the conduit safe; - obtaining a residence permit; - obtaining the visa.
13	Ministère de la sécurité et de la protection civile	- Let it pass.
14	Agence togolaise de sécurité alimentaire	- issuing the export tariff for food products; - stockpiling food security and facilitating the marketing of agricultural products.
15	Agence Togolaise de Normalisation	- monitoring compliance with national and international rules applicable to the activity concerned; - product quality certification.
16	Port Autonome de Lomé	- Collection of Port fees.
17	Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE)	- grouping of the various invoices to be paid into a Single Fee Document.
18	Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat	- issuing planning or building permits.
19	Direction de la Protection des Végétaux	- the issuance of the phytosanitary certificate for food products.
20	Bureau : Institut National d'Assurance Maladie	- subscription to the health insurance policy.
21	Direction de l'environnement	- the issue of the licence to practise; - authorization to destroy damaged products and other commercial waste; - issuing approval/authorisation for import of chemicals; - issuing an approval/authorization for export of hazardous waste; - issuance of facility approval; - inspection and control.

22	Direction des ressources forestières	- l'autorisation de transport de produits forestiers ; - l'autorisation d'exportation de produits forestiers de deuxième et troisième transformation
23	Office National de Développement et d'Exploitation des Ressources Forestières (ODEF)	- l'équipement, l'extension, l'aménagement et la protection du patrimoine forestier de l'Etat ; - l'exploitation et la transformation des produits forestiers de l'Etat ; - la commercialisation des produits forestiers de l'Etat.
24	Conseil nationale des chargeurs du Togo	- défendre les intérêts des chargeurs ; - assurer la rationalisation de la desserte et la maîtrise des coûts de transport ; - proposer des solutions adéquates aux problèmes liés aux transports et toutes mesures de nature à faciliter les formalités administratives ; - promouvoir les activités du secteur.
25	Institut national de la statistique économique et démographique (INSEED)	- collecter les données économiques ; - conduire des études, enquêtes et recensements auprès des entreprises ; - élaborer et centraliser les statistiques économiques et sociodémographiques à des fins d'analyse

22	Direction des ressources forestières	- authorizing the transport of forest products; - export authorization for secondary and tertiary processed forest products.
23	Office National de Développement et d'Exploitation des Ressources Forestières (ODEF)	- equipment, extension, development and protection of the State's forest heritage; - exploitation and processing of state forest products; - marketing of state forest products.
24	Conseil nationale des chargeurs du Togo	- defend the interests of shippers; - rationalizing service and controlling transport costs; - propose adequate solutions to transport problems and any measures to facilitate administrative formalities; - Promote the activities of the sector.
25	Institut national de la statistique économique et démographique (INSEED)	- collect economic data; - conduct business surveys, surveys and censuses; - Develop and centralize economic and socio-demographic statistics for analysis.

Potential Sectors (1/2)

Secteurs potentiels (1/2)



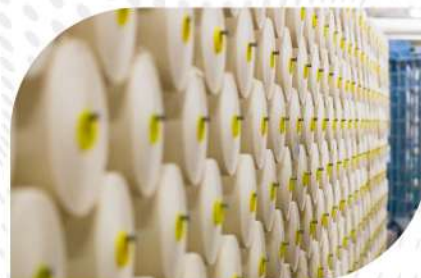
Cotton and Textile

- Ginning & Spinning
- Weaving
- Dyeing & Finishing
- Garmenting



Coton et Textile

- Égrenage et filature
- Tissage
- Teinture et finition
- Vêtement



FMCG Goods

- Pasta
- Tomato puree
- Chewing gums



Marchandises FMCG

- Pâtes
- Purée de tomates
- Chewing-gums



Wood

- Sawn Wood
- Veneer
- Plywood
- Furniture



Bois

- Bois scié
- Vernis
- Contre-plaqué
- Un meuble



Pharmaceutical

- Injectable
- Packaged Medicines
- Generic Medicines



Pharmaceutique

- Injectable
- Médicaments emballés
- Médicaments génériques



Agro Processing

- Soybean : oil, cake, roasted
- Rice : processing
- Coffee : roasted, powder
- Cocoa : liquor, butter
- Maize : starch, feed
- Sesame : processing
- Peanuts
- Mango : dried, juice
- Pineapple : dried, juice
- Sugarcane



Transformation agricole

- Soja: huile, tourteau, torréfié
- Riz: transformation
- Café: torréfié, en poudre
- Cacao: liqueur, beurre
- Maïs: amidon, fourrage
- Sésame: traitement
- Cacahuètes
- Mangue: séchée, jus
- Ananas: séché, jus
- Canne à sucre



Potential Sectors (2/2)

Secteurs potentiels (2/2)



Automobile

- Motorbikes - Manufacturing and Assembly
- Four-wheelers
- Tractors
- Lubricants



Automobile

- Motos - Fabrication et montage
- Quatre-roues
- Tracteurs
- Lubrifiants



Meat Processing

- Poultry
- Meat Processing
- Animal feed
- Fish feed



Traitement de la viande

- La volaille
- Traitement de la viande
- L'alimentation animale
- Aliments pour poissons



FMCD

- Consumer Electronics : Manufacturing and assembly



FMCD

- Electronique grand public: fabrication et assemblage



Marble

- Marble Slabs
- Tiles



Marbre

- Dalles de marbre
- Carrelage



Phosphorous

- Phosphoric acid
- Fertilizers



Phosphoreux

- Acide phosphorique
- Les engrais



Teak

- Sawn wood
- Ply wood
- Window and Door frames



Teck

- Bois scié
- Bois de pli
- Cadres de fenêtres et de portes



Potential Sectors (2/2)

Secteurs potentiels (2/2)



Miscellaneous

- Cosmetics - Beauty and make-up products
- Wigs - Natural and Synthetic hair manufacturing
- Packaging - Sacks and bags
- Recycling - Plastic and metal recycling
- Mattress Manufacturing
- Diapers Manufacturing
- Tissue Paper Manufacturing
- Battery manufacturing



Divers

- Cosmétique - Produits de beauté et de maquillage
- Perruques - Fabrication de cheveux naturels et synthétiques
- Emballage - Sacs et sachets
- Recyclage - Recyclage du plastique et du métal
- Fabrication de matelas
- Fabrication de couches
- Fabrication de papier de soie
- Fabrication de batteries



Industrial Zone Zone industrielle



Allotted Area : 33.2 Ha
Superficie allouée: 33,2 Ha



Key Features

- Hassle free land availability at prime location and attractive prices
- Provisioning of utilities (electricity, water, internet etc) direct to land
- Access to wide lane roads, sewage, and recreational spaces
- Access to raw materials and warehouses inside the zone
- Access to logistics park for truck parking and container yard
- Preferential tariffs for utilities, and availing free zone benefits
- Access to Single Window Centre for one stop solution for all the administrative needs of the company established in PIA



Industrial Sectors

- Textile Industries
- Agro-processing industries
- Fertilizer and chemical industries
- Artificial hair manufacturing
- Cashew nut processing
- Recycling industries
- Pharmaceutical industries
- Automobile manufacturing/assembly
- Packaging industry
- Other manufacturing industries



Principales caractéristiques

- Disponibilité de terrains sans tracés dans un emplacement privilégié et des prix attractifs
- Fourniture de services publics (électricité, eau, Internet, etc.) directement à la terre
- Accès aux routes à grande voie, aux égouts et aux espaces récréatifs
- Accès aux matières premières et aux entrepôts à l'intérieur de la zone
- Accès au parc logistique pour le stationnement des camions et la cour à conteneurs
- Tarifs préférentiels pour les services publics et profiter des avantages de la zone franche
- Accès au centre de guichet unique pour une solution unique pour tous les besoins administratifs de l'entreprise établie dans PIA



Secteurs industriels

- Industries textiles
- Industries agro-industrielles
- Industries des engrais et de la chimie
- Fabrication de cheveux artificiels
- Transformation de la noix de cajou
- Industries du recyclage
- Industries pharmaceutiques
- Fabrication / assemblage automobile
- Industrie de l'emballage
- Autres industries manufacturières

Container Yard

Parc à conteneurs



Key Features

- Efficient stuffing and destuffing operations by mechanical means
- Concrete platform to ensure complete safety and no damage to containers parked inside the container yard
- Easy access to main highway N1 connecting to hinterland regions of Togo and landlocked countries of sub Saharan Africa
- Quick and efficient operations to ensure savings on demurrage and delay costs
- Zone secured by security professionals round the clock
- Annual handling capacity to cater 550,000 TEUs (by 2030)



Principales caractéristiques

- Opérations de bourrage et de dépotage efficaces par des moyens mécaniques
- Plate-forme en béton pour assurer une sécurité et aucun dommage aux conteneurs garés à l'intérieur du parc à conteneurs
- Accès facile à l'autoroute principale N1 connexion aux régions de l'arrière-pays du Togo et aux pays enclavés d'Afrique subsaharienne
- Opérations rapides et efficaces pour assurer économies sur les frais de surestaries et de retard
- Zone sécurisée par des professionnels de la sécurité 24h / 24
- Capacité de traitement annuelle pour couvrir 550000 EVP (d'ici 2030)

Cotton Bales Storage

Stockage de balles de coton



Allotted Area : 18 Ha/Superficie Allouée: 18 Ha



Key Features

- Dedicated area in PIA for storage of cotton bales, bulk and breakbulk raw materials and finished goods
- Ensuring perpetual availability of cotton to manufacturing facilities inside the Industrial zone for smooth flow of operations
- Solid platform with proper coverage to ensure no contamination of the raw material



Principales caractéristiques

- Zone dédiée au PIA pour le stockage des balles de coton, des matières premières en vrac et en vrac et des produits finis
- Assurer la disponibilité perpétuelle du coton aux installations de fabrication à l'intérieur de la zone industrielle pour un bon déroulement des opérations
- Plate-forme solide avec une couverture appropriée pour garantir contamination de la matière première

Warehouse Entrepôt



Key Features

- Dedicated facilities in the logistics park for storage of goods, like raw material, finished products, project material, transit cargo etc
- Offering both vacant and built variants of warehouse on lease
- State of the art planning and designing to ensure availability of wide space for circulation of trucks and goods
- Large tract of area to give scalability of warehouse to customer
- Security of area by security professionals round the clock



Principales caractéristiques

- Installations dédiées dans le parc logistique pour le stockage des marchandises, comme les matières premières, les produits finis, le matériel du projet, le fret en transit, etc.
- Offrant des variantes d'entrepôt vacants et construits en location
- Planification et conception à la pointe de la technologie pour assurer la disponibilité d'un vaste espace pour la circulation des camions et des marchandises
- Grande étendue de surface à donner évolutivité de l'entrepôt au client
- Sécurité de la zone par la sécurité professionnels 24 heures sur 24

Truck Parking

Parking pour camions



Key Features

- Dedicated area for truck parking inside the premises of PIA
- With more than 700 slots, the truck parking will be equipped by state of the art technology, including automated ticketing system and high speed Wi-Fi facilities for the users
- It will also have essential facilities like dormitories, washrooms, restaurants and snack bars for truck drivers
- Presence of ancillary facilities like petrol pump, garage, service station, washing facilities and workshops for truck maintenance



Principales caractéristiques

- Zone dédiée au stationnement des camions dans les locaux de PIA
- Avec plus de 700 emplacements, le parking pour camions sera équipé d'une technologie de pointe, y compris un système de billetterie automatisé et des installations Wi-Fi haut débit pour les utilisateurs.
- Il aura également des installations essentielles comme des dortoirs, des toilettes, des restaurants et des casse-croûte pour les chauffeurs de camion
- Présence d'installations auxiliaires telles que pompe à essence, garage, station-service, installations de lavage et ateliers pour l'entretien des camions

Administrative Facilities Installations administratives



Single Window Centre

- Dedicated facility for ease of doing business in PIA
- One stop solution for the customers who have setup their facilities in the zone
- Presence of multiple government agencies, who are required during a company establishment process, beneath a single roof in the zone premises
- Ancillary facilities related to administrative, financial and operational assistance

Centre de guichet unique

- Installation dédiée pour faciliter les affaires dans PIA
- Solution unique pour les clients qui ont installé leurs installations dans la zone
- Présence de plusieurs agences gouvernementales, qui sont requis lors d'un processus de création d'entreprise, sous un seul toit dans les locaux de la zone
- Installations auxiliaires liées à l'assistance administrative, financière et opérationnelle

Police Station

- Presence of police personnel to safeguard the interests of the established investors
- Ability to cater to the nearby areas of Adétikopé
- Ensuring the security of zone 24*7
- Ability to tackle any issue timely and without delay

Poste de police

- Présence de personnel de police pour sauvegarder les intérêts des investisseurs établis
- Capacité à desservir les zones voisines d'Adétikopé
- Assurer la sécurité de la zone 24 * 7
- Capacité à résoudre tout problème en temps opportun et sans délai



Administrative Facilities Installations administratives

Fire Station

- Permanent deployment of fire tenders and fire extinguishing facilities
- Presence of experienced firefighters to handle any kind of emergencies that may occur in the zone
- Ensuring reliable and quick response to any issue that may arise inside the zone

Caserne de pompiers

- Déploiement permanent d'appels d'offres d'incendie et d'installations d'extinction d'incendie
- Présence de pompiers expérimentés pour gérer tout type d'urgences pouvant survenir dans la zone
- Assurer une réponse fiable et rapide à tout problème pouvant survenir à l'intérieur de la zone



Utilities

Utilitaires



Water Reservoir
Réservoir d'eau



Fuel Station
Station essence



Sub Station
Fourniture électrique



Green and open spaces
Espaces verts

PROCÉDURES PRÉLIMINAIRES D'ADMISSION AU PIA

L'admission à PIA est ouverte à tout investisseur souhaitant s'installer à PIA et est soumise à la création d'une société à PIA avec un permis ou une autorisation.

Les entités qui bénéficient d'un Agrément peuvent exercer leurs activités au sein de PIA. En outre, l'entité signera un contrat de location avec PIA SAS, qui définira les modalités de la location. L'Entité n'est pas autorisée à opérer dans la zone si elle a des dettes envers PIA SAS.

PRELIMINARY PROCEDURES FOR ADMISSION TO PIA

Admission to PIA is open to any investor wishing to set up in PIA and is subject to the creation of a company in PIA with a permit or authorization

Units which benefit from an Approval can carry out their activities within PIA. In addition, the Unit will sign a rental contract with PIA SAS, which will define the conditions of said rental contract. The Unit is not authorized to operate in the zone if it has debts to PIA SAS.

RETRAIT DE L'AGREMENT

PIA peut retirer l'agrément en cas de violation grave et répétée par une société, comme stipulé dans le cahier des Charges ou des obligations convenues, suivant le contrat de bail signé avec PIA.

WITHDRAWAL OF APPROVAL

PIA may withdraw the Approval, in particular in the event of serious and repeated violation by a Unit of the stipulations of the present Cahier des Charges or of its obligations agreed in its Lease Contract signed with PIA.

ACCÈS AUTORISÉ

L'accès à la zone industrielle et logistique pour les autorités administratives, les entités autorisées à opérer dans la zone et les usagers est soumis à une carte d'accès facturée par PIA pour une durée de validité limitée.

Les visiteurs peuvent être autorisés sur demande par les Entités et sur présentation de leur carte d'identité valide ou d'un certificat délivré par les Entités. Les Entités sont tenues de signaler toute perte ou détérioration de la carte ou le départ de tout employé titulaire d'une carte.

L'accès aux zones commerciales et résidentielles n'est pas contrôlé

AUTHORISED ACCESS

Access to the industrial and logistic zone for administrative authorities, units authorized to operate in the zone and users is subject to an access card charged by PIA for a limited period of validity.

Visitors may be authorized upon request by the Units upon presentation of their valid identification card or a certificate issued by the Units. Units are required to report any loss or damage to the card or when a card-carrying employee is no longer employed by them.

Access to commercial and residential Zones is not controlled

RESPONSABILITÉS DU PIA

L'autorité administrative, sur recommandation de PIA SAS, réglera et contrôlera l'accès des véhicules ou les limites de vitesse dans les limites de PIA et contrôlera les activités qui peuvent conduire à la dégradation desdites conditions environnementales dans le PIA

Le guichet unique, sous la direction de l'autorité administrative, est autorisé à exercer des contrôles et des vérifications sur la circulation des personnes et du matériel à l'intérieur de PIA. L'autorité administrative peut imposer des amendes en raison de non-conformités et émettre des instructions pour satisfaire à la conformité réglementaire

RESPONSIBILITIES OF PIA

The Administrative Authority, on the recommendation of PIA SAS, will regulate and control access of vehicles or speed limits within the limits of PIA and control the activities which may lead to the degradation of said environmental conditions in the PIA.

The Single Window, under the direction of the Administrative Authority, is authorized to exercise controls and checks on the movement of people and material inside the PIA. The administrative authority can impose fines due to non-conformities and issuing instructions to satisfy regulatory compliance.

RESPONSABILITÉS DES UNITÉS

Les Unités sont entièrement responsables, sous le contrôle de PIA, des responsabilités suivantes:

- veiller au respect par les Utilisateurs, les employés et les visiteurs des dispositions du Cahier des Charges,
- des Directives Générales d'Exploitation et de la réglementation applicable, et
- de déployer les moyens appropriés dans les limites de leur parcelle et ils maintiennent lesdites conditions dans leur parcelle et veillent à ce que leurs activités n'affectent pas leur exploitation et la Zone dans son ensemble.

RESPONSIBILITIES OF UNITS

The Units are fully responsible, under the control of PIA, for the following responsibilities:

- ensuring compliance by the Users, employees, and visitors with the provisions of Cahier des Charges,
- the General Operating Guidelines and the applicable regulations, and
- for deploying the appropriate resources within the limits of their plot and they maintain the said conditions in their parcel and ensure that their activities do not affect their operation and the Zone as a whole.

PROCÉDURE APPLICABLE AUX CONSTRUCTIONS

Toutes les règles applicables à l'utilisation des terrains et des constructions érigées par les Entités dans la Zone sont détaillées dans les Contrats de Bail (bail commercial, bail à construction ou autres).

L'Entité disposant d'un Agrément valide est exemptée de toutes les formalités et procédures administratives concernant la construction et les installations de bâtiments nécessaires au développement de son projet, à condition que l'Unité ait soumis toutes les constructions, dans le format spécifié par le Guichet Unique, avec une copie endossée par PIA SAS.

En cas de dérogation aux délais d'exécution, elle doit être notifiée à l'Autorité. Sur recommandation de PIA SAS, l'autorité administrative peut accorder une prolongation. La survenance d'un événement de force majeure ou de difficultés techniques imprévisibles peut justifier une prolongation des délais.

Le Guichet Unique dispose de sept (07) jours ouvrables, à compter du jour de la réception de la demande, pour accorder ou refuser le permis de construire.

Tout refus doit être accompagné d'une motivation du Guichet Unique ou de la demande par l'Entité de documents supplémentaires éventuellement nécessaires à la délivrance du permis de construire au profit de l'Entité. L'Entité enverra également une copie du dossier à PIA SAS.

PROCEDURE APPLICABLE TO CONSTRUCTIONS

All the rules applicable to the use of the plots of land and construction erected by the Units within the Zone are detailed in the Lease Contracts (commercial lease, construction lease or others).

The Unit with a valid Approval is exempt from all formalities and administrative procedures concerning the construction and the building installations necessary for development of its project, on condition that the Unit has submitted all construction, in the format specified by the Guichet Unique, with a copy endorsed by PIA SAS.

In the event of a deviation from the completion times, it must be notified to the Authority. On recommendation of PIA SAS, the administrative authority may grant an extension. The occurrence of a Force Majeure event or unforeseeable technical difficulties may justify an extension of the deadlines.

The One Stop Shop has seven (07) working days, from the day of receipt of the request, to grant or refuse the building permit.

Any refusal must be accompanied by a reason from the Single Window or the request from the Unit for additional documents that may be required for the issuance of the permit to build for the benefit of Unit. The Unit will also send a copy of the file to PIA SAS.

En l'absence de réponse dans les quatorze (14) jours ouvrables, le permis de construire sera considéré comme délivré, sauf en cas de force majeure ou en cas de limitation technique nécessitant un délai d'approbation supplémentaire, notifié à l'avance à l'Entité.

Le guichet unique examinera et poursuivra son processus d'approbation en faveur de l'Entité si les documents soumis par cette dernière sont en règle et qu'il n'y a pas d'objection écrite de PIA SAS, dans les sept (7) jours suivant la soumission de la demande relative à l'aménagement proposé par l'Entité, sur la parcelle qui lui est attribuée.

L'Entité notifie à PIA et au Guichet Unique l'achèvement des travaux de construction ou l'achèvement d'une phase des travaux de construction dans le cas où le programme d'investissement comprend plusieurs phases, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant l'achèvement des travaux.

Le guichet unique dispose de sept (7) jours ouvrables supplémentaires pour vérifier la conformité technique et les normes de construction, y compris l'approbation des matériaux de protection contre l'incendie. L'Entité émettra un certificat d'achèvement des travaux, dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrables, au Guichet Unique, sauf obtention d'une prolongation, à cette fin.

In the absence of a response within fourteen (14) working days, the construction permit will be considered as delivered, except in cases of Force Majeure or in the event of technical limitation requiring additional approval time, notified to the Unit in advanced

The Single Window will review and continue its approval process in favor of the unit if the documents submitted by the Unit are in order and there is no written objection from PIA SAS, within seven (7) days of the submission of the request relating to the development proposed by the Unit, on the plot which is attributed.

The Unit shall notify PIA and the Single Window of the completion of construction works or the completion of a phase of the construction works in the event that the investment program includes several phases, within a maximum period of fifteen (15) days following completion of the works.

The Single Window has seven (7) additional working days to verify the technical compliance and construction standards, including approval OF fire protection material The Unit will issue a certificate of completion of work, within a maximum period of fifteen (15) working days, at the One Stop Shop, except in the case a Unit got an extension, for this purpose.

Règles de construction dans le périmètre de la zone

(1) OBTENTION DE L'APPROBATION D'INSTALLATION

Les unités autorisées à effectuer des opérations au sein de PIA sont tenues d'obtenir les approbations réglementaires du plan choisi, conformément aux lois applicables en République du Togo, telles que la souscription à la police d'assurance complète d'une compagnie d'assurance réputée couvrant les responsabilités de l'unité.

(2) CHOIX DES FOURNISSEURS

L'Unité devra travailler avec des sous-traitants, des prestataires de services et des fournisseurs de matières premières agroalimentaires agréés par PIA SAS, sauf exception, notamment dans le cas de sous-traitants nouvellement identifiés ayant un niveau égal de compétences et de certifications de conformité selon les critères émis par PIA SAS. La prérogative de désigner un fournisseur est de la compétence de PIA SAS.

(3) GESTION ET STOCKAGE DES DÉCHETS

L'Unité ne créera aucune décharge au niveau des parties communes de PIA pendant la construction de son projet. En ce qui concerne tous les déchets et les déchets connexes à la construction, l'entreprise doit prendre les mesures appropriées pour leur élimination de manière sûre et saine, dans le lieu qui sera désigné par l'Etat pour leur élimination à ses risques et à ses frais.

Construction rules within the perimeter of the zone

(1) OBTAINING SETTLEMENT APPROVAL

Units authorized to carry out operations within PIA are required to obtain regulatory approvals of the chosen plan, in accordance with Applicable Laws in the Republic of Togo, such as subscription to the full insurance policy from a reputable insurance company covering the liabilities of the Unit.

(2) CHOICE OF SUPPLIERS

The Unit will have to work with subcontractors, service providers and suppliers of agro-food raw materials approved by PIA SAS, with some exceptions, in particular, in the case of newly identified subcontractors with an equal level competence and conformity certifications according to the criteria issued by PIA SAS. The prerogative to appoint a supplier is the competence of PIA SAS.

(3) WASTE MANAGEMENT AND STORAGE

The Unit will not create any landfill at the level of the common parts of PIA during the construction of his project. Regarding all waste and related waste construction, the company must take appropriate measures for their disposal in a safe and healthy manner, in the location to be designated by the State. Storage of temporary waste in the premises of the Unit must be carried out in accordance with applicable standards and best practices and must not affect other units within PIA.

(4) Droit d'inspection des travaux

Tous les travaux de construction doivent être supervisés par un consultant tiers réputé (contrôle de la qualité) ou par un architecte agréé auprès d'un organisme agréé et associé à PIA SAS.

Tous les travaux d'aménagement intérieur, les fenêtres et les façades, les ventilations mécaniques, la plomberie, y compris, mais sans s'y limiter, tous les systèmes électriques et électromécaniques, doivent être réalisés conformément aux meilleures pratiques industrielles.

L'Entité restera responsable de tous les déchets résultant des travaux de construction de sa parcelle et sera responsable de leur élimination à ses risques et coûts.

(4) Right to inspect works

All construction work must be supervised by a reputable third party consultant (quality control) or by a licensed architect accredited to a body approved and associated with PIA SAS.

All interior design works, windows and facades, mechanical ventilations, plumbing, including but not limited to all electrical and electromechanical systems must be carried out in accordance the best industrial practices.

The Administrative Authority reserves the right to ask PIA to inspect the construction works of the Unit buildings. The cost of inspection shall be payable by the Unit.

Utilisation de zones d'infrastructures communes

Les frais et redevances relatifs aux services fournis à une entité sont déterminés par PIA SAS en accord avec l'Autorité Administrative et payés périodiquement par les Entités dans les délais pour assurer la continuité des services de PIA. Tout manquement sera passible de pénalités et un retard anormal pourra entraîner le retrait temporaire ou définitif de leur Agrément

GESTION DES INFRASTRUCTURES COMMUNES

Les parcelles occupées par une Entité au sein de la Zone sont reliées au réseau des voies de circulation, des égouts pluviaux et des espaces communs de la Zone. Les voiries, le mobilier urbain et les espaces publics avec espaces verts sont aménagés et gérés par PIA, conformément aux exigences de la réglementation environnementale applicable au Togo.

DROITS ÉGAUX

Les entités ont des droits égaux d'utiliser les infrastructures communes et de s'abonner aux services, indépendamment de la taille de leurs parcelles et de l'importance de leurs activités dans la zone, à condition que l'entité n'ait pas d'arriérés de paiement au titre de son contrat de location et/ou de ses contrats de services et d'autres droits relatifs aux infrastructures communes.

RÈGLES D'AFFICHAGE ET DE PUBLICITÉ

Les entités auront le droit d'installer une enseigne ou un affichage commercial avec le nom de l'entreprise ou du produit sur la bride de l'entreprise.

Tout autre affichage ou publicité dans la plateforme doit être autorisé au préalable par PIA SAS.

Use of common infrastructures areas

The fees and charges relating to the services provided to the Unit are determined by PIA SAS in agreement with the Administrative Authority and paid periodically by the Units within the deadlines for ensuring uninterrupted services to PIA. Failure will be liable to penalties and an abnormal delay may result in the temporary or permanent withdrawal of their Approval.

MANAGEMENT OF COMMON INFRASTRUCTURE

The plots occupied by a Unit within the Zone are connected to the network of traffic roads, storm sewers and common areas of the Zone. Roads, street furniture and public spaces with green areas are developed and managed by PIA, in accordance with the requirements of the environmental regulations applicable in Togo.

EQUAL RIGHTS

Units have equal rights to use the Common Infrastructures and to subscribe to the services irrespective of their plot sizes and importance of their activities within the Zone, provided that the Unit has no outstanding payments in relation to its Lease Contract and/or services contracts and under other dues relating to the Common Infrastructures.

RULES FOR POSTING POSTERS AND ADVERTISING

Rules for posting posters and advertising
The Units will have the right to install a commercial sign or display with the name of the company or the product on the corporate flange.

Any other signage or advertising in the P.L.I. must be authorized in advance by PIA SAS.

Normes et obligations diverses

NORMES À APPLIQUER

Les normes internationales, les normes européennes / françaises, les lois et normes britanniques ou toutes normes pouvant être considérées comme égales aux lois et règlements togolais relatifs à la conception, la construction, l'administration et la gestion des Unités, en tenant compte de la sécurité publique, de la santé et de la sécurité environnementale au sein de PIA.

Les règles et normes internationales requises pour les produits destinés à l'exportation, y compris les réglementations qui peuvent être imposées au produit par les pays de destination, en plus des règles et réglementations togolaises qui peuvent être applicables au produit.

CONDITIONS DE LOCATION

PIA SAS pourra conclure des contrats de location ou de location longue durée / courte durée - par jour / mois / année avec des particuliers ou des entreprises.

Les prix de location seront fixés par PIA SAS, lors des réunions de son conseil d'administration et communiqués à l'autorité

Standards and Miscellaneous obligations

STANDARDS TO BE APPLIED

Units must comply with : International standards, European / French standards, British laws and standards or any standards which may be considered equal with the laws and Togolese regulations relating to the design, construction, administration and management of the Units, with due regard for public security and health and environmental safety in PIA.

International rules and standards required for products for exports, including any regulations which may be imposed on the product by countries of destination, in addition to the Togolese rules and regulations which may be applicable on product.

RENTAL CONDITIONS

PIA SAS will be able to conclude rental or long-term rental contracts / short term - per day / month / year with individuals or companies.

The rental prices will be fixed by PIA SAS, during its meetings of its board of directors and communicated to the administrative authority;»

Declarative and informative obligations

Toute unité communique à PIA et à l'autorité administrative des informations, des déclarations, des engagements, notamment:

- la date de début de ses activités (construction et exploitation de l'Unité);
- les informations nécessaires liées à la réalisation de son programme d'investissement sur une base semestrielle;
- communiquer les informations statistiques relatives aux productions et aux exportations, à l'emploi, aux conformités, etc., y compris les photos pour publication officielle dans les bulletins et la déclaration aux autorités gouvernementales et aux agences internationales comme la Banque mondiale et le FMI;
- fournir un relevé mensuel des marchandises et des matériaux importés, y compris les matériaux achetés sous le régime, au guichet unique dans son format prescrit, y compris les ventes ou l'achat de marchandises entre les entreprises de la zone;
- toute perte importante de marchandise dans la zone



Obligations comptables

Une unité doit se conformer aux meilleures pratiques comptables prescrites par les lois et règlements du Togo. Elle doit tenir des états financiers conformes aux règles de l'OHADA et à la conformité réglementaire de la société conformément aux lois et règlements applicables au Togo.

À la fin de l'année civile, elle envoie à PIA un rapport exhaustif sur son programme d'investissement et des informations générales sur ses activités, notamment à des fins statistiques.

Declarative and informative obligations

Any Unit shall provide PIA and the Administrative Authority with information, declaration, undertakings, in particular:

- the starting date of its activities (construction and operation of the Unit);
- the necessary information related to the realization of its investment program on semi-annual basis;
- communicate the statistical information related to productions and exports, employment, compliances etc. including photos for the official publication in the newsletters and declaration to the government authorities and international agencies like world bank and IMF;
- provide a monthly statement of the imported goods and materials including the materials procured under the regime, to the single window in its prescribed format including the sales or purchase of merchandise between companies in the Zone;
- any significant loss of merchandise within the Zone

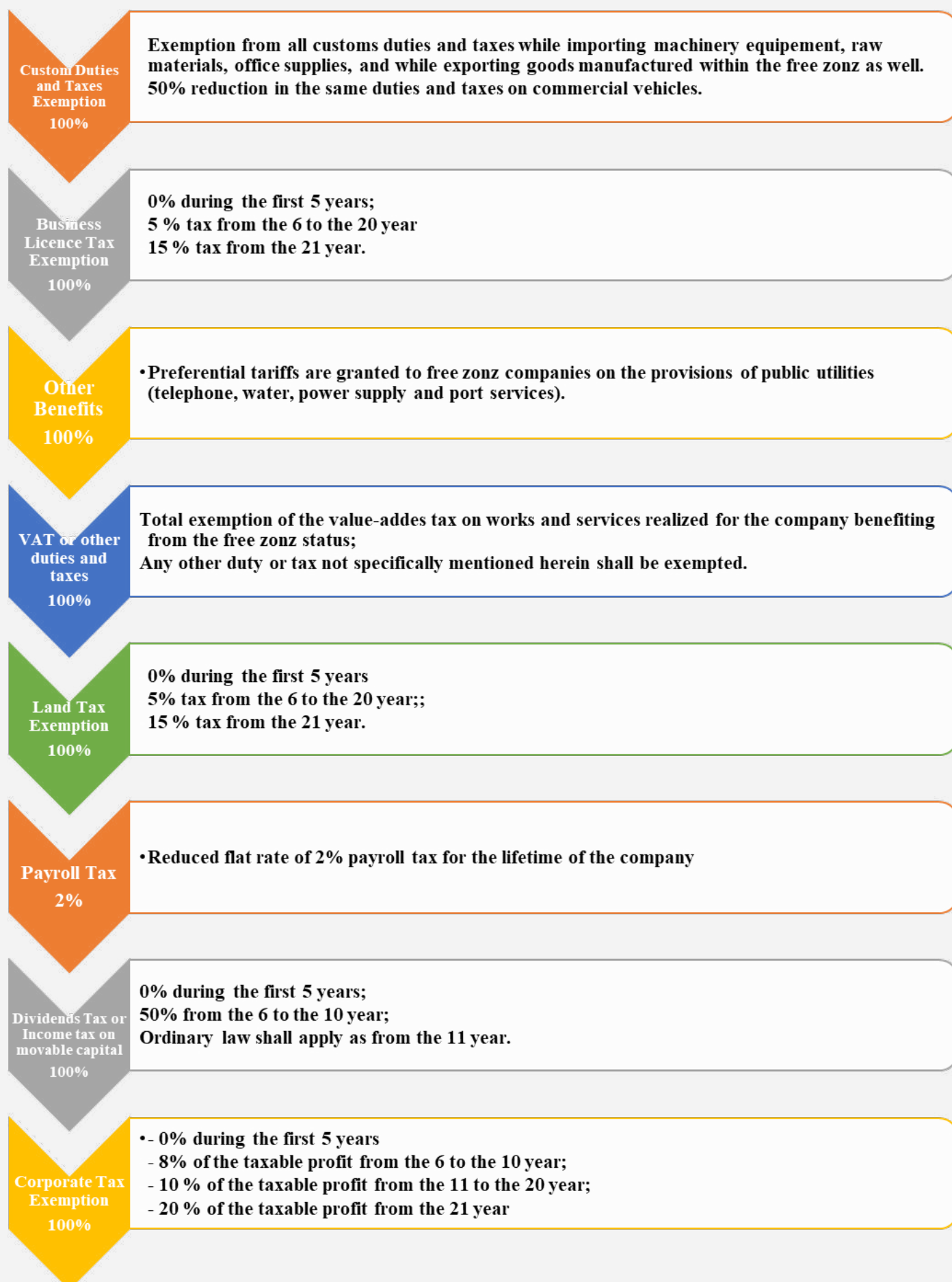


Accounting Obligations

A Unit shall comply with the best accounting practices as prescribed by the laws and regulations of Togo . It shall maintain financial statements compliant to OHADA rules and regulatory compliance of the company in accordance with the laws and regulations applicable in Togo.

At the end of the calendar year, it sends PIA an exhaustive report on its investment program and general information on its activities, particularly for statistical purposes

Appendix 20 :The fiscal exemptions of the special regime



Annexe 20 : Les exonérations fiscales du régime special

Exemption de droits de douane et de taxes 100%	Exemption de tous les droits de douane et taxes à l'importation de machines, de matières premières et de fournitures de bureau, ainsi qu'à l'exportation de produits fabriqués dans la zone franche. Réduction de 50% des mêmes droits et taxes sur les véhicules commerciaux.
Exemption de la taxe sur les licences d'exploitation 100%	0 % pendant les 5 premières années ; 5 % de taxe de la 6^e à la 20^e année 15 % de taxe à partir de la 21^{ème} année.
Autres avantages 100%	Des tarifs préférentiels sont accordés aux entreprises de la zone franche pour la fourniture de services publics (téléphone, eau, alimentation électrique et services portuaires).
TVA ou autres droits et taxes 100%	Exonération totale de la taxe sur la valeur ajoutée sur les travaux et services réalisés pour l'entreprise bénéficiant du statut de zone franche ; Tout autre droit ou taxe non spécifiquement mentionné dans le présent document est exonéré.
Exonération de la taxe foncière 100%	0% pendant les 5 premières années 5% de taxe de la 6^{ème} à la 20^{ème} année ; 15 % de taxe à partir de la 21^{ème} année.
Taxe sur les salaires 2%	Réduction du taux forfaitaire de 2 % de l'impôt sur les salaires pendant toute la durée de vie de l'entreprise.
Dividends Tax or Income tax on movable capital 100%	0% during the first 5 years; 50% from the 6 to the 10 year; Ordinary law shall apply as from the 11 year.
Corporate Tax Exemption 100%	0% during the first 5 years 8% of the taxable profit from the 6 to the 10 year; 10 % of the taxable profit from the 11 to the 20 year; 20 % of the taxable profit from the 21 year

Annexe 21 : Liste des ambassades et consulats clés

A.21.1. Ambassades étrangères au Togo

Ambassades	Address
Brésil	Cité OUA, près de la Primature BP 916 Lomé Togo Phone : +228 22 21 00 58
Chine	2000 Cité OUA, Lomé, Togo Phone : +228 22 21 52 43
Allemagne	Boulevard de la République B.P. 1175 Lomé Togo Phone : +228 2223 3232
France	13 Avenue Mama Fousseñi 01 BP 337 LOME 01 Lomé, Togo Phone : +228 22 21 25 71
Inde	House no. 92, Rue de la Primature Cité OUA, In front of the Libyan Embassy in Lomé behind le Patio Lomé Togo Phone : +228 22 21 30 04
USA	Boulevard Eyadema B.P. 852, Lomé Phone : +228 22 21 29 91
UE	Cité OUA - 01 BP 1657 - LOME (TOGO) Phone : +228 22 53 60 00

Appendix 21: List of key embassies and consulates

A21.1. Foreign embassies in Togo

Ambassades	Address
Brésil	Cité OUA, près de la Primature BP 916 Lomé Togo Phone : +228 22 21 00 58
China	2000 Cité OUA, Lomé, Togo Phone : +228 22 21 52 43
Germany	Boulevard de la République B.P. 1175 Lomé Togo Phone : +228 2223 3232
France	13 Avenue Mama Fousseñi 01 BP 337 LOME 01 Lomé, Togo Phone : +228 22 21 25 71
India	House no. 92, Rue de la Primature Cité OUA, In front of the Libyan Embassy in Lomé behind le Patio Lomé Togo Phone : +228 22 21 30 04
USA	Boulevard Eyadema B.P. 852, Lomé Phone : +228 22 21 29 91
EU	Cité OUA - 01 BP 1657 - LOME (TOGO) Phone : +228 22 53 60 00

A.21.2. Consulats étrangers au Togo

Consulats	Adresses
Belgique	Enceinte Immeuble Ramco 373 Angle Avenue du 24 Janvier Avenue de la Nouvelle Marche B.P. 7643 LoméTogo Phone : +228 22 21 03 23
Canada	Accra - Aflao Rd, Lomé +228 22 21 32 99
Danemark	Immeuble BDO, Boulevard Gnassingbé Eyadema B.P. 7373 Lomé Togo Phone : +228 22 21 34 45
Espagne	Rue 23, Akodessewa Zone Portuaire Lomé Togo Phone : +228 22 21 24 12
Royaume Uni	45 Rue Canaris Be Chateau BP 13956 Lomé, Togo Phone : +228 22 21 21 81
Pays-Bas	Phone : 22 27 39 20
Russie	Phone : 22 21 35 78
Suisse	33, avenue du 24 janvier Lomé Phone : +228 22 21 70 91
Philippines	BP 14064 Lomé Togo Phone : 22 21 77 51
Pakistan	Derrière la maison du ministre Koffi Panou, Kégué Lomé – Togo Phone : 22 61 33 57
Turquie	Rue Litime, Lomé Phone : +228 22 20 31 06

https://www.embassypages.com/togo_fr

A 21.2. Foreign consulates in Togo

Consulats	Address
Belgium	Enceinte Immeuble Ramco 373 Angle Avenue du 24 Janvier Avenue de la Nouvelle Marche B.P. 7643 LoméTogo Phone : +228 22 21 03 23
Canada	Accra - Aflao Rd, Lomé +228 22 21 32 99
Danemark	Immeuble BDO Boulevard Gnassingbé Eyadema B.P. 7373 Lomé Togo Phone : +228 22 21 34 45
Spain	Rue 23, Akodessewa Zone Portuaire, Lomé Togo Phone : +228 22 21 24 12
United Kingdom	45 Rue Canaris Be Chateau BP 13956 Lomé, Togo Phone : +228 22 21 21 81
Netherlands	Phone : 22 27 39 20
Russia	Phone : 22 21 35 78
Switzerland	33, avenue du 24 janvier Lomé Phone : +228 22 21 70 91
Philippines	BP 14064 Lomé Togo Phone : 22 21 77 51
Pakistan	Derrière la maison du ministre Koffi Panou, Kégué Lomé – Togo Phone : 22 61 33 57
Turkey	Rue Litime, Lomé Phone : +228 22 20 31 06

Source : <https://www.togo-tourisme.com/pratique/ambassades-consulats>
https://www.embassypages.com/togo_fr

Annexe 22 : Liste des ONG et organisations sociales

ONG	Adresses
AIMES-AFRIQUE	Immeuble AIMES – AFRIQUE, derrière la place des fêtes Nathanaël Adidoadin BP 20783 Lomé Cité/Lomé – Togo (+228) 98 39 78 96
AMNESTY INTERNATIONAL TOGO Organisations non-gouvernementales (ONG)	2322, Av. de la Victoire Tokoin Cassablanca BP 20013 /Lomé – Togo (+228) 22 22 58 20
ASSOCIATION PETITE SOEUR A SOEUR (CENTRE LA CONFIANCE) ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES (ONG)	Bd Jean Paul II prolongé, Rue Kpatcha, 11ème von à droite, Avéymé Kégué 06 BP 6132 /Lomé – Togo (+228) 22 26 73 70
ONG CREDI	667, Rue Commandant DOMIS, près les rails Avénou 08 BP 80450 /Lomé – Togo (+228) 22 25 37 60
SOS VILLAGES D'ENFANTS TOGO	Direction Nationale : 112, Rue kwadjoi, non loin de la pharmacie de la paix Tokoin Wuiti BP 1394 /Lomé – Togo (+228) 22 26 01 06
ONG CADI TOGO	32 Rue BKP, non loin de l'hôtel Napoléon Lagune, Kpota blanc blanc Bè Lagune BP 10174 Lomé – Togo (+228) 70 43 21 01
2AD (AMITIE ET ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT)	En venant de Limousine, 1ère rue à gauche après l'antenne Moov et 2ème à droite Léo 2000 BP 13519 /Lomé – Togo (+228) 90 00 41 35
2AE (ASSOCIATION AFRIQUE-ECOLE)	Carrefour Margot Avédji 05 BP 30 Lomé 05 /Lomé – Togo (+228) 90 04 62 44
3ASC (ASSOCIATION D'APPUI AUX ACTIVITES DE SANTE COMMUNAUTAIRE)	Non loin de l'Hôtel chez les Eléphants, Bodjoal 500 BP 47 Dapaong – Togo (+228) 27 70 86 47
A.COM.B	Centre communautaire de Bè, 2ème Etage Lomé-Togo (+228) 22 36 84 70
ACDEV	Yokoè dans le canton Sagbado 22 BP 63 Lomé – Togo (+228) 90 06 14 55
ACM TOGO	A 100m de la Cathédrale de Pagouda BP 25 Pagouda – Togo (+228) 90 22 37 51
ACPH (ASSOCIATION CHRETIENNE POUR LA PROMOTION HUMAINE)	Agou Petsi dans le canton d'Agou, 08 BP 81383 Lomé Kpalimé – Togo
ACSET	Bd. Haho, Jonction haute tension TINGA, Derrière American International School Kégué BP 30909 Lomé – Togo
UONGTO (UNION DES ONG DU TOGO)	Face entrée Relais de la Caisse Bè Klikamé Lomé – Togo (+228) 22 25 48 99 (+228) 70 41 87 85 (+228) 90 14 68 27

Sources : <https://www.goafricaonline.com/tg/58496-uongto-ong-lome-togo>

Appendix 22 : List of NGOs and social organisations

NGO	Address
AIMES-AFRIQUE	Immeuble AIMES – AFRIQUE, derrière la place des fêtes Nathanaël Adidoadin PO BOX 20783 Lomé Cité/Lomé – Togo (+228) 98 39 78 96
AMNESTY INTERNATIONAL TOGO Organisations non-gouvernementales (ONG)	2322, Av. de la Victoire Tokoin Cassablanca PO BOX 20013 /Lomé – Togo (+228) 22 22 58 20
ASSOCIATION PETITE SOEUR A SOEUR (CENTRE LA CONFIANCE) ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES (ONG)	Bd Jean Paul II prolongé, Rue Kpatcha, 11ème von à droite, Avéymé Kégué 06 PO BOX 6132 /Lomé – Togo (+228) 22 26 73 70
ONG CREDI	667, Rue Commandant DOMIS, près les rails Avénou 08 PO BOX 80450 /Lomé – Togo (+228) 22 25 37 60
SOS VILLAGES D'ENFANTS TOGO	Direction Nationale : 112, Rue kwadjoi, non loin de la pharmacie de la paix Tokoin Wuiti PO BOX 1394 /Lomé – Togo (+228) 22 26 01 06
ONG CADI TOGO	32 Rue BKP, non loin de l'hôtel Napoléon Lagune, Kpota blanc blanc Bè Lagune PO BOX 10174 Lomé – Togo (+228) 70 43 21 01
2AD (AMITIE ET ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT)	Coming from Limousine, 1st street at the left après Moov antenna et 2nd at tge right of Léo 2000 PO BOX 13519 /Lomé – Togo (+228) 90 00 41 35
2AE (ASSOCIATION AFRIQUE-ECOLE)	Margot Crossroad, Avédji 05 PO BOX 30 Lomé 05 /Lomé – Togo (+228) 90 04 62 44
3ASC (ASSOCIATION D'APPUI AUX ACTIVITES DE SANTE COMMUNAUTAIRE)	Not far from Hôtel chez les Eléphants, Bodjoal 500 Po Box 47 Dapaong – Togo (+228) 27 70 86 47
A.COM.B	Centre communautaire de Bè, 2nd Floor Lomé-Togo (+228) 22 36 84 70
ACDEV	Yokoè in Sagbado district 22 Po Box 63 Lomé – Togo (+228) 90 06 14 55
ACM TOGO	At 100 m from the Cathedral of Pagouda Po Box 25 Pagouda – Togo (+228) 90 22 37 51
ACPH (ASSOCIATION CHRETIENNE POUR LA PROMOTION HUMAINE)	Agou Petsi in the district of Agou, 08 Po Box 81383 Lomé Kpalimé – Togo
ACSET	Bd. Haho, Jonction haute tension TINGA, Behind American International School Kégué Po Box 30909 Lomé – Togo
UONGTO (UNION DES ONG DU TOGO)	In front of the entry of Relais de la Caisse Bè Klikamé Lomé – Togo (+228) 22 25 48 99 (+228) 70 41 87 85 (+228) 90 14 68 27

Sources : <https://www.goafricaonline.com/tg/58496-uongto-ong-lome-togo>

Annexe 23 : Liste des syndicats

Syndicats	Adresses
CNCT (CONSEIL NATIONAL DES CHARGEURS DU TOGO)	Zone Portuaire BP 2991 Lomé – Togo Tel: (+228) 22 23 71 00
CSI-AFRIQUE	Derrière le Terrain de Golf Agoè Zongo BP 4401 Lomé – Togo Tel: (+228) 22 25 07 10
CSTT (CONFEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DU TOGO)	14, Rue Van-Lare, près du CNPP Quartier des Etoiles –Wétrivi Kondji BP 3058 Lomé – Togo (+228) 22 22 11 17
FESYTAT (FEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS TRANSPORT)	Bd. de l'OTI à côté de l'agence UTB Bè Kpota Lomé – Togo (+228) 90 11 32 38
FNST-RT (FEDERATION NATIONALE DES SOCIETES DE TRANSPORT ROUTIER DU TOGO)	Non loin de la Présidence Agoè Cacavéli 13 BP 230 Lomé – Togo (+228) 91 73 40 30
FTBC-TOGO (FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU BOIS ET CONSTRUCTION DU TOGO)	895, Av de Calais, face à Togo Optic Hanoukopé BP 13887 Lomé – Togo (+228) 22 20 33 72
GTMPE/PME (Groupement Togolais des Petites et Moyennes Entreprises et Industries)	Rue de paris Tokoin Doulassamé BP 3913 Lomé – Togo (+228) 22 21 24 77
ISP (INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS) / PSI (PUBLIC SERVICES INTERNATIONAL)	36, Av. du RPT Tokoin Cassablanca BP 8473 Lomé – Togo (+228) 22 23 12 60
SACIT (Syndicat des Agents et Courtiers en Immobiliers du Togo)	Derrière la Foire Togo 2000 Lomé – Togo (+228) 99 44 11 69
SAT-TOGO (Syndicat Autonome des Transitaires)	Kangnikopé Lomé – Togo (+228) 90 05 65 69
SYLICONTO (Syndicat Libre des Conducteurs du Togo)	227, Rue du Mont Adamano, Av. de la Libération, Doumasséssé I, Adéwui, BP 30137 Lomé – Togo (+228) 22 20 16 21
SYNAI (Syndicat National des Agents Immobiliers du Togo)	3ème Rue avant l'hôpital Tokoin Hôpital Lomé – Togo (+228) 90 09 92 26
SYNBANK (Syndicat des Employes et Cadres des Banques des Etablissements Financiers et des Assurances du Togo)	Rue Beneli, derrière le Garage Central Tokoin Doumasséssé BP 1728 Lomé – Togo (+228) 22 42 11 77
UNICOT (Union des Conducteurs du Togo)	Rue en face de la Phcie Lumière Agbalépédo Lomé – Togo (+228) 90 11 60 36
UNSI (Union Nationale des Syndicats Independants du Togo)	Dans l'Enceinte du Port, Non loin du Park des Voitures Zone Portuaire BP 1935 Lomé – Togo (+228) 99 47 18 14
Uscort (Union des Syndicats des Conducteurs Routiers du Togo)	Non loin de la station Total Agbalépédo BP 30137 Lomé – Togo (+228) 22 22 27 50
Usyndicto (Union Syndicale des Conducteurs Routiers du Togo)	Non loin de la station Total Agbalépédo BP 61625 Lomé – Togo (+228) 22 20 02 48

Source : <https://www.goafricaonline.com/tg/annuaire/syndicats-professionnels>

Appendix 23 : List of all Trade Unions

Labor representatives	Address
CNCT (CONSEIL NATIONAL DES CHARGEURS DU TOGO)	Port Area Po Box 2991 Lomé – Togo Tel: (+228) 22 23 71 00
CSI-AFRIQUE	Behind the Agoè Zongo Golf Course Po Box 4401 Lomé – Togo Tel: (+228) 22 25 07 10
CSTT (CONFEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DU TOGO)	14, Rue Van-Lare, près du CNPP District of stars (Quartier des Etoiles) –Wétrivi Kondji Po Box 3058 Lomé – Togo (+228) 22 22 11 17
FESYTAT (FEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS TRANSPORT)	Bd. Of OTI near the agency of UTB Bè Kpota Lomé – Togo (+228) 90 11 32 38
FNST-RT (FEDERATION NATIONALE DES SOCIETES DE TRANSPORT ROUTIER DU TOGO)	Not far from the Presidential palace at Agoè Cacavéli 13 Po Box 230 Lomé – Togo (+228) 91 73 40 30
FTBC-TOGO (FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU BOIS ET CONSTRUCTION DU TOGO)	895, Av de Calais, face à Togo Optic Hanoukopé Po Box 13887 Lomé – Togo (+228) 22 20 33 72
GTMPE/PME (Groupement Togolais des Petites et Moyennes Entreprises et Industries)	Street of paris Tokoin Doulassamé Po Box 3913 Lomé – Togo (+228) 22 21 24 77
ISP (INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS) / PSI (PUBLIC SERVICES INTERNATIONAL)	36, Av. du RPT Tokoin Cassablanca Po Box 8473 Lomé – Togo (+228) 22 23 12 60
SACIT (Syndicat des Agents et Courtiers en Immobiliers du Togo)	Behind Foire Togo 2000 Lomé – Togo (+228) 99 44 11 69
SAT-TOGO (Syndicat Autonome des Transitaires)	Kangnikopé Lomé – Togo (+228) 90 05 65 69
SYLICONTO (Syndicat Libre des Conducteurs du Togo)	227, Street of Mont Adamano, Av. de la Libération, Doumasséssé I, Adéwui, Po Box 30137 Lomé – Togo (+228) 22 20 16 21
SYNAI (Syndicat National des Agents Immobiliers du Togo)	3rd street before Tokoin Hospital Lomé – Togo (+228) 90 09 92 26
SYNBANK (Syndicat des Employes et Cadres des Banques des Etablissements Financiers et des Assurances du Togo)	Beneli street, Behind Garage Central Tokoin Doumasséssé Po Box 1728 Lomé – Togo (+228) 22 42 11 77
UNICOT (Union des Conducteurs du Togo)	Street in front of Phcie Lumière Agbalépédo Lomé – Togo (+228) 90 11 60 36
UNSI (Union Nationale des Syndicats Independants du Togo)	In the Port, Not far from Cars' Parking Port area PO BOX 1935 Lomé – Togo (+228) 99 47 18 14
Uscort (Union des Syndicats des Conducteurs Routiers du Togo)	Not far from Total station at Agbalépédo PO BOX 30137 Lomé – Togo (+228) 22 22 27 50
Usyndicto (Union Syndicale des Conducteurs Routiers du Togo)	Not far from Total station at Agbalépédo Po Box 61625 Lomé – Togo (+228) 22 20 02 48

Source : <https://www.goafricaonline.com/tg/annuaire/syndicats-professionnels>

Annexe 24 : Liste des Chambres de Commerce

Chambres de commerce	Adresses
CCIT (Chambre de Commerce et d'industrie du Togo)	Angle Av. de la Présidence, Av. Georges Pompidou 01 BP 360 Lomé – Togo (+ 228) 22 21 20 65/(+ 228) 22 23 29 00
EUROCHAM (Chambre de commerce Européenne au Togo)	info@cce-togo.com +228 22275878 Zone portuaire 01 B.P.34 Lomé 01
CRM-LC (Chambre Régionale de Metiers-Lome Commune)	Rue Tokoin Bè Kamalodo - 01 BP 3464 Lomé – Togo (+ 228) 22 20 57 06/ (+ 228) 93 43 07 06

Source : <https://www.goafricaonline.com/tg/annuaire/chambres-commerce>

Appendix 24: List of Chamber of Commerce

Chamber de commerce	Address
CCIT (Chambre de Commerce et d'industrie du Togo)	Angle Av. de la Présidence, Av. Georges Pompidou 01 PO BOX 360 Lomé – Togo (+ 228) 22 21 20 65/(+ 228) 22 23 29 00
EUROCHAM (European Chamber of Commerce in Togo)	info@cce-togo.com +228 22275878 Port area 01 B.P.34 Lomé 01
CRM-LC (Chambre Régionale de Metiers-Lome Commune)	Tokoin Street Bè Kamalodo - 01 PO BOX 3464 Lomé – Togo (+ 228) 22 20 57 06/ (+ 228) 93 43 07 06

Source : <https://www.goafricaonline.com/tg/annuaire/chambres-commerce>

Annexe 25 : Liste de quelques agences de voyages

Institutions	Address
AFRIQYAH AIRWAYS	Imm. TABA (Palm Beach), BP 13670 Tel : +228 22 20 88 51 / 22 20 88 52
Airlines Business	Av. Nicolas Grunitzky, BP 941 Tel : +228 22 20 66 11
AL ANSAR International Travel	934, Av. Maman N'Danida, face Orabank, non loin de L'ex Cinéma Rex, maison AYITEcAdoboukomé - BP 80916 Tel : +228 90 02 05 65 / 90 04 84 52 / 90 35 20 89
AL HADJOU RAFA	Agoè-Carréfour Bleu Tel : +228 91 22 22 44 / 98 58 47 36
Global Word Travel	Avenue de la chance, face BTCL à côté du service des passeports Agbalépédogan - 22 BP 405 Lomé 22 Tel : +228 22 25 56 46 / 90 02 62 25 / 99 44 34 90
Magic club voyages	Rue Akéi, face Cité Millénium Tokoin Wuiti - 16 BP 126 Tel : +228 22 61 91 06 / 90 04 94 09 / 97 20 21 21
Odyssée Voyage International	Av. du 24 Janvier, Imm. Ramco, Assivito - BP 4789, Lomé - Togo, LOMÉ Tel : +228 99 43 26 75 / +228 22 21 80 34
Ro Voyage	Bd du Haho, non loin de la station service OANDO, LOMÉ Tel : +228 91 03 21 37 / 91 77 55 47
SLM Voyages	Boulevard du 13 Janvier, feu rouge bar G20, juste avant l'immeuble DELOITTE Nyékonakpoé - 18 BP 141 Tel : +228 22 22 98 28 / 90 19 14 15 / 90 19 75 55

Appendix 25: List of some travel agent in Togo

Annexe 26 : Liste des compagnies maritimes au Togo

Appendix 26 : List of shipping lines in Togo

Noms	Adresses
BOLLORE AFRIQUE LOGIST (EX SDV)	Zone Portuaire B P: 996 Tel: (+228) 22 27 07 20 / (+228) 22 27 55 21
ADONAY SHIPPING	En face de la Phcie Main de Dieu, Agoè Assiyéyé Lomé-Togo BP 13373 Tel: 22 25 33 21 Standard Mobile : 96 65 60 26
AFRIMA	Boulevard de l'Oti, Bè-Kpota BP 6308 Tel : (+228) 22 44 83 30 Standard Fax: (+228) 22 27 04 40
AFRIMAT	Rue Apounoukpa, Von de l'Hôtel Véronique, maison AGBEVENOU, Kotokou Kondji BP 141 Tel: (+228) 22 22 14 20 Standard
AFRIQUE EVOLUTION	Zone Portuaire / Akodessewa B P: 1000 Tel: (+228) 22 43 75 71 Standard Fax: (+228) 22 41 83 84 Mobile (+228) 90 59 59 12
AFRITRAMP	Zone Portuaire B P: 1001 Tel: (+228) 22 27 07 20 Standard
AKOTRANS-GROUPE	Avenue PYA, à coté de l'Eglise Catholique, Quartier Totsi B P: 1002 Tel: (+228) 22 50 34 13 Standard Mobile (+228) 90 02 36 58 / (+228) 90 30 44 19
AQUA-MARINE	1er Parc après Fan Milk en venant du Rond Point Port, Quartier Zone portuaire Lomé-Togo BP 13917 Tel: (+228) 22 27 15 66 Standard Mobile: (+228) 90 92 30 67
ATLANTIC SHIPPING	Zone Portuaire, Lomé-Togo B P: 1004 Tel: (+228) 22 71 48 88 Standard Mobile: (+228) 90 04 30 62
BENYA SHIPPING	Rue de Chemin de Fer, Aguiakomé B P: 1005 Tel: (+228) 22 20 04 00 Standard Mobile: (+228) 90 04 05 65
CHEEF	Zone Portuaire Lomé-Togo B P: 1006 Mobile: (+228) 90 90 06 71 / (+228) 90 15 61 85
CONCOGE RAMAR	Ablogame Lomé-Togo B P: 1007 Mobile: (+228) 90 39 71 72
G M T SHIPPING	Lomé-Togo B P: 1008 Tel: (+228) 22 27 07 07
COTOTRAC	Akodessewa/ Zone Portuaire B P: 1009 Tel: (+228) 22 71 48 86
C T R SARL	Zone Portuaire, Lomé-Togo B P: 1010 Tel: (+228) 22 27 16 59 Standard Mobile: (+228) 98 54 83 41 / (+228) 90 04 46 03
DADDO MARITIME SHIP.	Rond Point/ Zone Portuaire B P: 1011 Tel: (+228) 22 27 48 08 Standard
CMA CGM (ex Delmas)	Immeuble UNITRADE, boulevard du Mono, près de l'hôtel la Paix, Bè Souza Nétimé BP 60740, Lomé - Togo Tel: (+228) 22 27 18 71 Standard Mobile: (+228) 91 69 12 74 / (+228) 91 69 54 76
NECOTRANS (GETMA)	Route A3 Akodessewa, Quartier , Lomé-Togo Tel: (+228) 22 71 04 66 Standard
GRIMALDI TOGO	Route A3, accès nord à partir du rond point Port, Zone Portuaire BP 61214, Lomé - Togo Tel: (+228) 22 27 32 31 Standard
GROUPE GATO	Rond Point du Port, Quartier Akodessewa, Lomé-Togo BP 61088 Tel: (+228) 22 27 94 57 / (+228) 22 27 94 62
GLOBAL SHIPPING TOGO	Lomé-Togo Tel: (+228) 22 20 20 62 Standard
HIPPOCAMPE INTERN.	Rue Tchoou, non loin du CEG Ablogamé BP: 80577 Tel: (+228) 22 22 98 40
INNO TRANS TOGO (ITT)	Rue de l'Ocam Lomé-Togo B P: 1023 Tel: (+228) 22 22 74 98
INTER SEA TOGO (IST)	Lomé-Togo B P: 1024 Tel: (+228) 22 27 85 80
MAERSK LINE	Rue Koumoré, Immeuble Taba, Lomé-Togo BP 2741 Tel: (+228) 22 23 12 00
M S C - TOGO	Route A3 d'Akodessewa, non loin de SIVOP, Lomé-Togo BP 3457 Tel: (+228) 22 23 76 76 Standard Mobile: (+228) 91 38 71 65 / (+228) 90 53 94 05

Annexe 27: Contacts de quelques services utiles au Togo

A 27.1. Sécurité

Institutions	Contact
Coronavirus	111
Sapeurs Pompiers	118 ou 22 21 67 06
Gendarmerie Nationale	117 ou 22 22 21 39
Police secours	177
Commissariat Central Lomé	22 21 28 71

A 27.2. Santé

Institutions	Adresse
Ministère de la Santé et de l'hygiène publique du Togo	Avenue Sarakawa, Quartier Administratif – BP386-Lomé Tél. : (+228) 22 21 38 01 Standard, (+228) 22 21 35 24 Fax : (+228) 22 22 20 73
Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP)	Près de l'Institut National d'Hygiène-Quartier administratif (+228) 22 22 57 59
CNAO (Centre National D'appareillage Orthopédique et De Rééducation)	Bd de la Victoire, Route de Kpalimé, Tokoin Hôpital - BP 3173, Lomé-Togo (+228) 22 21 46 73/ 22 22 98 79
Centre Hospitalier Universitaire Campus	Bd. Gnassingbé Eyadéma, Campus Cité OUA - 03 BP 30284, Lomé - Togo (+228) 22 25 47 39/ 22 25 77 68/ 22 25 97 09
Chu Sylvanus Olympio	198, Rue de l'Hôpital, Tokoin Hôpital - BP 57, Lomé – Togo (+228) 22 21 25 01/ 22 21 05 01/22 21 00 66
Centre hospitalier Régional d'Aného	Aného - Togo Tel : (+228) 23 31 00 17
Centre hospitalier Régional d'Atakpame	Atakpamé - Togo Tel : (+228) 24 40 00 01
Centre hospitalier Régional de Dapaong	Dapaong - Togo Tel : (+228) 27 70 81 16 / 27 70 81 14 / 91 88 02 74
Hopital de Bè	Rue la Chapel, Bè Pa de Souza Tel : (+228) 22 21 70 71 / 22 21 53 17
Centre hospitalier Régional de Tomde	Route Kara-Kétao, Carrefour Lama ou Bleu, Non loin du CEG Tomdé BP 257 Tel : (+228) 26 60 02 50 / 91 77 16 18
CHU Campus	Bd. Gnassingbé Eyadéma, Campus Cité OUA - 03 BP 30284 Tel : (+228) 22 25 47 39 / 22 25 77 68 / 22 25 97 09
CHU Sylvanus Olympio	198, Rue de l'Hôpital Tokoin Hôpital - BP 57 Tel : (+228) 22 21 25 01 / 22 21 05 01 / 22 21 00 66
Clinique Barruet	2753, Bd Félix Houphouët Boigny, non loin de Millenium Microfinance Gbényédji - BP 4526 Tel : (+228) 22 71 56 98 / 90 08 73 03 / 99 57 44 99
Clinique BIASA	Derrière Ancien LONATO, BP: 2160 LOMÉ Tel : (+228) 22 21 11 37 / 22 21 11 60

Appendix 27: Contacts of some useful services in Togo

A 27.1. Security

Institutions	Contact
Coronavirus	111
Sapeurs Pompiers	118 ou 22 21 67 06
Gendarmerie Nationale	117 ou 22 22 21 39
Police secours	177
Commissariat Central Lomé	22 21 28 71

A 27.2. Health

Institutions	Address
Ministère de la Santé et de l'hygiène publique du Togo	Avenue Sarakawa, Quartier Administratif – BP 386-Lomé Tél. : (+228) 22 21 38 01 Standard, (+228) 22 21 35 24 Fax : (+228) 22 22 20 73
Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP)	Près de l'Institut National d'Hygiène-Quartier administratif (+228) 22 22 57 59
CNAO (Centre National D'appareillage Orthopédique et De Rééducation)	Bd de la Victoire, Route de Kpalimé, Tokoin Hôpital - BP 3173, Lomé-Togo (+228) 22 21 46 73/ 22 22 98 79
Centre Hospitalier Universitaire Campus	Bd. Gnassingbé Eyadéma, Campus Cité OUA - 03 BP 30284, Lomé - Togo (+228) 22 25 47 39/ 22 25 77 68/ 22 25 97 09
Chu Sylvanus Olympio	198, Rue de l'Hôpital, Tokoin Hôpital - BP 57, Lomé – Togo (+228) 22 21 25 01/ 22 21 05 01/22 21 00 66
Centre hospitalier Régional d'Aného	Aného - Togo Tel : (+228) 23 31 00 17
Centre hospitalier Régional d'Atakpame	Atakpamé - Togo Tel : (+228) 24 40 00 01
Centre hospitalier Régional de Dapaong	Dapaong - Togo Tel : (+228) 27 70 81 16 / 27 70 81 14 / 91 88 02 74
Hopital de Bè	Rue la Chapel, Bè Pa de Souza Tel : (+228) 22 21 70 71 / 22 21 53 17
Centre hospitalier Régional de Tomde	Route Kara-Kétao, Carrefour Lama ou Bleu, Non loin du CEG Tomdé BP 257 Tel : (+228) 26 60 02 50 / 91 77 16 18
CHU Campus	Bd. Gnassingbé Eyadéma, Campus Cité OUA - 03 BP 30284 Tel : (+228) 22 25 47 39 / 22 25 77 68 / 22 25 97 09
CHU Sylvanus Olympio	198, Rue de l'Hôpital Tokoin Hôpital - BP 57 Tel : (+228) 22 21 25 01 / 22 21 05 01 / 22 21 00 66
Clinique Barruet	2753, Bd Félix Houphouët Boigny, non loin de Millenium Microfinance Gbényédji - BP 4526 Tel : (+228) 22 71 56 98 / 90 08 73 03 / 99 57 44 99
Clinique BIASA	Derrière Ancien LONATO, BP: 2160 LOMÉ Tel : (+228) 22 21 11 37 / 22 21 11 60

Clinique Chirurgicale de Lomé	25 rue, Agbalépédogan dans le von de Ms Consulting en face d'Adébayer Djidjolé - 04 BP 658 (+228) 22 25 10 53 / 99 03 89 30 / 99 52 86 70
Clinique International Dr KODOM	23 Rue CAFE – CACAO, derrière le commissariat DONOU en face de la Place des Fêtes Edem Parc, Adinamoto Avénou - BP 20783 Lomé Cité Tel : (+228) 22 51 85 95 / 90 18 85 95

Clinique Chirurgicale de Lomé	25 rue, Agbalépédogan dans le von de Ms Consulting en face d'Adébayer Djidjolé - 04 BP 658 (+228) 22 25 10 53 / 99 03 89 30 / 99 52 86 70
Clinique International Dr KODOM	23 Rue CAFE – CACAO, derrière le commissariat DONOU en face de la Place des Fêtes Edem Parc, Adinamoto Avénou - BP 20783 Lomé Cité Tel : (+228) 22 51 85 95 / 90 18 85 95

A 27.3. Numéros d'urgence in Togo

Institutions	Contact
UHC Sylvanus Olympio	22 21 25 01
UHC Campus	22 25 77 68/22 25 47 39
Firemen	118 ou 22 21 67 06
National Gendarmerie	117 ou 22 22 21 39
Case of covid	111
Police rescue	177
Central Police Station Lomé	22 21 28 71

A 27.3. Emergency numbers in Togo

Institutions	Contact
UHC Sylvanus Olympio	22 21 25 01
UHC Campus	22 25 77 68/22 25 47 39
Firemen	118 ou 22 21 67 06
National Gendarmerie	117 ou 22 22 21 39
Case of covid	111
Police rescue	177
Central Police Station Lomé	22 21 28 71

A 27.4. Operation araignée

Prefectures	Contact
Lacs	1263
Haho	1277
Vo	1264
Zio	1266
Ogou	1268
Kozah	1283
Tchaoudjo	1279
Tchamba	1280
Oti	1293
Tône	1290

A 27.4. Operation Spider

Prefectures	Contact
Lacs	1263
Haho	1277
Vo	1264
Zio	1266
Ogou	1268
Kozah	1283
Tchaoudjo	1279
Tchamba	1280
Oti	1293
Tône	1290

FIGURES

Table des figures
Figure 1: Infrastructures de transport
Figure 2: Principales routes au Togo
Figure 3: Figure 3: Principales routes ferroviaires au Togo
Figure 4: Carte des ressources minérales du Togo
Figure 5: Carte des indices miniers du Togo
Figure 6: Plan directeur final
Figure 7: Plan directeur (Phase 1 Extension)
Figure 8: Plan directeur (Phase 2)
Figure 9: Accès à PIA
Figure 10: Zone Industrielle
Figure 11: Aménagement proposé pour l'entrepôt
Figure 12 : Disposition proposée de ICD
Figure 13: Spécifications techniques et représentations d'images
Figure 14: Stationnement proposé pour les camions
Figure 15: Emplacement proposé de l'entreposage à sec
Figure 16: Emplacement proposé des terres commerciales
Figure 17: Plan du site résidentiel proposé et volumétrie
Figure 18: Emplacement proposé des zones de l'installation
Figure 19: Immeuble du Guichet unique
Figure 20: Emplacement proposé des zones de services publics
Figure 21: Parc Textile

FIGURES

Table of Figures
Figure 1: Transportation infrastructures
Figure 2: Main roads in Togo
Figure 3: Main rails in Togo
Figure 4: Mineral resources map of Togo
Figure 5: Mineral occurrences map of Togo
Figure 6: Final master plan
Figure 7: Master plan (Phase I Extension)
Figure 8: Master plan (Phase 2)
Figure 9: Access to PIA
Figure 10: Industrial Zone
Figure 11: Proposed Warehouse Layout
Figure 12: Proposed ICD Layout
Figure 13 : Technical Specifications and Image representations
Figure 14: Proposed Truck Parking
Figure 15: Proposed Location of dry storage
Figure 16: Proposed Location of Commercial Land Area
Figure 17: Proposed Residential Site Plan & Massing
Figure 18: Proposed Location of Facility Areas
Figure 19: SWC Building
Figure 20: Proposed Location of Facility Areas
Figure 21: Textile park





écrivez nous à : info.pia@arisenet.com Site internet : pia-togo.com



**PLATFORM INDUSTRIAL
ADETIKOPE (PIA) SAS**

**PLATEFORME INDUSTRIELLE
D'ADETIKOPE (PIA) SAS**

-  PIA: Plateforme Industrielle d'Adetikopé
-  PIA - Plateforme Industrielle d'Adetikopé
-  PIA Togo
-  PIA_Togo